Denis Szabo (1929-)

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC)
Université de Montréal

(1986)

SCIENCE ET CRIME

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Denis Szabo, **SCIENCE ET CRIME**.

Paris: Librairie J. VRIN; Montréal: Éditions BELLARMIN, 1986, 281 pp.
Collection: Bibliothèque criminologique.

M. Szabo est criminologue et fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC), Université de Montréal

Avec l'autorisation formelle accordée le 25 mai 2005 de diffuser tous ses travaux.

Courriel : denis.szabo@umontreal.ca ou son assistante :
gwladys.benito@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 14 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Denis Szabo

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

SCIENCE ET CRIME (1986)

Paris: Librairie J. VRIN; Montréal: Éditions BELLARMIN, 1986, 281 pp.
Collection: Bibliothèque criminologique.

Table des matières

[Présentation du livre](#) (Quatrième de couverture)

[Introduction](#)

[Chapitre I.](#) **Société, culture et criminalité : la problématique de la criminologie comparée**

[Critique de l'ethnocentrisme occidental](#)

[Démarches typologiques et postulats](#)

[Types de sociétés et droit](#)

[Rôle de la criminologie](#)

[Classification des sociétés et analyse descriptive](#)

A. [Les sociétés post-industrielles](#)

B. [Les sociétés industrielles](#)

C. [Les sociétés traditionnelles, pré-industrielles](#)

[Conclusion](#)

[Chapitre II.](#) **Révolution permanente ou éternel recommencement : la criminologie en situation**

[Idées et situations](#)

[Postulats ou articles de foi ? Implications criminologiques](#)

[Implications criminologiques](#)

[Sciences humaines et sociales et politiques sociales](#) : les frénétiques années soixante

[La résistance des structures en place à l'innovation en matière sociale](#)

[Crise de confiance dans la science comme remède aux problèmes sociaux](#)

[Impact de la science sur les politiques et les réactions néo-classiques](#)

[Collusion du conservatisme et du gauchisme](#)

[Méritocratie et égalité des résultats](#) : Bell V. Rawls

[Sécularisation et légitimité](#) : crise dans les critères des moralités

[L'invariance de valeurs et relativisme dans le jugement moral](#)

[Positivisme, historicisme et la crise de légitimité scientifique](#)

[Philosophie morale et criminologie](#) : continuités et ruptures

[L'obstination des faits](#) : justification des continuités

[La criminologie québécoise et le contexte nord-américain](#)

[Conclusion](#)

Chapitre III. La criminologie comparée et son impact sur la politique criminelle

- A) Criminologie (comparée), politique criminelle (comparée) : dialogue entre criminologies et politiques criminelles
- B) La politique criminelle et la science des politiques (policy sciences)
- C) Problèmes théoriques et méthodologiques de la recherche comparative : examens de quelques stratégies de recherche
- D) Bilan provisoire et recommandations : en guise de conclusion

Chapitre IV. Évaluation des politiques criminelles : promesses et limites de l'application des concepts et des techniques d'évaluation de programmes en matière criminelle

- A) Problématique
- B) Le système de justice criminelle et les recherches sur l'évaluation des politiques
- C) Analyse du processus politique : de la formation à l'évaluation
- D) Conclusion

Chapitre V. La prévention en milieu urbain : analyse de quelques stratégies

- A) Le milieu urbain : augmentation du danger réel ou augmentation (réelle) de la peur du crime
- B) La prévention : concepts
- C) Les stratégies de prévention
- D) Quelques réflexions macro-sociologiques sur la prévention dans la société de masse contemporaine

Chapitre VI. Violence collective et processus politique : peut-on défendre la démocratie ?

- A) Le terrorisme contemporain - spécificités. Confusion théorique et problème de définition
- B) Le contexte sociologique du terrorisme : une matrice pour interprétation
- C) Recommandations pour la défense de la démocratie

Conclusion

Chapitre VII. Police, culture et communauté rôle et fonctions de la police dans le contrôle social et judiciaire

Quelle police et quel public ? La fonction de la police dans la société contemporaine

Un concept clef dans la relation entre la police et le public : l'exercice du pouvoir d'appréciation par le public

Modèles d'organisation policière et professionnalisme

Caractéristiques du comportement des policiers (Wilson, 1968).

Modèle A (Légaliste)

Modèle B (service)

Modèle C (surveillance)

Culture du public ; sous-culture policière ; interdépendance et conflits

La police et le public éclaté : typologie de société et rôle de la police

Culture policière et structure sociale

Organisation locale et organisation centralisée

Intégration normative élevée et intégration normative faible

Bibliographie

SCIENCE ET CRIME (1986)

PRÉSENTATION DU LIVRE **(Quatrième de couverture)**

[Retour à la table des matières](#)

Denis SZABO, né à Budapest en 1929 a aujourd'hui la nationalité canadienne, son pays d'adoption qui vient de lui décerner la plus élevée de ses décorations (l'Ordre du Canada).

Professeur à l'École de Criminologie de l'Université de Montréal, qu'il a fondée en 1960 et Président du Conseil de direction du Centre international de criminologie comparée, Denis SZABO est chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris et Directeur d'études associé à l'École des hautes études des sciences sociales.

Ancien Président et Président honoraire de la Société internationale de criminologie, il appartient aux Conseils de direction des deux autres organisations internationales de science pénale (la Société internationale de défense sociale et l'Association internationale de droit pénal). Il a été honoré de plusieurs prix internationaux (Prix Sutherland, U.S.A., 1968 ; Prix Beccaria, Allemagne, 1970), a collaboré à de nombreuses commissions d'enquête sur la justice, la violence et la criminalité (au Canada, aux U.S.A. et en France) et a publié en français, anglais, espagnol et allemand de nombreuses études criminologiques.

Le livre de Denis SZABO s'inscrit dans la suite logique du précédent ouvrage publié par lui dans la même collection (Criminologie et politique criminelle, 1978).

Après avoir noté le choc des deux conceptions de la criminologie que sont le modèle thérapeutique dans lequel on recherche la réinsertion sociale du délinquant et le modèle conflictuel qui préfère modifier la société jugée défectueuse plutôt que de tenter d'y adapter le délinquant, l'auteur dépasse le conflit dans le présent ouvrage. Au travers de plusieurs études centrées sur des aspects particuliers, il montre que la sagesse doit être aujourd'hui, en matière de traitement de la délinquance dans les démocraties occidentales, non plus de prôner le bouleversement quel qu'il soit, mais de mener une politique de petits pas associée à une évaluation rigoureuse des résultats.

SCIENCE ET CRIME (1986)

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

La persistance de la conduite criminelle se confond avec l'histoire de l'humanité. Personne n'a pu prouver, d'une manière convaincante, l'existence d'un état paradisiaque où la transgression des normes - aussi peu nombreuses et peu contraignantes qu'elles fussent - ne pose un problème à ceux qui doivent garantir la sécurité et le bien-être des citoyens partageant un espace politique commun. Certaines utopies postulent toutefois un état de grâce exempt de criminalité et de ses corollaires, les lois répressives. De Platon à Thomas More, de Karl Marx à Lénine, on promettait un avenir débarrassé du crime et de l'appareil de l'État répressif. Le postulat d'un état d'innocence parfait justifiait cet espoir. Les mouvements de réformes pénales, l'élaboration d'une politique criminelle interventionniste qui ne se contentait plus de vouloir modifier les symboles, des épiphénomènes, ont vu le jour durant la période de prospérité économique postérieure à la seconde guerre mondiale. Une politique criminelle, inspirée par les sciences sociales, en particulier par la criminologie, a vu le jour dans le cadre des régimes socio-démocratiques qui ont surgi dans les pays occidentaux durant cette même période. Dans sept chapitres, nous nous proposons de peser dans chacun des plateaux de la balance, les réussites et les échecs, les promesses tenues ou les échecs subis par des protagonistes de mouvements sociaux qui se sont alliés ou qui se sont affrontés ; qui ont été tantôt encouragés, tantôt déçus durant les

dernières trente années, tant en Europe de l'Est, de l'Ouest qu'en Amérique du Nord. Les problèmes posés par le tiers et le quart du monde sont différents mais ils seront abordés à l'occasion.

La bibliographie est indicative et sommaire. L'aspect théorique et méthodologique des thèmes est particulièrement développé afin d'encourager à entreprendre des travaux de recherche. Par ailleurs, les matériaux sont présentés dans une perspective comparative : il s'agit, en fait, d'un enseignement de criminologie comparée.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre I

Société, culture et criminalité

[Retour à la table des matières](#)

Le présent chapitre propose, à partir d'une démarche macro-criminologique, une certaine lecture de la société, un cadre d'interprétation de la culture et de la criminalité contemporaine. Les concepts utilisés ont été esquissés à partir des ouvrages antérieurs de l'auteur (Szabo, 1978).

Ainsi, l'objet même de nos études dépend largement des influences qu'exercent sur lui les changements sociaux et surtout les transformations culturelles qui se sont si profondément manifestées dans le monde depuis le dernier quart de siècle. Il existe toujours un décalage entre l'appareil conceptuel, l'approche théorique et la réalité, surtout au niveau des significations perçues par les observateurs scientifiques. En particulier le concept de la culture, qui se réfère aux valeurs et aux normes, si intimement liées à l'idée de la déviance, de la sanction et à toute la problématique de la régulation sociale fait l'objet de débats approfondis [voir en particulier, Barton (1980), Aron (1977), Nisbet (1980), Hook (1980), Mendras (1980), Boudon (1980), Cohen (1980), Adeyemi (1980) et Clifford (1977)]. Néanmoins, nous avons tenté d'apporter un ensemble de réflexions préliminaires, espérant ainsi contribuer à la compréhension de phénomènes complexes qui font partie de notre monde contemporain.

CRITIQUE DE L'ETHNOCENTRISME OCCIDENTAL

[Retour à la table des matières](#)

L'autorité des hommes et des institutions n'est pas seulement récusée à l'intérieur de la culture occidentale ; elle est aussi remise en question par rapport aux cultures non-occidentales. Le sentiment de supériorité, qui fut propre à la civilisation occidentale, depuis le temps des grandes découvertes du XVe et XVIe siècles, n'a pas survécu à la décolonisation qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. L'ethnocentrisme au profit de l'Occident est remplacé par le polycentrisme à l'échelle du monde. A l'instar du monde non-intégré des sociétés occidentales, aucune « culture » n'accepte l'autorité des valeurs, ni la légitimité d'une démarche qui dérive de valeurs de cultures concurrentes.

L'Occident a projeté sa propre crise culturelle à l'échelle du globe ; les antagonismes entre valeurs culturelles polycentriques se retrouvent dans les relations scientifiques ou professionnelles interculturelles. Cette position est bien illustrée par Cohen (1980). Il dénonce avec sarcasme les interactions entre criminologues occidentaux et ceux du Tiers Monde ; il s'agit de l'exportation d'une « marchandise » avariée dont la consommation s'est déjà avérée pernicieuse dans les pays d'origine. Il se place dans la perspective conflictuelle, qui postule l'incompatibilité des intérêts entre les pays « dépendants » et ceux qui « dominant ». Il établit un parallèle entre l'exportation du lait en poudre qui tend à limiter le recours à l'alimentation du nourrisson par le sein maternel au détriment de la santé du nouveau-né. Au lieu d'y voir l'exploitation commerciale d'un manque d'information qui résulte du décalage ou à l'accessibilité de l'information qui peut s'élever à plusieurs années, entre les « modes » qui ont cours (et qui changent fréquemment) en Occident, il y voit l'agression cynique et « naturelle » de la culture dominée par la culture dominante. Il est difficile de s'empêcher de penser que l'auteur pêche par cela même qu'il reproche aux autres : « exporter » ses problèmes d'occidentaux en proie à une mauvaise conscience devant l'échec de certaines mesures, inspirées par sa « science ».

S

Il est fort instructif à cet égard de noter comment un criminologue africain, Adayemi (1980), s'exprime au sujet du rôle du facteur culturel dans les relations entre la criminologie occidentale et la criminologie africaine. Il conclut, sans réserve, à l'universalité de la criminologie comme discipline scientifique. Il met en garde cependant contre l'application sans discernement des théories, faisant appel aux variables culturelles. Ainsi par exemple, la famille étendue et matrilineaire africaine a forcément une dynamique sociale différente dans le processus de socialisation que la famille nucléaire d'origine européenne. Le chômage aussi a une signification différente étant donné les jeux de solidarité familiale ou tribale. L'autorité parentale varie suivant l'organisation matriarcale ou patriarcale des sociétés. Mais l'universalité de l'étiologie n'est point en cause. C'est la variable culturelle bien plus que la variable sociale ou psychologique qui est profondément différente. Adayemi fait la même observation pour la pénologie et l'administration de la justice. La rétribution, l'élimination, la resocialisation répondent à des pratiques précises dans la justice africaine. Le processus de l'africanisation des systèmes juridiques hérités de l'époque coloniale est cependant largement entamé. Si l'objectif de la justice africaine insiste davantage sur la réconciliation, et la compensation que sur la punition ou la rétribution, il s'agit là quand même d'un champ continu de mesures où la plupart des éléments de la justice universelle (et pas seulement occidentale) retrouvent leurs reflets. Par ailleurs, la modernisation inéluctable des sociétés traditionnelles africaines obligent le législateur comme ceux qui administrent la justice à « inventer », à ajuster perpétuellement les lois, les pratiques et les règlements aux exigences de la justice de leurs populations (Brillon, 1980).

Une des caractéristiques de la crise culturelle des sociétés occidentales, propre au type de société non-intégrée, est la présence de plusieurs paradigmes culturels, la plupart du temps mutuellement exclusifs. Il en résulte l'absence d'un cadre de référence aux valeurs acceptées par tous. Dans une telle société, le hiatus usuel entre l'idéal à atteindre et la réalité est considéré comme la preuve du mensonge et de l'hypocrisie de la part de ceux qui ne peuvent pas s'accommoder de telles insuffisances, car ils adhèrent à d'autres valeurs. Les jugements sommaires qui résultent d'une telle démarche qui ont toutes les carac-

téristiques de l'anathème lancé lors des guerres de religion. Il n'est donc pas étonnant que dans la communication déjà citée, Cohen (1980) termine ses propos en dénonçant l'hypocrisie de la présence occidentale en Afrique ; il ne réalise pas qu'il est lui-même un représentant typique de l'Occident (désuni) dont les propos sont justiciables devant le contexte occidental seulement.

Or, comme le note Clifford (1977) l'atomisation juridique qui caractérise le droit occidental et qui est, comme nous l'avons vu, corollaire d'une crise culturelle propre à des sociétés non-intégrées, n'est pas du tout un phénomène général à l'échelle de la planète. Si le désarroi a saisi les milieux intellectuels et parfois les dirigeants politiques des démocraties occidentales, il n'en va pas de même dans les autres parties du monde. Les sociétés intégrées, reconnaissant l'autorité d'un système de valeurs, interprété par des chefs civils ou religieux, comptent parmi elles les pays islamiques et les pays du camp socialiste, la Chine et la Yougoslavie inclus. Les pays d'Afrique noire au sud du Sahara, quelle que soit leur appartenance religieuse ou politique, peuvent être également comptés parmi les sociétés intégrées étant donné le rôle tout puissant de leurs chefs d'État et l'existence en général, d'un seul mouvement politique. Le système de castes met la société hindoue dans une catégorie à part comme l'appartenance au modèle occidental singularise le Japon (Clifford 1977). L'Amérique latine oscille entre le modèle des sociétés partiellement intégrées et non-intégrées (Rico, 1978).

DÉMARCHES TYPOLOGIQUES ET POSTULATS

[Retour à la table des matières](#)

Voici le postulat qui nous servira de point de départ : chaque société, chaque système social, produit une certaine quantité de conduites déviantes et d'infractions, les unes sanctionnées par des mesures de régulations sociales (coutumes), les autres, par les mesures administrées par la justice. La qualité de ces conduites et de ces infractions varie, sinon absolument, du moins très considérablement. La vie en société (en groupe) exige des règles ; la liberté de l'homme implique la

possibilité de leur transgression. Voici l'équation simple qui nous sert de postulat :

Dans chaque société, il existe une combinaison unique entre la structure sociale (distribution par l'âge, le sexe, la division du travail social, la mobilité sociale et géographique, etc.), la culture (us et coutumes, valeurs et normes) et la personnalité de base (profils psychologiques de droits acquis par la socialisation et l'inculturation (voir : diverses classifications comme celles de Riesman (1964) ou de Kohlberg (1975), entre autres »). C'est le degré d'intégration de ces divers éléments autour des valeurs culturelles qui leur donnent une signification aussi bien fonctionnelle (utilitaire) que morale (adhésion fibre des individus) qui permet d'établir une typologie des sociétés.

Dans les sociétés intégrées (A), il y a harmonie, non exempte de tensions, évidemment, entre les valeurs sociales et individuelles, les moeurs des groupes composant la société et les règles, les lois qui régissent ou sanctionnent les comportements individuels ou collectifs. Il y a une corrélation et une harmonie entre les mécanismes de régulation sociale, les rouages des réglementations ou législations régissant les conduites (Szabo, 1978).

Ces sociétés peuvent appartenir à l'ère industrielle, pré ou post-industrielle. Par exemple, une partie importante des sociétés traditionnelles à caractère rural d'Afrique et d'Asie peuvent être classifiées parmi les sociétés intégrées. Il en va de même du Japon parmi les sociétés déjà entrées dans l'ère post-industrielle et des pays socialistes où le marxisme-léninisme est une doctrine d'État, et qui se partagent entre les pays appartenant à l'ère industrielle (l'Europe de l'Est) ou des sociétés pré-industrielles (pays socialistes d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique).

Dans les sociétés partiellement intégrées (B) se manifestent non seulement des tensions mais des contradictions entre les valeurs, les normes et les conduites individuelles ou collectives. Si le désaccord entre groupes et individus divers concernant les valeurs ne sont pas insurmontables au niveau des principes, les interprétations données peuvent varier considérablement et peuvent constituer ainsi des sources de conflits nombreuses. Si la corrélation et l'harmonie entre les

mécanismes de régulation sociale et les rouages de l'administration de la justice ne sont pas rompues, elles présentent des ratés et des distorsions donnant naissance à de nombreuses dysfonctions.

La grande majorité des pays occidentaux appartient à ce type de sociétés qui se situent surtout à l'ère post-industrielle. La quasi-totalité d'Amérique latine s'y apparente ainsi que plusieurs pays d'Asie tels que la Malaisie, Singapour, la Corée du Sud, certaines régions du sub-continent indien et de l'Insulinde et les régions très urbanisées d'Afrique au Sud du Sahara.

Enfin, le type de sociétés non-intégrées (C) se caractérisent par des oppositions apparemment insurmontables entre les valeurs, les normes qui, contradictoires les unes par rapport aux autres, inspirent des groupes, des mœurs qui déterminent des conduites incompatibles, conflictuelles, contradictoires les unes par rapport aux autres. Dans ces sociétés, ne peut exister une harmonie pré-établie entre les valeurs motivant les conduites, justifiant des normes et des mécanismes de régulation sociale et judiciaire. Ou plutôt, l'harmonie existe au niveau de chacune des « sociétés » qui composent la société globale qui n'est plus tenue ensemble par aucun lien s'appuyant sur une culture commune et partagée.

Les conflits endémiques qui caractérisent les sociétés non-intégrées empêchent leur perpétuation. Les sociétés que l'on peut classer comme appartenant à ce type, représentent des collectivités des ères pré ou post-industrielles, des sociétés industrielles à un certain moment de leur histoire. La société française durant les événements de mai 1968, la société des Etats-Unis devant la phase finale de la guerre du Vietnam, les sociétés sud-américaines révolutionnaires ou contre-révolutionnaires évoquent l'image de ce type de société. En fait, c'est une situation pré-révolutionnaire à laquelle succède assez rapidement, une consolidation due à la révolution ou à la contre-révolution.

TYPES DE SOCIÉTÉS ET DROIT

[Retour à la table des matières](#)

Chacun de ces trois types de société a une façon d'arbitrer ses conflits, d'administrer sa justice qui pourrait se caractériser par une conception différente de la séparation des pouvoirs. Il y a une discussion suivie dans la littérature anthropologique concernant la conception du droit et du pouvoir. Nous ne comptons pas la reprendre en détail ici. Alliot (1965) nous invite à abandonner notre croyance dans l'échelle des sociétés avec l'idée que les sociétés occidentales s'élèvent vers leur sommet, que les sociétés qui en sont les plus différentes en sont aussi les plus éloignées et demeurent par conséquent aux échelons les plus bas et que l'ensemble des sociétés humaines se situent entre les deux, à des échelons d'autant plus élevés du développement qu'elles ressemblent aux nôtres. C'est une erreur, souligne-t-il, d'assimiler différence et échec, ressemblance et succès.

Si nous considérons le cas des sociétés intégrées (A), la séparation des pouvoirs (judiciaire, législatif et exécutif) y est soit diffuse soit largement formelle. En effet, comme le note Gluckman (1971) dans les sociétés traditionnelles, pré-industrielles, la séparation entre les coutumes, les droits et les devoirs est soit inexistante, soit embryonnaire. La plupart des sanctions sont intrinsèques aux relations sociales elles-mêmes. La logique même de ces relations implique la notion de l'obligation. La sanction est rarement dispensée par des instances judiciaires séparées ; les sociétés primitives refusent volontairement au chef le pouvoir de coercition. Selon Alliot (1965), ce refus procède de la volonté de maximiser l'indépendance collective et individuelle. La sécurité que donne la diversité juridique constitue un obstacle à l'uniformisation du droit qui inclut également, la séparation des pouvoirs. L'enchevêtrement des mécanismes de régulation, souligne encore Alliot (1965), et l'absence d'autonomie des mécanismes juridiques tant à l'égard des croyances religieuses, des convictions éthiques, que des techniques magiques, renforcent encore le respect du droit.

En ce qui concerne les sociétés intégrées appartenant à l'ère industrielle, mais au régime marxiste-léniniste, le droit représente évidemment un champ distinct dans l'ensemble des institutions propres aux sociétés socialistes. Mais la séparation des pouvoirs demeure subordonnée à la dictature du prolétariat ou aux intérêts de la classe ouvrière. Dans certaines conjonctures historiques, le droit se dissout d'ailleurs dans les rapports de forces par la police. La légalité socialiste s'instaure au fur et à mesure de l'affermissement du pouvoir du parti communiste. C'est à ce moment là aussi, que la séparation des pouvoirs prend corps.

Dans les sociétés partiellement intégrées (B) le droit représente un champ autonome et spécifique sur le plan institutionnel. On a tendance de plus en plus à le séparer du champ propre aux mœurs faites de coutumes, de l'ensemble des règles de mécanismes de la régulation sociale. Les incertitudes quant aux valeurs motivantes des comportements affermissent les principes de légitimité des divers pouvoirs. C'est ainsi que l'on relève dans ces sociétés de nombreux conflits entre les trois pouvoirs. Par exemple, l'interprétation des membres de certains syndicats de la magistrature en France ou en Italie est durement contestée par les autres branches du pouvoir. Ce qu'on appelle « l'activisme judiciaire » aux Etats-Unis, conduit à l'intervention directe des juges dans l'administration scolaire, hospitalière etc., au détriment des prérogatives du pouvoir exécutif (Sowell, 1980).

La raison que les philosophes et les jurisconsultes ont invoquée au début du XIX^{ème} siècle devait légitimer l'acceptation du droit aux yeux de tous. Sans prétendre que ce droit fut rationnel, on considérait qu'il était raisonnable et que sa rencontre avec la raison, laquelle se retrouve en tout homme, devait entraîner cet assentiment de tous d'où découlait la force juridique de certains actes. Selon M. Alliot (1965), c'est ainsi que le droit romain retrouvait un nouveau fondement et une vocation à l'universalité. Supposant la conscience universelle et immuable, la conscience individuelle du juste et de l'utile devenait le fondement du droit. Très rapidement, souligne Alliot, les zones de résistance contre cette fiction de l'universalité s'organisèrent. Pour que ce droit puisse exister on aura besoin du concours de la société et celle-ci, par jurisprudence, modifiera profondément le droit. On assiste à la constitution d'un droit jurisprudentiel élaboré à partir de di-

verses sources dont la plus importante est la loi. Sans l'apport de l'administration de la justice, le droit n'a que peu de signification. Pour illustrer son argument, Alliot (1965) note que la version anglaise du Pater noster comporte 56 mots, les dix commandements 297 mots, la déclaration américaine de l'indépendance 300 mots, la version anglaise de la directive de la Communauté économique européenne sur les exportations d'œufs de cane, 26 911 mots. Cet éclatement du droit en droits spécialisés, complétés par d'innombrables directives, règlements, etc., correspond aux zones de résistance des groupes qui constituent ces sociétés partiellement intégrées. La séparation des pouvoirs y est donc sélective.

Enfin, dans les sociétés non-intégrées (C), qui se caractérisent par un polycentrisme culturel, les pouvoirs sont diffus à des degrés plus ou moins grands, entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire à l'intérieur de chacun des systèmes qui composent ce type de société et qui s'y opposent. On y est arrêté, jugé et exécuté par la même instance. La justice « révolutionnaire » est l'exemple caractéristique de l'absence de la séparation des pouvoirs. Le droit n'y constitue guère un champ institutionnel là non plus. La conscience aiguë des valeurs permet le passage à l'administration des mesures directement sans l'entrave que constituent les règles de procédures qui dérivent normalement de la séparation des trois pouvoirs.

Dans la perspective que nous avons adoptée ici, seules les sociétés partiellement intégrées (B) disposent d'un régime d'administration de la justice qui reflète la séparation rigoureuse des pouvoirs. L'équilibre délicat qui s'y établit est cependant toujours à la merci de crises qui éclatent dans la sphère culturelle. La légitimité des principes est alors contestée et l'équilibre peut être rompu au profit de l'un ou l'autre de ces pouvoirs. Lorsqu'on dénonce le gouvernement des assemblées, celui des juges ou celui des masses (abus des plébiscites), de présidence « impériale », on parle de l'équilibre rompu. La crise de la culture occidentale dont nous parlions plus haut, exerce donc une influence décisive sur l'administration de la justice et le système juridique des sociétés partiellement intégrées que sont la plupart des démocraties occidentales. Un glissement dangereux vers le type des sociétés non-intégrées peut s'opérer ainsi et l'apparition de la « justice révo-

lutionnaire » peut être notée (terrorisme endémique, guerre civile, etc.).

RÔLE DE LA CRIMINOLOGIE

Si nous examinons maintenant le rôle de la science, en l'occurrence celui de la criminologie, dans les divers types de sociétés, nous constatons qu'il diffère sensiblement. Dans les sociétés intégrées de type socialiste, le criminologue est surtout l'ingénieur social en plus d'être un chercheur. Dans les sociétés traditionnelles, c'est le problème de dysfonction entre la justice traditionnelle et la justice moderne qui prédomine. Il est introduit par les anciennes puissances coloniales en même temps que les processus d'urbanisation et d'industrialisation. Dans les sociétés partiellement intégrées, les fonctions cognitives, évaluatives aux côtés des fonctions critiques se retrouvent, en diverses doses et combinaisons, suivant des conjonctures historiques particulières. Finalement, dans les sociétés non-intégrées, la science est résorbée dans l'action, la connaissance est subordonnée aux nécessités de l'engagement politique : la critique conduit à la rébellion, voire à l'insurrection.

CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS ET ANALYSE DESCRIPTIVE

[Retour à la table des matières](#)

Dans la deuxième partie de cet essai, nous allons esquisser une classification des sociétés du globe, tenant compte des postulats que nous venons d'exposer concernant les rôles respectifs de la structure sociale et les valeurs culturelles, le droit, la justice et la science criminologique, dans trois types de sociétés : intégrées, partiellement intégrées et non-intégrées. Cette classification sera basée sur un critère plus général qui englobe ceux cités précédemment. Il s'agit de la protection de la population qui est exercée dans les services (a), dans l'industrie (b) et dans les mines et l'agriculture (c). Si le secteur tertiaire prédomine massivement, nous parlons des sociétés postindustrielles

(À), si c'est le secteur secondaire qui domine, il s'agit des sociétés industrielles (B), si c'est le primaire, ce sont des sociétés traditionnelles, parfois en voie de développement (C).

A - Les sociétés post-industrielles

[Retour à la table des matières](#)

La répartition de la population entre les trois secteurs est la suivante : secteur primaire : moins de 20% secteur secondaire : moins de 40% ; secteur tertiaire : plus de 40. Toujours sur le plan de la structure sociale, ces sociétés sont caractérisées par un haut degré de mobilité tant géographique que sociale. On note le phénomène « d'urbanisation » c'est-à-dire l'extension du genre de vie urbain vers les centres ruraux ou semi-urbains. Le type de personnalité favorisé par l'organisation sociale de ce genre est le « other-directed » de David Riesman. Le changement étant préféré au statu quo et à la stabilité, l'éducation bien que « permissive », assure plus de récompenses aux personnalités novatrices et agressives qu'à celles qui sont conformistes. Le rôle des « écoles parallèles » s'accroît dans ces sociétés, en particulier grâce à l'extension des communications électroniques. Celui de la famille subit des changements importants dus à l'accroissement de la proportion des femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer ainsi qu'au taux élevé des divorces.

Le régime politique est celui des démocraties parlementaires, qui par la voie de la fiscalité, sont devenues, la plupart du temps, des démocraties sociales et économiques. Si du pluralisme des valeurs résulte une société partiellement intégrée, le principe de la méritocratie est généralement maintenu. Compétition, concours, liés aux performances au rendement demeurent des concepts-clef comme des valeurs dominantes dans la dynamique sociale. Leur affaiblissement lors des crises économiques et sociales contribue d'une manière non-négligeable à la crise de légitimité des institutions, à la crise culturelle.

La criminalité dans les sociétés post-industrielles est élevée. Aux côtés de la criminalité traditionnelle (vols, fraudes, délits contre les

personnes) on voit un vif accroissement des délits avec violence contre les personnes lors de la commission des délits contre la propriété. La criminalité organisée, recourant à l'extorsion, au trafic des biens illicites (drogues, etc.), profite de l'esprit de libre entreprise que facilite les communications et est rebelle au contrôle bureaucratique surtout préventif (carte d'identité, contrôle bancaire etc.). La criminalité des cols blancs se multiplie ainsi que l'abus de puissance économique comme en témoignent les législations anti-trust et celles qui protègent les consommateurs. La délinquance féminine connaît un accroissement tel qu'on ne doit pas exclure sa parité avec le taux de criminalité masculine. Elle est due à l'augmentation du nombre des femmes dans les activités hors du foyer et à l'égalisation accrue entre les statuts féminin et masculin dans les sociétés post-industrielles. La délinquance juvénile est à la hausse aussi. La distinction entre conduite déviante et délinquante devient malaisée. Ce que la criminologie américaine nomme le « status offender » (jeune qui a commis un acte qui, posé par un adulte, ne constitue pas un délit), ou la criminologie soviétique les « hooligans » ou les parasites, se sont multipliés aux côtés des jeunes accusés de délits qui, s'ils n'étaient pas mineurs, leurs auraient valu de sévères condamnations privatives de liberté. L'extension de l'usage des drogues a non seulement fourni une source de revenu substantiel à la pègre ; il a aussi infesté des générations de jeunes qui vécurent leur adolescence depuis les années soixante.

La crise culturelle qui frappe à des degrés variés certaines sociétés post-industrielles, donne lieu à une recrudescence des infractions pour motif politique. Non seulement le terrorisme mais également des phénomènes de désobéissance civile ou des manifestations politiques extra-parlementaires appartiennent à cette catégorie de délits ou d'actes déviants (violence écologique, anti-nucléaire, etc.). *

On peut conclure que plus une société est pluraliste, plus elle est mobile et prospère, plus nous rencontrons le phénomène de la frustration relative (relative privation), source importante et croissante de la délinquance dans les sociétés post-industrielles. Or, comme la logique

* « Délits » ne réfèrent pas à la nature de l'acte ; il qualifie la méthode utilisée pour sa classification.

de ces sociétés va vers une plus grande diversité, un plus grand pluralisme allant de pair avec une plus grande tolérance, plus grande est la liberté de succomber aux multiples tentations d'enfreindre les règles nombreuses mais souvent imprécises que cette société se donne pour « réguler » ses propres relations sociales.

Ainsi, l'administration de la justice est tributaire de la séparation stricte des pouvoirs. En particulier, l'indépendance de la magistrature est l'objet d'une attention jalouse. Que les magistrats soient élus comme dans certaines juridictions américaines, parmi les membres expérimentés du Barreau, formés au cours d'une carrière de fonctionnaire comme dans les régimes français au continental européen, les règles de procédures précises sont établies pour assurer l'indépendance des juges. Bien que la notion de la responsabilité soit la pierre angulaire de la philosophie du « sentencing » et que l'attention accordée aux actes au détriment de la personne soit plus aiguë depuis quelque temps, on peut affirmer néanmoins que la fonction de la médecine et le recours à l'expertise scientifique caractérise la pratique judiciaire. Les peines privatives de liberté ne sont appliquées qu'en dernier ressort, la probation et les amendes comme, depuis peu, la compensation des victimes sont largement utilisées. Dans la justification de l'emprisonnement même, figure aux côtés des fonctions rétributives et punitives, le principe de la réhabilitation et de la resocialisation. En dépit des critiques dont ce concept fut l'objet depuis quelque temps, la resocialisation offerte mais non imposée aux détenus demeure un acquis de la pénologie des sociétés post-industrielles.

En ce qui concerne la délinquance juvénile, la prévention a depuis longtemps pris le pas sur la répression pure et simple. La prise en charge du jeune par tout un réseau de services qui unissent leurs efforts pour sa rééducation, se généralise. La tendance vers la déjudiciarisation des diverses conduites déviantes et la prise en charge par les services sociaux se poursuit, malgré l'insistance sur les règles de procédure à observer lors de l'établissement de la matérialité du délit et de la culpabilité de l'accusé.

La sécurité judiciaire des justiciables est largement acquise les défendeurs publics ou l'assistance judiciaire sont accessibles dans la majorité des pays. De plus en plus les services d'aide aux victimes, les

grandes oubliées des réformes des dernières décennies, s'organisent également.

L'accroissement des cas déferés devant les parquets et les tribunaux et les exigences de la procédure pénale tendant à protéger les droits de l'accusé (la présomption de l'innocence) s'accompagnant du phénomène de « plea bargaining », ou de la négociation entre représentants de l'accusation et de la défense. Cette pratique ainsi généralisée, porte atteinte à la crédibilité de la justice. En effet, les cas débattus devant les cours et les sentences rendues par des magistrats revêtent un caractère fictif qui finit par constituer une caricature de la justice.

Le rôle préventif de la police est souligné par rapport à ses fonctions répressives. La tendance est vers la démilitarisation de l'organisation et de la mentalité policière pour en faire un service public mieux implanté dans les communautés locales.

L'insistance sur les droits de l'homme y compris ceux des détenus contribue progressivement à humaniser le système judiciaire et pénologique en limitant les conséquences inutiles et dégradantes d'une inculpation ou d'une incarcération. L'excès des formalismes procédurales risque cependant d'être contre-productif comme l'indique la réaction actuelle à la jurisprudence de la Cour suprême américaine, présidée par le Juge Warren. Néanmoins les acquis demeurent notables et continuent à s'institutionnaliser et à former les bases de la jurisprudence.

La criminologie a connu un épanouissement considérable dans les sociétés post-industrielles. Avec l'ensemble des sciences sociales, elle a bénéficié des préjugés favorables qui accueillaient toutes promesses d'accroissement de connaissances en vue d'une meilleure compréhension de l'étiologie de la conduite délinquante. Même si la crise culturelle a porté un coup sévère à la crédibilité des sciences humaines, assimilées souvent à des techniques de manipulations idéologique et politique, la recherche criminologique fondamentale et appliquée a droit de cité tant dans les universités que dans les services de recherches gouvernementaux. La formation criminologique était acceptée comme une partie de la formation professionnelle pour le personnel

oeuvrant dans l'administration de la justice où elle figure aux côtés du droit, des sciences médicales et psychologiques et du travail social. Dans certains pays, plus que dans d'autres, la criminalité joue même un rôle de leadership parmi les disciplines impliquées dans la prévention du crime. Les commissions d'enquête présidentielles ou royales, des comités de révision des législations et de politiques pénales compétent, de plus en plus largement et systématiquement, des criminologues en leur sein. Ceux-ci, considérés comme spécialistes dans l'étiologie et la prévention du crime, participent aux nombreux débats publics et polarisent ainsi l'intérêt comme les attentes du public à l'égard de la discipline.

B - Les sociétés industrielles

[Retour à la table des matières](#)

Si nous nous tournons maintenant vers les sociétés industrielles, nous constatons les proportions suivantes de la population répartie entre les trois secteurs : moins de 30% dans le secteur primaire ; moins de 50% dans le secteur secondaire ; et pas plus de 40% dans le secteur tertiaire. Les pays socialistes d'Europe de l'Est, d'importantes régions au pourtour de la Méditerranée et quelque têtes de ponts de régions très urbanisées dans le Tiers-monde appartiennent à ce type de sociétés. Les mobilités sociale et géographique sont élevées, mais contrairement aux sociétés post-industrielles, elles sont réglementées, et contrôlées soit par des méthodes administratives, soit par des politiques économiques plus ou moins indépendantes des mécanismes du marché. Le système d'éducation a tendance à favoriser les personnalités plus conformistes que créatrices, plus disciplinées que révoltées. Le régime politique se caractérise par l'hégémonie d'un parti politique unique, porte-parole présumé de l'intérêt général incarné dans une classe, dans une race ou ethnie dominante ou dans une combinaison des deux. Une bureaucratie centralisée applique les politiques arrêtées par l'élite politique, dont l'autorité est tempérée parfois par l'influence des comités autogestionnaires comme en Yougoslavie.

Le principe d'organisation politique consiste dans l'égalitarisme qui s'oppose à la ré-introduction d'une différenciation sociale basée sur

l'acquisition des moyens de production dans les pays socialistes et par la domination des intérêts économiques souvent étrangers dans les autres régions industrialisées non socialistes. Dans ces dernières on favorise alors la naissance ou la consolidation des bourgeoisies locales dont le genre de vie contraste fortement avec celui des masses demeurées en marge du processus d'industrialisation. Ici, c'est l'inégalitarisme à peine tempéré par la méritocratie qui caractérise le principe d'organisation politique.

La criminalité dans les pays industrialisés est comparativement peu élevée. Dans les pays socialistes, grâce aux traits d'une société intégrée, les institutions sociales telles que la famille, l'école, le voisinage, le milieu du travail, etc., exercent une influence positive certaine sur les mécanismes de régulation sociale. Le refus d'admettre des échelles de valeurs concurrentes par le système de valeurs dominantes diminue la propension à la constitution des sous-cultures nombreuses et structurées qui pourraient servir de soutien à des groupes marginaux, déviants ou délinquants. Si la criminalité apparaît endémique dans les zones urbanisées des pays industrialisés à régime non-socialiste, celle-ci est aussi et souvent tributaire d'une division ethnique (tribus immigrants en Afrique), ou d'une division extrême entre urbains et ruraux (comme en Amérique latine ou dans le bassin méditerranéen). La criminalité organisée est moins importante que les délits résultant de la corruption ou d'activités économiques illégales (pour les pays socialistes et la partie industrialisée du Tiers-monde). Cette criminalité économique a un caractère diffus et est considérée par les autorités comme extrêmement grave. Elle est alimentée par les lacunes dans le système de distribution et de production de biens de consommation. Cette difficultés paraissent aussi congénitales dans les pays industrialisés à régime socialiste que le crime organisé qui détourne à son profit la finalité des régimes capitalistes dans les sociétés post-industrielles. La criminalité violente contre les personnes et les biens est moins élevée dans les pays à régime socialiste ; elle est en tout cas, beaucoup plus marquée dans les régions industrialisées et urbanisées non-socialistes. L'extrême inégalité et le sentiment généralisé d'injustice sociale expliquent pour une large part le phénomène. La délinquance féminine est peu élevée et l'on peut en dire autant de la délinquance juvénile. Dans les pays socialistes, les organismes de prévention sont nombreux et relativement efficaces. Dans les grandes villes

du Tiers monde, il est difficile de qualifier de « délinquante » l'activité d'une jeunesse parfaitement marginalisée par rapport aux groupes dominants. L'explication de leur activité relève plus de la science politique que de la criminologie. L'usage des drogues est relativement peu répandu et les contestations du régime juridique et politique dominant sont moins importantes dans les pays industrialisés à régime socialiste que dans les démocraties libérales des pays post-industriels. Quant aux grandes villes du Tiers-monde, la même observation vaut que pour la délinquance juvénile : c'est un problème de marginalité, même pas de déviance et surtout pas de criminalité.

L'administration de la justice se distingue par une certaine séparation fictive des pouvoirs : le parti unique, l'armée, les deux ensemble exercent un pouvoir prédominant sur les autres organisations. Dès que les régimes politiques procèdent cependant à une consolidation, le respect du principe de séparation des pouvoirs s'accroît. Si les peines sont « médicales » dans les pays socialistes, elles sont aussi exemplaires. Le très fort sentiment de légitimité du régime qui prévaut dans les organes de la justice, dans les cours comme à la police, rend leur action sans ambiguïté et d'une considérable sévérité. La répression orientée vers l'élimination prévaut dans les zones urbanisées du monde non-socialiste. Nous constatons parmi les divers organes de la justice, une prééminence de la police et du parquet, au détriment de la magistrature ou des experts de sciences humaines. L'activité des « escadrons de la mort » constitue l'exemple de cas extrêmes d'une perversion de la justice.

Le rôle des peines privatives de liberté était conçu toujours dans les pays socialistes comme étant punitif et éducatif. Le travail pénal est intégré dans l'ensemble du système de production et l'assistance post-pénale pour les détenus libérés est généralisée et institutionnalisée. La peine est censée ramener le criminel dans le droit chemin et la pénologie socialiste doit réaliser cet objectif. D'ailleurs, contrairement aux pays post-industriels non-socialistes, les pays socialistes intègrent la pénologie dans la politique sociale générale. L'esprit de prévention prévaut largement, parfois même au détriment du principe de la légalité des délits, surtout en ce qui concerne l'étendue du pouvoir d'arrestation et de surveillance exercé par la police. Le respect des droits de l'homme est normalement subordonné aux principes de la justice so-

ciale qui assure l'égalité des chances à chaque citoyen, suivant la doctrine qui prévaut dans les pays socialistes. Le respect de ces droits demeure souvent fictif dans les zones industrialisées non-socialistes devant la surcharge incroyable de l'appareil judiciaire et l'absence d'organismes ou d'institutions de surveillance ou de contrôle d'assistance.

La criminologie joue, depuis de nombreuses années, un rôle important et reconnu dans les pays socialistes. Son rôle est similaire à celui qui est le sien dans les pays post-industriels à un critère près. En effet, si le développement de la recherche scientifique pour accroître nos connaissances en vue de la prévention de la criminalité constitue l'objectif statutaire de la criminologie socialiste, la fonction critique y est comprise dans un sens tout autre que dans les sociétés partiellement intégrées des pays post-industriels à tendance libérale. En effet, les principes même de la morale socialiste, ceux du régime socialiste et du droit socialiste ne peuvent pas faire l'objet de critiques ou de contestations. Les moyens pour la mise en oeuvre des principes socialistes peuvent cependant être largement critiqués et il faut se souvenir que la criminologie fait aussi partie des matières enseignées aux fonctionnaires de l'administration de la justice.

Étant donné la définition marxiste du droit, la criminologie a moins d'autonomie dans le cadre juridique général qu'elle n'en dispose dans les pays non-socialistes et post-industriels. Elle est cependant statutairement présente dans l'administration de la justice ce qui est moins généralement pratiqué dans les pays non-socialistes.

Dans les pays à régime non-socialiste, la portée de la criminologie universitaire demeure largement fictive et elle est à toute fin pratique absente des services gouvernementaux.

C - Les sociétés traditionnelles, pré-industrielles

[Retour à la table des matières](#)

Finalement, nous en arrivons aux sociétés traditionnelles, préindustrielles. La structure socio-économique se lirait comme suit le secteur primaire comprend un minimum de 50% de la population le secteur secondaire pas plus de 30% et le secteur tertiaire moins de 20%. Nous classifions dans cette catégorie la quasi-totalité de l'Afrique noire au sud du Sahara, la très vaste majorité des pays d'Asie à part de la Chine et du Japon, et une fraction notable d'Amérique latine où survivent des sociétés amérindiennes. Il faut admettre que la ligne de démarcation n'est guère facile à tracer entre ces sociétés et celles qui connaissent un progrès galopant d'industrialisation. Il existe d'ailleurs des classifications plus raffinées tenant compte des indicateurs tels que les revenus provenant des hydrocarbures, l'équipement technologique urbain, la scolarisation ou l'alphabétisation etc... Mais notre propos n'aurait pas été servi par une typologie plus précise car la co-variation avec la criminalité, l'administration de la justice et la criminologie n'aura pas pu être établie avec davantage de précisions. Nous devons donc noter qu'il n'y a pratiquement plus de sociétés pré-industrielles ayant un statut politique d'État qui n'ait pas sur son territoire une tête de pont de la société industrielle dans quelques zones fortement urbanisées. Mais ce qui donne une certaine unité typologique à ces sociétés c'est leur caractère disloqué car télescopé. En effet, les populations qui font partie de ces sociétés et états appartiennent à des ethnies souvent différentes et les distances sociales qui séparent les élites éduquées des masses populaires se mesurent par des siècles si l'on retient l'échelle chronologique d'évolution sociale. Les couches dirigeantes occidentalisées de ces pays sont séparées par leur genre de vie, plus parfois que par leur mentalité, de leurs compatriotes vivant dans l'économie pré-industrielle ou en marge de l'économie moderne. La personnalité de base est empreinte de valeurs magico-religieuses. En effet, le système de socialisation traditionnelle ne sépare pas le champ social du champ religieux ; ce dernier domine normalement les valeurs sociales. La structure politique est autoritaire : partis uniques, chefs plus ou moins

charismatiques, légitimés soit par une idéologie nationaliste, soit par une idéologie socialiste, soit la plupart du temps, par les deux.

La criminalité dans ces sociétés est aussi télescopée et antinomique que la structure sociale. En effet, la fraction rurale de la société traditionnelle ne connaît que des crimes des plus classiques contre les personnes au contre les biens qui sont normalement réglés dans le cadre des coutumes et de la justice embryonnaire. La criminalité endémique des grandes villes est inséparable du problème de la marginalité des immigrants ruraux. La corruption politique, judiciaire et policière est également généralisée ; la lutte incessante contre ces maux ne produit que des résultats très limités. La sécurité publique étant peu assurée, le banditisme archaïque sévit à bien des endroits. La criminalité des cols blancs s'apparente à l'abus de la puissance économique ; le consommateur est très peu protégé contre les pratiques commerciales prescrites sous d'autres cieux. La contestation politique est réprimée, elle prend normalement l'allure d'une insurrection ou d'une menace de guerre civile.

Dans l'administration de la justice, la séparation des pouvoirs relève, en général, d'une fiction juridique. En fait tout, y compris les fonctions judiciaires, est subordonné à l'autorité du chef. Celui-ci est l'interprète du sens de justice de son peuple que les agents judiciaires exécutent plus ou moins fidèlement. Si les sentences sont quasi-judiciaires, orientées plus vers la conciliation que vers la vengeance ou la rétribution dans les sociétés traditionnelles, elles sont exemplaires et souvent féroces dans les régions urbanisées. L'élimination des coupables par l'application de la peine de mort et, surtout, par la pratique endémique de la détention préventive, demeure une des caractéristiques importantes du système judiciaire. Les peines corporelles sont fréquemment pratiquées et pas seulement dans les pays à tradition islamique. La politique de prévention est sinon inexistante, tout au moins embryonnaire. Le chômage, et surtout le sous-emploi, sont endémiques et bien souvent la formation des populations immigrées dans les grandes villes est insuffisante pour soutenir la compétition sur le marché du travail. Comme le désaccord politique se traduit à l'occasion par un conflit politique armé, la justice est fréquemment dominée par les doctrines de la sécurité nationale. Sous prétexte de se protéger

contre la subversion, la justice ne tolère souvent ni critique ni surtout des contestations organisées contre les politiques gouvernementales.

Quelle fonction peut jouer la criminologie dans ce type de société ? La fonction traditionnelle de connaissance doit s'exercer pour révéler la réalité sociale, judiciaire et criminologique. En révélant l'injustice, la criminologie ne peut pas devenir un instrument de la répression ou de la manipulation judiciaire. Au contraire, elle risque d'être perçue par les détenteurs du pouvoir comme ayant partie liée avec ses opposants. La contribution de la criminologie à la formation professionnelle demeure, pour ces mêmes raisons, extrêmement restreinte. Bien souvent, les priorités nationales ne comprennent pas la prévention du crime et on n'oriente pas les étudiants vers l'étude d'une discipline qui ne figure pas parmi les exigences de la fonction publique. Dans d'autres régions, comme en Amérique latine par exemple, la criminologie exerce dans plusieurs pays une vigoureuse fonction critique qui va jusqu'à l'engagement politique. Étant donné la déontologie propre à cette science, elle ne peut pas être au service de l'injustice. Dans l'absence de garanties politiques institutionnelles concernant la séparation des pouvoirs et la liberté de la recherche, elle peut être contrainte à s'engager directement dans les luttes politiques voire militaires, aux côtés de ceux dont les intérêts ou la dignité ou l'honneur furent bafoués.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Voici le panorama que nous avons dressé en esquissant à très gros traits les caractéristiques sociales de trois types de sociétés en tentant d'y préciser le profil de la criminalité, les fonctions et rôles de la justice et de la criminologie. Nous avons donné un caractère d'essai à ce chapitre afin de ne pas alourdir la démonstration par des références nombreuses. Nous avons surtout visé à proposer un cadre d'analyse, basé sur la méthode typologique, en tenant compte principalement de la variable culturelle comme facteur explicatif tant de la criminalité que de la justice et de la réaction sociale institutionnalisée. Nos réflexions concernant la crise culturelle dans les sociétés occidentales

partiellement -intégrées et vivant dans l'ère post-industrielle indiquent l'importance relativement majeure de ce facteur dans l'explication tant de la criminalité que de la nature de la réaction sociale et judiciaire qu'elle suscite.

Nous avons insisté sur la nécessité de replacer le débat criminologique dans le contexte plus vaste des discussions qui se poursuivent à l'échelle de toutes les sciences humaines et politiques. En effet, cette crise qui frappe les valeurs culturelles est la même dans tous les domaines de l'action humaine. Les débats sur la définition de la « déviance » et de la « délinquance » sont de la même nature que ceux qui opposent les spécialistes dans l'application des tests pour définir et pour évaluer l'action éducative. Comment celle-ci opère, à quels impératifs psycho-sociaux elle répond ; la réponse à ces questions demeure aussi inconnue aujourd'hui qu'il y a 50 ans bien que des moyens énormes fussent mis en couvre depuis 20 ans pour faciliter des réformes. Les facteurs sociaux (famille, ethnie, revenu, habitat, etc.), que les recherches manipulaient, étaient précis comme l'étaient les facteurs classiques de la connaissance cognitive. Ce qui a changé, c'est le facteur culturel, la manière dont les facteurs sociaux et individuels se combinent, acquièrent un sens et revêtent une signification dans une conjoncture historique donnée. La démocratisation de l'enseignement, l'égalité effective des chances pour les femmes, les minorités ethniques, suscitent les mêmes discussions que la criminalité des affaires, la délinquance juvénile, les délits pour motifs idéologiques et cela pour les mêmes raisons. Les protagonistes ne sont plus d'accord sur les valeurs qui inspirent leur jugement qui en constitue le paramètre. Comme le note Coles (1980), le « Soi », dans ses éléments des plus affectifs, dans ses idéo-syncrasies les plus spécifiques est devenu le standard, la norme dans la culture contemporaine. Rien d'étonnant donc que, dans cette culture dominée par la communication, plus on communique, moins on se comprend. Et l'auteur plaide avec Kierkegaard, pour le droit au silence et une culture où la civilité au lieu du « Soi » devient la norme. Civilité pour Coles est liée avec l'allégeance a des valeurs qui transcendent les goûts et les sensibilités personnelles. C'est le contraire de l'impulsion, c'est proche du raisonnable, c'est proche du débat loyal poursuivi dans un cadre constitutionnel, suivant des règles précises et acceptées. La renonciation à la satisfaction des impulsions, c'est là la civilité selon Coles (1980, p. 141). Et l'on re-

joint ici, curieusement, la réflexion de Nisbet (1980), cité au point de départ de cet essai. En effet, la notion du progrès, comme celle de la civilité, sont au coeur de la définition de la culture, des valeurs structurant une culture. Si elles perdent toutes références à la transcendance, au sacré, elles n'accomplissent plus leur fonction primordiale dans chaque société : l'intégration dans un tout des divers éléments sociaux et individuels qui la composent. L'absence du consensus, l'absence de l'intérêt général exacerbe les conflits et rend très difficile sinon impossible tout compromis par défaut de valeurs de référence transcendantale des intérêts-valeurs particuliers, individuels ou de groupes. Politique de revenu, de santé, d'éducation c'est comme la justice : le recours à la connaissance scientifique ne devrait se faire qu'au service d'un « intérêt-valeur » supérieur-transcendante. A son défaut, l'accusation de partisanerie, l'appel à la lutte (« aux armes sociologues ! »), l'esprit de guerre de religion envahit le champ de la réflexion, de la recherche et de l'action sociale.

Nous avons souligné à quel point ce phénomène de crise culturelle était limité dans le temps comme et surtout dans l'espace. La recrudescence des mouvements religieux dans le Tiers-monde et la stabilité idéologique des pays du camp socialiste circonscrit cette crise très nettement dans le milieu de l'intelligentsia occidentale. Les couches plus larges de l'Occident, si l'on exclut l'exemple américain sont relativement peu touchées par le caractère aigu de cette crise (Barton, 1980). C'est le monde de communication et de l'éducation qui en est le plus profondément atteint, selon cet auteur, qui se base sur l'examen de polls de Gallup de plusieurs décennies.

Le criminologue occidental doit donc être très attentif dans ses contacts avec le reste du monde à ne pas projeter ses propres complexes, ses propres biais, caractérisés par la crise culturelle, sur le reste du monde. Il sera également bien avisé d'attacher la plus grande importance à l'examen du facteur culturel dans l'analyse de la criminalité. À son défaut, en effet, il peut lui échapper le sens même des conduites, des normes et des valeurs qui transforment en dernière analyse, un fait en crime, une mesure en acte de tyrannie.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre II

Révolution permanente ou éternel renouvellement la criminologie en situation

IDÉES ET SITUATIONS

[Retour à la table des matières](#)

L'expérience humaine ne couvre que l'espace d'une génération : les idées qui embrasent l'une apparaissent souvent à la suivante comme des bizarreries à classer parmi les accessoires de l'histoire. L'enthousiasme qui soulève les cœurs à une certaine période historique porte sur des valeurs apparemment fort différentes de celles qui mobilisent la suivante. Ces ruptures sont-elles réelles ou seulement apparentes ? Ces contradictions sont-elles insolubles ou bien s'agit-il de questions posées différemment ? L'histoire de la philosophie de la science fournit des arguments à la thèse de la permanence comme à celle de la rupture : chacun s'alimente aux sources qui garnissent le mieux son arsenal (Yankelovich, 1981). Illustrons ce dilemme en relatant la perception et la justification des projets de la génération qui avait trente ans en 1960. Une certaine conception de l'homme, de la société et de la science, celle du bien commun, en un mot, une idéologie assurait, à ses propres yeux, la légitimité de son action. Ce sentiment de légitimité, communiqué aux médias, emportait l'adhésion de la fraction de la

population qui était prête à prendre le risque de changement au nom de la modernisation et du progrès.

Le propos de cette étude est d'élucider la succession des mouvements d'idées et de réformes auxquels furent mêlés les criminologues québécois par un retour critique sur les intentions, les aspirations et les interventions de la première génération des criminologues qui ont implanté la discipline au Québec, quelques années après la naissance des autres sciences sociales. Les sciences sociales sont jeunes dans notre milieu ; la criminologie l'est davantage. La troisième génération de criminologues, ceux d'entre 30 et 40 ans, constituent l'écrasante majorité des protagonistes de la pensée et de la pratique criminologique actuelle au Québec. Cette génération, très près à la fois du fondateur du département et, surtout, de ceux de la quatrième génération œuvrant sur le terrain, vit en symbiose plus avec la réalité scientifique et intellectuelle nord-américaine qu'avec les idéologies d'origine européenne au locale. La nature de l'administration de la justice explique sans doute, principalement, ce phénomène qui se manifeste par ailleurs, avec quelques années de décalage par rapport aux Etats-Unis. C'est cette situation qui explique le recours systématique de l'auteur aux débats américains pour éclairer les démarches, les déboires comme les succès de la criminologie québécoise.

POSTULATS OU ARTICLES DE FOI ?

[Retour à la table des matières](#)

Incontestablement, le ferment du changement dans le domaine pénal ne venait pas de la base ; ce ne sont ni des policiers, ni des gardiens de prison, ni des magistrats ou des criminalistes du barreau qui prenaient la tête de mouvements d'idées, de programmes de réformes audacieux. Ce sont les travailleurs intellectuels, les universitaires épris d'idées qui introduisaient l'esprit de renouveau. Formés par les sciences humaines et sociales au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ces psychiatres, psychologues ou sociologues voyaient dans la conduite criminelle un problème d'inadaptation psychologique et socio-culturelle. Ils considéraient le droit pénal et l'administration de la justice qui en émanaient, comme déphasés et particulièrement mal

équipés pour faire autre chose qu'une répression pure et simple. La prévention et la resocialisation avaient, d'après eux, une priorité évidente.

On conçoit bien que le message criminologique dans le champ de la politique criminelle (branche récente de la politique sociale) charrie des éléments disparates. Nous esquisserons une sorte de portrait-robot des réformateurs intellectuels des années 50. Qu'est-ce qui les a fait courir ? Il s'agit bien de valeurs motivantes, de convictions, de croyances basées sur une expérience personnelle acquise durant une phase particulière de l'histoire. Elles sont inséparables des préférences épistémologiques, des choix méthodologiques, des sympathies idéologiques ou des antipathies politiques. L'importance de la prise de conscience de substances fort mélangées du contenu de la « boîte noire » vient du fait que l'engagement des scientifiques (des criminologues) dans la définition et la détermination des options de politiques sociales se justifiait, voire se légitimait par la compétence qu'était censé assurer leur qualité de scientifiques.

a) Le premier et le plus profond des engagements concernait une constitution et une organisation politiques permettant l'exercice sans entrave de la démocratie politique, parlementaire, et par conséquent pluraliste. L'avènement des régimes totalitaires à parti unique dans plusieurs grands pays d'Europe, l'attrait que ces régimes exerçaient sur plusieurs mouvements politiques nationalistes et socialistes dans la majorité des pays européens durant l'entre-deux-guerres, entraînaient la défection de maints intellectuels au service du nationalisme (socialiste), ou du socialisme (bolchévique). En arrière scène, l'hécatombe de 1939-45 justifiait comme une sorte d'impératif moral absolu, les régimes de démocratie parlementaire libérale.

b) Cette restauration ou l'affermissement (suivant que l'on se trouvait en Suisse ou en Belgique, par exemple) de la démocratie parlementaire devait aller de pair avec la réalisation des réformes profondes assurant la justice sociale. L'avènement d'une démocratie économique et sociale était considéré comme le complément, indispensable pour nous, de la démocratie politique. La politique sociale devait rejoindre la politique économique d'inspiration keynésienne comme l'instrument principal de la légitimation du régime politique.

c) *Le fédéralisme garantissant les droits individuels* devant l'absolutisme de droits collectifs dont abusent les nationalismes exaltés, nous apparaissait comme une forme supérieure de l'organisation politique étatique. Reconnaisant la priorité non seulement aux personnes, mais également aux petites patries, aux provinces, aux municipalités, etc., l'organisation étatique fédéraliste constituait un antidote aux passions nationalistes, de la même manière qu'une politique sociale inspirée par la justice sociale constituait la meilleure panacée contre la passion égalitaire révolutionnaire.

d) La recherche du *consensus démocratique* par la négociation, par l'expérimentation rationnelle vise à établir les meilleurs moyens d'atteindre des fins essentiellement partagées par les membres de la communauté. L'instrument privilégié de cette démarche fut... la recherche scientifique. Les sciences naturelles devaient révolutionner, accélérer au maximum le progrès technologique ; le développement des sciences de la vie, de la médecine ; des sciences humaines et sociales, la technologie de relations humaines et enfin la qualité de la vie individuelle et collective. En allant vers la découverte des lois de la nature inorganique, organique et superorganique - pour utiliser aujourd'hui les expressions archaïques d'une anthropologie évolutionniste - on permettait d'optimiser l'utilisation des ressources, une fois que le consensus fut établi sur les priorités, sur les fins, par un authentique parlementarisme démocratique.

En résumé, l'attitude anti-totalitaire, appuyée sur les vertus d'une démocratie parlementaire, la croyance dans la fonction légitimatrice de la justice sociale, dans le rôle d'un État peu envahissant à orientation fédérale et de la recherche scientifique au service d'un consensus démocratique, dégagé dans un cadre politique pluraliste : voici très schématiquement le complexe de croyances qui influençait les valeurs motivantes de cette génération. La croyance en ces valeurs, le rejet d'autres valeurs, assuraient un fort sentiment de légitimité à l'aspiration et à l'action que celle-ci commandait. Il ne faut pas oublier que ces valeurs dont nous parlons semblaient d'autant plus convaincantes qu'étaient nauséabondes les ruines résultant des croyances d'autres élites, d'autres fractions de l'intelligentzia et à qui fut attribuée la responsabilité principale de la banqueroute sociale, politique et morale

provoquée par la deuxième guerre mondiale. Cette caractéristique historique, donc contingente et relative, des croyances doit être soulignée.

Notre propos principal est de l'illustrer quant à la criminologie. En effet, chaque génération recommence une expérience historique, irréductible, unique, et est portée à considérer, à jauger les valeurs motivantes des précédentes générations principalement sous l'angle d'une critique existentielle plus que d'une critique logique ou immanente. C'est ce particularisme qui nourrit la composante gnostique d'une croyance dont les éléments visibles, apparents, appellent une évaluation objective et rationnelle. C'est cette jonction du visible, de l'évaluable, du rationnel avec la dimension cachée, reléguée aux confins de l'inconscient et de l'affectif-irrationnel qui est la plus difficile à démêler, à préciser, à faire admettre. C'est pourtant là que se trouve la clef des explications nécessaires pour comprendre ce qui donne une cohérence, une autorité, un fort sentiment de légitimité à l'action d'une génération, action qui perd ces qualités dans l'esprit et au cœur de celle qui les suit.

IMPLICATIONS CRIMINOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Que signifiait pour la criminologie de cette génération ces quatre engagements aux valeurs ? a) La démocratie parlementaire repose sur le principe de la séparation des pouvoirs. L'indépendance du pouvoir judiciaire et le recours que celui-ci pouvait avoir aux sciences humaines dans l'exercice de ses fonctions furent une préoccupation majeure. La prostitution du pouvoir judiciaire au service d'un exécutif, d'une idéologie de classe ou de race ou de l'omnipotence étatique, monnaie courante dans les régimes totalitaires ou autoritaires, constituait un repoussoir énorme. Une magistrature indépendante utilisant les sciences humaines dans la détermination des moyens les plus appropriés pour rendre justice, voici un idéal qui fut celui de la défense sociale, fondé en 1946 et qui s'assurait de la sympathie active de la majorité des criminologues (Ancel, 1981). Les juges sont les remparts des li-

bertés individuelles. Leur intégrité et leur dépendance constituent la garantie de l'esprit de la loi qui, sans cela, ne serait qu'un chiffon de papier. Le Ministère de la justice est le ministère politique par excellence : dans notre perspective, cela veut dire qu'il s'agit d'une mission qui transcende l'élément partisan de la politique. Il symbolise la synthèse organique des intérêts particuliers qui devient ainsi l'intérêt supérieur. La police, dans ce système, est essentiellement ré-active ; elle intervient seulement après l'infraction et tous les avantages ou presque sont assurés au prévenu et à son avocat en face du ministère public qui doit administrer la preuve de ses soupçons, preuve soumise à des conditions très exigeantes. « Mieux vaut cent coupables en liberté qu'un innocent condamné ! », voilà le dicton qui caractérise bien l'esprit de cette justice. b) La justice sociale exigeait l'accès de la politique criminelle au statut d'une véritable politique sociale. Reconnaisant les imperfections du système de démocratie libérale, donnant plus de -garanties à la sauvegarde juridique des libertés individuelles qu'à des conditions effectives et concrètes de leur exercice, d'importantes mesures furent conçues et, au moins partiellement, réalisées. Énumérons-les rapidement : la justice des mineurs, basée sur le principe de la réadaptation, s'est constituée aux côtés de la justice des adultes. Des institutions de rééducation ont été conçues pour sortir les enfants des prisons pour adultes. Des cliniques de diagnostic et des centres d'orientation psycho-pédagogique furent créés pour mettre en oeuvre une politique de prévention auprès des familles, des écoles, des quartiers urbains, etc. On a reconnu le caractère néfaste de la prison, son coût matériel et social très élevé. On l'a proclamée une *instance de dernier recours*. La probation, la libération conditionnelle, les mesures thérapeutiques offertes aux détenus figurent toutes parmi les mesures proposées et largement appliquées à l'instigation des criminologues. La généralisation de l'assistance post-pénale allait de pair avec l'universalisation de l'aide juridique aux nécessiteux : une véritable sécurité judiciaire est née, pour compléter la sécurité sociale. L'indemnisation des victimes d'actes criminels complétait cette longue série de mesures dont le coût fut couvert par une fiscalité de plus en plus lourde. Les ressources fiscales furent le produit de l'expansion économique sans précédent de la période allant de 1950 à 1973. Au Québec, la « révolution tranquille » constituait, dès 1960, un facteur d'accélération dans le développement. L'ensemble de ces mesures était considéré comme faisant partie d'un système - le système de justice

criminelle - et l'objectif de la prévention dominait celui de la répression, la réhabilitation était accentuée au détriment de la punition et le recours aux lumières des sciences criminologiques s'est généralisé au détriment de la routine nourrie de l'expérience quotidienne dans l'application des lois, de l'administration de la justice et des peines (Voir la revue « Criminologie » de 1979 à 1981). c) L'esprit fédéraliste nous rendait sensibles au rôle de la communauté tant dans la prévention qu'en matière de resocialisation. L'esprit rationaliste qui présidait à la création des Panopticum, des phalanstères pénitentiaires, nous répugnait. On prévoyait plutôt la création d'institutions de tailles petite et moyenne, à l'échelle humaine pour recréer des relations sociales véritables, à contenu affectif humanisant, à l'intention des détenus. Réalisant que la criminalité grave était, en grande majorité, un phénomène urbain et une conséquence de l'urbanisation, les criminologues proposaient une politique de prévention et de resocialisation faisant un usage maximum des ressources de la communauté. L'équipement social des quartiers, le recours à la planification des loisirs, la présence des personnes-ressources dans la rue, dans les lieux fréquentés par une jeunesse inaccessible à l'action des services sociaux traditionnels, voilà parmi bien d'autres, des exemples d'efforts en vue de saisir la criminalité à sa source même, auprès des familles, dans la communauté (Symposium Int. Crim. Comp., 1973). Autant la police avait une mission réactive, autant ces services de prévention étaient orientés vers un rôle pro-actif : le dépistage faisant partie de leurs devoirs et les concepts qui les inspiraient devaient beaucoup à la médecine préventive et communautaire qui connaissait, durant cette même période, un développement spectaculaire (Szabo, 1974). d) L'existence d'un intérêt public qui était plus, et autre chose, qu'une addition des intérêts particuliers, le refus du : « ce qui est bon pour la GM est bon pour l'Amérique » constituait enfin le dernier principe caractérisant les croyances au coeur de la Weltanschauung de cette génération. Mais ni les besoins de la nation (race) ni l'intérêt de la classe (le prolétariat) ne pouvaient constituer le pivot de ce lien général. Ce dernier devait refléter une société méritocratique, tempérée par des mesures de justice sociale assurant la protection de la santé et, dans une certaine mesure, celle de l'emploi, de la famille, du consommateur, de l'handicapé physique ou mental, des démunis devant la justice civile et pénale. Le concept de l'intérêt public, bien que défini par le concours des citoyens et de leurs organisations œuvrant dans le champ politique, devait cependant

beaucoup à l'action des sciences sociales. Les intellectuels, spécialistes des sciences humaines, devaient être capables de dépasser le ghetto des intérêts particuliers. En explorant la réalité psychologique, sociale et culturelle de l'homme et de son milieu, le spécialiste était capable d'indiquer aux responsables politiques ou administratifs les lacunes, les contradictions, les injustices occultés par l'écran des intérêts particuliers. La croyance dans la « vérité des faits » ne fut pas seulement une profession de foi positiviste. Elle avait aussi une fonction éminemment morale ; c'est en révélant les faits que l'homme des sciences humaines justifiait son rôle non seulement dans le domaine des connaissances, mais également dans celui de l'action. En effet, peu d'entre nous se contentaient de décrire ou d'analyser des faits. Dès que l'on se proposait de les interpréter, la frontière qui séparait l'interprétation de la dénonciation ou de la recommandation d'action, devenait incertaine.

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES ET POLITIQUES SOCIALES : LES FRÉNÉTIQUES ANNÉES SOIXANTE

[Retour à la table des matières](#)

L'insertion des gens des sciences humaines et sociales dans les divers programmes de politiques sociales devenait de plus en plus importante. Nous suivions en cela une double tradition : les plus « activistes » s'inspiraient de la tradition st-simonienne et marxiste, les autres s'appuyaient sur l'analogie entre les sciences de la vie et la médecine, l'économie et la politique économique. Mais tous considéraient leur science comme un instrument privilégié dans la recherche et l'établissement de l'intérêt public. Les criminologues, par les recherches cliniques sur la personnalité du délinquant, offraient des programmes de resocialisation. Grâce aux recherches sociologiques et évaluatives, ils prônaient des programmes sociaux de prévention et des réformes dans l'administration de la justice. Des programmes de traitement sont nés et ont connu un modeste commencement d'application, plus en matière de justice des mineurs qu'en ce qui concerne les adultes. On expérimentait avec des méthodes de traitement allant des interventions chirurgicales, psycho-pharmacologiques, jusqu'à des

psychothérapies d'inspiration psychanalytique (Ellenberger, 1965). Des techniques de recherches sociologiques complexes ont été mises au point pour bien évaluer l'effet des mesures individuelles et collectives et pour cerner le rôle des facteurs criminogènes dans l'étiologie de la conduite criminelle. Les recherches se sont décuplées durant ces deux décennies bien que leur qualité ne fût pas toujours à la mesure de l'espoir et de l'enthousiasme des chercheurs qui les ont réalisées (Szabo, 1971). Postulant tacitement, qu'en changeant le milieu, (sous-estimant systématiquement le coefficient de résistance au changement, sa force d'inertie) on changeait l'homme, les spécialistes des sciences sociales transportaient le feu de Prométhée dans leur coeur afin de « savoir pour prévoir et prévoir pour pouvoir » suivant le mot d'Auguste Comte.

Cette période de prospérité sans précédent, qu'Aron (1977) situe entre 1947 et 1974, a fait reculer les limites du possible presque à un niveau jamais atteint. Les rêves nourris par des générations connurent un début de réalisation durant ces quelques années. L'extrapolation des courbes de productivité, d'innovations technologiques, la civilisation des loisirs devaient faire accéder les nouvelles générations à des visions de leur avenir d'où, pour la première fois, les lois d'airain de la pénurie seraient abolies (Kahn, 1976). « Philosophes » que nous sommes, pour la première fois dans l'histoire, nous pouvions envisager, selon le mot de Marx, de changer le monde par nos recherches et nos réflexions sans nécessairement prévoir ni souhaiter le changement révolutionnaire prévu par le même auteur. L'accroissement spectaculaire, durant cette même période, des diplômes universitaires donnait également une chance unique au mouvement de la professionnalisation.

La transformation des petits métiers en profession, des fonctions modestes en bureaucraties importantes s'est produite tout naturellement comme une des conséquences de l'expansion économique, de l'accroissement des diplômés universitaires et de la redistribution des revenus par la fiscalité, pour réaliser des programmes inspirés des exigences de la justice sociale. Depuis Weber et l'État napoléonien et plus encore bismarckien, la fonction bureaucratique symbolisait l'avènement de la gestion rationnelle. Elle se substituait à l'arbitraire et à la gabegie féodale, régis par les règles de la hiérarchie traditionnelle,

basés sur le statut au lieu du mérite. Plus les produits de la fiscalité permettaient une politique sociale audacieuse, plus devenaient importants le rôle et la qualité des agents qui en assuraient la livraison et le contrôle par la distribution. Ce gonflement des effectifs fut particulièrement dramatique en Amérique du Nord, où le rôle de l'État était traditionnellement beaucoup plus limité qu'en Europe. Dans les secteurs particulièrement sous-développés de l'administration publique, tels que celui de la justice, tout était à refaire. Une poignée de juristes, quelques militaires rempilés, de rares travailleurs sociaux, des psychologues et des aumôniers peuplaient le domaine de la justice pénale au Québec au commencement des années '50. À ce groupe disparate s'est substituée, dans les années '60 grâce aux sciences sociales, et en particulier grâce à la criminologie, une légion de fonctionnaires chargés d'administrer les services, les programmes tout nouveaux, sortis directement des livres des universitaires-chercheurs-réformateurs. La criminologie fut modelée, dès sa conception, plus sur les sciences sociales à vocation appliquée (telles que l'économie, les relations industrielles, l'urbanisme ou le travail social) que sur celles des disciplines à vocation purement scientifique telles que la sociologie, l'anthropologie ou les sciences politiques, bien que cette antinomie soit plus factice que réelle.

La criminologie, pour ma génération (fin des années '50 début des années '60) s'intégrait remarquablement bien dans l'ensemble de ce qu'on est convenu d'appeler la civilisation post-industrielle. Dans sa vocation comme discipline de recherche, la criminologie visait à accroître les connaissances sur l'homme délinquant et la société criminogène. Pour la première fois dans l'histoire, des ressources lui furent attribuées pour élargir et amplifier ses recherches. L'investissement dans les connaissances a rendu possibles des innovations technologiques qui ont changé radicalement l'environnement et qui ont fait augmenter le niveau de vie d'une manière accélérée. Malgré l'existence d'un certain scepticisme à l'égard des sciences humaines et sociales, l'optimisme dans les conséquences socialement utiles de la recherche scientifique fut étendu également à leur champ d'activité : les fondations privées, les gouvernements n'ont pas marchandé leurs appuis.

Dans sa vocation comme discipline (de formation), la criminologie a opté carrément pour une formation professionnelle. Elle définissait

son champ comme étant celui de l'administration de la justice, la prévention du crime et le traitement des délinquants. Au prix d'une certaine accommodation avec le droit (qui forme les juges et les avocats) et avec la médecine (qui fournit les psychiatres et des médecins légistes), un champ tout neuf de l'administration publique a été défini et dûment investi.

L'innovation intellectuelle (recherche scientifique, critique sociale, vision de justice sociale) s'est traduite, ipso facto, dans la création d'un champ d'action précis investi de fonctions spécifiques. Ce qui pouvait n'être que la conséquence d'une conjonction heureuse et hasardeuse de circonstances favorables pour conduire une idée à son application, fut considérée, par certains, comme la manière rationnelle et scientifique de traiter les problèmes de la délinquance et l'administration de la justice.

LA RÉSISTANCE DES STRUCTURES EN PLACE À L'INNOVATION EN MATIÈRE SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

Il est bien compréhensible que le triomphalisme du « tout marche et tout est possible » de cette période, ait caché la fragilité des hypothèses, la partialité des postulats épistémologiques, ait sous-évalué la capacité de la société à résister au changement et à absorber, en les transformant, des nouvelles institutions. La criminologie fut d'ailleurs loin d'être la seule à avoir souffert d'une grave illusion d'optique. Qu'est-ce qui a mal tourné ? Où sont les failles de l'édifice hâtivement construit depuis 1960 ? On tentera de les esquisser très schématiquement, en dressant le bilan des critiques qui se sont exprimées depuis la fin des années '70.

Tout d'abord, les criminologues « venus au monde » dans les années '70, furent frappés par la capacité de récupération du « système ». La criminologie, qui s'est « collée » au système de justice pénale, est devenue « institutionnalisée » alors que celui-ci est le plus délicat des appareils étatiques, celui qui est chargé de la protection et de la sécurité des citoyens. Étant partie prenante dans le gigantesque effort théra-

peutique de l'État, la criminologie fut accusée de pratiquer la répression « administrativo-thérapeutique ».

Il s'agit là des ingrédients majeurs de l'idéologie motivante et légitimante de la génération des criminologues contestataires de la fin des années '70. L'État libérateur des mécanismes impitoyables de l'économie du marché et dispensant une justice distributive inaltérée, est devenu, aux yeux de certains, l'État oppresseur, illégitime confiscateur de la dignité de l'homme libre et responsable de ses actes.

Sous l'effet combiné d'une stagnation de la productivité et de l'augmentation du prix du pétrole,, la « stagflation » a frappé l'économie des pays hautement industrialisés, situation d'ailleurs qui fut consécutive aux années de contestation. Après quelques années de stagnation et de crise, la révolte fiscale a obligé des gouvernements à réduire des prestations sociales. L'avènement de Ronald Reagan a dramatisé à souhait cette virevolte d'une politique qui venait en droite ligne du New Deal des années '30 (Feldstein, 1981).

La décroissance de la productivité est particulièrement préoccupante. Des conditions draconiennes doivent être imposées pour créer une atmosphère favorable à l'investissement et à l'innovation dont on supposait, erronément, l'expansion permanente. Cette redirection des efforts et des priorités affecte, en tout premier lieu, les orientations de la politique sociale dont les ambitions sont réduites considérablement. Non seulement il n'est plus question d'accroissement de ressources et de nouveaux programmes, mais encore on supprime des volets entiers d'une politique inaugurée il y a quelques années à peine. C'est ainsi que, aux Etats-Unis, par exemple, le « Law Enforcement Assistance Administration », créé en 1967, et qui a connu une expansion jusqu'en 1978, a été supprimé à toutes fins utiles en 1980. Or, ce service fut l'instrument principal de soutien pour la professionnalisation, l'innovation et la recherche dans notre domaine aux Etats-Unis. Au Home Office britannique, doté du service de recherche le plus important et le plus réputé, on parle d'une réduction de plus de 40% des effectifs. Ces deux exemples illustrent une tendance générale dont l'origine peut être imputée à la crise fiscale aiguë (New Society, déc. 1980).

Au Québec et au Canada, ce sont les travaux de la Commission Prévost (1967), ceux du Comité Ouimet (1965), puis les livres blancs publiés sous l'impulsion de Jérôme Choquette, ministre de la justice dès 1970, qui concrétisent l'esprit de la réforme. C'est à partir de leurs recommandations que l'œuvre des changements législatifs et administratifs fut entreprise. L'importance des transformations fut à l'image des besoins ; plus massifs à l'échelle du Québec (où il y avait un terrain quasi vierge) qu'à Ottawa, déjà investi par le réformisme des sociétés « John Howard », véhicule principal des réformes correctionnelles.

D'un bureau squelettique du Procureur Général des débuts des années '60, l'actuel ministère de la justice du Québec est devenu un des rouages majeurs de l'administration publique au Québec. Il vient d'atteindre son point de saturation avec l'ensemble des services du gouvernement du Québec, à cause de l'arrêt brusque de l'expansion bureaucratique. Celle-ci a toutefois absorbé plus de 1200 criminologues diplômés en moins de 20 ans.

Si elle est décisive, la crise fiscale est loin d'expliquer à elle seule ces faits. La logique de l'action des groupements et des associations créés pour défendre des intérêts particuliers a fini par exercer un effet destructeur sur les organes de la société, chargés de défendre l'intérêt général ou l'intérêt public. Bien des associations vouées à la défense d'intérêts légitimes furent portées par l'enthousiasme prométhéen des « entrepreneurs moraux ». Dans des phases ultérieures de leur action, cependant, ces « single interest groups » ont fini par exercer une action néfaste, destructrice pour l'intérêt commun. *Daedalus*, périodique prestigieux de l'Académie américaine des sciences, a consacré un numéro spécial à ce problème (*Daedalus*, 1980 ; Ellul, 1975).

Illustrons rapidement ce problème par un exemple criminologique québécois. Lorsqu'au nom de la professionnalisation, les membres d'un des grands corps appartenant à l'administration de la justice pénale se sont vus offrir la possibilité d'entreprendre des études post-secondaires, beaucoup ont conçu cette mesure, et à juste titre, comme une victoire majeure, un moyen d'accroître leur compétence, leur statut et, cela allant de pair, le niveau salarial de leurs corps professionnels. Or, la mesure a connu un échec partiel car dans l'enjeu des négo-

ciations collectives subséquentes, on calculait le coût déjà élevé des études, en les imputant aux heures de service, puis en temps supplémentaire...

La croyance dans les effets de la bureaucratie comme facteur de rationalisation de la gestion des services publics a connu, eue aussi, des désillusions considérables. Plus les revenus de la fiscalité à taux de croissance progressif augmentaient, plus il a fallu élaborer les politiques et les règlements d'application complexes de celles-ci. A partir d'un certain niveau de fiscalité, le poids de l'appareil bureaucratique devient écrasant. Des auteurs, Etzioni (1980) et Blau (1977) aux Etats-Unis ainsi que Crozier (1981) et Boudon (1977) en France, ont montré les « effets pervers » des réactions en cascades imprévisibles qui sont suscitées par une mesure de politique sociale donnée. Partout et graduellement, une nouvelle croyance s'est répandue, basée sur la conviction que les effets néfastes de la bureaucratie, des appareils de l'État, sont intrinsèques à celle-ci. L'école abolitionniste est née de cette nouvelle croyance dont les représentants les plus talentueux, en criminologie, sont le Néerlandais Hulsman (1977) et le Norvégien Christie (1981). Ils préconisent le remplacement du droit pénal et de l'appareil que sa mise en oeuvre exige, par des mesures communautaires, basées sur la conciliation, l'arbitrage et les sanctions à caractère plus civil que pénal.

La croissance de cette bureaucratie fut plus spectaculaire en Amérique du Nord, et en particulier au Québec, qu'en Europe, soumise déjà historiquement à l'autorité d'un État omniprésent. Le caractère récent de cette bureaucratie en assurait une plus grande flexibilité. En revanche, une plus grande confusion et une inefficacité régnaient dans les services à cause d'une croissance particulièrement rapide. Par ailleurs, le prestige des fonctions liées à l'État dédommageait les bureaucrates européens d'une certaine médiocrité d'ordre matériel, vis-à-vis des employés du secteur privé. Ce prestige, cette dignité d'être un serviteur du public était bien moindre de ce côté-ci de l'Atlantique. Les rémunérations se sont, par conséquent, alignées sur l'entreprise privée. A la suite de leur syndicalisation, les fonctionnaires de l'État touchent des salaires plus élevés que les employés du secteur privé. Les effets négatifs de l'appareil de l'État ont été encore augmentés (Voir les pu-

blications du Fraser Institute Vancouver, P.C. et celles de l'Institute for Economic Education de Londres, 1980).

Il est intéressant de noter, à ce propos, qu'au Québec, la promotion sociale qui résultait de l'investissement massif réalisé au chapitre de l'éducation consistait une sorte de revanche du milieu canadienfrançais pour s'affirmer collectivement, en face de l'élément anglophone qui continuait à dominer le milieu de l'entreprise privée. C'est ainsi, par exemple, que les universités anglophones de la province ont manifesté peu d'intérêt pour les questions pénales, la criminologie a trouvé peu d'échos dans ces universités du Québec, alors que l'intérêt pour les autochtones, les droits de la personne y furent vifs et incontestables.

CRISE DE CONFIANCE DANS LA SCIENCE COMME REMÈDE AUX PROBLÈMES SOCIAUX

[Retour à la table des matières](#)

Un autre point d'ancrage dans les croyances de ma génération s'est ébranlé au cours de la dernière décennie : il s'agit de l'autorité de la science. Nous avons indiqué l'importance que revêtait le postulat voulant que la recherche scientifique constitue la voie royale pour la réalisation du consensus démocratique. Celui-ci résulte du jeu d'interaction, parfois de confrontation, entre les représentants des intérêts divers. Cet effort pour atteindre le détachement, garant de l'objectivité, joint à l'absence apparente d'intérêts corporatifs de l'intelligentsia formée dans les sciences humaines et sociales, devait justifier le rôle d'expert, voire de guide, que préconisait déjà pour eux Mannheim (1956). Or fi est apparu très rapidement que de sévères obstacles se présentaient sur cette voie pourtant exaltante.

Premièrement, le gonflement de la bureaucratie, dû à l'accroissement spectaculaire des fonctions publiques, conduisait à la création d'intérêts bien particuliers pour les praticiens de ces sciences. La médecine, par exemple, tant qu'elle fut une profession purement libérale, pouvait se targuer de définir seule l'intérêt du malade comme celui de sa science. La socialisation partielle de la pratique médicale a rendu

largement illusoire cette prétention. En simplifiant, lisons que le jugement concernant la vie ou la mort d'un patient ne repose entre les mains du praticien qu'en tant qu'exécutant d'une décision prise à l'échelon politique qui attribue les priorités en matière de santé. Puisqu'on peut dès maintenant chiffrer le coût des mesures sanitaires comme d'ailleurs celui des mesures éducatives, c'est l'État qui attribuera les ressources dont résulte la possibilité ou l'impossibilité d'une mesure thérapeutique ou éducative. En fait, l'arbitrage budgétaire de l'État s'étend aujourd'hui à une quantité de phénomènes qui, voici peu de temps encore, émanait du domaine privé. L'harmonisation de la politique économique et sociale d'un gouvernement contemporain constitue un fardeau décuplé par rapport à la situation d'il y a deux générations.

Or, qui exerce concrètement cette fonction de surveillance, de mise en oeuvre de politiques économiques et sociales ? C'est évidemment la fonction publique qui est investie de cette charge redoutable. Et quel est le débouché majeur des diplômés en sciences humaines ? C'est bien l'appareil de l'État qui les absorbe en très grande majorité soit indirectement (c'est le cas des professions de la santé et, dans une certaine mesure, des techniques d'ingénierie et de communications, ces secteurs étant souvent subventionnés), soit directement (le cas de la majorité des sciences sociales classiques : sociologie, anthropologie, sciences politiques et économiques, relations industrielles, service social). La criminologie représente, à cet égard, un cas extrême, la justice étant toujours un monopole d'État. Il y a très peu de débouchés pour les criminologues en dehors des services subventionnés par l'État. Dans ces conditions, ce que les sciences sociales ont gagné en influence et en autorité bureaucratique, elles le perdent, par ailleurs, en termes de liberté et d'indépendance de jugement dans l'exercice de leur fonction critique.

Aux yeux des autres groupes professionnels, les avocats-juristes en particulier, les politiciens, les hommes d'affaires, cette coïncidence entre les sciences humaines et sociales et des politiques sociales coûteuses et généreuses constituait un véritable conflit d'intérêts. Plus il y a d'argent à distribuer, plus il y a redistribution des richesses, plus il y a d'emplois, plus il y a de pouvoirs accordés aux praticiens des sciences sociales. Dans ces conditions, la prétention à l'objectivité, au

rôle privilégié dans la recherche des facteurs de consensus politiques ou de l'intérêt public, n'a pas manqué de susciter un scepticisme croissant, voire une attitude sarcastique de plus en plus ouverte de la part du public.

Il est d'ailleurs ironique sinon paradoxal que les plus stridentes accusations d'hypocrisie et de défense d'intérêts inavouables (dans ce contexte sémiologique, synonymes de « privés ») sont venues de la rébellion anarchiste se manifestant dans des mouvements « anti » : psychiatrie, criminologie, etc. L'apparition des « nouvelles » criminologies, anthropologies, etc. allant de pair, d'une manière notable, avec la prise de conscience de cette contradiction concernant les usagers de la liberté critique et de l'indépendance implicite dans le postulat prométhéen de ces disciplines. Assumer une autorité publique, tellement souhaitée, constitue un succès pour ces sciences dont on payera le prix longtemps encore (voir les revues « *Crime and Social Justice* » et « *Actes* »).

Cette rébellion anti-autoritaire précède, chronologiquement, la crise finale qui a précipité les événements. Elle en fut plutôt l'annonciatrice. Elle procède, d'une part, d'un trait manichéiste souvent décelable dans certaines idéologies absolutistes. C'est le contact avec « l'impur », avec le « système », intrinsèquement mauvais, qui fut condamnable. Mais il ne faut pas oublier, d'autre part, la fonction utilitaire des idéologies, en particulier en matière de mobilité et de luttes sociales. C'est en rejetant « l'ancien » (et les anciens...) que l'on impose le nouveau (et surtout « les nouveaux... »). Cet aspect de la lutte des générations pour laisser leurs marques et pour imposer leur présence, doit être souligné dans toute analyse du changement social.

Parmi ces obstacles, il en est un particulièrement grave : il s'agit de la fragilité essentielle des théories, des hypothèses, voire des postulats scientifiques sur lesquels furent basés les initiatives de politiques sociales (Wilson, 1978). La croyance dans l'utilité sociale des connaissances fut profondément ancrée dans l'esprit de ma génération. À la suite de Durkheim, la majorité des sociologues, par exemple, furent convaincus que leur discipline éclairait les mécanismes dont la connaissance est indispensable à toute action sur la structure et les institutions sociales. L'économie politique, depuis les succès des premiè-

res mesures inspirées par la théorie de Keynes pour arriver au plein emploi, a obtenu un statut véritablement privilégié auprès des gouvernements. La démarche freudienne donnait enfin plus qu'un espoir de comprendre et de dominer le plus obscur des recoins de la conscience humaine, celui du subconscient. Les croyances dans le pouvoir de la science furent naturellement exaltées par le succès technologique dans le domaine de l'énergie atomique, de l'astrophysique et de la généralisation de l'usage des techniques d'informatique tant dans la recherche scientifique que dans la gestion des entreprises. Or, non seulement la foi des intellectuels dans l'usage sage et vertueux de ce formidable outil scientifique fut ébranlée à la suite des guerres coloniales (parmi lesquelles il faut compter la guerre du Vietnam), mais l'expansion formidable des programmes de la « Great Society » a montré les contradictions et les sévères limites dans l'utilisation du bagage conceptuel des sciences humaines et sociales auxquelles on faisait appel dans leur conception comme dans leur application (Moynihan, 1980).

Le Québec est bien plus tributaire des événements survenus dans l'histoire nord-américaine que dans ceux de l'Europe. Aucun traumatisme similaire à ceux de la guerre du Vietnam ou le scandale de Watergate n'a cependant secoué notre société. La réaction tardive aux événements d'octobre '70 peut être rapprochée, quelque peu, de notre propos. C'est à cette occasion que le rôle néfaste et menaçant d'un État répressif fut concrétisé auprès des intellectuels militants (non seulement ceux de conviction nationaliste...). Si le contrôle des foules exigeait des techniques mises au point par des sciences humaines, l'intervention de l'escouade anti-émeute de la police dans les conflits sociaux et politiques révélait l'ambiguïté du rôle du criminologue ou, de sa discipline dans le cadre du contrôle social.

La Société de criminologie du Québec, fondée en 1960, fut un forum d'échange et de confrontation entre les diverses disciplines et de points de vue en matière pénale ; elle correspondait au modèle consensuel véhiculé par l'idéologie de la première génération des criminologues québécois. La Ligue de l'office des détenus, beaucoup plus activiste et s'inscrivant dans un modèle conflictuel, exprime mieux les aspirations des plus militants des générations subséquentes. Le droit à l'évasion du détenu fut proclamé par la Ligue, (comme pour

les prisonniers de guerre) alors que le droit à être traité conformément à la dignité et aux besoins humains fut réclamé par la génération précédente...

IMPACT DE LA SCIENCE SUR LES POLITIQUES ET LES RÉACTIONS NÉO-CLASSIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Une vaste et fascinante littérature traite de ces problèmes qui touchent l'impact des connaissances scientifiques sur les politiques sociales. Le dernier ouvrage en date est un rapport du Conseil National de Recherches des Etats-Unis (Lynn, 1978). La lecture de cette littérature laisse mélancolique. Que d'espoirs, que de rêves ont connu le naufrage aux récifs invisibles de la réalité, des contingences historiques ! Évidemment, certains peuvent se surprendre de notre étonnement : tous ceux qui avaient une vue plus pessimiste de la nature humaine, plus de scepticisme concernant les forces à l'œuvre dans les entrailles de l'histoire, sont du nombre. Mais la majorité des sociologues et des psychologues partageaient des croyances dans les postulats optimistes qui en faisaient des intellectuels prométhéens par excellence. Il ne s'agit pas ici de réduire la multiplicité des positions épistémologiques (Lipset, 1971) qui va du positivisme et du behaviorisme strict aux diverses nuances de la pensée ethno-méthodologique et interprétative. Leurs adhérents croyaient pouvoir exercer, à des degrés divers, une influence sur la société, grâce à leur propre démarche théorique et méthodologique. Tous ont été des enfants du XVIII^e siècle, gardant l'optimisme d'un Mirabeau, d'un Diderot, d'un Hegel ou d'un Marx au fond de leur cœur.

On pourrait considérer, en caricaturant quelque peu la pensée de chacun, que nous avons assisté, à la suite des élans et de l'optimisme des années soixante, à la riposte de l'homme et de l'histoire, monstres redoutables, imprévisibles et selon toute probabilité indomptables, à l'usage massif des instruments d'intervention dérisoires, livrés par les sciences humaines et sociales. La complexité des problèmes que pose l'intervention psycho-sociologique ou socio-économique continue lar-

gement de relever davantage du mystère, que de la prévision basée sur l'analyse rationnelle. En criminologie, notre Nemesis portait les noms bien prosaïques de Wilson (1975) et de Martinson (1976), qui plaident parmi bien d'autres, pour la réhabilitation du sens commun et du jugement pragmatique et utilitaire en matière de politique criminelle. Le mouvement dont ils symbolisent l'orientation en Amérique du Nord a reçu le nom de réaction néo-classique en Europe. Là-bas, les milieux juridiques et administratifs ont maintenu, depuis toujours, davantage de réserves devant les comportements enthousiastes de certains représentants des sciences humaines et sociales.

Il va de soi que le « sens commun » n'est ni de « droite » ni de « gauche » : la politique de l'isolement cellulaire préconisé et pratiqué par les Quakers au XIX^e siècle pour promouvoir la récipiscence des coordonnées, défiait autant le sens commun que le postulat d'un traitement judiciaire rigoureusement égalitaire, sans égard à la personnalité, constitue une exigence de la justice naturelle ou immanente. Mais la mise en cause du sens commun est une règle aussi fondamentale de la dynamique du changement social que sa renaissance (sa revanche) perpétuelle.

COLLUSION DU CONSERVATISME ET DU GAUCHISME

[Retour à la table des matières](#)

Curieusement, cette réaction néo-classique rejoint, en pratique, les positions de la critique radicale (néo-marxiste et gauchiste de toutes nuances). Partant de postulats fort différents des néo-classiques, ces derniers insistent sur l'historicité radicale des phénomènes de la déviance, de la délinquance et de la réaction sociale. Seule, l'analyse des facteurs à l'œuvre dans l'histoire peut expliquer ces phénomènes. La prétention des « positivistes » est nulle et non avenue. Leur faillite d'ailleurs est évidente (Gibbons, 1975).

Par ailleurs, la libération de l'homme des entraves de la société, l'élimination des facteurs provoquant l'aliénation exigent la suppression de la bureaucratie, des forces oppressives de l'État, en particulier

de la trinité la plus néfaste : l'Armée, l'Église et la Justice (entendues sous leur forme de pouvoirs organisés, hiérarchisés, équipés pour sanctionner le respect d'une série de normes). Prétendre les analyser en vue de les influencer par des réformes, leur apparaît plus qu'une erreur : c'est une faute ! Conclusion à laquelle souscrit, de très bon cœur, la réaction néo-classique pour des raisons naturellement toutes différentes. Pour les tenants de cette dernière, l'ordre juridique sanctionne des valeurs qui, sans être immuables, ne se transforment qu'avec une extrême lenteur, et le moment est particulièrement mal choisi pour faire l'objet de l'expérimentation des « ingénieurs sociaux » de tout acabit. La prétention des criminologues à définir l'état dangereux est une bonne illustration de ce débat. Depuis le temps de Lombroso, de Ferri et de Garofalo, fondateurs italiens de la criminologie moderne à la fin du XIXe siècle, ce concept jouait un rôle cardinal dans la pensée criminologique. Il devait remplacer pour les uns (Grammatica), éclairer pour les autres (Pinatel et Mailloux), la notion statique du crime qui avait tendance à réduire l'homme complexe à un acte simple. Plusieurs tentatives furent faites au cours du dernier demi-siècle pour expérimenter avec le concept d'état dangereux. Aucune n'a été couronnée d'un succès franc, incontestable. De l'intervention chirurgicale (qui allait de la castration à la psycho-chirurgie) jusqu'à la sentence indéterminée pour des psychopathes-criminels-malades mentaux, toutes les réformes ont avorté devant les difficultés techniques, de mise en oeuvre. Celles-ci furent bien analysées par Morris (1977) pour le lecteur anglophone et par Peyrefitte (1980) pour le lecteur francophone. Le quasi retour au statu-quo a résulté de cet accord tacite, même bizarre et contre nature pour certains, entre une sensibilité d'extrême gauche et la réaction néo-classique programmatique.

MÉRITOCRATIE ET ÉGALITÉ DES RÉSULTATS : BELL V. RAWLS

[Retour à la table des matières](#)

Il faut noter aussi la substitution, durant la dernière décennie, d'une philosophie morale dominante à une autre. Toutes les réformes qui constituent les politiques sociales des années 60-70, furent inspirées

par l'actualisation du principe méritocratique : assurer une égalité des chances de succès à chacun dans nos sociétés. C'est un idéal social (ou chrétien) démocratique, énoncé bien avant la deuxième guerre mondiale mais dont la réalisation plus systématique ne fut possible que grâce à la prospérité sans précédent des années postérieures à 1950. La démocratisation de l'éducation et les efforts pour établir un « quasi » plein emploi et une assurance-maladie universelle, furent les principaux champs d'action des réformateurs. La politique criminelle emboîtait le pas vers la fin des années '60. Elle le fit plutôt timidement, il faut bien le dire.

Par la publication du livre du philosophe John Rawls en 1971, un autre principe fut mis de l'avant : « personne ne doit entrer dans la compétition pour s'assurer une vie meilleure avec un handicap imposé par l'ordre social » (Rawls, 1971). En d'autres termes, ce n'est plus le régime méritocratique qui assure la légitimité d'un ordre social juste. C'est sa capacité de produire pour chacun une égalité des résultats qui légitime le système. Cette version de la pensée socialiste a exercé une profonde influence aux États-Unis. Elle proposait un nouveau principe de légitimité à la société post-industrielle. C'est le sort fait aux moins bien nantis, aux laissés pour compte de cette société d'opulence, qui justifiait ou condamnait, selon les cas, une organisation sociale, économique ou politique. En considérant le maillon le plus faible comme le critère de performance - et de réussite - d'une société, Rawls a posé une exigence nouvelle et extrêmement difficile à satisfaire quant à la politique économique et sociale contemporaine (voir Schaar, 1981 ; Bell, 1973 et Berlin, 1979). Le rôle légitimant de ce principe établissait un critère de performance pour les « réformateurs sociaux » qui m'apparaît bien trop élevé. Mais pour les milieux de l'intelligentzia, tournés vers la critique et la réforme de la société vers la fin des années '70, ce principe allait de soi. On voit aisément combien notre société, déjà si peu méritocratique, fut trouvée infirme, injuste et indigne à l'aune de ce nouveau critère de moralité. Ainsi, les progrès réalisés par l'État-Providence apparaissent dérisoires...

Au Québec, la philosophie gauchiste voyait dans l'État-Providence « national » la locomotive du progrès économique et social pour tous y compris les salariés du secteur privé. Pesant de toute sa force - qui est considérable grâce à une législation de travail particulièrement

propice - sur les pouvoirs publics, ce syndicalisme de combat préconise une rupture avec la société capitaliste. En changeant les règles du jeu dans l'usage des critères de rémunération (les rendant indépendants d'un quelconque mécanisme de marché) on veut substituer un régime socio-économique à un autre.

SÉCULARISATION ET LÉGITIMITÉ : CRISE DANS LES CRITÈRES DES MORALITÉS

[Retour à la table des matières](#)

On ne peut pas, à ce point-ci de nos réflexions, ne pas faire référence au phénomène de la sécularisation propre à la modernité dont nos croyances comme nos défis font partie intégrante. La plupart des analyses qui concernent la crise de légitimité de l'autorité dans nos sociétés identifient la sécularisation généralisée des esprits comme la source majeure de la crise morale contemporaine. La pensée de Nietzsche fut probablement historiquement la plus influente à cet égard. Il fut lui-même le symbole d'un sentiment diffus qui s'alimentait aux nombreuses sources philosophiques. Mais au cœur de cette nouvelle attitude de l'homme devant sa destinée gît la conviction que tout ordre, quel qu'il soit, est artificiel. Il résulte du choix et de la volonté de ceux qui ont bien voulu y adhérer, et lui prêter une réalité. Par conséquent, les désirs se substituent aux besoins, la satisfaction des idiosyncrasies personnelles remplace la déférence, voire même la tolérance à l'égard de la tradition. Le poids de l'histoire se dissout dans les schémas explicatifs qui accentuent le particulier au détriment du général. Il est significatif de noter à cet égard la soudaine popularité des études « historiques » et sémiologiques dans les sciences sociales. Les guillemets se justifient par le fait que ces historiens improvisés recherchent beaucoup plus les faits pour appuyer leur thèse ou pour illustrer leur inquiétude concernant la crise de l'autorité contemporaine que les véritables tâches de l'histoire telle que Ranke nous le demandait « *Wie es eigentlich geschehen ist* » ? (Comment cela s'est-il produit, précisément ?) (Voir les études parues dans « *Criminal Justice History* », Vol. 1, 1980).

Si l'ordre social n'est qu'une représentation et un acte de volonté, (« Die Welt Is Wille & Forschtellunt » annonçait déjà en 1818 l'ouvrage de Schopenhauer), ce qu'une volonté pouvait faire, une autre peut le défaire ¹ La fragilité de notre âge consiste bien dans la transformation importante, rapidement généralisée auprès des nouvelles générations, de la nature du lien qu'entretient l'individu avec l'ordre social quel qu'il soit. « Il est interdit d'interdire » fut le slogan d'un auteur anonyme, le plus prophétique de l'insurrection de la jeunesse française sur la rive gauche de la Seine en 1968. Il illustre bien ce que des hommes parfaitement sécularisés par rapport aux sources traditionnelles de l'autorité (l'Église, l'Etat, l'École et dans une large mesure la Famille) ressentent devant les obligations que la vie en commun leur propose ou leur impose. Au nom de quel critère, de quelle norme, de quelle valeur va-t-on imposer les limites aux aspirations des uns et des autres ? Dans la modernité sécularisée, le Moi ne reconnaît aucune source de vérité et de moralité en dehors de soi.

C'est dans cette perspective que se situe le débat contemporain sur la morale (phénomène collectif) et sur l'éthique (phénomène individuel). Nous le relèverons brièvement car il éclaire singulièrement la problématique de la rééducation, si centrale dans la démarche clinique du criminologue. Ces problèmes sont vécus avec plus d'acuité par la jeune génération actuelle qu'il ne le furent par les précédentes (voir aussi. les Cahiers de Bioéthique publiés par les Presses de l'Université Laval depuis 1979, en particulier le no 3, consacré à l'adolescence, numéro, thématique, 1981). Prenons l'exemple de l'école pour illustrer notre propos. L'école, principale institution de socialisation aux côtés de la famille et des églises, refuse désormais de transmettre la hiérarchie des valeurs léguée par la tradition véhiculée par la précédente génération. Celle-ci se légitimait par référence aux valeurs telles que la raison, la nature, la vertu, etc., dont le principe justificatif est extérieur à l'homme. Or, ces principes-là sont, désormais, récusés.

Si des anthropologues venus de Mars examinaient la société nord-américaine contemporaine, ils diagnostiqueraient, avec un pessimisme non feint, une propension vers un suicide culturel collectif (Oldenquist, 1981). En effet, les critères permettant de distinguer entre le bien et le mal, le vice et la vertu, le normal et l'anormal, etc., sont systématiquement récusés en tant que phénomènes objectifs, accessibles

à l'expérience commune ayant une portée générale. Visitant une école soviétique tout récemment, un pédagogue américain confiait à ses hôtes soviétiques passablement ahuris, qu'il se sentait comme dans une école paroissiale américaine (Oldenquist, 1981). En effet, des enfants vêtus d'uniformes, respectueux de leurs instituteurs, récitant les principes du cours d'instruction civique socialiste et patriotique, n'évoquent en rien l'atmosphère des écoles publiques nord-américaines où la tenue générale, l'accoutrement vestimentaire des élèves, la philosophie pédagogique des instituteurs sont trop connus de nous tous pour qu'il faille les détailler ou les décrire. Qui peut contester que le Québec vit, pleinement, cette situation typiquement nord-américaine ?

L'INVARIANCE DE VALEURS ET RELATIVISME DANS LE JUGEMENT MORAL

[Retour à la table des matières](#)

Si les critères de moralité se retrouvent enfouis dans le Moi, il faut creuser celui-ci afin de les mettre à jour. Le test visant la « clarification des valeurs », élaboré par Simon (1980), fut construit à cette fin. Nous suivrons le résumé que fait Eger (1981) de ce débat qui est suscité par l'usage de ce test dans les enseignements d'éthique au niveau secondaire aux Etats-Unis. De nouveau, ces débats se déroulent dans des termes similaires au Québec.

Introduire la pensée critique pour remplacer l'endoctrinement voici l'objectif de ceux qui veulent authentifier le nouveau système de valeurs que l'école publique américaine doit distiller dans les cours d'éducation civique ou morale. On postule que cette attitude critique conduit vers la rationalité, que la diversité des solutions aux dilemmes moraux encourage la créativité, que le maintien du libre choix, enfin, assure la liberté (Eger, 1981). Essayer de déceler et d'analyser les motivations et les structures du jugement moral, à la suite des travaux de Kohlberg (1981), est une chose ; c'en est une autre d'en faire la méthode et la substance de l'enseignement dans les écoles secondaires ! En effet, cette méthode conduit, pratiquement, au relativisme moral comme principe directeur de la conduite individuelle. Si l'on explique à un jeune voleur que le fait d'avoir volé et d'avoir été pris, mérite une

telle peine, cela ne suffit pas comme motif à la sanction encourue. Il faut également affirmer que voler est mauvais en soi, que le dommage causé à la victime est souvent plus considérable que l'avantage obtenu par l'agresseur et qu'une société dans laquelle l'exception devient la règle (plutôt malhonnête qu'honnête, voleur qu'intègre, violent qu'accommodant, etc.) est un agrégat social qui se dissoudra dans un état de guerre de tous contre tous.

Comment faire face à ce dilemme ? Comme dans la nature, il y a dans toute société des invariants au niveau des valeurs ou des principes directeurs de la vie (ou survie...) d'une communauté civilisée : cela me semble être une évidence incontestable. L'honnêteté, l'équité, la volonté de travailler pour gagner sa subsistance et contribuer à celle des moins fortunés, la désapprobation de la violence criminelle, le respect du processus démocratique dans l'expression des divergences d'opinions et leur solution dans ce même cadre pour réaliser un intérêt « public » ou « supérieur », constituent des invariants au même titre que le respect de soi, le courage pour défendre des idées et des convictions, la disponibilité pour autrui ou le respect de l'altérité et, finalement l'acceptation de l'oblativité en face du penchant vers la défense exclusive d'intérêts personnels. Approcher ces valeurs, y adhérer est plus que le simple résultat d'un processus de socialisation. Leur intériorisation dans la conscience assure la capacité à l'adolescent, et plus tard au citoyen, de distinguer entre le bien et le mal, le juste et l'injuste à partir d'un cadre de référence ressenti profondément comme authentique *et vrai* (Oldenquist, 1981). Débattre des circonstances qui peuvent justifier une exception est une (bonne) chose, observer que la socialisation est un processus historiquement situé, et qu'elle est par conséquent relative et réversible à volonté, en est une autre (inacceptable).

Ce n'est pas parce que l'hypocrisie et l'abus caractérisent, à un moment donné, ou la plupart du temps, la majorité des actions individuelles ou collectives que le relativisme doit se substituer à une moralité qui inclut des valeurs. Celles-ci ne varient pas, dans leur essence, car elles sont liées à la condition humaine. La grille d'analyse critique fournie par les sciences humaines et -sociales doit aider à la compréhension et, le cas échéant, à la correction des situations ou des conduites où intervient le jugement moral. Elle ne peut ni ne doit se substi-

tuer aux valeurs elles-mêmes qui, dans leur élémentaire simplicité, établissent des critères d'évaluation de la *bonne* ou de la *mauvaise* action individuelle ou sociale.

On réalise clairement que ce problème, débattu vivement dans les milieux de l'éducation, constitue également un problème central pour le criminologue impliqué dans la politique criminelle. Pour avoir négligé de poser clairement ce problème, beaucoup de criminologues ont rejoint les positions néo-classiques (on préfère l'arbitraire judiciaire de la répression à l'arbitraire des sciences humaines dans la resocialisation) qui risquent de faire ralentir le processus de transformation du système de justice vers une égale protection de la société et le respect de l'homme (voir les livres de Wilson, 1975, Peyrefitte, 1981, et Cusson, 1981). D'autres avaient tendance à résorber la criminologie dans une sociologie militante et politique optant pour une société égalitaire, et pour certains, communiste (les nouveaux criminologues à la suite de Taylor, Young, Walton et Al., 1973).

Au Québec, les reflets de ce débat universel (du moins dans les pays non communistes) se retrouvent dans la controverse entre M.A. Bertrand, B. Charles et certains professeurs de criminologie de l'Université de Montréal (1972). Les premiers reprochent aux seconds l'acceptation implicite du système social en place et des valeurs dominantes de la société capitaliste sans les remettre en question à propos de l'intervention criminologique dont le cadre est fixé par le code pénal. La lutte contre le racisme, le sexisme et l'impérialisme doit primer sur les orientations « melioristes », « réformistes » d'une politique criminelle, inspirée par la criminologie.

L'Union soviétique pourtant a bien compris qu'une société politique est essentiellement une entité morale. L'engagement aux valeurs marxistes-léninistes est l'axe de l'éducation qui y est dispensée. Faire porter le poids de nos doutes et de nos incertitudes quant à la « moralité » de nos actions et de notre société par la génération en âge de puberté ou par des handicapés moraux et sociaux (les délinquants) ne me paraît pas une solution équitable ni juste.

Que conclure à ce propos ? Comme le notent justement, parmi bien d'autres, Smith, Marx et Nisbet (1980, p. 354-355), une organisation

sociale basée sur le solipsisme (l'anti-rationalisme) et le narcissisme (égotisme basé sur la négation de l'intérêt public) ne peut pas durer bien longtemps. Si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est bien l'inévitable déclin par dissolution et l'autophagie de ces sociétés. L'exemple du sort de l'empire romain vient irrésistiblement à l'esprit. Des valeurs parfaitement sécularisées et relativisées ne peuvent pas constituer une base existentielle à notre société, et à plus forte raison, à notre justice. Elles ne sont pas les boucliers dont a besoin le sentiment de sécurité des hommes. Comment rendre à ces valeurs leur qualité motivante, dans les présentes circonstances, demeure un des défis des plus difficiles pour nous toits.

L'homme sécularisé contemporain hésite à accepter tout idéal collectif et toute discipline que la réalisation de celle-ci supposerait. Les institutions qui incarnaient et proposaient ces idéaux se sont largement vidées de leurs substance, donc de leur authenticité, et, par conséquent, de leur autorité. L'hypothèse de la génération qui s'est affirmée et s'est exprimée lors des mouvements sociaux entre 1964 et 1968, suppose que l'individu contemporain peut vivre libre, heureux et épanoui sans autre source d'inspiration ou d'appui que ses désirs. Deux facultés sont cependant laissées en friche : celle du souvenir et celle de la foi (Schaar, 1981). S'il en est ainsi, on peut paraphraser le cri de Dostoïevski, « l'homme civilisé peut-il être croyant ? », en s'interrogeant : « l'homme non-croyant peut-il être civilisé ? » (Reiff, 1981). Mais cet homme sécularisé, en quoi peut-il encore croire ?

POSITIVISME, HISTORICISME ET LA CRISE DE LÉGITIMITÉ SCIENTIFIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La crise de légitimité a culminé dans le conflit entre le positivisme et l'historicisme. D'après Strauss (voir Cropsey, 1972), l'insistance du positivisme sur la distinction entre fait et valeur, excluait cette dernière du champ d'investigation du chercheur. Il en résultait une incapacité et un refus surtout, de distinguer entre des conduites dont la nature et les conséquences sur la vie des individus et de la collectivité furent essentiellement différentes. En assumant l'équivalence pour

l'observateur scientifique de tous les désirs, de toutes les aspirations de l'homme, le positivisme proclame, implicitement, qu'il n'y a rien dont l'homme devrait avoir honte. « En détruisant sa faculté de se mépriser, il supprime, avec la meilleure des intentions, sa capacité de se respecter » (Strauss, 1968). En professant une équivalence de toutes les valeurs, en niant que certaines parmi celles-ci sont intrinsèquement élevées et d'autres, intrinsèquement inférieures, le positiviste nie qu'il y ait une différence essentielle entre l'homme et la brute. Il prépare ainsi le terrain pour la victoire des bas-fonds... (Strauss, 1968).

La réplique de Strauss au « non possumus » du positivisme, de fournir des critères acceptables pour déclarer ce qui est bon et ce qui est mauvais pour l'homme, s'appuie sur la tradition de la philosophie politique socratique. Elle réhabilite l'expérience basée sur le sens commun et qui confirme cette tradition, postulant la reconnaissance du droit naturel.

La charge de l'historicisme est tout aussi redoutable. À la suite de Hegel, l'historicisme radical contemporain proclame la relativité de tous les postulats, de tous les principes concernant l'homme et la société, leur singularité à des époques historiques déterminées. C'est en reconstituant l'expérience historique unique qu'on comprendra les relations entre les valeurs et les hommes et les solutions qu'ils ont proposées ou apportées aux défis qui les confrontaient. Chacune de ses époques représente des facettes différentes de la réalisation de l'histoire poursuivant son but qui est l'épanouissement de la raison, qui finira par son achèvement. Ce triomphe sera la fin de l'histoire.

La crise provoquée par le positivisme et l'historicisme dans la conscience intellectuelle contemporaine rend compte de l'évanescence du sentiment de légitimité. En effet, le positivisme conduit, en dernière analyse au nihilisme (« tout se vaut... donc rien ne mérite le sacrifice exigé pour son maintien »). L'historicisme radical conduit au fanatisme car pour faire taire ses doutes sur les véritables accomplissements de la réconciliation entre la raison et l'histoire, on supprimera toutes indications contraires. L'aveuglement de la foi du charbonnier d'une part, le cynisme d'un Machiavel d'autre part : voilà les conséquences des erreurs épistémologiques du positivisme et de l'histori-

cisme dont le développement a si profondément marqué (et continue à le faire !) l'histoire des sciences humaines et sociales.

PHILOSOPHIE MORALE ET CRIMINOLOGIE CONTINUITÉS ET RUPTURES

[Retour à la table des matières](#)

S'agit-il d'une incursion oiseuse dans l'histoire de la philosophie ? Non ; en effet, peu de disciplines parmi les sciences humaines et sociales ont des liens plus intimes et plus profonds avec la philosophie morale que la criminologie. Nous vivons, en effet, en étroite symbiose non seulement avec le droit pénal, science des normes et des sanctions, mais également avec les disciplines qui analysent les mœurs individuelles et collectives, de la psychologie à la sociologie. Cette redéfinition des critères de moralité nous atteint de plein fouet. Comment distinguer, en effet, la justesse de la « vérité », proposée par le droit pénal alors que celui-ci justifie sa légitimité par une anthropologie jugée archaïque ? Désormais, on considère toute « déviance » comme momentanée à partir d'un point de gravitation en transformation perpétuelle, dépendant de la perception des sujets et des jeux d'interaction des groupes en quête perpétuelle de l'exercice du pouvoir. Si toute réalité est construite, comme l'indiquent Berger (1979) et ses disciples - qui sont nombreux en criminologie -, la fonction morale, le critère de légitimité de la criminologie contemporaine, ne devront plus être la réforme de l'homme ou de la société, grâce aux éclaircissements fournis par la recherche scientifique. Agir ainsi serait perpétuer un état de choses creux, vide de sens et de signification, inauthentique, en un mot illégitime. Il n'y aura plus de citoyens vertueux comme fi ne pourra plus y avoir de bureaucrates efficaces ; ces concepts se réfèrent à une réalité, à des valeurs récusées. Mais alors, il n'y a pas non plus ni « criminel », ni « justicier ». Un nouveau cadre de référence doit être élaboré et c'est à cela que se vouent les protagonistes de l'abolition du système pénal déjà cité (voir Hulsman, 1977, Christie, 1981 ; pour un renversement radical des perspectives, voir Foucault, 1975 et Perrot, 1980).

Si nous regardons l'horizon où le crépuscule du XXe siècle se mêle imperceptiblement aux lumières de l'aube du XXIe, nous apercevons une véritable fêlure dans le système de valeurs-motivantes. La lignée de ceux qui, depuis le XVIIIe siècle, croyaient dans les vertus de la raison et de la possibilité d'une science de la nature, dont l'homme faisait partie, dans la liberté qui ne se concevait pas sans le respect des droits des autres (ceux qu'on appelait les « inaliénables »), cette lignée-là fut ininterrompue jusqu'ici dans nos rangs. Les accents différaient par rapport aux générations qui nous précédaient mais sur le fond, sur la substance nous fûmes d'accord. La plénitude de la révolte prométhéenne, l'accomplissement jusqu'auboutiste de la logique de l'homme sécularisé qui devient l'alpha et l'omega de son destin se sont affirmés, au sein de la génération qui nous suit, avec plus de force, plus de vigueur et plus de capacité destructrice, de volonté de rupture que par le passé. Beaucoup de réformes sorties des entrailles de la société au lendemain de la seconde guerre mondiale et dont nous fûmes des sages femmes plus ou moins expertes, ont connu l'épreuve dure de la confrontation avec la réalité. Pour certains, de la génération qui nous suit, à cause de cette rupture épistémologique, elles furent récusées en bloc. Pour certains parmi eux, nous ne provoquions pas un « véritable » changement. On notera l'inspiration gnostique : quant au changement, devient-il « véritable » ?

L'OBSTINATION DES FAITS : JUSTIFICATION DES CONTINUITÉS

[Retour à la table des matières](#)

Cependant, nous pouvons noter aussi des continuités évidentes. Le progrès se fait bien plus par des à coups, des hoquets, que par un flux continu et harmonieux d'innovations. Nous avons examiné ailleurs la réduction progressive de la distance qui sépare les points de vue des chercheurs de celui des décideurs, qu'ils soient politiciens ou bureaucrates (Szabo, 1978).

La naissance des sciences de la politique (policy sciences), l'application de la recherche du type « recherche et développement » pratiquée depuis assez longtemps déjà par des équipes combinées d'éco-

nomistes et d'ingénieurs dans l'entreprise privée, sont introduites dans l'administration publique avec des succès variés, et illustrent cette continuité. La criminologie et la politique criminelle se sont très rapidement intéressées à ces développements. En effet, devant l'accroissement de la criminalité, l'incapacité des théories criminologiques et des pratiques policières, judiciaires et pénitentiaires à proposer des réformes convaincantes est devenue patente. L'impatience du gouvernement, motivée puissamment par l'accroissement de la peur du crime répandue à tort ou à raison dans le public, s'est accrue aussi dans une assez large mesure (Garofalo, 1981). La relation entre l'accroissement réel de la criminalité de violence et le sentiment d'insécurité du public n'est pas complètement clarifiée (voir, en plus de Garofalo, le point de vue de Chesnais, 1981). La plupart des gouvernements se sont dotés de budgets de recherches. Les universités, en particulier chez nous au Québec, étaient prêtes à collaborer. À court terme, comme nous l'avons vu, des propositions basées sur la « science » des criminologues se sont avérées loin d'être des succès. Mais je ne suis pas prêt à en tirer les mêmes conclusions que celles des mouvements d'idées actuellement dominants. Les néo-classiques se replient sur des recettes traditionnelles dont le résultat immédiat nous reporte 30 ans en arrière. De nouveau, la priorité des gouvernements canadiens (et celle de bien d'autres) est la crise du logement... pénitentiaire ! La construction domiciliaire bat de l'aile, mais on propose de dépenser des fortunes pour la construction de pénitenciers. Et on ne sait toujours pas plus aujourd'hui que jadis, le pourquoi des prisons (Szabo, 1964). Les abolitionnistes, ceux qui prêchent la nécessité d'une rupture radicale avec le passé, notre passé, sont bien plus forts dans la critique que dans les propositions concrètes lorsqu'il s'agit d'aménager la justice contemporaine. Les réformes faites sous l'impulsion de notre génération, parfois sérieusement révisées (réduites) ont créé cependant une problématique scientifique et administrative qui continuera à dominer les débats et à constituer des cadres de références pour les réformes des prochaines décennies.

Peut-être le plus encourageant des progrès prometteurs pour le proche avenir concerne-t-il l'application des connaissances inspirées par les sciences humaines et sociales. Pourtant, le bilan actuel est franchement désastreux. Dès 1972, Richardson, alors secrétaire du département « HEW » (Health, Education and Welfare), au gouver-

nement fédéral américain, a dû constater que des idées scientifiquement certaines, propres à justifier une action politique, sont rarissimes alors que les besoins de procéder à des réformes, au lancement de nouveaux programmes sont, politiquement impérieux (Lynn, 1978). Il est vrai que pour les chercheurs, une action basée sur les résultats de leurs travaux arrive souvent trop tôt et, bien souvent, pour les décideurs, il aurait fallu agir plus tôt... mais l'absence de synchronisation entre le calendrier des chercheurs et celui des politiques des décideurs, fut patente, Et les résultats ne se firent guère attendre... Les sciences sociales devenaient les boucs émissaires rêvés dans les batailles politiques autour de la « Great Society » américaine. Mais peut-être avons-nous pris les résultats partiels de quelques recherches insuffisamment testées pour de l'argent comptant avec le désir de faire contribuer notre science à l'œuvre de la justice sociale ! Nous sommes ainsi devenus, sans en être conscients, et surtout, sans y être préparés, les jouets (« hobbies » est peut-être une meilleure expression) des diverses parties engagées dans de féroces et machiavéliques combats politiques. Cependant, le développement des interrelations entre, théorie et pratique, entre recherche et développement, dans le domaine de la criminologie et de la justice pénale me semble irréversible.

Les attentes, les espoirs démesurés doivent être révisés à la baisse tant par les chercheurs que par les praticiens ou les décideurs ou le public. Ce qui laisse place à un autre spécialiste formé pour jouer le rôle d'intermédiaire (« honest broker ») entre les chercheurs et les décideurs. Ils devront chercher des réponses à des questions précises. Comment poser les problèmes pour qu'ils soient pertinents pour les deux parties dont les objectifs stratégiques et les traditions spirituelles sont bien différents ? (Szabo, 1978). Comment faire une étude de marché quant à la problématique combinée des deux parties ? Comment tirer des plans d'action à partir des résultats de recherches ? Comment renouveler la problématique de la recherche à partir des expériences tirées des tentatives d'application déjà réalisées ? Bien des spécialistes évaluent favorablement les perspectives d'avenir de ces nouveaux « professionnels », les intermédiaires entre le chercheur et le décideur traditionnels (Sundquist, 1978). Notre expérience canadienne pointe dans la même direction : les services de recherches des ministères du Solliciteur Général et de la Justice doivent jouer prioritairement ce rôle alors qu'ils y sont bien peu préparés. Tout en « négo-

« ciant » avec les représentants des pouvoirs publics la meilleure manière d'aborder un problème du point de vue de la recherche, les chercheurs doivent bien se garder de vouloir se substituer aux décideurs-gestionnaires (la bureaucratie) ou aux décideurs-moralistes (les politiciens). Ils sont en étroite interdépendance avec eux dans le cadre des « policy sciences ». C'est vraiment là où le nouveau spécialiste des stratégies d'application (« honest broker ») trouve son champ d'action spécifique et est promis à un développement rapide.

Une fois de plus, nous frôlons le paradoxe criminologique les interrogations sur la destinée de l'homme, sur les valeurs motivantes qui légitiment aussi bien les appareils d'État que les interventions auprès des hommes (auprès de l'homme !) voisinent avec la problématique très pragmatique : il s'agit de chercher des solutions les moins mauvaises au service de l'homme. Cela peut apparaître comme « réductionniste » pour le philosophe, étant donné l'enjeu du débat ; cette démarche est pourtant un impératif moral personnel pour le criminologue que je suis.

Rien n'est plus important dans le sentiment de légitimité que la conviction d'adhérer à une cause juste, que la certitude de se livrer à une action authentique et efficace ! Rien ne remplace l'enthousiasme né du succès. Il est très dur d'échapper au découragement à la suite d'un échec. Je demeure convaincu que les chemins de l'avenir ne recèlent pas pour nous rien que l'un ou l'autre. Il y aura suffisamment de succès pour maintenir l'espoir et nourrir la motivation à l'effort aux côtés d'inévitables échecs.

LA CRIMINOLOGIE QUÉBÉCOISE ET LE CONTEXTE NORD-AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long de ce texte, nous nous référons au contexte des débats à l'échelle nord-américaine. Nous le fîmes à dessein car, pour la criminologie dont le destin est lié à la réforme pénale, ce contexte est indispensable à la compréhension de la réalité canadienne et québécoise. Dans notre province, la résistance du milieu au changement re-

flétait des particularismes propres à cette société ; les idées directrices venaient directement des débats agitant le Sud. Contrairement aux autres sciences sociales, les criminologues étaient formés en grande majorité dans les universités canadiennes et américaines. La perméabilité des frontières intellectuelles fut donc considérable.

La fidélité à la pensée thomiste du R.P. N. Mailloux, précurseur de notre discipline au Québec, comme ma sympathie déclarée pour l'humanisme pénal du mouvement de la défense sociale nouvelle, animée par M. Ancel en France, n'enlève rien à la déférence que nous manifestons tous deux aux problèmes posés par la justice et la criminalité d'ici. La criminologie en situation, sous-titre de cet exposé, invoque la situation nord-américaine omniprésente dans notre champ d'activité. On adapte aux particularismes du contexte québécois les principes philosophiques et moraux universels (droit naturel). Les mouvements de réformes, les combats d'idées reflètent ceux de notre continent.

Une autre spécificité par rapport aux autres sciences sociales à part les précurseurs la troisième génération consolidait en même temps qu'elle parachevait la tâche de pionnier, qui se cristallisait dans la fondation du département de Criminologie à l'Université de Montréal en 1960. D'où un fort sentiment de solidarité qui existe entre ressortissants de la troisième et la quatrième générations. Cette dernière réalise, pour la première fois, la vocation criminologique dans la pratique professionnelle organisée. Malgré une évidente diversité de pensée théorique et doctrinale, cette jeunesse de la criminologie, tard venue à la famille des sciences sociales au Québec, explique sa perméabilité par rapport au contexte de la « situation » nord-américaine.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Révolution permanente ou éternel recommencement : telle fut la question de départ de mes réflexions. La rupture se situe dans l'éternel recommencement des générations qui se succèdent mais se suivent si peu ! L'histoire des idées et des faits sociaux est faite de cimetières d'idées oubliées et d'amnésies plus ou moins innocentes. La nature des

défis devant les hommes assure la continuité : Qui suis-je comme personne ? Qui suis-je comme membre d'une société ? Qui suis-je comme parcelle mortelle de l'humanité ? L'actualité surprenante de la philosophie de l'Antiquité, celle des enseignements des grandes religions est la preuve que les réponses à ces défis ne peuvent pas varier à l'infini (Girard, 1972). Nous des sciences sociales, dont l'existence se déroule au milieu du XXe siècle, aurons tenté de mener un combat d'idées et d'actions dans la continuation d'un mouvement de pensée qui prend son origine chez les encyclopédistes du XVIIIe siècle et qui s'inscrit dans un programme politique dont les principes furent posés par la Révolution américaine (libertés individuelles) et la Révolution française (tendance à l'égalité). L'évolution de ce mouvement a abouti à une des sociétés les plus sécularisées de l'histoire de l'humanité. Si son existence prouve quelque chose, c'est bien ceci : aucune civilisation ne peut durer ni se perfectionner sans des croyances qui transcendent l'expérience et les consciences individuelles. Notre époque a une soif éperdue de croyances. Je ne puis guère offrir d'indications sur le contenu de ces croyances. Mais sûrement, elle est en gestation pour assurer deux des trois grandes exigences révolutionnaires de la modernité occidentale : la liberté et l'égalité dont l'homme prométhéen a vraiment besoin pour se réaliser. Le défi du XXIe siècle concerne précisément la réalisation du troisième principe, celui de la « fraternité », difficilement compatible avec la société de masse contemporaine. Des philosophes comme Illich (1971), Ellul (1980) et bien d'autres nous y incitent. C'est peut-être la seule révolution qui, si elle se fait, n'exigera pas un torrent de sang et de destruction, car elle ne s'accomplira pas dans les structures et les institutions. Elle ne prendra son sens que dans le cœur des hommes. Si je dis vrai, ce sera peut-être la plus grande rupture et la plus salubre par rapport au passé bi-séculaire.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre III

La criminologie comparée et son impact sur la politique criminelle

[Retour à la table des matières](#)

Au début de ce chapitre, il paraît indispensable de commercer en invoquant cette boutade amère : la fin de cette décennie s'achève, sous nos yeux, par le déferlement d'une vague à peine contenue de scepticisme. Cet état d'esprit frappe, comme à l'accoutumée, tous les « enthousiasmes » qui ont soulevé quelques espoirs depuis la fin du second conflit mondial : la perfectibilité de l'homme grâce au changement radical apporté à son environnement, l'aptitude de la science à contribuer à la solution des problèmes socio-économiques, la redistribution accrue des bénéfices de la croissance de la productivité faisant progresser l'égalité des chances de toutes les catégories de citoyens, et je ne fais qu'énumérer les plus importants dilemmes que le progrès de la politique sociale contemporaine pose à la communauté. La politique criminelle, partenaire oh combien junior ! des autres sciences de la politique, n'échappe guère à cette vague de scepticisme... L'attitude ironique a primé, le doute est de rigueur, l'esprit critique devient dominant dans la communauté des chercheurs. La question posée a plus d'importance que la réponse apportée. De nouveaux mythes sont toutefois en gestation, correspondant à la soif qu'ont les nouvelles généra-

tions de croire en quelque chose et le cycles des élans plus euphoriques ne tardera pas à recommencer... Mais, aujourd'hui, nous sommes manifestement à la fin d'une période et cette constatation a une portée évidente sur la manière et l'esprit dans lesquels on aborde le sujet de notre étude. Nous allons réfléchir sur la théorie et sur quelques aspects méthodologiques de notre thème, malgré les implications désobligeantes de la réflexion citée au début de cette note introductive.

L'OPTION DE L'AUTEUR

Puisque l'heure est à la remise en question, déclarons d'emblée et dès le départ, nos propres convictions, biais ou préjugés, peu importe le qualificatif que l'on donne à nos idiosyncrasies.

A) A la lumière de la lecture des travaux comparatifs exécutés dans les sciences politiques, sociales et économiques, je suis arrivé à la conclusion que la dimension comparative devient de plus en plus une fonction usuelle, voire indispensable, de l'explication des phénomènes aussi bien que de l'action politique. C'est certainement par centaines que se comptent les commissions gouvernementales qui examinent les politiques des autres pays. L'accroissement de l'activité internationale, grâce aux organismes spécialisés des Nations Unies, de l'UNESCO, de l'OCDE, du BIT ou de l'OMS, fut prodigieux depuis 1960. On n'oserait affirmer cependant que la qualité et la sûreté de la prise de décision politique ne se soient accrues proportionnellement à l'incontestable argumentation des informations factuelles et des analyses interprétatives disponibles. Voici un premier jugement que nous expliciterons et commenterons. Pour des raisons qu'à faut brièvement rappeler, la criminologie et la politique criminelle ne furent touchées que très modestement par la grâce comparatiste qui a enrichi depuis 1960 les autres sciences sociales. En ce qui concerne leur place dans l'ordre des priorités politiques nationales, le bilan est également extrêmement modeste, malgré le fait de quelques progrès incontestables.

B) Nous traiterons, toujours sous réserve de nos propres « préjugés », deux problèmes : d'abord les relations entre science et action, norme et conduite, programmes d'intervention et évaluation des résultats. Il s'agit d'examiner les liens complexes et difficiles entretenus au sein de la politique criminelle par les sciences du, comportement, de

la société et de la politique. Ensuite, nous procéderons à l'examen d'un nombre limité de problèmes relatifs à l'approche comparative dans l'évaluation des politiques criminelles.

Qu'on ne s'étonne guère du caractère peu systématique de nos discussions : le rôle du criminologue comparatiste qui s'aventure dans le domaine de la politique criminelle se rapproche plus en termes de ressources des aventures de Stanley et de Livingstone en Afrique Centrale que de celles des cosmonautes contemporains. Nos instruments de navigation sont peu nombreux et peu sûrs, nos théories sur le crime, la justice et l'ordre social sont vagues et nos postulats contestables. On ne s'accorde même plus sur la direction des quatre vents : on s'accuse mutuellement d'avoir perdu le Nord !

A) CRIMINOLOGIE (COMPARÉE), POLITIQUE CRIMINELLE (COMPARÉE) : DIALOGUE ENTRE CRIMINOLOGIES ET POLITIQUES CRIMINELLES

CRIMINOLOGIE CLINIQUE ET CRIMINOLOGIE DE LA RÉACTION SOCIALE : LEUR LIEN AVEC LA POLITIQUE CRIMINELLE

[Retour à la table des matières](#)

En dépit de la crise d'identité qui a frappé depuis la fin des années soixante les sciences de la société et, parmi elles, la criminologie, la majorité des chercheurs accepte la légitimité de la démarche scientifique dans les limites de ses propres fidélités philosophiques et politiques. C'est ainsi que la criminologie comparée d'inspiration clinique sera différente de celle de la criminologie de la réaction sociale (voir Szabo, 1978). La perspective clinique s'alimente aux sources du comportement, des théories organicistes et évolutionnistes. De plus, elle bénéficie de la renaissance des études socio-biologiques. Elle repose sur les postulats suivants :

a) l'ensemble des aspirations humaines s'organise autour des forces d'attraction et de répulsion qui, reliées dans des systèmes d'interactions complexes, constituent la « nature humaine ». La popularité des ouvrages de Sagan (1978), de Koestler (1978) et de Morin (1973), qui vulgarisent les résultats des recherches scientifiques, à base bioculturelle, est un signe de la vitalité de cette approche (Mednick & Christiansen, 1977) :

b) les variations sont limitées entre la personnalité et les organisations, les structures, les institutions ; une typologie des modes d'interaction s'élabore, le concept de la personnalité modale se dégage.

c) le déterminisme scientifique, avec toutes les nuances que la philosophie des sciences a mises à jour depuis Kuhn, considère l'acte humain comme une variable dépendante qui doit être expliquée par des variables indépendantes ou intervenantes soit d'origine mésologique soit d'origine bio-psychique ;

d) l'universalité des infractions et des sanctions. Aucune société n'en est exempte et les variations se situent sur un continuum aux limites précises (Newman, 1976).

Depuis les travaux des Glueck jusqu'aux réunions annuelles des Journées de criminologie clinique comparée qui ont commencé en 1972, une lente accumulation de la connaissance a eu lieu, bénéficiant largement de l'apport des sciences biologiques, génétiques et psychologiques. La contribution de la criminologie clinique comparée à la politique criminelle est conforme aux règles qui président aux relations entre le droit et la criminologie. Qu'elle en soit la servante, suivant le mot d'Andenaes (1970), ou le maître selon celui de Ferri, importe peu en fin de compte aux criminologues contemporains. En axant sa recherche sur l'homme, la criminologie clinique comparée trouve son meilleur usage dans le cadre de l'école de la défense sociale nouvelle dont on connaît bien l'inspiration humaniste et réaliste (Ancel, 1975 ; Bernat de Celis, 1977). Le lien est particulièrement harmonieux et satisfaisant entre la démarche scientifique de la criminologie clinique comparée et le mouvement international de défense sociale : l'inspiration humanitaire et progressiste de la très grande majorité des chercheurs rejoint celle des pénalistes et des législateurs qui adhèrent

à cette philosophie. Les critiques d'ailleurs ne se sont pas trompés. Cette science et cette politique criminelle ont subi l'attaque conjuguée des tenants de l'école néo-classique qui connaît présentement une remarquable renaissance alors que les écoles marxistes-léninistes et gauchistes prolifèrent dans les pays occidentaux. Comme le note Ancel : « le traitement de resocialisation que nous préconisons depuis de nombreuses années est, en effet, menacé de divers côtés. Il est menacé d'abord de s'enliser dans un certain paternalisme entièrement dépassé. Il est menacé également de devenir quelquefois une moralisation prédicante, et... par la tentation..., de réduire le sujet à un conformisme social qui constituerait pour lui une nouvelle forme d'aliénation. Il faut en être clairement averti et se souvenir que la réalisation de la défense sociale, ce n'est pas l'acceptation passive, par le délinquant « resocialisé », de la société telle qu'elle est, dans ses habitudes et dans son conformisme traditionnel ; c'est, au contraire, un processus qui tend à rendre l'homme à lui-même et non à le livrer, privé de ses réactions personnelles, à une société abusive. Il fallait le dire, et je tiens à le dire hautement. » (Bernat de Celis, 1977, p. 4748). Il n'y a pas lieu d'en douter, les criminologues cliniciens récusent, comme les pénalistes de la défense sociale, les abus que certains peuvent faire de leur discipline, abus si bien illustré par les films « Orange mécanique » et « Vol au-dessus d'un nid de coucou ».

La criminologie de la réaction sociale, elle, s'alimente surtout aux sources des sciences sociales et politiques. Si la criminologie clinique vénère, comme ancêtre, Lombroso, le criminologue de la réaction sociale se recommande de Durkheim. Celui qui a proclamé le principe qu'il n'y a pas de crime en dehors de celui que la société définit comme tel, a induit les criminologues à examiner parallèlement la genèse de l'acte antisocial et celle de la loi l'interdisant. Comprendre le crime par les forces sociales qui le proscrivent, analyser la délinquance dans le contexte institutionnel des législations et des institutions judiciaires : voici ce que la sociologie juridique apporte à la criminologie de la réaction sociale. Celle-ci partage certains des postulats de la criminologie clinique, tout en y ajoutant d'autres. Ainsi par exemple la notion de déviance, positive et négative, contribue à relativiser et à nuancer le concept de crime. Celle de la criminalité cachée, au contraire, souligne l'universalité des infractions, réparties entre toutes les catégories sociales. L'étude de la genèse des règles de droit met

en lumière les mécanismes du pouvoir dont le jeu finit par déterminer les orientations de l'administration de la justice. Enfin, le fonctionnement même du système de l'administration de la justice recèle des indications indispensables à la compréhension de la criminalité et des réactions sociales qu'elle suscite. Son adaptation à des objectifs proclamés, son efficacité à réaliser sa mission deviennent des sujets d'étude et de préoccupation importante.

La criminologie comparée de la réaction sociale se nourrit à des sources sensiblement différentes de celles de la criminologie clinique. L'anthropologie sociale et l'ethnographie, la science politique et la sociologie, constituent ici les disciplines-mères. De Montesquieu et de Tocqueville, en passant par Marx, Weber et Sombart jusqu'à Ehrlich et Henri Lévy-Bruhl, les études historiques et comparatives des institutions politiques et judiciaires constituent les sources premières de la criminologie comparée de la réaction sociale. Aujourd'hui, la stimulation méthodologique et théorique vient des travaux de l'école de Yale, combinant la sociologie et la science politique dans l'explication des phénomènes contemporains, tels la modernité, la vision de l'avenir, le contrôle communautaire des pouvoirs, le civisme, etc. (Szalai, Petrella 1977). Du côté de l'anthropologie culturelle et de l'ethnographie les travaux de Hoebel (1954), Gluckman (1971), Bohannan (1957), Poirier (1968), et Alliot (1965), etc., ont particulièrement stimulé des recherches dans les sociétés en voie de développement.

Quelles sont les relations de cette criminologie avec la politique criminelle ? A l'origine, elles furent moins évidentes que celles entretenues par la criminologie clinique avec le positivisme ou le mouvement de la défense sociale nouvelle. En effet, si la criminologie clinique s'est développée largement, dans un contexte d'application pénale et judiciaire, il n'en fut pas de même pour la criminologie de la réaction sociale. Les facultés de droit comme celles de philosophie, de lettres et de sciences sociales abritaient les chercheurs dont la majorité n'avait pas les mêmes liens d'expertise avec l'appareil de la justice pénale. Un professeur de sociologie de la déviance entretient des liens avec la pratique qui sont très différents de ceux de la médecine légale. La contribution de la criminologie de la réaction sociale se situe donc plus dans la ligne habituelle de l'effort des sciences sociales dans le domaine politique. La primauté fut donnée à l'analyse des phénomènes

nes et à la critique des institutions. L'inadaptation de celles-ci par rapport aux objectifs visés ou par rapport à des systèmes de valeurs contestables (et contestées) faisait l'objet des investigations comme des controverses politiques largement alimentées par des criminologues de la réaction sociale.

CRIMINOLOGIE DU SYSTÈME PÉNAL ET POLITIQUE CRIMINELLE

La conception de la criminologie appliquée ou organisationnelle (voir le VIIe Congrès international de Criminologie à Belgrade, 1973) était une des expressions d'une vision de la politique criminelle, liée à une criminologie de la réaction sociale. Deux autres tendances ont émergé : la criminologie radicale, qui est en somme une conception politique de la science aussi bien dans ses nuances marxistes-léninistes (dans les pays occidentaux) que dans certaines de ses versions ethno-méthodologiques ou structuralistes (Foucault). La science est, épistémologiquement, une action sociale engagée contre un ordre (ancien) pour un autre (nouveau).

La criminologie du système pénal utilise principalement l'approche systémique dans l'analyse des institutions judiciaires. Elle procède à l'évaluation des rendements de celles-ci en fonction des valeurs dont elles se proclament les dépositaires. Une partie importante des activités du CICC peut être caractérisée comme ressortissant de la criminologie comparée de la réaction sociale.

L'analyse et l'évaluation transculturelle et inter-disciplinaire de cette dernière, dans le cas de la police, des tribunaux, des institutions pénales et dans les pays en voie de développement, sont autant de têtes de chapitres d'une criminologie comparée de la réaction sociale. La politique criminelle est comprise comme une fraction, une partie intégrante de la politique sociale. Des analogies sont invoquées avec la politique de santé, de l'éducation, de l'emploi.

Dans cette perspective, l'administration des programmes des ministères de la Justice et de l'Intérieur devrait connaître les mêmes transformations qu'ont subies, sous l'influence des techniques d'analyse et

de gestion modernes, celles de la Santé publique, de l'Éducation nationale, du Travail et de la Main d'Oeuvre, etc.

En résumé, nous estimons qu'une criminologie comparée s'est développée en liaison étroite et ceci, dès ses origines, avec la politique criminelle. La crise d'identité et d'orientation vécue par la criminologie depuis une décennie a permis de mieux distinguer les deux traditions criminologiques : celle de la clinique et celle de la réaction sociale. Chacune d'elle entretenait un lien particulier avec la politique criminelle. Le positivisme et la version contemporaine de la défense sociale correspondent à l'option de politique criminelle par excellence des criminologues cliniciens. L'adaptation (ou l'inadaptation) des lois, des structures et des institutions sociales par rapport aux objectifs déclarés du droit pénal, voire la remise en question des valeurs fondamentales de ce dernier, inspire davantage la conception de la politique criminelle et de la criminologie de la réaction sociale.

Est-il nécessaire de souligner que cette dichotomie des criminologies comme de leurs liens avec la politique criminelle constitue une simplification que seul l'intérêt didactique justifie ? Car tout le monde connaît, moi aussi, l'antipsychiatrie et 'ses versions anticriminologiques, si brillamment illustrées en France par Michel Foucault qui rompt avec le discours moral, fondement de la criminologie clinique. Tout le monde connaît les « docteurs Strangerows » de la science et de la technologie qui poussent à l'inacceptable extrême la vocation de la science pour la mesure et pour la prophylaxie. Je les connais aussi. Personne ne peut, ni ne doit empêcher toute investigation et toute spéculation de l'esprit humain quels que soient les risques, évidemment, que cela implique. Nonobstant ces réserves, je propose d'accepter, à titre de typologie grossière, ces deux approches illustrant les liens entre les criminologies et les politiques criminelles.

Il ne me semble ni possible ni utile, aujourd'hui, de vouloir en arriver à une conception unitaire de la criminologie ou de la politique criminelle. En ce qui concerne cette dernière, on peut soutenir que nous sommes en présence d'une politique criminelle de juriste et d'une autre qui est celle des spécialistes des sciences politiques et sociales. Tout comme à existe une psychologie sociale des psychologues et une autre pratiquée par des sociologues : l'approche, le contexte concep-

tuel et la visée théorique sont différents tout en étant voisins. Le lecteur les discerne comme le spectateur constate les différences entre le style gothique et le style roman. Chacun façonne des monuments à la gloire de Dieu. Mais chacun à sa manière, et à son Dieu

B) LA POLITIQUE CRIMINELLE ET LA SCIENCE DES POLITIQUES (POLICY SCIENCES)

RÉDUCTIONISME JURIDIQUE ET CRIMINOLOGIQUE : Y A-T-IL LA UNE ISSUE ?

[Retour à la table des matières](#)

Comme l'a montré de façon convaincante Bernat de Celis (1977), deux dangers menacent une conception renouvelée de la politique criminelle. L'un consiste dans un réductionisme juridique dont se rendent coupables aisément les pénalistes. Le second est celui du réductionisme criminologique qui guette les sociologues. D'après l'auteur, c'est faire bon marché des problèmes complexes qu'affronte la politique criminelle dans les contextes scientifiques, socio-culturels et politiques de cette fin de siècle, que de les ramener à des relations simples de cause à effet : droit pénal-politique criminelle ou criminologie-politique criminelle. Examinons brièvement ses arguments.

La politique criminelle continue d'être présentée dans les traités comme une des branches du droit pénal. L'esprit des grands ancêtres est toujours vivant : « La politique criminelle, c'est la sagesse de l'État légiférant » disait Feuerbach à la fin du XVIII^e siècle ; Donnedieu de Vabres, plus de cent ans après, en définit la fonction comme consistant à « réagir punitivement, répressivement, contre le crime » (Bernat de Celis, 1977, p. 7). Sur le forum le plus autorisé où se rencontrent et collaborent pénalistes et criminologues, au C.E.P.C. du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, ce même état d'esprit prévaut. En effet, pour M. Tome Lodge, « par politique criminelle on entend ici : la politique poursuivie par le gouvernement d'un pays en ce qui concerne l'application du droit pénal, la révision du droit pénal, la prévention de la délinquance, l'administration de la justice et le traitement des délin-

quants » (Bernat de Celis, 1977, p. 9). M. Ancel s'inscrit dans une perspective similaire. Pour lui, le domaine concret de la politique criminelle se situe à trois niveaux différents et complémentaires : a) le niveau législatif, 'où sont déterminées les options décisives, b) le niveau technique dont disposent les « exécutants », et c) le niveau judiciaire, dans lequel le système en action se traduit par des décisions contraignantes. L'auteur donne toutefois une interprétation très large du domaine de recherche de la politique criminelle : comme des rayons concentriques autour des trois niveaux précis, celui-ci s'étend sur « toutes les réalités positives de la vie sociale » (1975, pp. 18-19).

Ainsi se présente le réductionnisme juridique : la politique criminelle sera le droit pénal en action. En quoi consiste maintenant le réductionnisme criminologique ? Bernat de Celis (1977, p. 10) accuse la criminologie de vouloir purement et simplement « exproprier » la politique criminelle, en prétendant en être la source exclusive. En effet, au VIIe Congrès International de Criminologie à Belgrade, en 1973, la politique criminelle et son évaluation furent présentées comme une des tendances de la criminologie contemporaine, tendance dite « organisationnelle » ou « criminologie en action ». On peut accepter, dit-elle, que les criminologues s'interrogent sur la manière de traduire en politique criminelle les perspectives scientifiques ouvertes par la criminologie clinique et par la sociologie criminelle, mais à condition qu'ils ne réduisent pas la politique criminelle à une simple « criminologie appliquée ». Ces criminologues peuvent proposer les résultats de leurs recherches et de leurs réflexions comme des indications dont on devrait fortement tenir compte dans l'élaboration d'une politique criminelle. Es n'ont pas à les substituer l'un à l'autre.

Bernat de Celis conclut : « tout se passe comme si la politique criminelle n'arrivait pas à bien se dégager de sa double origine contradictoire... : la tendance juridique et la tendance criminologique. En l'absence presque totale de véritables spécialistes de politique criminelle, celui qui propose ou décide une politique criminelle donnée reste généralement d'abord, soit un juriste, soit un criminologue... et l'ambiguïté du « lieu dont on parle »... « contribue à perpétuer des confusions... ».

Je crois que le diagnostic de l'auteur est juste. Par la force des choses, la politique criminelle se situe dans le prolongement du droit puisqu'elle ne peut se concevoir « en dehors du système ». Et on en veut pour preuve de la disqualification des prétentions criminologiques le désaveu révolutionnaire du « système » par la criminologie radicale. Que peut-on tirer d'une « science » qui, de servante, s'émancipe en maître ? On peut alors se poser la question : ne risque-t-on pas de commettre la même erreur d'appréciation, à propos de la criminologie radicale, qu'on commettait avec la criminologie clinique ? Ne va-t-on pas prendre une des tendances de cette discipline, fortement influencée par une épistémologie, une philosophie sociale et morale, par des résultats et des recherches en cours, pour la science criminologique ? Ne doit-on pas accepter un perpétuel renouvellement, réarrangement, une réinterprétation des enseignements de la science et des conclusions pratiques qu'on en tire comme une conséquence de sa vitalité et de sa participation au mouvement incessant de l'activité scientifique ?

Si le diagnostic de l'auteur paraît juste, je maintiens quand même ma proposition antérieure : actuellement, et pour quelque temps encore, il va y avoir une politique criminelle des « criminologues » et une autre des « juristes ». On relèvera, dans chacune de ces « chapelles », de nombreuses nuances dues aux appartenances à des écoles de pensées, à des familles d'esprit divergentes. En effet, dans la tradition britannique du « common law » et principalement en Amérique du Nord, le rôle du droit et celui du juriste sont fort différents de celui que ceux-ci occupent dans la tradition latino-germanique. L'organisation judiciaire et l'esprit des institutions publiques diffèrent tout aussi bien de celle et de celui de leurs homologues de l'Europe continentale. Le rôle des sciences sociales dans la vie académique et dans la recherche scientifique en Amérique du Nord fut aussi fort distinct de celui de la tradition européenne. Ainsi il ne doit guère être surprenant que la politique criminelle s'y soit développée différemment.

LA SCIENCE DES POLITIQUES (CRIMINELLES) EST-ELLE POSSIBLE

On demeuré par conséquent à la recherche d'une définition de la politique criminelle qui, tout en étant tributaire du droit pénal et de la criminologie, cherche à en être autonome dans ses méthodes d'investigation et ses théories. Il est exact d'affirmer que, faute d'une telle autonomie de pensée et d'action, on entretient au niveau des « décideurs » une réaction sociale empirique et partielle, « qu'on renonce en fait à la recherche scientifique et stratégique d'une politique criminelle véritable » (Bernat, p. 15). La question demeure : comment peut-on préciser des conditions où « science » et « stratégie d'application » se combinent pour légitimer une politique criminelle appliquée. On peut facilement se mettre d'accord quant à son champ d'action il est difficile de chercher querelle à M. Ancel et à M. Lodge. Mais peut-on parler d'une méthode de recherche et de techniques d'investigations propres à la politique criminelle ? C'est ce problème-clef qu'on examinera maintenant.

Une analogie avec la science politique devrait nous aider. Celle-ci, fille du droit constitutionnel, de l'histoire et de la sociologie politique, étudie le pouvoir, ses organes, ses institutions et ses structures. Depuis que l'État et sa bureaucratie jouent un rôle déterminant dans l'application des législations, des règlements, etc., le problème de l'efficacité des mesures arrêtées par le gouvernement a prédominé. La planification et la recherche au service de celle-ci constituent une fonction gouvernementale sans cesse plus importante. La première discipline à fournir des chercheurs à cette nouvelle fonction de l'État gestionnaire fut la science économique. L'avènement du Welfare State, l'importance des sommes engagées dans l'exécution d'une politique visant l'accroissement de la démocratie économique et sociale à tendance égalitaire ont stimulé considérablement le développement des recherches. Celles-ci ont progressé d'un pas géant depuis la généralisation des techniques de l'informatique dans l'analyse des données.

Par ailleurs, le rendement médiocre de bien des services de santé, d'éducation, de sécurité sociale, etc., malgré l'accroissement constant des coûts, a incité tant les gouvernements que l'opposition à procéder

à l'évaluation des services effectivement rendus par ces organismes qui furent créés à la suite de promesses politiques du législateur. Sur le continent nord-américain, l'État n'avait point l'exclusivité de ces recherches. D'importants organismes privés, tels la « Rand Corporation », le « Brookings Institute », l'« American Enterprise Institute », pour ne citer que les plus renommés, se sont spécialisés dans l'évaluation des politiques gouvernementales. Les méthodes et techniques d'analyse ont été très largement empruntées aux sciences économiques où les spécialistes travaillent surtout sur les problèmes de l'entreprise privée. Économistes, sociologues, politologues, regroupés autour de périodiques comme « Public Interest », se sont efforcés d'adapter l'appareil scientifique de leurs disciplines à l'analyse des choses publiques.

C'est dans ce contexte que sont développées les « policy sciences », la science des politiques publiques, gouvernementales ou semi-gouvernementales (organismes privés travaillant avec des subsides gouvernementaux). Leur rôle était, entre les mains de la bureaucratie gouvernementale, de contrôler et d'évaluer les dépenses en fonction des objectifs et des priorités fixés par l'autorité soit législative, soit exécutive. Une fois que les priorités dans l'allocation des ressources avaient été décidées par les autorités politiques et étatiques compétentes, leur meilleure utilisation était évaluée grâce aux sciences des politiques.

Les budgets des ministères de la santé, de la sécurité sociale, de l'éducation nationale, en fait les budgets de la « défense nationale interne », partagent, avec ceux voués à la « défense nationale externe », plus de 80% des ressources budgétaires des démocraties occidentales (Wilensky, 1975). Les ministères de la justice n'émargent que d'une fraction qui ne dépasse jamais 5% du budget national. De plus, la quasi totalité de ce budget va aux dépenses fixes (salaires des fonctionnaires du système de justice criminelle). On ne sera pas surpris, dans ces conditions, que les techniciens de gestion dans ce domaine de l'administration publique soient demeurés fort archaïques. Les sommes allouées n'ont guère justifié des innovations majeures. L'introduction de l'informatique pourtant se généralise, surtout au niveau de la gestion des tribunaux et de la police. Il s'agit là cependant de réalisations très récentes, sans conséquences notables, pour l'instant, sur le style de la politique criminelle.

CRITIQUE SOCIALE ET RÉFORMISME POLITIQUE : LE DILEMME DES SOCIOLOGUES

Il faut souligner aussi que les sociologues furent bien plus scrupuleux à apporter leur concours aux sciences des politiques que leurs collègues économistes et politologues. Plus proches, dans ses origines intellectuelles, des sources de la critique sociale, de l'histoire, de la philosophie et de la morale sociale, la sociologie demeurerait une science à la fois plus spéculative et plus empirique que les deux autres disciplines-soeurs. Les débats concernant le passage du positif (fait accessible à l'observation et parfois à l'expérimentation) au normatif (prescription des conduites « bonnes » et « recommandables » à la lumière des recherches empiriques) ont été bien plus paralysants en sociologie qu'en économie politique et qu'en science politique. Celles-ci reconnaissaient, au départ de leur réflexion, la qualité normative des concepts tels que : « besoins », « prix », « satisfactions », etc., pour l'économique, et de « choix des électeurs », « légitimité et décisions des pouvoirs », « bon ou mauvais fonctionnement des gouvernements », etc., pour la science politique. Or, les économistes et les politologues ne se sont intéressés qu'en fort petit nombre et tardivement à la politique criminelle : il ne s'agissait pas là d'une priorité dans la science des politiques. En fait, rompus aux analyses quantitatives, ils avaient bien peu de choses à se mettre sous la dent... La majorité des « criminologues » sont des sociologues en Amérique du Nord ; les juristes devenus sociologues (utilisant les méthodes d'investigations sociologiques) constituent, en Europe aussi, la grande majorité des criminologues de la réaction sociale.

La contestation radicale des orientations, voire même du caractère scientifique de la sociologie, a exercé, vu ce qui précède, une influence accrue sur la « criminologie de la réaction sociale » dont les tenants furent, en leur quasi totalité, des sociologues. Les autres sciences sociales ont été, comparativement, moins profondément touchées par ces remises en question. La science des politiques, développée à partir de la sociologie, démarrait dans ces conditions avec plus de difficultés et plus de lenteur. Voici comment Himmelstrand (1977), représentant assez typique de cette discipline, définit les objectifs de la

recherche appliquée (en fait appliquée à l'évaluation des impacts des politiques publiques). Après une mise en garde sévère à l'intention du chercheur concernant les abus possibles que certains (s'entend les puissants) pourraient faire des résultats de leurs travaux, l'auteur assigne quatre objectifs à la recherche appliquée :

a) relevés descriptifs des niveaux qui constitueront des bases par rapport auxquelles on évaluera les résultats des politiques : par exemple, le budget familial à partir duquel se définit le seuil de la pauvreté, le taux de criminalité qui suscite dans la communauté un sentiment d'insécurité, etc. ;

b) recherches étiologiques (invariance-seeking) : explication des événements ou des situations en termes de cause à effet. Par exemple les relations entre la structure familiale ou les méthodes d'éducation familiale et la conduite conformiste ou non-conformiste, déviante ou délinquante des enfants ;

c) redéfinir et reformuler ce qui est considéré comme problématique et nécessitant une intervention politique ; « dégeler », remettre en question certains concepts-clefs tels que la « finalité du système », la définition de « l'autorité », etc. Réévaluer les paramètres habituels et les relations supposées entre variables : briser les étiologies habituelles (« invariance-breaking » selon le mot de Johannes Galtung) ;

d) finalement, fournir des éclaircissements, faire des révélations sur les conséquences, pour les différents groupes et pour les diverses personnes, de centres d'intérêts multiples qui seront affectés par la formulation ou la mise en oeuvre d'une politique (Himmelstrand, 1977).

L'auteur souligne particulièrement l'importance des points c) et d). En effet un jugement de valeur, une option politique implicite, avantageant les uns au détriment des autres, est souvent contenu dans la définition de l'objectif ou du « problème ». Ainsi, par exemple, le vandalisme des jeunes peut faire l'objet d'une recherche à partir de l'instinct de destruction, du manque de respect pour la propriété privée ou publique. Cette problématique de recherche peut être aussi définie par un manque de moyens socialement acceptables pour orienter les

tendances agressives propres à la puberté, un manque de technique de neutralisation au niveau des services scolaires, sociaux, etc. Des raisonnements similaires peuvent être faits à propos des politiques concernant les minorités sexuelles, raciales, etc., qui subissent une discrimination souvent criminogène due à la formulation unilatérale des politiques.

CONDITIONS D'UNE SCIENCE DU NORMATIF

L'élément normatif implicite dans un sujet ou un acte qui fait l'objet d'une politique d'intervention paraît évident pour le politologue spécialiste des « policy sciences ». « A policy problem..., is a political condition that does not meet some standard » (Anderson, 1978, p. 19). En effet, une réalité ne devient problématique qu'à la lumière d'un principe, d'une option normative qui la rend « anormale », la fait apparaître « injuste ». Autre exemple : la pauvreté n'est un *problème* (donc sujet d'une intervention politique dont les caractéristiques peuvent faire l'objet d'une analyse scientifique) que pour celui qui estime que les pauvres sont des victimes d'injustices et que l'on doit porter remède à leur situation. La criminalité est « problématique » dans un pays socialiste où l'on « lutte contre le crime » car, normalement, cette société a éliminé les causes sociales, donc essentielles, qui produisent la délinquance. Certaines variantes du libéralisme occidental acceptent, pour leur part, l'existence de la liberté, dont le principe doit être préservé (presque à tout prix). Faire la politique (criminelle) n'est qu'une tentative de corriger les imperfections du système. Il faut, auparavant, définir ce qui est problématique au lieu d'être une simple condition de l'existence humaine. Ces critères d'évaluation conformes aux principes d'un ordre social exprimant une échelle de valeur à défendre, à restaurer ou à établir, appliqués à la vie sociale, transforment un fait en problème. Les sciences des politiques sont constituées par l'analyse et l'évaluation de toutes ces mesures correctives visant à rétablir l'équité, la justice, la liberté, etc.

En plaçant ainsi au cœur même de l'analyse de la science des politiques l'élément normatif, Anderson se réfère à une activité consciente dont les conclusions s'imposent à l'esprit sensibilisé et empreint de valeurs spécifiques. Il s'agit aussi d'une option morale, car on décrète « bon » tel état de choses pour le public, de préférence à ou au détri-

ment d'autres options. Il n'est par conséquent pas suffisant de tenir compte de telle ou telle condition socio-économique ou d'une conjoncture politique. Il faut aussi prendre en considération le jugement que portent d'autres personnes, hommes publics, bureaucrates, représentants d'intérêts particuliers divers mais légitimes, sur ces mêmes conditions.

L'EXPERTISE ET LE JUGEMENT DE VALEUR

Cette prise de position a un certain nombre de conséquences importantes. Ainsi, la recherche sur des politiques ne peut se contenter, comme c'est le cas la plupart du temps, de servir de guide à l'action en précisant les effets probables, ou les conséquences de telle ou telle option. Il n'est pas suffisant non plus de les orienter exclusivement dans le sens d'une critique sociale comme le font par exemple les marxistes-léninistes dans les sociétés libérales. On ne peut pas laisser non plus, suivant le principe de la division du travail académique, la problème du jugement de valeurs à l'attention exclusive des philosophes sociaux. Anderson (1978) critique la tendance de la majorité des « policy sciences » à partir d'une donnée acceptée sans critique, de valeurs telles que « justice », « équité », « efficacité » et à se limiter à l'analyse des indicateurs empiriques reliés à ces valeurs. C'est ce que Bernat de Celis (1977) a appelé : « coller au système ». Pour Anderson, au contraire, les valeurs elles-mêmes, leur appréhension et leur logique interne, doivent être analysées en même temps que les indicateurs représentant la mise en place d'un système inspiré de ces valeurs. Effectivement, il s'agit de réintroduire à sa juste place l'analyse de la justification de la hiérarchie d'une valeur qui engendrera une série de normes, de critères en vertu desquels on effectuera des jugements et des évaluations.

Comment peut-on procéder pour faire d'une valeur-option, de sa logique d'évaluation implicite, un objet d'analyse scientifique ? La réponse est celle-ci : il s'agit d'appréhender un univers de discours qui est composé d'un système d'idées et de normes logiquement reliées entre elles, et qui fonctionne comme un code de procédure dans l'établissement et la pratique de la politique. Ce discours inclut, normalement, ce qui est nécessaire en vue de critiquer et d'évaluer les performances lors de l'application de cette politique (Anderson, 1978).

Il existe, évidemment, des idéologies formelles qui contiennent une logique d'évaluation implicite. Ainsi, par exemple, le socialisme promet une égalité plus effective. L'économie de marché est censée assurer la méritocratie. Mais notre attention doit se concentrer ici sur le rôle de l'expert, du spécialiste des « policy sciences ». Celui-ci a tendance à considérer sa fonction comme exempte d'un jugement de valeur, comme relevant uniquement du discours de la science et de la technique. Suivant l'argument d'Anderson, cette fonction est pourtant bien plus prescriptive que descriptive. Prenons des exemples de politique criminelle : lors de la définition des standards minima de détention, les experts opposent leur propres standards à ceux qui sont habituellement observés par l'administration. La définition des droits des détenus s'oppose à celle de la gérance. L'exercice de certaines libertés peut être interprété différemment. Lors du « plea bargaining » auquel sont sujets 80% des cas déferés devant les tribunaux américains, le procureur propose ses normes à la défense, à l'accusation, au juge et au public. Celles-ci seront vues, au départ, sous des angles peut-être différents par la police, par le parquet et par la Commission des droits de la personne.

Notons que chaque discipline a, normalement, ses propres critères d'évaluation. Un ingénieur du trafic évalue un système routier en fonction du volume probable de la circulation. Un spécialiste de l'environnement tiendra compte, principalement, des effets de celui-ci sur le milieu. On ne s'étonnera guère que les résultats des deux évaluations, des deux expertises, chacune basée sur leurs standards scientifiques et professionnels propres soient différents. L'établissement de ces critères constitue l'apport principal du spécialiste de la science des politiques au débat concernant la politique d'un État dans un domaine particulier. Or, nous avons vu que les opinions d'experts peuvent être, en toute justice et en bonne logique, conflictuelles. Dans notre domaine, le conflit est particulièrement net. Dans le monde du droit on traite des droits. Dans le monde de la sociologie on traite plus spécifiquement de justice sociale. Dans le monde de l'économie, on traite de l'efficacité. Suivant qu'une question est posée en termes de problème juridique ou économique ou social, des arguments d'experts ayant des logiques et des valeurs différentes sont invoqués ou opposés. Il n'existe pas de droit au profit dans une économie libérale. Les calculs

de coût/efficacité n'interviennent guère dans l'exercice du droit à la liberté de réunion. Pourtant, sans profit, il n'y a pas de progrès social et les coûts des désordres sur les voies publiques peuvent provoquer des législations « anti-casseurs ».

Il est évident que lors de l'établissement des politiques, une confrontation des divers langages, celui de droit, celui de l'économie ou de la sociologie, constitue le processus principal par lequel les décisions effectives seront prises. Ces confrontations ont lieu devant l'opinion publique, dans les commissions parlementaires, dans les bureaux gouvernementaux. La plupart des progrès dans l'exercice effectif des droits n'auraient pas pu avoir lieu sans un accroissement exceptionnel des ressources publiques : l'aide légale, la compensation des victimes d'agressions criminelles, le progrès de l'assistance post-pénale, etc., en sont des exemples. Par ailleurs, il y a des limites sévères à l'application de la logique de l'évaluation économique en politique criminelle où les droits fondamentaux doivent être respectés à... tout prix ! Ce sont là des exemples d'interdépendance, de complémentarité, de tensions et de conflits qui résultent tous des jugements de valeur diffus d'experts.

Les conséquences de cette manière de voir ont une certaine importance pour la démarche comparatiste. Cela signifie que les politiques doivent être évaluées à l'aune de leurs propres promesses, grâce aux standards et critères implicites ou explicites qui dérivent de la logique de leur démarche. Celle-ci est accessible à l'analyse à travers les discours tenus pour justifier les « politiques ». Prenons encore des exemples dans notre domaine : a) La politique criminelle de l'école classique doit être évaluée par ses succès ou ses échecs concernant l'effet intimidant de la peine, le principe de la prévention générale ; b) l'école positiviste doit se soumettre aux effets de l'application de la sentence indéterminée, du critère de la dangerosité, pour apprécier la « valeur » de ses politiques ; c) l'école de la défense sociale nouvelle doit être jugée d'après le succès de la resocialisation des délinquants primaires qu'elle veut soustraire aux effets nocifs de l'emprisonnement, etc.

Je pense qu'on peut accepter avec Anderson que le discours technique du spécialiste des « policy sciences », proposant des critères d'évaluation constitue un « construit » normatif au même titre qu'est

normative la définition d'une « bonne » politique effectuée par le législateur. On démythifie de la sorte la démarche scientifique en la situant dans la logique de l'évaluation, justifiable par les standards qu'elle s'est donnés explicitement. La critique sociale est ainsi implicite dans la démarche du chercheur sans qu'elle soit soustraite pour cela aux rigueurs internes de sa propre logique. La portée de sa contribution sera d'autant plus appréciée qu'il ne subsistera pas d'ambiguïté à cet égard.

Une des démarches éclairantes pour le chercheur est d'examiner les divers critères d'évaluation utilisés dans différents pays lors de l'analyse des politiques. Prenons par exemple le taux d'encadrement policier par rapport au taux de réussite mesuré par les arrestations dans certains types de délits : est-ce l'entraînement des policiers, l'organisation des patrouilles ou de la surveillance, l'échelle des rémunérations, le « moral » du personnel, etc., qui sont invoqués dans la justification des succès et des échecs ? La collaboration avec d'autres secteurs du système de justice criminelle a-t-elle des conséquences et lesquelles sur « l'efficacité » de la police ? Comment celle-ci est-elle affectée par les libérations conditionnelles, la politique de sentences des tribunaux, par la politique d'incrimination du parquet ? Quelles valeurs sont plus protégées grâce à l'action de la police ? Celles de la protection des biens et des vies (surveillance accrue, éventuelles restrictions dans l'exercice de libertés, etc.) ou celles de l'exercice sans entraves des libertés (le droit à une certaine différence) ? Très probablement, on observera des configurations distinctes entre certains pays de droit coutumier et des pays où prévaut le droit romano-germanique. On pourrait, à d'autres égards, observer des convergences aussi.

CHERCHEURS ET DÉCIDEURS : QUI A LA PRÉSENCE

Dans cette perspective, lors de l'étude du fonctionnement et de l'évaluation d'une politique, on ne doit pas substituer sa propre logique (d'expert) à celle qui est pratiquée par ceux-là mêmes qui conçoivent et appliquent ces politiques. Leurs discours, leurs justifications, l'exposé de leurs motifs doivent revêtir autant d'importance pour le chercheur que l'analyse des structures latentes, telle que la volonté de puissance, la volonté de profiter des politiques proposées, le maintien des

hégémonies corporatives ou monopolistiques, etc. Il est difficile, dans l'ordre normatif, de privilégier la logique du discours évaluatif du chercheur par rapport à la logique du discours évaluatif du politicien ou du bureaucrate.

On réalise bien la pauvreté des analyses de politiques criminelles à l'échelle nationale ; que dire de celles-ci à l'échelle internationale ? Mais on reprendra ce problème un peu plus tard. Il ressort de l'analyse précédente l'importance capitale que prend l'élément normatif au cours même de la démarche du « policy scientist ». Retenons la conséquence qui en résulte concernant la nécessité d'investiguer les politiques dans les propres termes de ceux qui les préconisent. Les « problèmes » n'existent qu'en fonction d'un univers de discours, d'un paradigme exprimant une politique. De plus, les décisions ne sont prises qu'en regard de l'évaluation politique d'une « bonne » action dont on escompte des effets bénéfiques pour la collectivité. C'est la conséquence de ces actions que le chercheur doit identifier et comparer :

- a) à l'intention et à la logique de l'argument de l'auteur de la politique ;
- b) à ses propres standards ou critères de « bonne action » s'il y a lieu.

La seule mais majeure différence entre la démarche normative du décideur et celle du chercheur consiste dans le fait que les critères arrêtés par le premier prévoient un plan *d'action* tandis que ceux du second président à l'élaboration d'un plan *d'investigation*.

En acceptant de qualifier et de remettre en question la distinction positiviste entre fait et norme, nous définissons la démarche de la politique criminelle par analogie avec la science des politiques (policy sciences). Au lieu de laisser à la philosophie politique, à la morale sociale ou à la théorie du droit, le soin de débattre le problème normatif, nous acceptons la thèse selon laquelle la politique des États n'est rien de moins qu'une philosophie politique et sociale appliquée. Les stratégies politiques constituent tout simplement les versions particulières d'un parti, d'un mouvement d'idées, etc., de ce que signifie pour eux les valeurs telles que l'intérêt public, les droits et privilèges, les obligations, la justice, l'égalité, l'efficacité, le civisme, le tout dans une

conjoncture historique et particulière, appliquée dans des cas particuliers.

Si la discussion sur ces thèmes demeure permanente et n'est jamais close dans les séminaires universitaires, dans la vie de tous les jours, les décisions relèvent effectivement des cours d'appels, des conseils du trésor ou des inspecteurs des finances, des commissariats au plan ou des conseils économiques qui les exercent effectivement et quotidiennement. Les débats qui s'y déroulent, principalement entre « policy analysts » d'obédience normative ou politique diverse, sont soumis cependant tous aux mêmes règles logiques et aux mêmes critères de « raisonnabilité », de « crédibilité » qui prévalent, par ailleurs, dans les débats publics. Dans ce type de discours, le critère de la « validité » scientifique du spécialiste des politiques n'a pas de préséance logique sur le critère du « au-delà du doute raisonnable » invoqué par des magistrats et des juristes. Les arguments de tous sont évalués à l'aune des critères utilisés dans les débats « normatifs », c'est-à-dire politiques. Il n'y a donc pas de supériorité logique dans l'assertion du « criminologue » préconisant telle ou telle mesure de prévention sur la politique de répression pratiquée par tel ou tel service, qui invoque lui aussi l'exigence du maintien de l'ordre public.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE COMPARÉES : DEUX CRIMINOLOGIES, UNE POLITIQUE

Que conclure au terme de cette première discussion de notre thème ?

a) Nous avons suggéré qu'il y ait deux démarches parallèles mais complémentaires de la criminologie contemporaine la criminologie clinique et la criminologie de la réaction sociale l'une partant des sciences biologiques et de celles du comportement, l'autre des sciences sociales et politiques. Chacune de ces démarches a développé, encore que très modestement, une dimension comparative. De Lombroso aux Glueck, à Menninger et à Mailloux, les grandes lignes de réflexion de la criminologie comparée clinique furent fixées. De Durkheim à Lévy-Bruhl à Sellin et à Wolfgang, les traditions comparatives de la criminologie de la réaction sociale sont également légitimées.

b) À chacune de ces criminologies (comparées) correspond une démarche de politique criminelle. Celle-ci, au départ, fut considérée, tout simplement, comme l'application du droit pénal dans la procédure judiciaire et la vie sociale concrète. Avec le développement du positivisme, puis de la doctrine de la défense sociale nouvelle, une politique criminelle s'est greffée sur la criminologie clinique, inspirée par cette école de pensée. Depuis lors, un dialogue fécond s'établit entre chercheurs, philosophes et magistrats (juristes praticiens), dialogue qui n'exclut ni les conflits ni l'existence de tendances diverses à l'intérieur des deux groupes.

La politique criminelle qui s'est développée en liaison avec la criminologie de la réaction sociale (il faut bien noter qu'il n'y a pas de rapport hégémonique entre « chercheurs » et « praticiens » : le développement est concomitant et la stimulation est mutuelle), procédait d'une critique sociale plus ou moins radicale des bases mêmes de l'ordre social et juridique. Elle proposait soit un changement révolutionnaire ou une alternative radicale au présent système, soit des réformes partielles pour rendre plus efficaces les dispositions actuelles de la loi en les adaptant aux exigences sans cesse changeantes de la réalité sociale.

c) Un débat s'est engagé depuis peu sur la signification et la définition de la politique criminelle comme « servante » soit du droit soit de la criminologie. On a noté, à la lumière des développements qui ont eu lieu dans les disciplines voisines, en particulier en science politique (avec lesquelles les liens intellectuels tant de la criminologie que de la politique criminelle furent ténus), qu'une approche nouvelle se faisait jour. Elle fonde sa réflexion sur l'évaluation des politiques publiques. On assiste alors à la naissance des « policy sciences ». Celles-ci récusent la distinction positiviste entre fait et norme qui a, en réalité, appauvri l'analyse politique en plus de la mettre dans une fausse situation, et de l'exposer à l'accusation d'hypocrisie et d'inconsistance. Cette conception de la science des politiques, qui s'applique aisément à la politique criminelle, situe la démarche de celle-ci résolument dans le champ normatif. On clarifie ainsi les conditions du dialogue entre « décideurs » et chercheurs. En effet, ils partagent tous le même univers de discours, celui du « désirable ». Le « décideur » cependant

décide et le « chercheur » évalue les conséquences de ces décisions à l'aune de standards dont on reconnaît, de part et d'autre, le caractère normatif. De plus, le chercheur développe des scénarios alternatifs en opposant leurs attraits à la réalité des politiques gouvernementales.

d) L'impact des recherches de criminologie comparée sur la politique criminelle devrait, ainsi, s'évaluer à la lumière des considérations précédentes. Or, cette tâche présente des difficultés difficilement surmontable dans l'état actuel de la littérature scientifique. Nous les noterons en abordant la troisième partie de l'exposé.

C) PROBLÈMES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES DE LA RECHERCHE COMPARATIVE : EXAMENS DE QUELQUES STRATÉGIES DE RECHERCHE

SITUATION DE LA RECHERCHE EMPIRIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Où en est-on en criminologie comparée ? Où en est la politique criminelle comparée ? L'examen attentif de la littérature pertinente laisse le lecteur dans une grande perplexité. En effet, si l'on se place dans la perspective adoptée dans la première partie de cet essai la situation actuelle peut se caractériser comme suit.

1) En ce qui concerne la connaissance factuelle, monographique et interprétative des phénomènes criminels traités sur une base comparative, rien n'égale dans la « production » contemporaine les essais et surtout les ambitions des fondateurs de la criminologie du tournant de ce siècle. A cette époque, la foi dans l'unité de la science fut grande comme fut forte la conviction sur ses effets bénéfiques pour la société. Or, paradoxalement, le développement de la recherche criminologique au XXe siècle allait de pair avec le développement de son caractère « national », « isolationniste ».

2) On ne peut pas dire qu'il existe une dimension comparative de la science des politiques criminelles à l'instar de celles qui se sont développées depuis une quinzaine d'années concernant la sécurité sociale, l'éducation et la santé. On note cependant une tendance croissante à échanger des informations, voire à faire étudier les systèmes et les expériences étrangères par des commissions d'enquêtes gouvernementales. Il s'agit là d'une forme très pragmatique d'échanges dont l'influence sur les politiques concrètes n'a pas fait l'objet d'évaluation. Le relevé systématique des emprunts d'un pays à l'autre constituera une source importante pour la recherche future. Ceci reste cependant à faire.

S'il en est ainsi, je ne puis guère m'acquitter honorablement de la tâche qui me fut impartie et qui est d'examiner l'impact de la criminologie comparée sur la politique criminelle. En l'absence d'expériences contrôlées, de politiques évaluées, aucun traitement rigoureux du problème n'est possible. Je vais tenter de contourner cependant cette difficulté en examinant un certain nombre de problèmes que pose la recherche comparative dans ses relations avec la politique criminelle en tenant compte des expériences déjà recueillies par d'autres disciplines.

Voici les problèmes auxquels nous toucherons

- 1) l'existence des cadres de références juridiques divergents (le problème du droit comparé) ;
- 2) les insuffisances des statistiques criminelles et des indicateurs sociaux (les limites de la sociologie comparée en matière de déviance et de criminalité).

Ce sont là des conditions préliminaires de recherche en criminologie comparée. Par la suite, nous aborderons quelques problèmes stratégiques de la recherche comparative orientée vers l'évaluation des politiques, à savoir :

- 3) le rôle médiateur des structures et des institutions entre l'énoncé des principes et l'application des politiques, entre pays faisant face aux mêmes problèmes ;

- 4) le problème de la prise de décision et l'impact de la connaissance scientifique sur celle-ci et, finalement
- 5) les efforts pour développer des théories déductives permettant d'expliquer et d'évaluer la satisfaction des besoins grâce à l'application de politiques.

La criminologie comparée aussi bien que la politique criminelle comparée restent à faire. Comme nous avons tenté de le démontrer, les liens même entre les deux demeurent problématiques. C'est pourquoi nous esquisserons certains problèmes plutôt que de les discuter d'une manière approfondie. Nous avons opté pour ce traitement impressionniste des sujets en laissant aux générations de comparatistes, qui ne tarderont pas de surgir, le soin de les approfondir.

CADRE DE RÉFÉRENCE JURIDIQUE : CE QUI EST SPÉCIFIQUE ET CE QUI EST COMMUN

Le droit est conçu comme un modèle d'organisation sociale. Le juriste s'applique à dégager les règles de fond qui sont les plus conformes à la morale, les plus favorables au progrès de la société. Le droit, lié à la philosophie, à la théologie et à la religion, indique aux juges comment, selon la justice, ils doivent statuer. Ils prescrivent les normes auxquelles les justes doivent obéir dans leur comportement social. Voici ce que déclare David (1969, p. 45) dans son ouvrage : « La première tâche du comparatiste est, par conséquent, de tenir compte des différences dans le modèle d'organisation sociale, reflétées par la division entre trois grandes familles égales : celle des régimes romano-germaniques, celle du « common. law » et celle des régimes socialistes. Les droits hindou-musulmans, chinois et juifs, tout en étant largement influencés par l'un des trois grands systèmes communs au monde occidental, présentent de nombreuses particularités ».

Le droit comparé qui est, à son meilleur, une véritable sociologie juridique, selon Ancel (Introduction aux Codes pénaux européens, Paris, fournit non seulement les sources historiques des problèmes contemporains, mais il indique également l'esprit dans lequel ces problèmes se sont posés au sein d'un système juridique particulier---. En même temps, le droit comparé précise des convergences et des diver-

gences qui, au niveau des principes juridiques ou au niveau des pratiques pénales, caractérisent les aires relativement homogènes et qu'on peut comparer entre elles.

Les pays de l'aire culturelle occidentale se partagent entre le droit romano-germanique et le « common law ». On a eu tendance à exagérer les différences proprement juridiques. Pourtant, comme le remarquent Ancel et Radzinowicz (1959) : « Il n'est pas téméraire d'affirmer que les différences réellement importantes entre les droits pénaux positifs anglais et français ne sont pas, en réalité, plus nombreuses que celles que l'on constate entre les codes pénaux français, italiens ou suédois. » (p. 19).

Les particularités se situent bien plus au niveau de la procédure pénale, surtout des règles de l'instruction criminelle, « pierres angulaires de la constitution d'un peuple » comme le dit Mittermaier (cité par Ancel et Radzinowicz, 1959, p. 13). Si les principes ne sont pas trop différents, les institutions qui composent le système de justice criminelle et qui les appliquent peuvent l'être considérablement.

C'est donc la jurisprudence et les institutions à travers lesquelles opèrent les règles de la procédure pénale qui importe. Le fonctionnement même du système d'administration de la justice revêt la plus grande pertinence pour le chercheur qui compare les systèmes romanogermaniques et le « common law ». Il n'en va pas de même pour la famille du droit socialiste. Issu d'une révolution politique, inspiré par l'idéologie marxiste-léniniste, le droit socialiste doit être interprété dans son texte comme dans ses principes, comme reflétant non seulement la volonté du législateur socialiste mais aussi la réalité sociale communiste. « En droit socialiste, la loi n'a pas pour but de camoufler la volonté de la classe dirigeante. Il s'ensuit que la notion et le rôle de l'interprétation se trouvent forcément rétrécis ; la volonté du législateur ne permettant pas, ni lors de la promulgation des lois, ni plus tard, que l'on transforme le contenu des normes juridiques sous prétexte d'interprétation, ou que l'on introduise dans la loi, sous couleur d'une prétendue correspondance à son esprit, un élément qui lui est étranger... Dans les droits bourgeois, le juge est devenu le personnage principal du système juridique. L'évolution socialiste se garde bien de s'engager dans ce chemin... Toute interprétation corrective est

contraire aux principes du marxisme-léninisme. » (Szabo, cité par David, 1969, p. 244). On voit bien comment cette position impose des limites précises à l'investigation empirique dans le cas des pays socialistes.

Si la criminologie doit se pencher sur le complexe procédural et institutionnel de l'administration de la justice pour éclairer les points de comparaison entre les familles romano-germaniques et celles du « common law », elle doit, en sens inverse, partir des principes et de la lettre de la loi dans les pays socialistes car ces principes sont censés représenter assez fidèlement la réalité sociale. Les enquêtes de sociologie du droit, qui y ont été réalisées, concernent la connaissance du droit. Elles ne prétendent pas indiquer les décalages, les conflits entre les consciences individuelles ou celles des groupes et celles que recherche la loi. Leur mission est de mesurer le degré de compréhension et de pénétration de la conscience juridique et de servir ainsi de guide pour d'éventuelles mesures « éducation populaire, en cas de lacune et de mauvaise interprétation (Kulcsar, 1977).

En ce qui concerne les pays en voie de développement, si l'on écarte les aires d'influence de la religion hindoue et de la morale de Confucius, nous pouvons faire quelques observations inspirées surtout par l'Afrique noire et l'Amérique Latine.

En ce qui concerne les pays d'Afrique noire, l'implantation du droit occidental constitue un fait révolutionnaire, dont l'importance s'est accrue depuis leur émancipation politique vis-à-vis des anciennes puissances coloniales. Le rôle du droit pénal s'inscrit dans la création d'un droit national qui reflète l'instauration d'un ordre public fondé sur l'éthique du progrès social et économique (Costa-Lascoux, 1975). Le parallélisme avec le droit soviétique et socialiste est frappant. Dans les deux cas, à s'agit d'un droit de rupture sociale. Le droit pénal africain, note le même auteur, est une illustration presque parfaite des droits volontaristes servant d'instrument à une politique criminelle à long terme. Ces codes, comme on peut également le présumer, sont, sinon en avance, du moins en décalage par rapport aux mœurs. Le droit traditionnel, basé sur un système complexe de compensation et de restauration d'un équilibre socio-moral rompu par l'infraction, est battu résolument en brèche. Les nouveaux codes d'inspiration occidentale

visent expressément la culpabilisation de certains comportements et l'exercice d'une intimidation, grâce à la menace d'une peine exemplaire. Il s'agit de détruire une morale collective qui anime et préserve des coutumes d'une société rurale traditionnelle au profit d'une morale qui devrait soutenir des normes que requiert une société moderne, entrée dans la voie du développement. Grâce à l'indépendance, l'accusation du « colonialisme » juridique ne tient plus : c'est une, logique de pouvoir différente qui est instaurée avec la prise en main d'un destin national (Costa-Lascoux, 1975, p. 95).

Comme le note Alliot (1965) la conception actuelle du droit pénal, créateur de l'avenir, s'oppose à la conception traditionnelle et coloniale, toutes deux tournées vers la défense de l'ordre établi » (cité par Costa-Lascoux, 1975, p. 96). Il ne s'agit donc pas de préserver l'ordre social comme c'est le cas dans les deux familles de droit occidental. Il s'agit d'en créer un nouveau grâce, en particulier, à la capacité de contrainte exercée par le droit pénal. Celui-ci doit être un instrument puissant de changement des mentalités en même temps que de défense des structures nouvellement établies. Pour y arriver l'instrument juridique est utilisé selon une stratégie à effets progressifs : un effet à court terme, par l'intimidation et la répression de comportements jugés antisociaux ; un effet à long terme par l'indication d'une nouvelle hiérarchie des valeurs. Ce droit se doit donc d'être en avance sur les mœurs classiques qui s'érigent sur les structures familiales. S'il Pest cependant trop, il est frappé d'inefficacité, de caducité. Ce droit pénal culpabilise les coutumes traditionnelles qui maintiennent les subdivisions tribales et qui s'opposent ainsi à l'idéal d'une unité nationale visée par les nouveaux États. Il proscriit aussi des coutumes qui invitent à la paresse et au gaspillage, d'après les critères exigeants d'une économie industrielle. En fait, le droit constitue manifestement un instrument direct de pouvoir politique. On « substitue l'ordre de la volonté à l'ordre historique », selon le mot frappant de F.N. Agblema-gnon (cité par Costa-Lascoux, 1975, p. 108).

Il est évident qu'une distance énorme sépare le pays réel du pays légal dans l'Afrique noire contemporaine. Les travaux de l'Institut de criminologie de l'Université d'Abidjan et du CICC en portent, entre autres sources, un témoignage éclatant et, à bien des égards, accablant (Hassanfratz, 1974, Goudot, 1975, Brillon, 1978). Nous y revien-

drons. Il ne semble pas que l'on puisse parler, dans ces États, d'une politique criminelle ni dans le sens traditionnel ni dans le sens que nous avons adopté ici. Le témoignage apporté par le magistrat Goudot (1975) reflète bien les mentalités des élites dirigeantes actuelles. Voici ce que leur fait dire l'auteur : « Le crime est inéluctable. Il faut faire la part du feu. Nous avons trop à faire pour nous en occuper spécialement. Nous avons des magistrats, une police, des prisons. Cela est suffisant et cela coûte déjà assez cher au budget ». Cette mentalité est largement partagée par les services d'assistance technique des pays occidentaux : il y a peu d'espoir pour une criminologie ou pour une politique criminelle à brève échéance en Afrique noire.

En ce qui concerne l'Amérique latine, c'est un continent qui n'a jamais eu les moyens de sa politique criminelle (Rico, 1978). L'héritage colonial des codes espagnol et portugais fut largement réformé à la lumière des transformations des codes européens du XXe siècle. Les plus généreuses dispositions du Code font naufrage devant une absence cruelle d'infrastructures judiciaires et pénales. La justice privée (l'escadron de la mort) est l'exemple le plus tragique de « l'adaptation » de la réaction sociale à la réalité quotidienne. Il manque de toute évidence, dans ces pays, une volonté politique, telle qu'elle existe dans les pays socialistes, pour faire plier la réalité aux principes proclamés par la loi. Il faut noter également la très grande hétérogénéité qui existe dans la composition et dans les niveaux de développement de la politique des sociétés latino-américaines (à l'exception, probablement, de l'Argentine et du Chili). Définir et appliquer des normes, dans ces conditions, présente des difficultés presque insurmontables. L'extrême modernité côtoie l'extrême traditionalisme, l'extrême richesse, l'extrême pauvreté. La présence de larges populations amérindiennes, surtout dans les régions andines et dans celle de l'Amazonie, contribue singulièrement à rendre complexe une situation déjà passablement difficile.

UTILISATION DES INDICATEURS SOCIAUX : POSSIBILITÉS ET LIMITES

La construction des indices composés, représentant les caractéristiques économiques, politiques et sociales des nations a connu, depuis vingt ans, une extension remarquable dans le domaine comparatif (Marsh, 1967). Le rôle des Nations Unies et celui de ses organismes spécialisés fut capital. L'OCDE a joué également un rôle de pionnier dans les pays industriellement avancés. Des organismes particuliers, dans, chacune des grandes nations modernes, développent des techniques de plus en plus sophistiquées pour procéder à une comptabilité nationale des ressources et des dépenses, ou, surtout, pour évaluer systématiquement les effets des politiques économiques et sociales. L'application de ces techniques au secteur de l'administration de la justice ne s'est produit que tardivement et d'une manière assez anarchique. Nous avons évoqué déjà quelques raisons à cet état de choses. Ajoutons encore :

- a) le bas degré de priorité accordé à la politique criminelle qui se reflète par des budgets insuffisants pour réaliser les objectifs assignés ; il existe une tension, voire une contradiction, entre les objectifs proclamés et la modestie des moyens consentis ;
- b) les statistiques criminelles, judiciaires et policières qui se prêtent mal à une manipulation complexe sous forme d'indices composés parce qu'elles sont mal intégrées ;
- c) le débat qui fait toujours rage sur la signification précise des statistiques de la criminalité et de celles de l'appareil judiciaire : la communauté des chercheurs ne se sent guère motivée pour entreprendre des travaux sur des matériaux réputés défectueux et dont la signification scientifique prête à controverse ;
- d) la puissance de groupes spécifiques (barreau, magistrature, police, etc.) qui se sentent menacés dans leurs privilèges traditionnels par l'introduction de certaines techniques évaluatives.

Un bel exemple du potentiel que recèle, pour la politique criminelle comparée, la méthode des indicateurs sociaux est représenté par les travaux de Wilensky (1975) concernant l'évaluation du fonctionnement du « Welfare State ». L'utilisation des sources très élaborées du BIT concernant l'allocation des ressources affectées aux dépenses de la sécurité sociale, complétées par des données démographiques et économiques des Nations Unies et d'autres organismes, lui permet d'appliquer des analyses de régression et d'autres techniques statistiques. Il établit des typologies basées sur les liens entre le genre d'organisation et de gestion du système de sécurité sociale et le degré de satisfaction et de rendement obtenus de ce système. Le type d'organisation politique de l'État est également analysé en tenant compte de ses modes de gestion de la sécurité sociale. Une véritable évaluation du « Welfare State » (qui vise à une redistribution des revenus, par la sécurité sociale, tout en maintenant l'exercice des libertés démocratiques) est rendu possible par l'utilisation des indicateurs sociaux appropriés.

Il est permis de rêver du jour où de pareilles recherches seront possibles en politique criminelle. On peut facilement énumérer des indicateurs utiles en vue de construire des indices composés, puis des hypothèses, voire des modèles. Mais il faut bien dire que ce n'est, actuellement, qu'un exercice qui relève des « futuribles »...

Il faut signaler trois tentatives d'études statistiques, chacune de nature assez différente. Aucune n'a cependant atteint l'ampleur autorisant une évaluation critique. La première est l'application de l'indice Sellin-Wolfgang (1964) dans un contexte transculturel. Durant les débats qui se sont déroulés au Conseil de l'Europe en 1973, on évaluait la possibilité d'adapter l'index dans les pays appartenant au Conseil. Le projet est resté sans lendemain. Plus récemment, le modèle d'analyse systémique de la justice criminelle, proposé par Blumstein (1976) a fait l'objet de quelques tentatives d'application. Les résultats n'ont pas encore fait jusqu'à présent l'objet d'une présentation exhaustive. Enfin, la section de Prévention du crime et de justice pénale des Nations Unies vient de procéder à une enquête par questionnaire auprès des gouvernements membres de cette organisation. Les tendances de la criminalité dans le monde ont été dégagées à partir de ces rapports qui ne reflètent, évidemment, que des évaluations peu contrôlables des

services gouvernementaux sur leurs propres activités (Nations Unies, 1977).

Il est évident que sans des chiffres précis concernant les mouvements de la criminalité et le fonctionnement du système d'administration de la justice, aucune évaluation des politiques criminelles ne peut être faite. Même l'OCDE a renoncé, après une tentative infructueuse, à garder à l'ordre du jour de ses travaux, les indicateurs sur la criminalité et la justice.

On peut cependant énumérer les renseignements qui, tôt ou tard, finiront par être disponibles et qui permettront alors les analyses appropriées. En ce qui concerne la criminalité, les statistiques de victimisation recueillies déjà par le bureau de recensement américain et qui seront bientôt disponibles au Canada, compléteront les statistiques de la criminalité. Celles-ci seront de mieux en mieux « pondérées » grâce au progrès de l'évaluation sur la criminalité cachée et la prise de conscience de sa limitation intrinsèque. En particulier, le progrès des études sur le pouvoir discrétionnaire de la police et des parquets permettra l'établissement de coefficients qui corrigeront la signification des compilations chiffrées. En ce qui a trait aux statistiques policières et judiciaires, l'introduction progressive de leur traitement par l'informatique, que nécessite la gestion des services, finira par préciser et standardiser, d'ici quelque temps, aussi bien les renseignements que la méthode de traitement. Ces progrès faciliteront leur évaluation ultérieure. Finalement, les expériences pilotes, statistiquement contrôlées, des mesures de politique criminelle se multiplient. Le recours aux appréciations plus rigoureuses des expériences partielles avant l'introduction des mesures générales finira par constituer également une source d'information précieuse pour la recherche. Étant donné le coût des mesures de politique criminelle, on peut escompter la généralisation progressive de cette politique.

3) Une attention particulière doit être consacrée aux enquêtes d'attitudes et d'opinions (survey research) car leur potentiel est important, et peut éclairer la politique criminelle. En effet, la réaction du public à l'égard des diverses formes de la criminalité - sa perception et sa peur - ainsi qu'envers des mesures de politique criminelle constituent des facteurs prépondérants dont doivent tenir compte les hommes politi-

ques aussi bien que les bureaucrates dans l'élaboration des politiques. Une évaluation plus précise des éléments qui distinguent les composantes permanentes des changements déterminants les attitudes fondamentales, relativement stables, permettra seule d'apprécier l'impact des mesures de politique criminelle. Dans plusieurs pays, dont le Canada, des projets existent pour développer des recherches dans ce domaine.

Or, les recherches comparatives d'attitudes et d'opinions ont été pratiquées depuis une quinzaine d'années par des sociologues comparatistes et le bilan a été dressé lors d'un colloque de l'UNESCO qui a eu lieu à Budapest en 1972 (Szali, Petrella, 1977). Deux recherches comparatives portent sur les attitudes du public vis-à-vis la déviance et la criminalité, l'une a été organisée par L'UNSDRI (Newman, 1976) et l'autre par le CICC (rapports inédits du Groupe de recherche sur les attitudes face à la criminalité 1974-78). L'orientation de ces recherches ne concernait pas l'étude des politiques criminelles ni celle de leur impact ; elle visait la connaissance des formes et des variations de la réaction sociale au sein d'une quinzaine de collectivités nationales différentes. Des recommandations vagues, ne dépassant pas les enseignements du sens commun, ont été tirées de la recherche de Newman (1976, p. 292). Les difficultés méthodologiques de telles recherches sont considérables. Afin d'obtenir une équivalence des « questions stimuli », un haut niveau d'abstraction est requis dans la formulation à cause de la diversité des législations en jeu. Il va de soi que l'abstraction des concepts/exemples varie à l'inverse de la précision et surtout de la signification des faits. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de comparer des cultures extrêmement différentes. Les deux enquêtes citées fourmillent d'exemples à cet égard. Les biais systématiques lors de l'administration du questionnaire sont très difficiles à contrôler même dans la culture la plus familière à l'investigateur, la sienne. On voit mal dans ces conditions, comment ces distorsions peuvent être contrôlées d'une manière satisfaisante dans des environnements socio-culturels et politiques si distincts des siens. La formation des interviewers présente aussi des problèmes de standardisation difficilement surmontables. Les problèmes d'échantillonnage comportent aussi des problèmes très délicats ; les nations forment rarement des unités homogènes. Or, le coût des échantillons stratifiés peut apparaître prohibitif. L'obtention d'une collaboration technique au niveau des compé-

tences requises peut être difficile dans bien des pays. C'est pour toutes ces raisons, que les enquêtes du CICC, menées dans douze pays, ont donné lieu à autant de monographies. La tentative de procéder à des comparaisons rigoureuses, envisagées au départ, fut abandonnée. On réalisait, d'une part, qu'en collant de près aux réalités nationales, tout revêtait un caractère exceptionnel. D'autre part, en apposant aux échelles des mesures transculturelles, tout devenait trop général, voire même banal.

Une des raisons de ce bilan négatif des recherches d'opinions et d'attitudes comparatistes est due à la pénurie évidente de ce type de recherche dans les contextes nationaux. Nos connaissances sur les liens complexes entre attitudes, opinions et conduites sont encore largement insuffisantes même lorsqu'on se livre à des recherches monoculturelles. Des exemples de recherches comparatives sur les budgets-temps et sur la vision du futur récemment publiés (Szalai, 1972, Omauer, 1976) permettent cependant d'entretenir l'espoir que des études semblables pourront être menées avec succès. Pour des raisons déjà invoquées, les prérequis en vue de l'introduction des techniques du « survey research » en criminologie comparée, ne -sont hélas pas encore remplis.

Selon Nowak (1977), la meilleure stratégie de recherche comparative consiste à partir d'un modèle national très élaboré et précis, théoriquement bien fondé. L'auteur invoque l'analogie avec un plan théorique de voiture-automobile. Le plan une fois établi, on devrait retrouver partout des équivalences fonctionnelles. Ajoutons tout de suite qu'il faut, pour procéder de la sorte, avoir une foi profonde dans sa « théorie » et disposer d'innombrables enquêtes pilotes ainsi que de connaissances intuitives bien documentées permettant de choisir dans un contexte culturel différent les équivalences structurelles et fonctionnelles probables.

LE RÔLE MÉDIATEUR DES STRUCTURES ET DES INSTITUTIONS

Celui-ci constitue un point crucial aussi bien en criminologie comparée qu'en politique criminelle. L'analogie des modèles de voiture de Nowak est assez bien applicable au droit comparé : le code, les insti-

tutions qu'il crée par son application, les règles de procédure qui sont adaptées pour faire fonctionner dans le concret l'administration de la justice, peuvent être identifiées d'une nation à une autre. L'esprit dans lequel le code est appliqué, les conditions concrètes de son application, l'usage que l'on fait ou que l'on évite de faire de certaines dispositions de la procédure, et surtout des règlements administratifs, provoquent effectivement des différences considérables d'un pays, d'une culture à une autre. Se baser sur des dispositions écrites sans examiner les conditions d'application concrètes n'est pas concevable lorsqu'on fait des enquêtes de politique criminelle. On sait, par exemple, que certains principes proclamés dans les législations, n'ont jamais reçu une application loyale dans les faits. Des exemples abondent dans le domaine de la justice juvénile, dans celui de la resocialisation des criminels dans les pays européens et nord-américains. Des cas extrêmes se trouvent dans les pays en voie de développement : nous avons déjà parlé des conceptions « activistes », « pédagogiques » du droit pénal dans certains pays d'Afrique noire. Qui oserait faire de la politique criminelle comparée en Amérique latine, composée de pays indépendants depuis plus de cent ans, en se basant sur les codes, les procédures, les règlements ? Encore, pour ménager des susceptibilités, je m'abstiens de citer des exemples concrets. Et pour faire bonne mesure, sans analyser la pratique des négociations de culpabilité (plea bargaining), qui oserait évaluer l'impact, de la politique des incriminations judiciaires américaines ? Aucun système, aucune région du monde ne sont exempts de vices insurmontables pour le chercheur dans sa politique criminelle.

Il y a, en effet, un écueil dont il faut être bien conscient dans les études comparatives, basées soit sur des indicateurs soit sur des comportements individuels (survey research). Toutes ces approches mettent entre parenthèses le contexte institutionnel dans lequel, pourtant, opèrent des indicateurs ou des comportements. C'est ce qui explique cet air d'irréalité qui flotte sur les analyses de tableaux statistiques de beaucoup d'enquêtes de sociologie comparée. Nous sommes ici en présence de la vieille querelle méthodologique qui oppose, depuis presque cent ans, les tenants de l'économie pure procédant par modèles mathématiques aux économistes historiens et institutionnels. Il me paraît évident que l'argument « structurel-institutionnel » a des mérites tout particuliers en matière de politique sociale ou de politique crimi-

nelle. Par exemple, l'introduction de la sécurité sociale (la première en Europe) par Bismarck, correspondait essentiellement à une préoccupation corporatiste de justice sociale. Les libéraux anglais s'y sont intéressés dès la même époque car ils trouvaient inadmissible et inexplicable qu'une catégorie de citoyens ne puisse pas (ou ne veuille pas) pourvoir à ses propres besoins. La tradition culturelle différente a donné une toute autre signification à la même institution dans les deux pays. En Allemagne, il était plus naturellement considéré comme un « droit », ce qui en Angleterre apparaissait comme une concession ou une correction. Cette origine divergente de la même institution a donné un sens différent au débat, à l'esprit dans lequel règlements et procédures furent administrés.

De la même manière, des institutions portant le même nom sont utilisées très différemment d'un pays à l'autre. Il suffit de se trouver dans un commissariat de police, dans un prétoire ou dans un bureau d'avocat appartenant à des pays aux cultures juridiques différentes, pour noter des divergences dans « l'atmosphère » qui règne dans les relations entre individus représentant des fonctions et jouant des rôles divers. Nous disposons de quelques études comparatives, juste suffisantes pour pouvoir dire qu'elles existent, mais tout à fait insuffisantes pour en tirer des conclusions pratiques. Je songe par exemple aux travaux de Banton (1964) comparant la police britannique et américaine, et à quelques rares études de sociologie juridique consacrées aux magistrats en particulier (Ehrmann, 1976). C'est en effet les juges qui expriment le mieux et le plus profondément l'esprit d'une culture : la rareté des études les concernant, même dans un contexte national, est un indice de notre ignorance de la profondeur des spécificités culturelles des lois ou des règlements apparemment universels. C'est peut-être un indice également de l'accessibilité difficile de certains groupes ou d'institutions à la recherche sociologique.

Peut-être la meilleure démonstration de la portée de notre argument a été faite par Bayley (1976). L'auteur a comparé la criminalité et la politique criminelle du Japon avec celles des pays occidentaux et en particulier celles des Etats-Unis. Il résulte de son étude que les facteurs qui provoquaient un accroissement de la criminalité aux Etats-Unis, tels que l'urbanisation, la mobilité sociale et professionnelle, les changements de structure familiale, etc., n'avaient pas entraînés les

mêmes effets au Japon. Malgré l'industrialisation, l'urbanisation et les autres phénomènes concomitants, le pays garde un bas taux de criminalité.

Les recherches sur la bureaucratie prennent une signification particulière ici. De Blau à Crozier et plus récemment à Boudon, il a été démontré le blocage que peut exercer la bureaucratie massive sur les politiques qu'elle est censée servir. Nous ne pensons pas seulement aux effets pervers des mesures, si bien illustrés par Boudon (1977), dont on n'a pas encore dressé la liste en politique criminelle alors qu'ils y sont légions comme ailleurs. Nous Pensons au simple poids d'inertie que l'État, de plus en plus chargé de fonctions, témoigne en face de la volonté politique des gouvernements. Certains ont pu répondre par une boutade à la question de savoir quel intérêt est servi par la police, les tribunaux, etc. : mais c'est celui de la police, des juges, etc... L'esprit corporatif qui s'est greffé sur le corps de l'État libéral, alors que celui-ci se base sur le principe de la responsabilité individuelle, crée évidemment des dilemmes insolubles comme on en voit tous les jours lors des grèves de services publics.

Il est instructif et bien décourageant à cet égard, de prendre connaissance des recherches de Epstein (1977). Examinant les efforts de l'administration Nixon pour mobiliser l'opinion publique à l'égard des dangers de la consommation de l'héroïne et la mise sur pied d'une stratégie pour combattre son trafic et son usage, l'auteur constate les lacunes incroyables dans les estimations statistiques à la base même de cette campagne. Il note, après une analyse approfondie des documents gouvernementaux et l'interview des responsables de cette action, que les estimations sur la consommation de la drogue étaient basées sur les déclarations des détenus-participants dans des programmes de désintoxication. Ceux-ci, comme d'ailleurs les centres de traitement eux-mêmes, étaient motivés à exagérer cette consommation afin de pouvoir justifier les progrès de l'action thérapeutique. En effet, si un drogué devait se procurer des centaines de dollars par jour pour acheter de la drogue, on pouvait justifier le coût du traitement. Des évaluations provenant de sources diverses pouvaient varier de 1 à 5. Cependant, c'est sur ces bases plus que douteuses que des promesses électorales furent prodiguées et qu'une « politique » de combat contre ce crime fut organisée et appliquée. Il faut noter, par ailleurs, les en-

seignements de cet ouvrage pour notre sujet : ils sont fort instructifs. D'une part, il tend à éclairer les motivations multiples tant des auteurs que de ceux qui sont chargés d'appliquer ces politiques. Epstein constate, comme beaucoup d'autres observateurs d'expérience, combien les « faits » pénètrent difficilement et parfois pas du tout l'écran des croyances, des convictions et des préjugés des protagonistes de certaines politiques. La capacité des individus de ne pas tenir compte des renseignements qui contredisent leur croyance ne saurait être sous-estimée, souligne-t-il.

Dans l'examen des applications de la politique présidentielle, l'auteur révèle des techniques dilatoires, voire même offensives, de la part des services gouvernementaux dont le rôle risquait d'être négativement affecté par le programme. Convaincus du sabotage, les collaborateurs du président souhaitaient établir un service nouveau, chargé de l'application de cette politique. Le projet a avorté grâce à la stratégie de défense des services établis. Le peu de coopération reçu par M. Nixon, lors de l'affaire du Watergate, n'est pas étrangère à cette tentative de mettre au pas et de réformer drastiquement des services fédéraux de police dans le domaine des drogues. L'ouvrage est exemplaire, aussi bien dans ses vertus que dans ses défauts concernant les possibilités offertes, actuellement, à l'analyse des politiques. Ses conclusions méthodologiques rejoignent largement celles que nous avons adoptées dans cet essai.

Les mesures de politique criminelle sont toutes médiatisées par des institutions qui se sont développées dans des contextes historiques et philosophiques variés. Si leur impact doit faire l'objet d'examen, il va de soi que l'analyse structurelle, institutionnelle et historique a préséance sur tout autre démarche explicative. Le sens commun exigera que des études limitées soient entreprises entre pays ayant des liens historiques et culturels nombreux, afin de faciliter l'identification des différences qu'introduit le traitement ou la solution d'un problème identique, le coefficient dû à l'histoire nationale. Le Conseil de l'Europe, les pays socialistes de l'Europe Centrale, les pays nordiques, les pays latino-américains ou arabes, l'Amérique du Nord constituent de telles unités.

Les mêmes institutions de la justice pénale appliquent différemment les mêmes mesures, les mêmes principes d'ordre public et de protection sociale. On ne peut dissocier l'application (« implemmentation ») de la formulation d'une politique. Le rôle du chercheur consiste justement à démêler les phases complexes dans l'application d'une mesure, simultanément avec l'examen de la mesure elle-même. C'est l'absence d'une telle démarche qui limite si radicalement la valeur heuristique du droit comparé du point de vue qui nous intéresse. L'analyse comparative des comportements ou des solutions de problème repose sur le postulat que les différents pays définissent leur problème politique dans des termes similaires et les abordent par l'intermédiaire d'institutions similaires. Ce sont là, il faut le dire, des simplifications qui ne pardonnent pas dans l'analyse comparative des politiques, (voir Ashford, 1978). Il n'y a pas d'équivalence entre les institutions urbaines (maires par exemple), scolaires (sources de l'autorité ou de contrôle) etc., pour qu'on puisse invoquer carrément le principe « toute chose étant égale par ailleurs ».

Il est donc apparent que l'analyse des institutions policières et judiciaires (parquets et tribunaux) est capitale. Il en va de même pour l'application des peines. On connaît l'anecdote du criminel fugitif, qui aurait aimé se faire juger, une fois arrêté, devant les tribunaux du « common law » et purger sa sentence dans une prison « continentale ». Je vois mal comment une évaluation interculturelle d'une mesure de politique criminelle est concevable sans tenir compte de la très grande richesse des différences institutionnelles. Ajoutons, enfin, le rôle des groupes d'intérêt et de pression qui relève aussi de l'analyse institutionnelle. On ne peut pas comprendre la législation (ou l'absence de législation) américaine concernant le port d'armes à feu sans le rôle joué par l'Association des Chasseurs et des Tireurs d'Amérique, sans connaître la racine idéologique du « peuple armé » née lors de la Révolution américaine. Comment peut-on faire abstraction du rôle des syndicats de la magistrature en Italie et en France si l'on veut saisir la politique criminelle de ces pays depuis vingt ans ? L'accroissement de la complexité des rouages gouvernementaux et celui des mesures à appliquer, leurs poids sur la vie quotidienne des citoyens, ont fait fleurir les groupes de pression officiels qui sont même reconnus d'intérêt public aux Etats-Unis (Time Magazine, 1978, 7 août).

MESURE DE LA SATISFACTION DES BESOINS : UN INTÉRESSANT OUTIL D'ANALYSE

Une approche introduisant un élément d'explication dynamique dans l'analyse comparative a trait aux besoins et aux désirs fondamentaux que l'État est censé satisfaire grâce à ses politiques. Peretz (1978) a adapté, aux fins de l'analyse comparative des politiques, le schéma de Maslow concernant la satisfaction des besoins. L'objectif de l'analyse consiste alors dans l'évaluation des politiques conçues pour les satisfaire. On procédera aux comparaisons entre les politiques de divers États qui tentent de résoudre des problèmes similaires. La théorie de Maslow est, comme on le sait, une hiérarchisation des besoins psychologiques allant du niveau psychologique (le plus élémentaire) jusqu'à l'expression de soi (la plus complexe).

On peut analyser le degré de satisfaction des différents membres ou couches d'une société sur une échelle hiérarchique des besoins. On postulera dans l'analyse comparative que chaque politique doit être évaluée à la lumière :

- a) de la hiérarchie des besoins ;
- b) du niveau de développement technologique d'une société permettant la satisfaction de ces besoins ;
- c) de l'organisation des institutions qui sont censées satisfaire ces mêmes besoins.

On présume que la hiérarchie des besoins-désirs est constante tant pour les individus que pour la société. La base technologique, sa disponibilité, peut varier pour les individus, pour les groupes ou les sociétés. Finalement les institutions et organismes chargés de l'application des politiques qui visent à la satisfaction des besoins au niveau rendu possible par le développement technologique, constituent l'objet de l'analyse. La comparaison de l'efficacité de ces institutions / structures (policy delivery structure) constitue le sujet d'étude du comparatiste.

L'administration de la justice correspond évidemment à un des besoins primaires de sécurité et d'équité. Le citoyen, comme la collectivité, va avoir un sentiment très net de la satisfaction réelle de ses besoins de sécurité et d'équité. Les politiques de prévention et de répression, des mesures de sûreté ou de resocialisation, de prévention générale ou de prévention spéciale, vont être évaluées. Le degré de satisfaction des sujets intéressés sera mesuré.

L'approche de Peretz permet de classifier les sociétés en types. Si elles donnent la préférence à une organisation assurant le maximum de sécurité pour les citoyens, on parlera de régime autoritaire. Si c'est l'actualisation de soi qui est satisfaite, on aura, au contraire, des régimes libéraux et permissifs.

On distinguera, en tenant compte de la perspective de Peretz plusieurs niveaux d'analyse :

- a) les besoins auxquels correspondent les institutions (ils sont universels) ;
- b) les objectifs que l'autorité politique assigne aux institutions chargées de satisfaire ces besoins (variables suivant les familles juridiques, les contextes historiques et socio-culturels) ;
- c) les procédures, règlements, mentalités, attitudes, opinions des justiciers et des justiciables participant dans le processus d'application des politiques institutionnelles (variables suivant les pays, les régions, les milieux sociaux, religieux, ethniques) ;
- d) l'évaluation comparative des politiques qui doit s'effectuer et doit tenir compte des trois points précédents.

CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET PRISE DE DÉCISIONS

Finalement formulons quelques remarques sur le problème des prises de décision qui se trouve au coeur même de notre sujet. En effet, ce qu'il s'agit d'évaluer, ce sont les effets des connaissances, des informations exactes sur les prises de décision des responsables de biens publics dans un domaine particulier. Je ne me propose pas de reprendre ici le débat qui remplit des bibliothèques et qui est loin d'être conclu. Il faut admettre que le problème est infiniment plus complexe,

irréductible au naïf postulat de certains : « bonnes informations - justes décisions ». Les meilleures sources pour comprendre les prises de décision, c'est la lecture des mémoires, tels que ceux de l'ancien ministre travailliste, Crosland, qui, au mépris des traditions, a tenu un journal des réunions du cabinet britannique pendant des années. Une autre source, d'une égale valeur et plus abondante encore, sont les mémoires sur les campagnes militaires. Les termes simplistes de l'analyse coût-efficacité n'ont qu'un intérêt limité ici ; les éléments moraux, individuels et collectifs priment toujours. Dans une bataille, il n'y a que le soldat qui a peur de la mort ; le général a peur de l'histoire, écrivait Clausewitz. Combien de décisions, qui se sont avérées bonnes ou mauvaises après coup, furent prises par ces gens dont l'opinion était orientée vers tout autre chose que la réalité contenue dans les rapports d'état-major. Et le témoignage de F. Winterbotham, officier britannique et un des responsables de l'Intelligence Service durant la deuxième guerre mondiale, symbolise pour moi les mystères des décisions politiques dans leurs rapports avec les informations dites « scientifiques ».

Au-delà des politiques économiques, sociales et criminelles, la politique de sécurité nationale et de paix est de loin la plus lourde de conséquences pour chaque État et pour chaque citoyen. L'enjeu est le plus grand. Comment, s'interroge alors, le Colonel Winterbotham (1978) avons-nous (en parlant du gouvernement anglais) failli si totalement, tant en diplomatie qu'en préparation militaire en face du défi présenté par l'Allemagne nazie ? Et fi donne une demi-réponse : « Une chose est certaine, ce n'était pas faute d'information » (pp. 207-208). Ceci rejoint une remarque d'Epstein (1977) déjà mentionnée.

J'en conclus que les recherches sur les politiques, en particulier celles qui comparent plusieurs nations, donnent matière à réflexion à ceux qui doivent prendre des décisions. Bien souvent l'information peut être à portée négative, telle ou telle solution essayée ailleurs, dans telle ou telle circonstance précise, n'a pas apporté la fin (ou le bénéfice) escomptée. De nouvelles alternatives peuvent être perçues, élaborées et adaptées aux circonstances particulières d'autres pays. C'est ainsi que les diverses formes de libération conditionnelle, de probation, etc., avaient pour but de diminuer les populations pénales : personne n'a, de manière comparative, évalué leur efficacité comme

méthode de resocialisation, mesurée par le taux de récidive des libérés. Comme le note Marmor et al. (1978), la principale leçon des recherches comparatives sur les politiques sociales consiste dans l'apprentissage : les faux espoirs sont réduits et certains nouveaux espoirs sont nourris. C'est peu, mais vu la complexité des problèmes que les responsables de la politique sociale ou criminelle ont à démêler, cela vaut probablement la peine de poursuivre ces efforts.

SUGGESTIONS POUR LA STRATÉGIE DE LA RECHERCHE

Comment résumer ces réflexions décousues ? Quelques commentaires finals suffiront peut-être.

a) Une première limitation dont il faut tenir compte, dans la recherche sur l'évaluation des politiques, concerne l'esprit des systèmes juridiques dans lesquels ces politiques s'inscrivent. On doit, en particulier, distinguer les droits « activistes », souvent en avant des mentalités et des réalités sociales (droits de nouveaux pays africains, des pays socialistes entre autres) des pays libéraux où le droit doit subir des amendements permanents sous la pression du changement social. Ce n'est pas dans la lettre, c'est dans l'esprit des lois, dans la mentalité de ceux qui les appliquent et auxquels on les applique, que les différences transculturelles sont considérables. C'est là qu'il faut chercher des points de comparaison.

b) L'indigence des sources d'information sur la criminalité et le fonctionnement du système de justice criminelle n'ont pas permis le développement des études basées sur des indicateurs sociaux ni sur l'utilisation des « surveys » d'opinions et d'attitudes, comme cela s'était produit dans d'autres sciences des politiques. Une priorité effective a été accordée à l'évaluation des politiques de santé, d'éducation, d'emploi, de sécurité sociale. Tant d'instances nationales que d'organismes internationaux ont amélioré considérablement, depuis une vingtaine d'années, leur système d'information, leur méthodologie et stratégie de recherches. Pour de nombreuses raisons, la politique criminelle, l'administration de la justice, sont plus proches de l'Église catholique que d'un État moderne dans la gestion des services qui leur sont imparties. La nature du pouvoir judiciaire aura-t-elle plus de ca-

ractéristiques en commun avec celles du pouvoir religieux qu'avec les autres pouvoirs, non moins rebelles à la technique rationnelle d'évaluation ? On peut au moins se poser la question.

c) La primauté des institutions et des structures chargées d'appliquer les politiques a été soulignée fortement. En effet, le rôle des mentalités des agents de la justice (policiers, magistrats, avocats, éducateurs ou administrateurs de prisons) est parmi les plus tributaires des traditions nationales, basées sur des expériences collectives vécues, profondément ancrées. Pour chaque mesure dont le succès s'est avéré dans un contexte culturel, les plus exigeantes vérifications sont de rigueur avant qu'une transplantation puisse être envisagée. La leçon des études comparatives est surtout d'ordre didactique : elle éclaire, quelque peu, les sinuosités du chemin à parcourir. Elle ne dispense pas de la responsabilité du choix de la mesure précise à adopter.

d) En fin de compte, l'auteur de ces lignes doit admettre son profond scepticisme concernant l'impact de la science sur les prises de décision. Toute l'histoire contemporaine nous enseigne l'infime rôle que jouent non seulement la science mais la simple connaissance d'informations vitales en vue d'une décision politique ou militaire. Comment justifier alors l'existence de la criminologie comparée, surtout dans l'espoir d'un impact sur la politique criminelle ? Il y a une bonne raison à cela : c'est que moi et probablement nous tous, souhaitons que cet impact là existe. Et cela est une raison suffisante pour continuer.

D) BILAN PROVISOIRE ET RECOMMANDATIONS : EN GUISE DE CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Il est de coutume au terme d'un tour d'horizon similaire, de présenter quelques indications sur l'avenir. Je me propose de résumer en quelques points les conditions d'un développement de recherche comparative en vue de l'évaluation des politiques criminelles.

1) Tout d'abord, il y a le paradoxe de la recherche sur les politiques : en dépit de mon intime conviction que la recherche scientifique ne joue en fait qu'un rôle mineur dans la détermination finale des politiques, elle demeure une contribution socialement utile et moralement nécessaire au débat public sur la notion du bien commun et les conditions de fonctionnement de la vie démocratique. Socialement utile, car elle continue à rendre plus objectives, plus précises et, par conséquent, plus équitable les discussions sur la détermination et l'évaluation des politiques ; moralement nécessaire, car pour les sciences sociales, on ne voit pas comment on pourrait contribuer autrement à la justification de leur raison d'être, surtout en ce qui concerne les disciplines à vocation appliquée.

2) On ne peut pas espérer des développements spectaculaires dans l'étude comparative de la criminalité et des politiques criminelles, dans un proche avenir, pour des raisons qui tiennent à l'imperfection des données et au manque de priorités qui leur sont accordées tant par les milieux académiques que par les milieux gouvernementaux, tous deux reflétant là les tendances profondes de l'opinion publique. Cependant, la mise à l'ordre du jour des réformes du système d'administration de la justice dans les pays occidentaux, accroît considérablement les échanges d'informations entre responsables de la politique criminelle. Il s'agit là d'une démarche essentiellement empirique et pragmatique. C'est, de toute manière, la seule approche praticable dans les conditions présentes.

3) Le rôle des Nations Unies, grâce à l'organisation de ses congrès quinquennaux et la préparation thématique et régionale qu'ils requièrent, s'est accru notablement. Le bilan des dernières cinq années, grâce aux qualités de leadership de MM. Clifford et Mueller, responsables des programmes de justice pénale, est positif et encourageant. Malheureusement, on ne peut pas en dire autant de l'UNSDRI et on doit déplorer le manque total d'intérêt de l'UNESCO pour notre domaine. Le Conseil International des Sciences Sociales, qui regroupe, sous les auspices de l'Unesco, des organismes non-gouvernementaux des sciences sociales, ne compte pas en son sein les associations scientifiques intéressées à la criminologie et à la politique criminelle. Il en résulte un appauvrissement des débats intellectuels, de part et d'autre. C'est une situation regrettable à laquelle on devrait porter remède. Les

trois organisations scientifiques internationales, l'Association Internationale de Droit Pénal, la Société Internationale de Défense Sociale et la Société Internationale de Criminologie, apportent leur contribution au développement de l'esprit comparatiste grâce aux nombreux colloques organisés, bien souvent, conjointement. On doit espérer que ces activités, ainsi que celles du Conseil de l'Europe, du Conseil Nordique, des pays socialistes et des pays arabes, continuent à maintenir et à élargir leur contribution précieuse à notre domaine.

4) Rien de durable ne sera fait pourtant, s'il ne se développe dans les universités deux types d'enseignement qui sont, à l'heure actuelle, à peine représentés dans les programmes. Il s'agit des cours de criminologie comparée qui initieraient les élèves à l'étude des civilisations étrangères. L'enseignement criminologique demeure « provincial », trop orienté vers les problèmes locaux de l'administration de la justice. Un retour aux sources s'impose : Lombroso, Ferri, Tarde et Durkheim, furent de grands comparatistes. Non seulement élargirait-on la formation de nos élèves aux horizons universels, objectif en soi souhaitable, mais on pourrait en former un certain nombre comme spécialistes qui maintiendraient les communications et, les échanges entre la communauté internationale et les communautés nationales. On devrait stimuler ce développement en offrant des bourses dans le cadre d'Instituts universitaires importants, spécialement destinées aux thèmes comparatifs. Je sais que dans certaines universités européennes et américaines, des efforts intéressants sont déployés dans ce sens depuis quelques années.

Il serait préférable en ce qui concerne le Tiers Monde, de stimuler et d'encourager le développement d'une criminologie authentiquement nationale. La criminologie comparée faite à partir des pays développés, ne semble pas très souhaitable vu les résultats décevants des recherches de type « safari » réalisées dans les autres sciences sociales et qui furent critiquées justement à cause de leur caractère hégémonique. Ceci est particulièrement vrai pour le continent latino-américain dont les ressources universitaires sont peut-être les plus anciennes et les plus riches en potentiel. Là aussi, le développement d'une criminologie comparée passe par le développement des recherches criminologiques orientées vers l'étude des réalités nationales (Rico, 1978).

Le second type d'enseignement dont l'absence se fait cruellement sentir dans nos universités concerne l'évaluation des politiques criminelles. Nous avons tenté de contribuer à la clarification de la notion changeante de la politique criminelle dans le présent essai. Je suis tout à fait conscient de n'y être parvenu que très partiellement. En effet, l'approche à partir du droit (surtout romano-germanique) et des sciences sociales (surtout celles empreintes de l'esprit pragmatique nord-américain) se réfère à des contextes historiques, socio-économiques et intellectuels trop différents pour qu'un accord facile soit actuellement possible. Mais que ce soit la politique criminelle des juristes ou celle des sociologues (distinction adoptée ici), il importe pour les deux que les « policy sciences », l'évaluation des politiques criminelles, connaissent le même progrès qu'on a enregistré dans d'autres politiques sociales. Ce n'est que grâce au développement des recherches de ce type, « research on public policy » suivant la terminologie américaine, que la criminologie comparée peut devenir pertinente par rapport à la politique criminelle.

Il faut en convenir, un long chemin reste à parcourir. En préparant le premier essai, j'ai eu le sentiment pénible d'être la victime de toutes ces lacunes théoriques et empiriques. Le développement des enseignements et des recherches sur l'évaluation des politiques criminelles permettra, j'en suis certain, de faire ressortir la pensée criminologique des dilemmes actuellement paralysants. Il faut surmonter les contradictions plus apparentes que réelles concernant le rapport entre le « positif » et le « normatif », et les controverses au sujet de la contribution critique de la science à l'étude des pouvoirs publics.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre IV

Évaluation des politiques criminelles

A) PROBLÉMATIQUE

DÉFINITION

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre sur l'étude des politiques comprend trois dimensions sur lesquelles elle doit se focaliser, soit :

- a) les objectifs fixés et poursuivis par un groupe social déterminé ;
- b) les moyens choisis et mis en oeuvre pour réaliser ces objectifs, et finalement
- c) les conséquences qu'ont les moyens utilisés sur les objectifs initialement fixés.

Cette définition, note Schooler (1971), tient compte de trois facteurs indissociables dans l'analyse des politiques : à savoir, les intentions des « politiciens », les actions ou les programmes (outputs) engendrés par ces « intentions » et les résultats, effets ou conséquences, possibles de ces programmes.

Ce n'est que depuis à peine vingt ans que des recherches systématiques, faisant place aux réflexions, ont été consacrées à l'analyse des politiques sociales. Selon Coleman (1975), il n'existe pas actuellement de théorie cohérente et de méthodologie communément admise dans ce champ d'étude. Celles-ci doivent cependant être développées si l'on accepte le postulat de Campbell (Coleman, 1975) qui prédit le développement d'une société qui devra être capable de procéder à des innovations constantes. Face au changement, la solution des problèmes qui surgiront devra se réaliser grâce à des mécanismes continus d'évaluation qui entraîneront à leur tour d'autres évaluations et ainsi de suite. La société de l'avenir postulée par ces auteurs implique un système d'adaptation implicite. L'exercice de cette critique permanente se fait par l'application de méthodes scientifiques spécifiques. Une rétroaction construite à l'intérieur même de la société compose l'instrument approprié pour absorber les heurts et les bouleversements provoqués par l'évolution sociale.

Dans les sociétés d'avant 1950, les mécanismes d'une démocratie politique, économique et sociale, suffisaient pour amortir ces chocs et corriger pragmatiquement les effets positifs ou négatifs des décisions politiques. Ces mécanismes classiques de la démocratie parlementaire ne semblent plus suffire, le rythme de changement est trop rapide et la complexité et l'interdépendance des problèmes abordés lors de l'implantation de programmes d'intervention s'accroissent sans cesse (Quade, 1977).

Ainsi, les recherches concernant les politiques (Policy research) ne constituent pas d'abord une démarche scientifique destinée à accroître la connaissance dans un domaine social particulier. Les résultats de ces recherches visent avant tout à informer et à orienter l'action préconisée par ces architectes sociaux que sont les « policy makers ». L'influence exercée sur cette action politique constitue, selon Coleman (1975), le véritable apport de la recherche sur les politiques. Toute contribution à l'information des décideurs politiques, présentée d'une manière telle qu'elle puisse améliorer les connaissances factuelles indispensables à l'exercice du jugement politique, peut être classée dans la catégorie de « policy research » (Quade, 1977, p. 21).

Coleman distingue deux types d'analyses politiques : a) dans l'un les « inputs » sont mesurés par rapport aux « outputs ». La boîte noire (un système scolaire, par exemple) est récipiendaire de programmes qui forment les « inputs ». Un système scolaire est la cible de programmes ayant pour but l'amélioration de la performance des élèves : il fera l'objet d'évaluations en termes de performances effectivement réalisées par ces élèves à la suite de ces programmes ; b) dans l'autre, les ressources (« inputs ») injectées dans le système sont soigneusement comptabilisées tout au long de l'instauration des programmes. L'objectif de l'évaluation consiste, ici, à tenter de pondérer les effets réels des programmes à chaque phase du processus de mise en oeuvre ; on suppose que ceux-ci varient d'un système ou institution à un autre. Cette deuxième méthode -est appelée par Coleman (1975) le « social audit ». Au lieu de mesurer, comme la méthode précédente, les effets de programmes en termes de « inputs » et de « outputs », le « social audit » les mesure par rapport aux étapes successives de l'introduction du programme. Cette méthode rendra compte de pertes des effets des « inputs » au fur et à mesure que s'actualisent les nouveaux projets.

Les recherches qui n'ont pour visée que l'accroissement de nos connaissances scientifiques se distinguent de celles sur les politiques. Ces dernières doivent correspondre, en plus d'être des investigations théoriquement et méthodologiquement rigoureuses, à des dilemmes auxquels font face des décideurs politiques dans l'exercice de leurs fonctions. Ces décideurs peuvent jouer leur rôle soit au niveau de l'établissement des finalités des politiques (hommes politiques), soit à celui de leur application (bureaucrates de divers paliers). On peut en conclure que sur le plan des exigences de la recherche scientifique, il n'y a pas de différence entre les deux démarches. La « policy research » doit cependant se soumettre encore au critère de la pertinence par rapport aux dilemmes perçus par les décideurs « politiques ».

LES OBJECTIFS

Meehan, cité par Johnson (1975), distingue plusieurs étapes dans la méthodologie des « policy research ».

1) Le premier, c'est la description qui se borne à l'étude du comportement observé des divers participants. On doit aussi tenir compte de la valeur relative des indicateurs que le chercheur a opérationnalisés dans son cadre conceptuel. L'objet de la démarche se limite soit à la description de séquences d'événements qui se déroulent dans le temps, soit à l'analyse de l'association entre un ensemble de variables qui se structurent en un système.

2) La prévision représente un pas en avant par rapport à la description. Elle est une tentative pour prédire une configuration (pattern) d'événements ou de relations statistiques entre variables organisées en système durant un certain laps de temps. Ces extrapolations peuvent être basées ou bien sur l'argument statistique, ou encore sur le raisonnement philosophique qui postule le caractère linéaire et prévisible du comportement humain.

3) *L'explication* est la phase clef de la recherche sur les politiques. En effet, il s'agit de relier, dans une démarche évaluative, les variables mesurant les effets de programmes avec diverses conditions concrètes, situationnelles, dans lesquelles ces programmes se déroulent activement.

4) Enfin, une rétroaction critique complète les trois étapes précédentes par la présentation d'options alternatives qui auraient pu affecter les résultats. Lors de cette opération, le chercheur met à jour les jugements de valeur qui ont inspiré le programme évalué tout en les confrontant avec ceux qui sous-tendent les options alternatives. Il ne manquera pas de préciser, par ailleurs, ses propres inclinations au niveau des valeurs.

Ces phases ou objectifs, comme le note Johnson (1975) peuvent être poursuivis séparément ou simultanément. La plupart des recherches sur les politiques dépassent cependant rarement la phase descriptive et se limitent aux données organisationnelles et budgétaires. Parmi les plus importantes recherches dans ce domaine, la plus typique fut sans doute celle qu'effectua la compagnie Westinghouse en vue d'estimer l'impact de son programme « Had Start ». Il s'agissait de mesurer le succès ou l'échec d'une initiative pédagogique destinée à faire rattraper des retards scolaires à des enfants provenant de milieux mi-

noritaires et défavorisés. Johnson classe cette investigation dans la catégorie trois de sa taxinomie. En effet, par cette démarche, on cherchait, en premier lieu, à trouver l'explication, en terme de réussite ou de faillite, des résultats du programme en fonction des objectifs visés tout en tenant compte des circonstances situationnelles, souvent échelonnées dans le temps. Enfin, l'orientation critique ne concerne pas seulement les choix politiques poursuivis par le programme en cause. Elle touche aussi le relevé des effets « pervers », non intentionnels ou non-anticipés de ces choix. Johnson, reprenant en cela l'argument de Meehan, insiste sur les conséquences de la finalité critique de la recherche sur les politiques. Il ne faut pas voir là une prise de position relativiste qui postulerait l'égalité ontologique de toutes les valeurs, par les chercheurs. Mais il convient d'accepter, lorsqu'on examine les conséquences des choix alternatifs, leurs effets différents sur la capacité d'adaptation ou de survie des hommes dans des contextes technologiques ou environnementaux fort complexes. Il y a là un appel à la responsabilité du chercheur qui ne le cède en rien à celle assumée par les décideurs politiques.

LES MÉTHODOLOGIES

Toute démarche scientifique fait face au problème du mesurage. Pour le chercheur en évaluation de politiques, ce problème se pose d'abord sur le plan conceptuel. Il implique le choix d'indicateurs pertinents, aptes à mesurer les résultats de programmes. Ensuite se pose le problème de l'évaluation de la validité de ces indicateurs. Il s'agit de problèmes classiques en méthodologie ; ils revêtent toutefois des aspects particuliers pour notre propos. Contrairement à ce qu'on postule en recherche opérationnelle où une identité est supposée entre l'indicateur et l'opération qu'il est censé refléter, des marges d'incertitudes considérables subsistent à cet égard lorsqu'on se propose d'apprécier les effets de politiques (voir, parmi de nombreux exemples qui se présentent à l'esprit, le débat qui oppose les partisans de l'évacuation de connaissances à la fin des études secondaires à ceux qui s'y opposent). Le choix des indicateurs représente donc une opération stratégique capitale dans la recherche. Il doit, suivant Johnson, répondre à un double critère : a) refléter d'une manière significative la dispersion des choix qui s'offrent pour motiver des décisions politiques ; b) ces mêmes indicateurs doivent servir à expliquer les conséquences, antici-

pées ou non, de l'absence de ces mêmes décisions politiques. Ainsi, les montants budgétaires et les catégories organisationnelles sont insuffisantes pour mesurer l'importance réelle d'une politique. Il faut, en plus, tenir compte :

1) Des caractéristiques des programmes étudiés ; ceux-ci doivent viser des effets différentiels dans la population-cible, comme par exemple les conséquences de l'établissement d'un revenu garanti en fonction de la distribution de services par les agences sociales. On présume, dans de tels cas, des relations de causes à effets.

2) Des précisions ayant trait aux différences entre la population générale et les populations-cibles sont nécessaires si l'on veut pondérer les résultats de programmes orientés vers des clientèles particulières. Cette mesure ne peut être obtenue sans points de références spécifiques établis à l'avance entre la population générale et les populations-cibles.

3) Enfin, les effets prévus ou non-anticipés de programmes doivent être très soigneusement précisés et pesés. Bien qu'implicite dans le point no 1, ces conséquences sont d'une telle importance qu'une considération spéciale doit leur être consacrée lors de l'établissement de la stratégie de recherche.

La sélection des indicateurs constitue donc l'opération la plus décisive sur le plan méthodologique. Elle doit refléter les divers objectifs de la recherche énumérés plus haut. Elle doit également être pertinente à la fois à la culture (incluant la compréhension de programmes évalués) de populations-cibles et aux modèles théoriques retenus par le chercheur (Johnson, 1975). En tenant compte de l'objectif no 4, c'est-à-dire de la formulation d'options alternatives, le chercheur doit toujours être conscient que la recherche évaluative n'a de validité qu'à *l'intérieur* des frontières fixées par l'option politique faisant l'objet de l'analyse. D'autres critères de validité doivent donc être signalés lors de l'évaluation critique des résultats de l'option qui inspire le programme en cause.

Pour terminer, soulignons l'argument épistémologique de Meehan, que Johnson reprend à son compte et qui justifie bien la méthodologie

exposée ici : « The quality of scientific knowledge... depends on the content of the knowledge claim, compatibility with other accepted knowledge claims, correspondence with observation, and successful use in the environment to achieve human purposes » (Johnson, 1975, p. 90).

EXPERTISE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nous avons noté la distinction de Coleman (1975) entre la recherche orientée vers l'accroissement des connaissances dans une discipline (conclusion oriented research) et celle qui se destine à éclairer les décideurs politiques (decision oriented research). Cette dernière prétend apporter un certain éclairage à l'action sociale. C'est là la définition des recherches sur les politiques que nous avons nous-mêmes retenue ici (Coleman, 1975).

Est-ce à dire que notre démarche ne peut s'inscrire que dans la lignée de l'expertise dont les fins sont rigoureusement subordonnées aux volontés du décideur qui souhaite disposer d'un « guide pour son action sociale » ? La réponse doit être nuancée. Déjà, les buts de la recherche sur les politiques incluent, comme nous l'a montré Johnson, l'examen des options alternatives. Sa dimension critique est donc présente. Weiss (1978) soutient la même chose lorsqu'elle parle de l'« enlightenment model » : ce modèle ne postule pas le consensus obligatoire entre le « décideur » ou le commanditaire de la recherche évaluative et le chercheur. En examinant les options alternatives, celui-ci doit éclairer les conséquences des programmes examinés à la lumière d'autres postulats, d'autres valeurs, d'autres projet de société.

Pour ce qui nous concerne, le problème ne se pose pas d'une manière aiguë. En effet, nous souhaitons examiner les mécanismes psycho-socio-culturels à l'œuvre lors de la formation d'une politique, de sa formulation, de sa mise au point, de sa mise en oeuvre et de son évaluation. Dans le choix de notre problème et de notre population-cible, nous tiendrons donc compte, essentiellement, des intérêts scientifiques (théoriques et méthodologiques) à l'exclusion du besoin immédiat d'un « client » quelconque. Nous ne comptons pas non plus nous adresser pour financer notre projet à un organisme qui a des vues précises à faire valoir à propos du problème choisi. Toutefois, nous

tenterons d'obtenir le concours *bona fide* de tous ceux qui seront visés par l'objet de notre recherche (organismes et personnes) et nous essaierons pour cela d'éviter toute conclusion qui puisse être considérée comme étant le « procès » de politiques effectivement poursuivies. Des observations critiques ne manqueront toutefois pas d'être faites puisque nous partageons le lot commun à la plupart des recherches faites dans les sciences humaines dont les conclusions sont diversement appréciées par des personnes et des groupes ayant des valeurs ou des intérêts divergents. Ce qui est normal dans une société pluraliste démocratique.

Weiss (1978) reproduit le diagramme classique représentant la logique de la démarche des recherches sur les politiques. L'enchaînement est le suivant : définition du problème ---> identification des lacunes dans les connaissances ---> production de nouvelles connaissances grâce à la recherche entreprise ---> interprétation des résultats des recherches en vue de la solution du problème posé au départ ---> choix d'une politique. Notre réflexion est semblable aux préoccupations dont fait état Weiss. C'est grâce à la définition du problème et à l'élaboration critique d'options diverses que la recherche universitaire peut rejoindre les préoccupations des pouvoirs politiques tout en conservant son autonomie et sa liberté, car elle ne s'inscrit pas dans une relation contractuelle de « client à expert ».

L'enchaînement signalé plus haut est infiniment complexe. Dans la réalité les rétroactions constantes altèrent le sens des interactions. Ces rétroactions peuvent surgir à l'intérieur de l'enchaînement (d'une phase à l'autre), et à l'extérieur du processus pourtant déjà complexe (le système socio-culturel et politique plus large, dans lequel s'insère le problème analysé).

B) LE SYSTÈME DE JUSTICE CRIMINELLE ET LES RECHERCHES SUR L'ÉVALUATION DES POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Si on se limite au continent Nord-américain, une activité de réforme systématique, similaire à ce qui existait dans le domaine de l'éducation et de la santé publique, se fait jour en ce qui touche l'administration de la justice. Pratiquement immuables, le rôle et le fonctionnement des services policiers, judiciaires et pénitentiaires ont fait l'objet d'analyses, souvent critiques, depuis - en particulier - le lancement du concept de « great society » du Président Johnson. Cependant, contrairement aux périodes de critique sociale précédentes, on note, dans les années « soixante », deux faits relativement nouveaux :

a) depuis la Commission Katzenbach l'ensemble de l'appareil de répression, de prévention et de traitement de la criminalité est considéré comme un « système » interdépendant et dont la vocation à une certaine cohérence est reconnue ;

b) des budgets sont votés pour financer des programmes spécifiques tendant à améliorer le fonctionnement et le rendement du système.

La création du L.E.A.A., en 1968, symbolise ce changement aux États-Unis. Une évolution similaire, quoique moins dramatique, s'est faite au Canada. Les Commissions McRuer, Ouimet et Prévost furent, dans notre pays, décisives dans la création, par les gouvernements, de la Commission de Réforme du Droit et dans le développement des services de recherches et de planification au sein des ministères fédéraux et provinciaux qui ont juridiction sur l'administration de la justice (Parizeau et Szabo, 1976). Très rapidement le problème de l'évaluation des nouvelles politiques de défense sociale mises en oeuvre, est devenue une préoccupation des pouvoirs publics et a commencé à retenir l'attention des milieux universitaires (Gardiner, 1975 et Sémi-

naire du CICC, 1976). On peut en conclure que, à l'instar des autres politiques sociales mises en chantier par les gouvernements dans les secteurs de la santé publique, de l'éducation nationale et du bien-être social, la politique criminelle entrera, elle aussi, dans le champ des « policy sciences » dont nous avons défini plus haut les objectifs et les caractéristiques (Szabo : Criminologie comparée et son impact sur la politique criminelle, 1978).

Esquissons brièvement, en nous rapportant à Gardiner (1975), les problèmes particuliers que pose la recherche évaluative portant sur la justice criminelle.

a) Il y a d'abord des ambiguïtés, voire des contradictions à relever au niveau des objectifs des services pénaux. Ceux-ci sont rarement agencés d'une manière cohérente dans le cadre général *d'une* politique criminelle globale.

Il y a, indéniablement, des buts qui sont spécifiques à chaque agence. Au niveau des attentes, la police est présumée prévenir et réduire la criminalité, protéger l'exercice des libertés publiques et individuelles tout en dispensant de nombreux services sociaux. Le système judiciaire (cours, couronne et défense) est censé protéger les innocents, condamner les coupables et dispenser une justice entière et équitable. Le système pénitentiaire ou correctionnel doit, d'une part, protéger la société grâce à la ségrégation des éléments qui se sont avérés dangereux pour les citoyens lorsqu'ils étaient en liberté, et d'autre part amoindrir la propension au récidivisme des détenus tout en faisant la démonstration que le « crime ne paie pas ». D'où l'importance que prennent les peines privatives de liberté. De plus, le système pénitentiaire doit fournir à tous ceux qui peuvent ou veulent y recourir des services psychologiques, éducatifs et techniques susceptibles de contribuer à leur « réhabilitation ».

En fonction de ces objectifs, chaque service utilise une série de moyens pour les réaliser. Ces moyens peuvent faire l'objet d'analyse en termes d'« input » et d'« output », suivant les indications que nous donnions en parlant de la « méthodologie ».

b) en ce qui concerne le choix et la construction des indicateurs, notre domaine est moins bien pourvu que les autres secteurs de politique sociale. Non seulement il y a, moins de données, mais celles qui existent sont recueillies et produites pour des fins purement administratives. Elles peuvent donc difficilement répondre aux questions que soulèvent les recherches évaluatives. Beaucoup de faits ne font même pas l'objet de rapport, de sorte que des efforts particuliers doivent être déployés pour combler des lacunes, tels par exemple les enquêtes sur la victimisation. Les taux de récidivisme, mesure capitale pour évaluer les effets de l'incarcération, sont très malaisés à établir étant donné le très faible pourcentage d'arrestations effectuées par le service de police. La quantification des indicateurs présente aussi de grandes difficultés : comment traduire en indicateur l'atmosphère qui règne dans un poste de police (problème de la brutalité...), dans le prétoire (surcharge, procédure souvent bâclée...) dans les prisons (hostilité de tous contre tous, conflits au niveau des sous-cultures...). De très nombreuses recherches *n'ont pas* été faites en criminologie et notre ignorance a des conséquences inévitables dans le choix et la fabrication des indicateurs.

c) Les relations entre les objectifs du système de justice criminelle et les divers services qui les composent sont problématiques. En effet, étant donné la causalité complexe de la criminalité et du comportement criminel, on ne peut pas réduire celle-ci à la perception qu'en donnent les agences pour la prévention, la répression ou la resocialisation. Ces dernières ne rendent compte que d'une fraction minime de la causalité. Les politiques domiciliaire, familiale, scolaire, d'emploi et de santé publique exercent, tout comme l'urbanisme, les mass-média et les facteurs psycho-sociologique, une influence considérable.

Un récidiviste peut retourner ou pas en prison, non pas à cause du succès ou de l'échec d'un programme de resocialisation, mais à cause de l'existence ou de l'inexistence d'un emploi rémunérateur, de conditions familiales propices ou pas, etc...

L'examen des travaux n'incite guère à l'optimisme quant à la « faisabilité » de recherches évaluatives des programmes de politiques criminelles. Nous présumons cependant que ces problèmes ne pourront être surmontés qu'avec l'effort patient et systématique des cher-

cheurs. C'est dans cette perspective modeste et pragmatique que nous aborderons l'analyse du processus politique dans lequel s'inscrit la politique criminelle.

C) ANALYSE DU PROCESSUS POLITIQUE : DE LA FORMATION A L'ÉVALUATION

[Retour à la table des matières](#)

L'examen de ce processus constitue le coeur même de notre démarche. Une fois mis au point, à devrait former la matrice de l'analyse qui sera l'objet de notre investigation. À la lumière de la littérature signalée dans la bibliographie, nous avons été conduit à découper ce processus en six phases successives qui sont :

la formation de la politique, sa formulation, sa mise au point, sa mise en oeuvre, son évaluation et, l'enchaînement étant circulaire, sa reformulation, laquelle devient, à nouveau, un facteur dans la formation des politiques.

Avant de procéder plus avant, notons quelques observations préliminaires afin de préciser l'utilisation du modèle. En fait, nous voulons identifier quelques écueils et procéder à des mises en garde.

a) comme tout modèle qui tend à simplifier un processus complexe, le réductionnisme représente un danger grave pour le chercheur. Le choix des indicateurs s'avère donc capital ; la manière dont le problème est formulé contient, en germes, comme on le sait, les réponses possibles. Notre recherche doit expliciter les incidences de ce problème bien connu dans le champ de la politique criminelle ;

b) le pouvoir, voire le devoir d'appréciation (discretionary power), des divers groupes ou des personnes qui interviennent lors des différentes instances du processus politique constitue un problème-clé pour le chercheur. Des transformations substantielles peuvent s'opérer en cours de route ; elles résultent des perceptions et des interprétations divergentes que conditionnent les intérêts des « interve-

nants ». L'identification du fil d'Ariane que forme le problème initial dans le dédale des interactions constitue une tâche ardue mais indispensable ;

Schème de la recherche

c) la notion de l'intérêt public est malaisée à cerner alors qu'elle est capitale pour notre problématique. L'intérêt public est-il la somme de tous les intérêts particuliers qui se manifestent dans chacune des phases du processus ? Le postulat du « dictateur bienveillant », évoqué par les économistes, qui redresse les torts infligés à la loi suprême du rationalisme, peut-il constituer pour nous un substitut ? La règle des majorités changeantes est-elle la seule qui respecte le principe démocratique ? Une des manières de poser ce problème consiste dans, l'identification, à chaque phase du processus, des groupes de pression spécifiques. Ainsi, par exemple, les milieux universitaires jouent un rôle important dans la formation et la formulation des politiques : les influences qu'elles subissent proviennent des différents milieux intellectuels. Par ailleurs, les syndicats de fonctionnaires, les organisations informelles, sous-culturelles des détenus exercent aussi leur influence d'une manière souvent décisive lors de la mise en oeuvre des politiques. Il en va de même pour les autres phases que nous avons identifiées : comment ces influences peuvent-elles ou doivent-elles être additionnées ? seulement verticalement (assimilées alors aux intérêts particuliers, aux « lobbies ») ou également horizontalement (faisant ainsi partie d'un hypothétique « intérêt général ») ?

d) le principe de la séparation des pouvoirs soulève un problème particulier : le pouvoir judiciaire est, en réalité, indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Or, dans notre démarche nous creusons, nous identifions les interdépendances, les interférences, les recouvrements, les enchevêtrements réels qui se manifestent dans l'exercice de ces pouvoirs. La question se pose d'autant plus insidieusement pour le pouvoir judiciaire, le plus faible politiquement, qu'il est le plus « secret » pour ne pas dire le plus « sacré » aux yeux de l'opinion publique, y compris de l'opinion scientifique. Un tribunal peut-il faire l'objet d'une évaluation par d'autres instances que les tribunaux dits « supérieurs » ?

Beaucoup de questions similaires surgiront au cours de la recherche et devront trouver des réponses au moins provisoires ;

e) l'accessibilité des données et la collaboration *bona fide* des « sujets » de la recherche sont indispensables. On sait que ce sont là des privilèges difficiles à obtenir lorsqu'il s'agit de recherches évaluatives. Comment faut-il situer notre problème, quelle stratégie de recherche faut-il concevoir pour mener à terme notre projet ? Il faut avoir cette préoccupation, cette inquiétude à l'esprit dès cette phase préliminaire de notre exposé ;

f) l'interdisciplinarité exerce des attraites fascinants pour bien des chercheurs ; elle est pleine d'embûches, causes de naufrages majeurs qui dérivent de l'incohérence théorique et méthodologique.

Les sciences des politiques (Policy Research) sont hybrides la sociologie des innovations, du changement social au niveau des organisations et des structures, pourvoit l'essentiel de la littérature pour la formation, la formulation et la mise en oeuvre des politiques ; l'économie est une ressource indispensable pour les recherches évaluatives ; les sciences politiques, tel le droit, sont omniprésentes ; toutes ces disciplines fournissent des apports majeurs lors de la mise au point des politiques, de l'analyse des décisions, etc...

Les participants doivent donc s'inscrire dès le départ dans une démarche interdisciplinaire et en accepter toutes les conséquences.

Notre principal souci consiste dans l'examen du rôle des variables intervenant durant chacune des phases du processus que nous avons identifiées. Classées autour de trois pôles représentant les trois pouvoirs (législatifs, judiciaire et exécutif), ces variables présentent un double chevauchement : vertical d'abord, horizontal ensuite. Pour ce qui est du chevauchement vertical, la variable expérimentale (le programme-cible) subit l'influence de nombreuses variables intervenantes qui altèrent dans une mesure plus ou moins grande sa portée, son sens. L'influence des variables, articulées autour des trois pouvoirs, s'exerce également horizontalement : chacune des phases du processus est affectée par la plupart de ces variables, d'une manière différentielle. Le Graphique II éclaire ces propos quelque peu abstraits.

Les variables intervenantes représentent les institutions, les organismes, les sources d'influence et les pouvoirs qui affectent, à des moments identiques ou distincts, la destinée d'un programme. Contrairement aux autres secteurs de la politique sociale, le pouvoir judiciaire joue en politique criminelle un rôle aussi décisif que les deux autres pouvoirs. Nous avons englobé dans le pouvoir législatif l'ensemble des mouvements sociaux, politiques et culturels qui exercent une influence qui se répercute en fin de compte sur le Parlement. Sont ainsi regroupés les mass-média, les mouvements syndicaux, communautaires, les groupements pour la sauvegarde des droits de l'homme, les Églises, les universités etc.

TABLEAU DES VARIABLES ET DES PHASES DE POLITIQUE CRIMINELLE

VARIABLE expérimentale	VARIABLES intervenantes					VARIABLE dépendante
		formation	formulation	mise au point	Mise en oeuvre	évaluation
Programme -cible	POUVOIRS					
	I. Législatif et politique					
	- parlement					
	- partis politiques, mouvements so- cio-professionnels :	XXX	XX	XX		
	- barreau	XX	XX		XX	XX
	- médecine					
	- mouvement socio-politique :	XX	XX		XX	
	- syndicats, mouvements socio- culturels et communautaires	XX	X		X	
	- média	XXX	X			
	- églises	XXX	X			
	- universités	XXX	X			XX
	II. Judiciaire					
	- hiérarchie des Cours.					
	III. Exécutif					
	- Conseil des Ministres.	XXX		XXX	XXX	XXX
	- Ministères subdivisé en fonctions :		XX	XXX	XXX	XXX
	- législative			XXX		
	- contrôle administration.					
	- centralisée				XXX	XXX
	- décentralisée				XXX	XXX

Le pouvoir judiciaire comprend les diverses juridictions allant de la cour juvénile jusqu'à la cour suprême. On y ajoute aussi les conseils ou organismes créés pour ou par les magistrats. Enfin, dans le pouvoir exécutif, nous comptons le Conseil des ministres (assisté du Conseil privé), la Commission de réformes du droit, les ministères concernés. Dans ces derniers, il faut distinguer les pouvoirs de contrôle administratif du pouvoir d'initiative en matière législative. La préparation des lois s'y fait, sanctionnée le cas échéant par le Parlement. L'exécution y prend son origine et s'appuie sur les politiques réglementaires du contrôle administratif. Ce dernier pouvoir s'exerce aussi bien à l'échelon du gouvernement central qu'à l'échelon régional ou local (pouvoirs délégués).

Par la suite nous tenterons, à titre hypothétique et sommaire, d'évaluer l'influence de ces variables qui interviennent dans chacune des phases du processus politique. Nous les prendrons une à une.

LA FORMATION DE LA POLITIQUE

Nous ne nous occupons pas des problèmes classiques de la science politique ; ce qui retiendra notre attention c'est l'incidence des facteurs politiques sur la détermination de ce qui sera déclaré comme une pratique *problématique* (issue) dans la vie politique active. Cette pratique politique problématique fait l'objet de critiques, de prises de position et de propositions de la part des partis politiques et des divers organismes représentant des intérêts professionnels particuliers.

Dans les sociétés occidentales post-industrielles, les systèmes de valeurs en compétition, accompagnent le morcellement de la société en groupes d'intérêts extrêmement diversifiés. Ces groupes d'intérêts peuvent s'organiser non seulement au sein des partis politiques, mais aussi dans des organismes syndicaux, professionnels, idéologiques, religieux, etc. Les médias d'information omniprésents et omnipuissants amplifient et répercutent les controverses qui résultent de perceptions différentes, souvent contradictoires de ce qui constitue un « problème ». Problème que la société politique, son expression suprême le Parlement, et le Gouvernement, responsable devant ce dernier, doit effectivement résoudre. Ces confrontations, ces luttes, ces compromis ont constitué, traditionnellement, le pain quotidien de la vie

politique. Depuis l'apparition de la science des politiques (Policy Sciences), un nouvel élément a été introduit dans la machinerie des relations politiques.

En quoi consiste l'apport de cette nouvelle « technique » ? Il consiste dans l'inclusion de plus en plus généralisée de l'exigence de l'évaluation dans la justification des programmes destinés à apporter des « solutions » à tel ou tel problème relevé lors des débats et des confrontations politiques. Le Bureau de l'Éditeur général des États-Unis a procédé à un relevé, en 1974, des sommes dépensées dans les « policy studies ». Il relève un accroissement de 500% des sommes entre 1969 et 1974. Dans le même relevé, signalé dans l'article de Rein et White (1978), on note qu'une quarantaine de législations vouées aux politiques de logement, de l'éducation, du bien-être social etc. comportaient une provision obligatoire exigeant une évaluation des programmes institués. Depuis le début des années 70, la plupart des grandes agences gouvernementales se sont dotées de services de planification, d'évaluation et de gestion. Durant cette même période, la même évolution peut être observée, au Canada. L'évaluation des politiques est donc devenue, en Amérique du nord, un facteur non négligeable, dans l'arène de l'administration publique. Les dépenses croissantes consacrées au fonctionnement de la justice ont étendu ce phénomène à la politique criminelle. En fait, nous sommes actuellement dans la première décennie des recherches évaluatives, et il est trop tôt pour en dresser le bilan.

Toutefois, Rein et White (1978) esquissent les problèmes que génère l'introduction de cette nouvelle dimension - la recherche scientifique - dans le débat politique.

Il ne faut pas, au départ, cacher le fait que les décideurs politiques et les spécialistes des sciences sociales vivent dans des mondes différents et qu'ils recourent à des langages qui ne sont pas les mêmes. Les valeurs qu'ils reconnaissent diffèrent et le système de récompenses qui sanctionne leurs activités n'est pas identique non plus. « Le monde dans lequel on vit n'est pas le monde dans lequel on pense » notait déjà Gaston Bachelard.

Des rapprochements sont toutefois possibles. Ils dépendent pour nos auteurs :

a) de l'amélioration de la qualité des recherches évaluatives,

b) du fait de ne pas recourir à l'évaluation sans prendre en considération la nature même des programmes. Par exemple la majorité des programmes autorisés par le Législateur manquent d'objectifs spécifiques. Certains sont plus facilement identifiables que d'autres, par rapport aux buts poursuivis ; assez fréquemment, ils n'y a pas non plus de postulats explicites dont on pourrait dériver des hypothèses vérifiables établissant des liens de causalité entre les activités engendrées par les programmes et les finalités visées par ceux-ci. Enfin, bien souvent, les gestionnaires des programmes font preuve à la fois de peu de motivation, de savoir faire et d'autorité administrative pour réaliser convenablement des programmes.

c) Il faut aussi exiger des décideurs la définition claire des fins poursuivies. C'est là que les « policy sciences » se heurtent au problème majeur dans la formation des politiques, celui de l'ambiguïté volontaire (pour ne pas dire obligatoire) des législations promulguées. En effet, celles-ci résultent de nombreux compromis entre des intérêts parfois contradictoires, mais qu'on doit ménager. Leur chance d'être adoptées dépend fréquemment de l'institutionnalisation de cette ambiguïté, sinon de contradictions dans la législation même. C'est à cette seule condition que les coalitions d'intérêts complexes peuvent appuyer une mesure législative concrète : plus l'appui est large, moins les objectifs doivent être clairs, moins la « philosophie » doit être explicite.

d) le mouvement de décentralisation notable depuis quelques années, constitue un handicap pour les recherches sur les politiques. En effet, les particularismes régionaux s'opposent aux postulats généraux d'une science qui se donne pour mission de prédire des résultats généralisables. Les autorités « décentralisées » ont moins de raisons et d'intérêts à collaborer avec les « évaluateurs » qui viennent de l'administration centrale, que cette dernière en a vis-à-vis de ses propres experts.

Dans la courte histoire des recherches évaluatives aux Etats-Unis, la recherche de Westinghouse et les débats qu'elle a suscités, constitue une véritable borne. En effet, chargé d'évaluer le programme Head Start destiné à faire rattraper des retards à des enfants scolairement défavorisés, on a constaté que les résultats étaient loin de correspondre aux attentes. Martinson (1976) quelques années après faisait la même démonstration dans le domaine pénologique : « Nothing works » ! Ces conclusions qui se sont rapidement avérées trop hâtives, ont ralenti considérablement les dépenses consacrées aux programmes sociaux. Ces investigations ont également eu des conséquences positives : on s'est orienté plus systématiquement vers la présentation de plusieurs options pour atteindre les mêmes objectifs, options appuyées sur les conclusions émanant de recherches évaluatives.

Les propos de Rein et White sont, malgré tout plutôt favorables quant à l'avenir des recherches sur les politiques. Ils admettent que les conclusions des chercheurs, dans la lutte politique, donnent lieu à une nécessaire manipulation.

C'est la règle du jeu de nos démocraties parlementaires où la politique s'édifie par une succession de confrontations, de débats et de compromissions. Mais l'opinion publique (les médias et les élites politiques) accepte de moins en moins que des programmes sociaux soient lancés sans que ceux qui les ont promus ou qui les ont administrés, n'aient l'obligation de rendre des comptes. Ce principe de responsabilité (accountability) devient un corollaire des pratiques de démocratie sociale qui procède de plus en plus largement à une redistribution des richesses privées au profit de la collectivité. Ceux dont les intérêts sont en cause doivent s'organiser et s'associer à ce processus d'évaluation à l'échelon local, régional et national. Ce n'est que par des affrontements et des compromis permanents que les sentiments d'aliénation et d'impuissance des citoyens face aux lourdeurs bureaucratiques peuvent être atténués.

Dans cette perspective les auteurs, auxquels nous nous référons s'opposent à ce que les recherches sur les politiques soient définies simplement en termes de « problem solving » c'est-à-dire uniquement dans une perspective de fournir des réponses ponctuelles à des problèmes spécifiques. Ils insistent sur l'alliance nécessaire entre les dé-

cideurs et les chercheurs tout au long de leur collaboration, qui consiste à

- a) identifier les problèmes véritables
- b) mobiliser l'action gouvernementale
- c) faire face au défi des compromis

L'identification des problèmes constitue la plus importante et la moins connue des opérations. Chacun des principaux groupes d'intérêts voit à propos d'une même question, des problèmes entièrement différents. Celui qui peut imposer la définition du problème dans ses propres termes oriente les solutions selon ses perspectives. L'expert doit donc participer activement à cette phase de la recherche sur les politiques. Il est évident que, dans ce processus, valeurs et faits sont étroitement entremêlés. Seule la présence de l'engagement au niveau des valeurs permet de mobiliser l'opinion publique et, de ce fait, l'action gouvernementale. Or cette action est loin d'être appuyée par une bureaucratie homogène. Rein et White soulignent combien chaque acteur, au sein de la bureaucratie complexe, obéit à des règles de jeux bien déterminées. De multiples choix s'offrent à chaque échelon, le pouvoir d'appréciation (*discretionary power*) est considérable. Les résultats des recherches seront invoqués par des factions diverses au sein des pouvoirs bureaucratiques pour appuyer des notions opposées. Ceci indique bien le lien intime de ce genre de recherche avec les valeurs. Les choix politiques peuvent être éclairés, mais jamais résolus par les informations ou les arguments scientifiques.

Finalement, la formation des politiques dans les démocraties pluralistes s'échafaude à partir d'une série de compromissions (*trade off*) entre des conflits d'intérêts qui ne peuvent pas être résolus par des jugements binaires « vrai » ou « faux », « juste » ou « injuste ».

Les options s'étalent sur un continuum qui doit inclure, en fin de compte, tous les intérêts légitimes d'une collectivité. D'une manière ou d'une autre, on doit toujours contenter la plus grande majorité des citoyens. C'est là, le métier des décideurs politiques. C'est cette majorité qui légitime l'exercice du pouvoir. La contribution de la science s'actualise dans la classification, l'articulation en termes concrets, factuels, vérifiables, des diverses options et leurs conséquences possibles.

Elle ne peut évidemment pas être considérée comme un arbitre parmi les choix proprement politiques, qui découlent des engagements aux valeurs.

Rein et White ont raison de mettre en garde « politiciens » et « chercheurs » quant aux conséquences de leur nécessaire solidarité et de leur nécessaire diversité. Un homme politique, trop influencé par la science, perd sa crédibilité aux yeux de ses pairs et commettants. Ceux-ci s'attendent à une action, à un leadership, inspirés par des valeurs qu'ils partagent avec lui. De même l'homme de science trop politisé se dévaluera auprès de ses collègues : il doit en effet être avant tout au service de la vérité scientifique. L'un manipule des valeurs, l'autre des faits.

Il est dans la nature de la stratégie politique d'éviter les responsabilités en ayant recours au bouc émissaire : le chercheur. Celui qui pratique l'évaluation des politiques risque, de toute évidence, d'en devenir un. C'est en effet l'intérêt de l'homme politique de vouloir gagner sur tous les tableaux, en ne fixant pas ses objectifs d'une manière spécifique et vérifiable. En procédant dans l'ambiguïté, il se décharge sur le dos du chercheur de l'opération délicate de choisir entre des jugements de valeur opposés. Connaissant cette règle implacable du jeu politique, le chercheur finira par développer des parades qui s'imposent. Car, comme l'affirment Rein et White, il semble bien que c'est dans un chemin sans retour que l'on s'est engagé dans les « policy sciences ».

LA FORMULATION DES POLITIQUES

Lors de la phase précédente, la compétition entre les divers groupes d'intérêts ressemble, dans une certaine mesure, aux conditions qui prévalent sur un marché sans entrave. Chacun offre ses propositions, espérant les « vendre » au public. Lorsqu'il s'agit de formuler ces politiques, de chiffrer les coûts des programmes en termes monétaires, sociaux ou moraux, les conditions du marché changent considérablement. En entrant dans cette phase, les projets/programmes aux coûts exorbitants (qu'ils soient d'ordre financier, social ou moral, peu importe), s'éliminent de la scène. De plus, on implique dans le calcul conduisant à la formulation d'une politique la capacité des institutions

existantes, de les réaliser éventuellement. Majone (1977, p. 83) cite Duhem : « L'utopie de l'économiste n'est pas réaliste, mais elle n'est pas irréalisable. Sa réalisation suppose, tout simplement, une parfaite plasticité institutionnelle et une gestion sociale par un sage suprême, parfaitement éclairé. Dans cette perspective, la distinction entre « décision » et « action » disparaît, note Majone (1977). Or, il est inconcevable de ne pas calculer le *prix politique* que l'on est disposé à payer lorsque l'on veut réaliser un projet.

Majone suggère trois ordres de limitations pour expliquer les conditions de ce qu'il appelle la « faisabilité politique », d'un programme, ce qui correspond à notre « formulation des politiques ». Il s'agit des limitations qui proviennent des ressources politiques disponibles, celles découlant des coûts et des bénéfices susceptibles d'être distribués, et celles enfin qui sont imposées par les rigidités des structures bureaucratiques existantes. Chacune de ses limitations peut faire l'objet de mesures quantitatives. Ainsi, celles qui ont trait à la politique sont éclairées par l'analyse des votes parlementaires, par des sondages d'opinion, par l'étude des avis d'experts, etc.

Les limites imposées par la redistribution des ressources peuvent être abordées grâce au concept de Pareto concernant la fonction d'utilité maximum admissible d'un individu ou d'un groupe dans une situation de concurrence. La méthode d'investigation des répartitions budgétaires et des modèles économiques, élaborée par Buchanan et Tollison (1972), dans le but d'étudier les bureaucraties constitue un exemple pour estimer les limitations d'ordre institutionnel. Le meilleur exemple de ce genre d'analyse est présenté par Cavala et Wildavski (1970) qui ont examiné les chances réelles de l'acceptation par le processus politique américain d'un programme de revenu annuel garanti.

En somme, la formulation des politiques exige, de la part des administrations intéressées, la prise en compte des contraintes politiques, fiscales et bureaucratiques, lors de la formulation des législations et des programmes. Les partis politiques travaillant dans le cadre parlementaire, les organismes patronaux et syndicaux sont, avec les firmes de consultants spécialisés, dans la meilleure position pour jouer un rôle dans cette phase du processus politique. L'État occupe déjà une place privilégiée, mais bien d'autres organismes sont, par rapport à lui,

dans une situation concurrentielle. Plus cette concurrence est forte, plus on maximise les chances d'évaluations réalistes dans la formulation des projets, donc certains atteindront la phase suivante exigeant un bien plus haut degré de précision.

LA MISE AU POINT DES POLITIQUES

Une fois que la formulation des politiques a permis d'explorer les corridors plus ou moins étroits des options disponibles et les limites politiques d'une réalisation possible, nous nous trouvons dans la phase de mise au point des politiques. Nous sommes dans un domaine où l'initiative revient aux commissions parlementaires spécialisées ainsi qu'aux services gouvernementaux chargés de la mise au point des projets de loi. Les groupements partisans jouent une certaine influence au début de cette phase (travaux des commissions parlementaires), mais leur rôle est sensiblement moindre que durant l'étape antérieure. Le gouvernement appuyé par sa majorité de députés, doit prendre des décisions.

C'est pourquoi, au cours de cette phase, nous allons retrouver la théorie des décisions, développée surtout dans le cadre de l'analyse systémique (Vaupel, 1977). Par ailleurs, la théorie utilitaire qui suppose une certaine rationalité à la base de l'obéissance ou d'un comportement conformiste à l'égard de la loi, peut être invoquée ici (Stower et Brown, 1977). Nous suivons l'argumentation de ces deux auteurs dans l'exposé qui suit.

Disposant d'un temps limité et d'une information incomplète, le décideur doit quand même s'approcher au maximum de l'état de rationalité idéal en :

- a) spécifiant toutes les alternatives possibles par rapport à la décision à prendre,
- b) prévoyant et prédisant toutes les conséquences de chacune des possibilités envisagées,
- c) évaluant la probabilité de chacune des conséquences,
- d) appréciant la désirabilité de chacune des conséquences,
- e) calculant finalement laquelle des décisions produira les conséquences les plus souhaitables (Vaupel, 1977, p. 45).

Il est évident qu'aucun décideur, soumis aux pressions des événements, ne peut s'approcher de ce modèle parfait. D'ordinaire, il recourt simultanément aux réflexes conditionnés par les habitudes, à l'intuition formée par une longue pratique et, dans le cas de décisions complexes, à l'une ou l'autre forme d'analyse incomplète.

La majorité de nos décisions sont de l'ordre du réflexe : quelle chaussette met-on la première ? l'intuition le complète dans des situations un peu plus compliquées : à quel client va-t-on accorder le crédit demandé ? Pour l'analyse incomplète, on procède à un découpage du processus en termes d'alternatives. Le choix entre décisions alternatives est basé sur le jugement intuitif et sur quelques informations. On se base sur la plus ou moins grande désirabilité et la plus ou moins grande utilité de la décision. Celle-ci peut être aussi formalisée et exprimée en termes quantifiables au lieu des expressions verbales indiquant des préférences plus ou moins grandes. Dans ce cas, on peut utiliser le pourcentage plus ou moins grand de chance ou de probabilité pour les alternatives. Une fois ces termes chiffrés, c'est subjectivement que le décideur doit évaluer l'intérêt, la valeur pour lui, de chacune des alternatives. Le second graphique de Paupel explicite la démarche.

Cette démarche analytique, opposée à la prise de décision purement intuitive, présente des avantages certains. D'abord, elle permet de relever plusieurs alternatives et de noter leurs conséquences ; ensuite, le pourcentage est plus précis que l'adjectif pour appuyer une décision ; de plus, ces données numériques peuvent faire l'objet de manipulation arithmétique qui facilite l'expression claire des données du problème pour le décideur. Finalement on apprécie plus nettement les lacunes, donc les risques d'une décision basée sur des informations lacunaires. Cette découverte peut motiver la décision de ne pas trancher, mais de s'informer davantage.

En fin de compte, toutes les analyses ponctuelles sont basées sur des décisions intuitives concernant les alternatives à retenir, les résultats à considérer, et l'appréciation de l'utilité de la décision finale. Dans ce sens, note Vaupel (1977), le processus de prise de décision demeurera toujours davantage un art qu'une science. Les décideurs

d'expérience supplanteront ainsi sans cesse les novices. Toutefois, ceux parmi les décideurs qui recourent à la démarche analytique que nous venons de présenter, auront dans tous les cas, plus de chances de prendre de bonnes décisions que ceux qui se contentent exclusivement de leur inspiration intuitive.

La théorie de décision empruntée à l'analyse des systèmes, inspirée par la -théorie des jeux, suppose, en politique criminelle, le postulat que les lois et les règlements mis au point seront effectifs, c'est à dire seront obéis. Une des caractéristiques essentielles du pouvoir politique réside dans la capacité de ce pouvoir de faire accepter et imposer ses décisions. (Stover et Brown, 1977, p. 121). Les politiques échafaudées, les programmes adoptés, composent les moyens principaux du pouvoir pour promouvoir l'ordre social de son choix.

Nos auteurs estiment que la théorie utilitariste, familière aux économistes, est l'outil le plus approprié pour étudier les mécanismes d'obéissance à la loi (compliance to the law). Selon eux, deux ensembles variables tiennent un rôle déterminant :

- a) la capacité physique d'obéir aux lois.
- b) l'évaluation de la valeur utilitaire de la conduite prescrite ou prohibée par la loi.

Pour le premier point (a), ces variables sont fréquemment invoquées comme des obstacles, lorsque la volonté d'obtempérer fait défaut (désagrégation scolaire par exemple), ou lorsque les conditions du milieu physique sont particulières (« defensible space » des urbanistes-criminologues). En ce qui concerne (b) plusieurs théories sur la causalité criminogène ainsi que celles concernant la capacité dissuasive des lois paraissent pertinentes ici. La répression de l'usage des drogues, comme celle des crimes en col blanc, sont de bons exemples, suivant nos auteurs, pour illustrer la formation d'une habitude (déviante), sous l'influence d'un milieu (sous-culture ambiante) et des conduites résultant de ces habitudes qui sont ou ne sont pas découragées par la menace pénale.

C'est dans cette même perspective qu'on a procédé à des enquêtes supputant des corrélations entre la quantité des infractions et la certitude de l'arrestation ou de la punition. Toutes ces recherches sont basées sur le postulat qui présume l'obéissance aux lois, en fonction de la valeur relative attachée à l'obéissance ou à la désobéissance. Ce postulat, selon nos auteurs, est conforme au principe de l'hédonisme psychologique qui inspire la théorie utilitaire, utilisée par les économistes.

Quelle est la portée de la théorie utilitaire par rapport à l'obéissance aux prescriptions légales ?

On part de l'idée que tout comportement humain est motivé par la quête du plaisir et par la fuite de la peine. Le principe de l'utilité, formulé par Bentham, consiste dans le calcul rationnel qui fait soustraire de la désirabilité de chaque action le désagrément qui pourrait en résulter. Chaque individu aura ainsi tendance à maximiser l'utilité de chacune des actions qu'il entreprend. L'utilité d'une action donnée sera déterminée également par les valeurs de la personne (celles-ci incluent les poids variés de ses désirs, de ses aspirations, de ses tendances) par ses anticipations et ses espoirs (en termes de succès probables dans la réalisation de ses désirs). L'action ou la conduite constituera une gratification positive ou négative de ces valeurs personnelles. Le terme « bénéfice » désigne l'ensemble des gratifications positives, des plaisirs, résultant de l'action. Le terme « coût » se réfère à la somme des inconvénients et des peines. En somme l'utilité de chaque action est constituée par l'ensemble de ses bénéfices et de ses coûts anticipés. Les auteurs insistent, évidemment, sur le fait que, dans leur esprit, cette théorie n'exclut ni l'existence des motivations inconscientes ou subconscientes, ni le recours à des conduites non-rationnelles. Cette théorie suppose seulement que les individus, dans les limites de leurs propres inclinations et capacités agiront, à un moment donné, au mieux de leurs intérêts. Dans cette optique, on procédera donc à l'examen des activités illégales susceptibles d'assurer le maximum de rendement en les comparant aux bénéfices résultants des activités conformes aux lois.

Ce principe peut être présenté symboliquement comme suit :

$$U_n > U_c$$

où U_n représente l'utilité de s'engager dans l'activité « illégale » la plus profitable et U_c l'activité conforme à la loi qui est la plus rentable. Un peut être considéré comme étant la somme des coûts et des bénéfices anticipés d'une activité illégale et U_c la somme des coûts et bénéfices qu'on espère obtenir d'une activité conforme à la loi. Il en suit qu'un individu manquera de se conformer à la loi si $B_n + C_n > B_c + C_c$;

B_n constitue un nombre non-négatif représentant les bénéfices prévus de la violation d'une loi, C_n un nombre non-positif indiquant le coût anticipé de la même action.

B_c un nombre non-négatif totalisant les bénéfices espérés qui résultent de l'observance de la loi, et C_c un nombre non-positif comptabilisant le coût de la soumission de la loi.

Les auteurs estiment que chacun des termes qui composent cette équation sont composés de nombreux facteurs d'ordre matériel, psychologique, physiologique ou moral. Les travaux de Tullock, d'Erlich et de Rottemberg, illustrent très bien ces démarches (voir bibliographie de Stover et Brown, 1977).

La valeur prédictive de la théorie utilitaire des décisions dépend, dans une large mesure, des informations dont on dispose concernant les valeurs et les désirs/ aspirations qu'anticipent les individus dans les divers groupes ou catégories d'une population.

Le conformisme ou le non-conformisme de catégories sociales particulières (hommes-femmes ; jeunes-vieux ; groupes socio-professionnels, etc) par rapport à l'observance ou à la non observance d'une loi, peut être calculé et, ainsi, prévu grâce à l'application de la théorie utilitaire à condition qu'on dispose d'informations supplémentaires. Il s'agit de connaître, pour les groupes en question, en quoi ils diffèrent quant aux valeurs propres à motiver l'adhésion à la loi, de la majorité de leurs membres, et en quoi ils se ressemblent quant à leur adhésion à d'autres valeurs et à d'autres aspirations. La méthode du « survey research », des sondages d'opinions et d'attitudes peut fournir ces données.

Andenaes (1974) a rendu compte et a évalué la plupart des travaux qui ont appliqué la théorie économique de l'action utilitaire. Nous en reconnaissons donc les limites. Ils n'en constituent pas moins une des illustrations possibles des études concernant les prises de décisions. Cette théorie éclaire aussi les considérations qui inspirent les gouvernements et les législateurs en matière de politique criminelle.

LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES

C'est la phase la moins étudiée et la plus essentielle : les chercheurs ont été plus intéressés à examiner les variables qui influencent la formation des politiques, ainsi que les mécanismes de prise de décisions, plutôt que les méandres souvent aléatoires de la mise en oeuvre des politiques.

Van Hom et Van Meter (1977) définissent la mise en oeuvre de programmes (implantation) dans le cadre des relations intergouvernementales, puisque, dans les États à structure fédérale plusieurs niveaux politiques, donc de compétences et de juridictions s'enchevêtrent. Dans de telles structures constitutionnelles, cette phase devient encore plus cruciale. Étudier l'implantation des politiques implique la description et l'explication du processus au cours duquel les politiques sont transformées en services publics. Une attention toute particulière est portée à la manière dont ces services sont fournis aux destinataires de façon à pouvoir dégager des explications en ce qui a trait à la plus ou moins fidèle réalisation des objectifs proclamés dans la politique initiale.

L'accroissement des programmes sociaux, l'intervention accrue du gouvernement dans la vie économique et sociale a posé avec force la question de la relation entre, d'une part, les buts avoués d'une politique lors de son élaboration et, d'autre part, les transformations que, connaissent les programmes issus de ces politiques au cours de leur actualisation. Le problème fondamental peut être formulé comme ceci : Comment les idées (objectifs des politiques) se manifestent dans un monde de comportements (effets escomptés des politiques) ? Cette question posée par Majone (1977, p. 103) est au coeur du débat.

Pour cet auteur, il existe deux modèles de mise en oeuvre. Le premier :

a) considère la mise en oeuvre comme un ensemble de mécanismes de contrôle,

le second :

b) la considère comme une interaction entre les finalités et leur réalisation.

En fait, en caricaturant quelque peu, on peut dire que le premier modèle absorbe, dans les objectifs, les moyens d'application, alors que le second ne considère les objectifs que comme une partie de l'ensemble des variables qui concourent à leur mise en oeuvre. Reprenons les deux points :

a) le modèle de contrôle est sévèrement critiqué par Majone (1977, p. 105-106). Il suppose l'existence d'objectifs précis, de plans d'application détaillés et de contrôles serrés. En dépit de l'attrait intellectuel exercé par ce modèle comme technique de « social engineering », fi est irrecevable et inopérant dans le domaine des politiques sociales. La plupart des problèmes implicites dans la définition d'une politique ne se révèlent que lors de l'instauration du projet qui en découle. Subordonner rigide-ment, par la voie de contrôles sévères, la seconde phase à la première, c'est aller au devant d'un échec certain.

b) le modèle qui considère la mise en oeuvre des politiques comme un processus *d'interaction* entre tous les acteurs/variables concernés est proposé par certains auteurs. L'accent est alors mis non pas sur les fins des mesures proposées mais sur la compétition entre les divers individus et groupes qui ont des intérêts à sauvegarder durant le processus d'application. On en arrive ainsi à ne considérer les objectifs d'une politique que dans la perspective de groupes particuliers en état de concurrence plus ou moins parfaite. On ne peut guère inférer, à partir de ce modèle, les effets (« impact ») des politiques : ceux-ci sont dilués dans le processus de concrétisation de la réglementation ou du programme.

Majone (1977) propose un troisième modèle qu'il qualifie *d'évolutif*. En effet, pour lui, ce ne sont pas seulement les objectifs déclarés d'une politique qui sont vagues, parfois contradictoires et multiples ; la mise en oeuvre réserve, par définition autant de problèmes : c'est un ensemble de dispositions qui permettent d'aborder des faits et des situations d'une certaine manière. Les décisions judiciaires, comme les lois ou les règlements, revêtent normalement aux yeux de leurs auteurs un caractère spécifique et concret. Du point de vue de notre auteur, elles ne constituent qu'un « agrégat (cluster) de dispositions ». En effet, les politiques reposent sur le postulat que les façons de se réaliser peuvent être multiples. Ce qui peut en résulter dépend autant de leur potentialité propre que de la qualité des esprits qui les reçoivent et de celle du milieu qui les répercute.. Les problèmes posés par une politique ne sont finalement compris véritablement que lorsqu'ils sont résolus. Toutes les implications d'une politique ne sont, la plupart du temps, perçus qu'une fois la mise en oeuvre effectuée et après que plusieurs adaptations et expériences ont été réalisées.

Dans cette perspective, les politiques sont constamment transformées lors de leur implantation. Celle-ci affecte aussi bien les ressources disponibles que les objectifs fixés au départ. Quels objectifs vont être appliqués ? Dans quel ordre de priorité ? En utilisant quelles ressources ? Voici les questions qui se posent. Les contraintes d'ordre fiscal, bureaucratique et moral se révèlent comme autant d'éléments dont il faut tenir compte en plus des buts proclamés lors de la mise au point d'une politique.

Les politiques ne naissent pas à partir d'une « tabula rasa » elles s'insèrent dans la dynamique du changement social qui se poursuit d'une manière constante. Ainsi, pour le chercheur ce n'est pas tant le modèle d'une politique quelconque qui importe, mais plutôt l'analyse du redéploiement, de la redéfinition constante des modèles initiaux.

Dans ce processus de redéfinition, l'influence des groupes d'intérêts ne suffit plus à rendre compte des altérations ou des changements survenus. Bien souvent la théorie qui inspirait la politique fait l'objet de controverses légitimes. Celles-ci ne sont pas sans effets. Par exemple les politiques concernant le contrôle de la pollution ou l'égalisation des chances dans l'éducation, reposent souvent, sur des théories

contestées légitimement par des chercheurs. La multiplication d'études de cas, mettant en lumière et mesurant les effets des variables multiples qui interviennent dans le processus de mise en oeuvre et qui modifient ainsi (dans une mesure plus ou moins décisive) les objectifs par la politique, constitue un fait encourageant. C'est grâce à l'étude de cas que le terrain est de plus en plus déblayé.

On peut dire, en conclusion, à propos des trois modèles, que dans le premier, la mise en oeuvre fait partie du « design » original qui fixe les objectifs d'une politique ; elle y est en quelque sorte incorporée. Dans la deuxième, la mise en oeuvre est considérée comme la continuation des confrontations politiques par d'autres moyens. Dans le troisième modèle aucune politique n'est formulée sans tenir compte des problèmes que soulève sa mise en oeuvre. Ce dernier modèle, proposé par Majone (1977) postule un très large pouvoir d'appréciation (*discretionary power*), délégué à tous ceux qui sont chargés de l'implantation d'une politique. Ce pouvoir doit s'étendre non seulement sur les effets anticipés d'une politique, mais également sur les théories qui les sous-tendent. La mise en oeuvre constitue un processus d'apprentissage, d'invention, de création, plus qu'une exécution d'instructions rigides. Les problèmes qui sont d'ordre purement technique peuvent être résolus par l'intervention d'ingénieurs sociaux. Mais les problèmes politiques complexes impliquent une grande variété de solutions et d'applications pratiques.

Ce que la politique contient, ce qu'elle « vaut », dépend largement de la valeur des sujets qui l'appliquent et de ceux qui sont affectés par son application. Il faut donc, dès le départ, les considérer tous ensemble : idées/objectifs politiques, ceux qui sont chargés de les appliquer et ceux qui sont affectés par les effets des programmes.

Pour les auteurs, déjà cités, l'étude de la mise en oeuvre des politiques est celle d'un ensemble de potentialité résultant de l'interaction entre ces trois entités. Le processus implique une auto-correction, une auto-évaluation permanentes, y compris dans la définition même de ce qui est l'enjeu de la politique. La mise en oeuvre est, en conclusion, autant un processus d'application que de redéfinition des objectifs d'une politique.

Dans leur étude de l'actualisation des politiques intergouvernementales, Van Hom et Van Meter (1977) proposent un modèle qui fait appel à une série de variables qui rendent compte de la performance d'un programme dans un contexte socio-politique particulier. La performance est considérée comme une variable dépendante qui relève le degré selon lequel les objectifs d'une politique ont été réalisés.

Le schéma III qui suit, identifie huit variables susceptibles de mesurer et d'expliquer les configurations des effets d'une politique. Il s'agit de ressources assurées, des normes admises, des communications et des moyens d'information (*enforcement*), des attitudes de ceux qui sont chargés de la mise en oeuvre, des caractéristiques des services qui ont pour tâche de veiller à l'application des politiques, des conditions économiques, sociales et politiques qui exercent une influence sur l'opération à l'étude. Le modèle implique des relations causales entre diverses variables postulant des liens entre politiques (programmes) et performances.

Il permet aussi de spécifier les liens entre les variables indépendantes ainsi que la description du processus de mise en oeuvre d'une politique. Le modèle inspire aussi des hypothèses explicatives pertinentes.

C'est ainsi que l'échec de l'instauration d'une politique peut résulter :

a) d'une insuffisance dans les réseaux de communications : les messages entre les divers échelons sont altérés, dénaturés, provoquant des ambiguïtés et des contradictions auprès des « récepteurs » des messages.

b) d'une capacité ou d'une habilité insuffisante de la part des services qui doivent prendre en charge le programme : manque ou surcharge de personnel, formation et information incomplètes des employés, échéanciers peu réalistes, etc.

c) d'une situation conflictuelle créée par le programme : opposition, résistance et inertie des responsables de l'exécution des programmes.

Le modèle heuristique de Van Hom et de Van Meter (1977) permet, selon eux, d'intégrer ces explications partielles dans un ensemble cohérent.

Faisons un rapide commentaire, avec les auteurs, du modèle précité. Il y a d'abord la *politique*, ses ressources et ses normes. Les ressources allouées peuvent être insuffisantes par rapport aux fins poursuivies.

L'attribution des fonds peut aussi être mal calculée et exercer ainsi des influences positives ou négatives tant sur les « clients » ou bénéficiaires du programme que sur ceux qui ont pour rôle de l'appliquer. Les nonnes sont parfois trop peu précisées dans la loi : les mises au point effectuées au niveau des divers échelons de l'administration ont des conséquences considérables.

A partir de l'attribution des profils de normes, des conclusions intéressantes peuvent être tirées quant à la cohérence de la politique et quant aux altérations qui résultent de l'application concrète des normes. Plus grande est la distance entre l'autorité politique centrale et les services chargés d'appliquer un programme, plus grande doit être la « discrétion » allouée à ces derniers pour la mise en oeuvre de la politique.

Il y a ensuite, *les communications*. Les messages ordonnant l'initiation de nouvelles politiques doivent être reçus et compris par les exécutants. Non seulement à l'intérieur des bureaucraties, mais également à l'intérieur de l'appareil judiciaire. De nombreux problèmes surgissent à cause de lacunes dans le système sémantique, sémiologique etc... Grâce à l'existence d'une documentation abondante, les communications peuvent cependant faire l'objet d'analyses précises.

Modèle d'application des politiques intergouvernementales
(Van Horn et Van Reter, 1977)

Lorsqu'on parle *d'implantation (enforcement)*, on se réfère non seulement aux normes édictées mais également aux mesures incitatives, telles les sanctions en cas de non-exécution de programmes. Il existe un délicat équilibre entre ces éléments et l'accent excessif placé sur l'un d'eux peut avoir des conséquences négatives dans l'exécution d'un programme. En effet, si les mécanismes de contrôle sont trop stricts, l'initiative en vue d'une adaptation aux circonstances imprévues diminue ; s'ils sont trop laxistes, les objectifs fixés peuvent être détournés de leurs buts.

L'attitude et l'état d'esprit de ceux qui sont chargés d'appliquer un projet jouent un rôle certain dans les chances de succès de l'opération. Il est dangereux de supposer l'existence de simples courroies de transmission : les « bureaucrates » réagissent en fonction de facteurs nombreux, subjectifs et objectifs, devant les tâches qui leur sont confiées. Ces facteurs doivent faire l'objet d'évaluations soignées.

En ce qui concerne *les caractéristiques des services* chargés de la mise en oeuvre d'une politique, la structure organisationnelle joue un

rôle déterminant. Une structure hautement hiérarchisée, soumise à des contrôles venant du haut, aura des performances différentes d'une organisation qui connaît un leadership démocratique et dont le système de surveillance est plutôt de type *ex post-facto*. Suivant la nature des programmes à réaliser le rôle des organisations de types différents doit être pris en considération.

Le contexte politique, économique et social ne peut évidemment pas être écarté de l'examen de l'actualisation d'une politique. L'existence de conflits constitutionnels, ethniques, régionaux, professionnels, etc., crée des conséquences qui filtrent jusqu'aux services et aux individus touchés par le programme.

Les auteurs soulignent le caractère dynamique de leur modèle les diverses variables n'exercent pas mécaniquement leurs influences. Suivant les phases de la mise en oeuvre, le rôle de certaines variables s'accroît alors que celui de certaines autres diminue. Un problème particulier est posé par le rôle du pouvoir judiciaire qui se déploie le plus, durant cette phase du processus politique. Chargés de faire respecter la légalité, qui elle-même protège les valeurs d'une société, les tribunaux jouent un rôle décisif en politique criminelle : c'est là une particularité par rapport aux autres secteurs de la politique sociale dont il faut tenir compte.

Van Hom et Van Meter insistent sur le caractère heuristique de leur modèle. Il est surtout destiné à éclairer et à documenter empiriquement le processus complexe de la mise en oeuvre de politiques. Ils l'opposent aux modèles hypothético-déductifs, postulant un contexte déterministe. Les théories utilitaires de prise de décision s'apparentent plus à ce dernier contexte comme, également, les études évaluatives proprement dites.

Ce modèle heuristique permet moins de mesurer que d'expliquer, voire d'explicitier les influences et les effets divers qui surgissent lors de l'instauration d'une politique. Le modèle hypothético-déductif postule l'application de conclusions, résultant de son application, abstraction faite du temps et de l'espace. On vise à l'établissement de conclusions dont la portée est la plus générale possible. Le modèle heuristique, au contraire, permet tel que le système de « *social accounting* »

de Coleman, déjà cité, de noter les influences qui surviennent au cours de l'application et d'en tenir compte dans l'explication comme dans l'évaluation.

C'est le pouvoir judiciaire, ainsi que le pouvoir exécutif qui jouent des rôles majeurs dans la mise en oeuvre des politiques. Toute la littérature consacrée au changement social, aux mécanismes de l'innovation, est pertinente pour cette étude. On peut affirmer globalement que le rôle du pouvoir judiciaire est plutôt réactif, celui du pouvoir exécutif pro-actif. Ce dernier est chargé par le Parlement (la majorité politique soutenant le gouvernement) d'exécuter une politique. Les tribunaux doivent veiller à ce qu'aucune de ces politiques ne soit contraire aux lois protégeant les valeurs, les intérêts et les libertés établis. Leurs perspectives sont donc passablement différentes, leurs interventions sont complexes et peu explorées ; elles doivent être traitées explicitement dans le cadre de nos études.

L'ÉVALUATION DES POLITIQUES

Il faut se rappeler que la recherche évaluative, branche des recherches opérationnelles, a été utilisée traditionnellement dans l'entreprise privée, afin d'estimer l'efficacité de ses activités. Celle-ci est mesurée principalement, en terme de « rendement » ; (research, planning and development) qui représente, depuis longtemps, un outil indispensable dans la gestion de l'industrie et des affaires. L'accroissement des services publics, dû à un transfert croissant de fonds du secteur privé vers le secteur public, a attiré l'attention des hommes politiques comme celle des chercheurs sur la mesure de la productivité des administrations gouvernementales. Drucker (1973) examine les difficultés inhérentes à évaluer, suivant des critères similaires, les services étatiques et les services privés. Ces derniers s'évaluent et sont évalués par rapport aux satisfactions que leurs produits obtiennent auprès de leurs clients. Cette satisfaction peut aisément être traduite en termes quantitatifs et se reflète sous le rapport comptable : si elle est peu efficace, ses bénéfices diminuent.

Cette « efficacité » calculée en termes de performances n'est pas applicable ipso facto en matière de services publics. D'abord, la plupart de ceux-ci occupent une position monopolistique sur le marché

des services et c'est particulièrement vrai pour le système de justice criminelle. Leur critère d'efficacité, selon Drucker, se pondère selon l'importance du budget et selon celle du personnel. Cette situation paradoxale est à l'opposé de celle qui prévaut dans le secteur privé où l'on doit produire le plus possible avec un minimum de moyens. Ce paradoxe, en règle générale, provient des objectifs contradictoires, basés sur la nécessité de satisfaire une « clientèle » politique diverse ayant souvent des intérêts, sinon opposés, du moins non identiques. La règle du jeu, que nous avons noté lors de l'analyse de la formation des politiques, veut qu'il faille également, et simultanément, satisfaire toute la clientèle. Les moyens dont sont dotés les services publics, argumente Drucker, ne dépendent pas de ce qu'ils « rapportent » mais de ce qu'ils « méritent » ou « promettent ». Ces mérites et ces promesses sont exprimés bien souvent dans des termes défiants toute évaluation précise. Le public paie donc pour de bonnes intentions et pour des programmes ; il ne paye que très rarement pour des services pouvant faire l'objet de quantifications précises en termes de bénéfices.

Il paraît évident que les propos de Drucker, qui concernent l'ensemble des services publics, s'appliquent tout particulièrement à l'administration de la justice. Il serait oiseux ici d'en multiplier les exemples (Voir Szabo, Rizkalla, 1978). Néanmoins les montants croissants dépensés dans le cadre des programmes de politique criminelle incitent l'administration publique à procéder et à encourager les recherches évaluatives, en utilisant des techniques dérivées des recherches opérationnelles et en recourant aux modèles hypothético-déductifs. Depuis les travaux pionniers de Blumstein (1972) ces recherches ont été résumées et leur théorie ainsi que leur méthodologie ont été affinées Par Greenberger et Al. (1976) sur un plan général, et par Nagels et Neef (1978) pour ce qui touche plus particulièrement la politique criminelle. Comme il n'agit d'une littérature hautement technique, nous ne la résumons pas ici. Disons simplement que la démarche consiste à utiliser les théories de décision bi-latérales et multi-latérales ainsi que la théorie de l'optimisation des politiques alternatives pour résoudre des dilemmes propres à l'administration de la justice tels que la détention avant le procès, la composition des jurys, le recours à l'assistance judiciaire ou au service de défenseurs publics etc... Ajoutons également à titre d'information la publication, par le service de recherche du Ministère du Solliciteur Général du Canada (1978), d'un expo-

sé de Barton, Cunningham et McInnes, consacré à l'évaluation des programmes communautaires.

ÉTAPES DE L'ÉVALUATION FONCTIONNELLE

L'évaluation fonctionnelle est conçue comme un processus circulaire qui comprend cinq phases : la définition du programme, la formulation de critères, la collecte des données, l'analyse et l'interprétation du programme, et la rédaction du rapport d'évaluation. Chaque phase incorpore certains principes de recherche d'évaluation et comprend un certain nombre d'étapes.

Schéma IV : étapes de l'évaluation des buts fonctionnels

D) CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Dans le présent chapitre, nous avons procédé, pour l'essentiel, à une présentation du processus politique qui va de la formation jusqu'à l'évaluation des politiques. L'exercice auquel nous nous sommes livrés vise l'information : nous nous sommes interrogés sur les diverses phases que traverse une idée politique avant qu'elle ne se transforme en programme aux effets multiples. Cette démarche permettait de classer et d'analyser la littérature scientifique récente consacrée à ce thème. Au terme de ces réflexions, nous devons nous poser, me semble-t-il, des questions :

a) Quel sera l'objectif de notre recherche ? Celui-ci pourrait consister à examiner une ou plusieurs politiques à travers les cinq phases que nous avons identifiées. L'accent devrait être mis sur les phases 3, 4 et 5. En effet, durant les deux premières phases les variables à contrôler sont trop considérables, provenant de presque tous les horizons de l'univers socio-culturel et politique, ce qui rend les contrôles pratiquement impossibles.

b) Quelle va être la politique/programme-cible ? Comment déterminera-t-on cette variable expérimentale ? On devrait tenir compte de l'existence et de l'accessibilité des données, du caractère pas trop controversé de la politique (afin d'obtenir la coopération des services intéressés), de l'ampleur du sujet (ni trop grand, ni trop petit), du partage de juridiction fédérale-provinciale (car ce partage caractérise la plupart des politiques criminelles des pays à structure fédérale).

c) Quelle sera la méthodologie utilisée ? Elle dépendra partiellement des thèmes retenus. On peut préciser toutefois, dès maintenant, que le choix et l'opérationnalisation des variables qui interviennent représentent l'opération fondamentale. Une théorie devrait être retenue pour expliquer le jeu d'influence de chacun des pouvoirs à l'intérieur de chacune des phases. Une connaissance de la littérature relative à la

sociologie de la bureaucratie, de l'innovation et du changement social s'avère aussi indispensable que celle relative à la théorie des décisions, à la recherche opérationnelle et économique. Les disciplines impliquées sont : la sociologie, la science politique, l'administration publique, l'économie politique, le droit et la criminologie.

d) La formation de l'équipe de recherche. On devrait procéder simultanément à l'examen de la littérature théorique et tenter d'établir un langage intégré dans le cadre d'une démarche théorique articulée d'un commun effort et d'un commun accord, ainsi qu'à une exploration des politiques cibles possibles suivant les critères déjà signalés.

Pour ce faire, des projets partiels, à objectifs limités, devraient être préparés afin de permettre de procéder à des recensions critiques de littérature et de champs d'étude.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre V

La prévention : concept et stratégie

[Retour à la table des matières](#)

On attribue à la civilisation urbaine deux séries de caractéristiques, en apparence, contradictoires. D'une part, on en fait le foyer des arts, du commerce, de l'industrie. Terre de liberté, la diversité s'épanouit dans un foisonnement d'initiatives, d'œuvres, de créations, de productions. Ses richesses accumulées stimulent la créativité intellectuelle, artistique. Cette même richesse, morale et matérielle, est la source, d'autre part, d'une criminalité qui se manifeste dans des pratiques prédatrices, des turpitudes morales inspirant des activités frauduleuses, des extorsions et des violences que les plus forts, les moins scrupuleux exercent sur les plus faibles, ceux qui sont plus exposés aux attaques contre leurs personnes, leurs biens, leur intégrité morale et matérielle.

La mutation des sociétés occidentales d'une civilisation majoritairement rurale vers une civilisation urbaine où, en moyenne, 5 à 10% de la population seulement vit d'agriculture, peut être considérée comme le trauma collectif majeur d'une succession de générations depuis la cascade des révolutions industrielles, commencée dès la fin du XVIIIe siècle (voir Fourastié, 1963 ; Aaron, 1962). On peut affirmer, d'une certaine manière, que les sciences de la société sont nées de ce traumatisme, éprouvé par des élites qui cherchaient à exprimer la

conscience des peuples en face d'un environnement physique et moral, d'un genre de vie absolument nouveau pour la grande majorité d'entre eux. Les typologies de Tonnies et de Weber, les phases évolutionnaires de Spencer et de Comte jusqu'aux systématisations contemporaines de Sorokin (1959), de Riesman (1964), de Ben (1976) par exemple, exprimèrent chacune à leur manière un intérêt de l'homme en fonction d'un milieu représentant une véritable rupture qualitative par rapport aux modes de vie traditionnelle.

Les sciences sociales empiriques se sont efforcées de documenter, d'analyser et d'interpréter ces types de sociétés contrastés. Les résultats dépassent rarement le discours du sens commun, basé sur une expérience cumulative, assimilée par des élites gestionnaires de nos sociétés. Néanmoins, ces analyses éclairent la complexité du phénomène et l'approfondissement de notre compréhension des situations variées.

Quant à la -sécurité en milieu urbain, là encore, nous observons la même contradiction. La muraille des villes constituait, traditionnellement un rempart pour les régions environnantes et la sûreté de ses rues et ruelles était supérieure de loin à celle des campagnes. Une mutation véritable est intervenue, parallèlement à la généralisation et la prépondérance du genre de vie urbain, quant à la sécurité des personnes et des biens. On opposait, dès lors, le taux de criminalité supérieur des villes à celui des campagnes (Szabo, 1960) et on interrogeait le droit pénal et la criminologie quant aux moyens d'assurer une plus grande sécurité aux citoyens (Szabo, 1973). Le droit pénal, discipline normative, devait adapter son arsenal de dissuasion et de répression au défi que présentait le milieu des mégapoles. La criminologie, discipline scientifique mais appliquée, devait évaluer les effets de ces mesures et en proposer d'autres le cas échéant.

Comme il arrive fréquemment dans les sciences sociales, l'accord ne s'est point fait ni sur le diagnostic (la criminalité urbaine augmente-t-elle ?) ni sur les mesures de prévention (que faire pour avoir moins de criminalité ?). Dans le présent chapitre nous allons passer en revue l'état des débats sur :

- a) l'augmentation continue, la préservation du statu-quo ou la diminution du caractère criminogène du milieu urbain ; y a-t-il là un problème, si oui, lequel ;
- b) le concept de prévention doit être clarifié et les données essentielles tant normatives qu'empiriques doivent être précisées ;
- c) les diverses stratégies, principalement nord-américaines ou britanniques, mises au point par des pouvoirs publics pour appliquer des mesures ou tactiques préventives seront décrites et si possibles évaluées ;
- d) finalement, nous donnerons un aperçu du débat sur la fonction de la justice pénale dans la société urbanisée contemporaine, sur le cadre de référence macro-sociologique d'une politique de prévention, adaptée au milieu urbain.

A) LE MILIEU URBAIN : AUGMENTATION DU DANGER RÉEL OU AUGMENTATION (RÉELLE) DE LA PEUR DU CRIME

[Retour à la table des matières](#)

Nombreux sont les écueils des statistiques criminelles, au point qu'un véritable discrédit les a frappées surtout sous l'influence de l'école interactionniste des années soixante. On a mis en cause non seulement l'exactitude des données recueillies, mais surtout la signification que l'on peut attacher aux chiffres ou aux indices. On alléguait, pour l'essentiel, que ces chiffres représentaient bien plus l'efficacité ou le zèle répressif des autorités policières ou judiciaires que les mouvements réels de la criminalité. Quelle que soit la valeur de cette assertion, on convient que les chiffres concernant les homicides volontaires sont parmi les plus crédibles des informations statistiques. En effet, à l'exception des catastrophes naturelles, sanitaires ou révolutionnaires, les décès non-naturels font l'objet d'investigations judiciaires. La déperdition des données entre les faits réels et une procédure judiciaire est, probablement, peu élevée. Les renseignements concernant les cambriolages avec violence sont déjà bien moins sûrs à cause du rôle que joue une police progressivement professionnalisée dans l'enregistrement et la résolution de ces cas. Enfin, les coups et blessures ont

des significations encore plus incertaines car il existe une tendance à les rapporter de plus en plus. Dans la tradition anglo-américaine, les informations policières sont complétées par celles du « coroner » qui doit procéder à une enquête judiciaire sur chaque cas d'homicide. De plus, les renseignements peuvent être vérifiés auprès des instances judiciaires (accusation effectivement portée par le parquet), en plus des sources policières. Si toutes ces informations convergent à partir des renseignements issus de villes ou de régions différentes, si les indices d'homicide covariant avec ceux des cambriolages et de coups et de blessures, on peut établir l'existence d'une tendance à travers le temps (Gurr, 1981, p. 303).

Dans l'Angleterre moyennageuse, 90% de la population était rurale. Les villes furent petites (Londres avait moins de 50.000 habitants, Oxford n'en avait pas plus de 7.000). Le taux d'homicide, rapporté sur 100.000 habitants était de 22 à Bedford, 23, à Kent, 9 à Norfolk, 17 à Oxfordshire et 19 à Warwickshire (Given, 1977). Le taux comparable pour l'Angleterre et le pays de Galles, en 1974 est de 1,97 pour 100.000 habitants. Moins de vingt pour cent de ces chiffres concernent le banditisme ; la vaste majorité des cas reflète des bagarres entre voisins ou entre des habitants d'une localité et des étrangers. Dans l'Angleterre élisabéthaine (fin de XVI^e siècle), Cockbur (1977) rapporte des taux d'homicides sensiblement moins élevés : 7 pour 100.000 à Essex, 16 pour Hertfordshire et 14 pour le Sussex. En ce qui concerne le XVII^e et le XVIII^e siècles, toujours en Angleterre, les taux « homicides, rapportés par Beattie (1974) calculés pour le Surrey (qui inclut Londres au sud de la Tamise) se lisent comme suit : 1963-65 : 0,61 ; 1960-94 : 5,3 ; 1722-24 : 2,3 ; 1780-84 et 1795-1802 : moins de 1,0 (toujours pour 100.000 habitants). Les fluctuations correspondent à des périodes de fin de guerres (le pays a connu six guerres entre 1690 et 1802) qui a amené des bandes de soldats ou de matelots démobilisés à Londres. On constate néanmoins et à long terme, un déclin manifeste du taux d'homicide.

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ DE VIOLENCE EN ANGLETERRE

EVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ DE VIOLENCE EN ANGLETERRE

Indicateurs des homicides en Angleterre du XIII^e au XX^e siècle. Chaque point représente un taux qui couvre plusieurs années ou plusieurs décennies. (Gurr, 1981, p. 313)

Dès le début du XIXe siècle, on dispose des statistiques criminelles systématiques. D'après Gatrell (1980), le taux des individus jugés pour crimes contre la personne est tombé de 12,3 pour 100.000 en 1836-40 (Cours supérieures) à 9,0 en 1896-1900 et à 7,7 en 1906-1910. Durant la même période, les homicides déclinaient de 1,4 pour 100.000 en 1856-60, à 0,8 en 1906-10. Pour les coups et blessures, le déclin durant le même laps de temps est de 408 pour 100.000 à 135 cas. Pour cet auteur, ce déclin dramatique ne peut pas s'expliquer par la menace pénale. C'est d'une véritable transformation qu'il s'agit. C'est l'effet civilisateur de l'éducation, de la religion, des réformes de l'environnement, de l'habitat, etc. (Gatrell, 1980). D'après les travaux de Peirce, Grabosky et Gurr (1977), le déclin de ces mêmes taux continuait durant la période allant de 1870 à 1930. Le taux de meurtres et d'homicides volontaires tombait de moitié (de 0,5 pour 100.000 en 1870), celui de coups et blessures et de tentatives de meurtres de 5,0 à 1,5 pour 100.000. La tendance se renverse cependant à partir des années 40 : de 0,5 en 1950, le taux d'homicide monte, à Londres, à 2,0 pour 100.000 habitants en 1970. La comparaison est encore plus frappante en chiffres absolus : de 18 cas de meurtres et de 22 cas d'homicides en 1950, Scotland Yard rapportait 127 cas de meurtres et 15 d'homicides en 1974. La hausse des coups et blessures fut spectaculaire durant la même période : de 10 pour 100.000, on comptait en 1974, 120 !

Le graphique no 1, emprunté à Gurr (1981), illustre, par sa courbe, la tendance descendante de la criminalité violente de Grande Bretagne. Interprétant cette courbe, l'auteur souligne les limitations suivantes : excepté pour le XVe et le XIXe siècles, les chiffres ne sont pas basés sur les crimes connus par l'appareil judiciaire (tribunaux anciennement, police récemment) mais sur les inculpations. De plus, les données sur la population de base sont approximatives avant le XIXe siècle. Néanmoins, la tendance est nette, malgré ces réserves. La criminalité de violence est de 10, voire de 20 fois inférieure aujourd'hui de ce qu'elle fut au Moyen-âge. L'auteur avance l'hypothèse selon laquelle la chute du taux des homicides constitue une tendance à long terme dans la société anglaise. Cette tendance n'exclut toutefois pas l'existence de cycles : accroissement manifeste durant la période éli-

sabéthaine et au début du XIXe siècle, en particulier à Londres. Resurgence du taux après 1950.

Nous nous contentons de l'exemple anglais et renvoyons le lecteur à Chesnais (1980) pour des données française, à Lane (1979) pour les données américaines. Dans ce dernier pays, notons simplement la nette différenciation de taux d'homicides entre la population blanche et noire. Si la tendance, à la longue, est à la baisse chez les blancs, comme en Angleterre, celui de la population noire est nettement à la hausse. Van Manen (1977) relève des taux d'arrestation pour accusation d'homicide, entre 1890 et 1970, à Washington D.C., pour les noirs comme pour les blancs. Es se lisent comme suit : 1890-99, 2,9 (blancs) contre 9,1 (noirs) ; 1910-19, 5,1 (blancs) contre 20,0 (noirs) ; 1930-39, 6,3 (blancs) contre 36,1 (noirs) et 1960-70, 5,0 (blancs) contre 25,4 (noirs).

Les données américaines indiquent, pour les dernières centaines d'années, des mouvements cycliques. De 1900 à 1930, la tendance est à la hausse ; le taux se stabilise ensuite pour reprendre une ascension après 1965. D'après Gurr (1981) la part des noirs explique pour l'essentiel cet accroissement, le taux des populations blanches variant très peu. On note aussi le rôle des vagues d'immigrants avant la première guerre mondiale (en particulier des Irlandais) qui contribuaient massivement à des variations conjecturelles à la hausse des taux de crimes de violence.

Certaines études américaines offrent quelques interprétations concernant les causes du dernier accroissement (cyclique) de la criminalité de violence dans leur pays. Notons avec Brenner (1976) que la réduction momentanée de l'emploi (donc le chômage) fait accroître le taux de violence, qu'une population urbaine déclinante témoigne une corrélation positive avec la criminalité de violence (Jacob et Lineberry, 1980) : D'une façon surprenante, il y a absence d'une corrélation entre ces taux et l'accroissement (ou la variation) de la proportion des jeunes alors qu'il y en a avec celle des noirs.

Terminons cet aperçu par un regard sur la scène contemporaine. Archer et Gartner (1976) ont établi l'incontestable influence des guerres sur l'accroissement des meurtres et des homicides. De 15 pays bel-

ligérants, Il ont presque doublé leur taux d'homicide à la suite de la seconde guerre mondiale. Selon ces auteurs, la guerre tend à légitimer l'homicide et inflige un revers à la tendance de « civilisation » progressive des instincts et des mœurs violentes que Elias (1978) et d'autres relèvent, au fil des siècles. Le phénomène le plus frappant est l'éclosion d'une vague de criminalité très forte durant et à la suite de la prospérité des années 60 et 70. Ainsi, par exemple à Stockholm, affirme Gurr (1977) après 1950, le taux d'accroissement de meurtres et de tentatives de meurtres est de l'ordre de 600%, de coups et blessures de 300%, des viols, également 300%, des cambriolages avec violence, de 1000% ! En Allemagne occidentale, en France et en Autriche, Gurr note un accroissement abrupt du taux de délits de violence après 1970. Le même auteur nous met cependant en garde contre toute généralisation abusive : ce cycle qui est si évident dans les pays de langue anglaise et en Scandinavie, ne s'observe ni en Italie, ni en Suisse, ni au Japon et pas non plus dans les pays socialistes d'Europe centrale et orientale (voir en particulier Clinard, 1978 ; Redo, 1981 et le Séminaire régional de Visegrad, 1981).

Il n'est pas facile de proposer une interprétation d'un phénomène aussi complexe et qui s'étend sur des pays ou régions aussi nombreux et variés. Nous pouvons reprendre, avec certaines réserves, un certain nombre d'idées qui, toutes, devraient subir l'épreuve de vérification dans des contextes historiques et socio-culturels qui leur est propre. Il y a, d'abord, une augmentation, à long terme, de l'aversion à l'égard de la violence (ce que Soman (1980) appelle le *sensitization to violence*), qui va de pair avec une intériorisation des contrôles psychologiques et socio-culturels concernant la « répression » des impulsions violentes à l'occasion du règlement des conflits sociaux et inter-personnels. Il y a également la dislocation des structures sociales, l'accroissement subit du stress, suite à des mouvements de modernisation, d'urbanisation et d'industrialisation, surtout dans leur début. L'homme et la société ont une capacité d'adaptation notable aux nouvelles circonstances de vie. Mais cette capacité est surdéterminée par des traditions historiques de groupes ethniques, etc. Il n'y a donc pas de modèles ou de schèmes généraux d'application universelle, assurant une explication universelle... S'il n'y paraît pas de relation nette entre la proportion des jeunes dans une société et le taux de délits de violence, c'est que les jeunes font l'objet d'un encadrement systématique soit par le système sco-

laire (sociétés occidentales), en plus de la famille, soit par la condition de travail (dans les sociétés en voie d'industrialisation). La combinaison de ces conditionnements est suffisamment puissante pour socialiser les jeunes dans des habitudes non-violentes lorsqu'il s'agit de régler des conflits divers. Mais lorsqu'une crise de valeur ébranle ces grandes institutions de socialisation, dans ces conjonctures historiques particulières, le rôle des adolescents dans le mouvement ascendant de la criminalité violente, peut assurément être plus que notable.

Nous pouvons également rapporter l'avis de Gurr (198 1) lorsqu'il affirme que la lente pénétration des moeurs et modèles culturels de conduites et de relations interpersonnelles propres aux classes moyennes inhibent des solutions agressives des conflits interpersonnels dans les couches de plus en plus larges de la société. Beaucoup ont noté l'absence ou la faiblesse des classes moyennes dans les pays qui recourent à la violence dans les processus politiques et sociaux. La relative séparation culturelle de la communauté noire américaine de la société blanche expliquerait, au moins partiellement, sa plus grande propension à la violence. Le graphique suivant illustre la position des jeunes dans le processus de socialisation au sein de la société globale et 'indique les pressions dont ils peuvent faire l'objet. La conséquence de ces pressions, changeant les instances de socialisation des aînés vers les pairs, des sous-cultures de travail vers les sous-cultures de loisir, peuvent constituer dans certaines conjonctures historiques, des sources ou des forces d'explosion considérables.

Action des forces misotropes et néotropes

Transmission des valeurs du milieu de travail : <i>forces misotropes</i>	20-30 ans
Transmission des valeurs des pairs : <i>forces néotropes</i>	10-20 ans
Transmission des valeurs parentales : <i>forces misotropes</i>	0-10 ans

Action des forces misotropes et néotropes
Szabo et al., 1972

Jusqu'à présent, nous avons tenté d'indiquer, dans une perspective historique, les mouvements de la criminalité de violence et quelques hypothèses qui expliqueraient les fluctuations ainsi que sa baisse séculaire. On est frappé du caractère approximatif et peu précis des explications qu'offre l'analyse des mouvements historiques. Une autre source de connaissance, l'écologie, peut contribuer à éclaircir, un peu plus, ces mouvements et ces variations. Dans une étude particulièrement bien documentée, Cohen et Felson (1979) partent de la perspective d'analyse écologique d'Hawley (1950). Celui-ci distingue, dans chaque communauté spatio-temporelle, trois composantes : le « rythme » qui se réfère à la périodicité et à la régularité d'une activité (telle que la navette par exemple du domicile au lieu de travail) ; le « tempo » qui se calcule à partir de nombre d'événements rapportés à un moment temporaire précis (par exemple le nombre des actes criminels perpétrés dans une rue par jour ou par heure) et, finalement, le « timing », c'est-à-dire la coordination entre diverses activités plus ou moins interdépendantes (telles que les rythmes d'activités des agresseurs (potentiels) ou des victimes (potentielles) (Hawley, 1950). Les auteurs estiment que l'absence d'analyses écologiques est responsable pour une bonne partie des imprécisions des théories explicatives des mouvements de la criminalité dans le temps comme -dans l'espace. Ainsi ils examinent, à partir des données américaines, les relations statistiques qui existent entre le nombre d'agresseurs/délinquants potentiels, la quantité de cibles susceptibles de faire l'objet d'agression et la présence (ou l'absence) de protection/gardiens sur les lieux. Leur hypothèse est la suivante : la probabilité qu'une agression survienne à un lieu et à un moment donné est fonction de la convergence de la présence des agresseurs potentiels, des cibles possibles et de l'absence de surveillance ou de protection de ces dernières. La nature de la relation écologique est « prédatrice » entre agresseurs et victimes. Cette relation s'explique par les variations, in situ, des trois facteurs précités. Les variations dans les taux de criminalité, dans le temps et dans l'espace, aux Etats-Unis, semblent rendre compte de ces variations suivant l'hypothèse écologique des auteurs. L'amélioration substantielle de l'emploi, du niveau de vie, celui de l'instruction, etc. dans la décennie 1960-70 allait de pair avec l'augmentation de la criminalité prédatrice. Cette augmentation co-variait, toutefois, également, avec l'accroissement structurel des cibles et la diminution, également structu-

relle, des systèmes de protection de ces cibles. L'analyse de l'accessibilité des biens non-gardés ou surveillés permet des conclusions sans équivoque. Les auteurs suggèrent même que cet accroissement aurait un effet multiplicateur, c'est-à-dire que l'offre des biens/cibles pour le prédateur potentiel démultiplie (peut-être géométriquement) les occasions et l'accomplissement des actes criminels. Ainsi, par exemple, les meilleurs prédicteurs de criminalité sont constitués par la proportion des logements familiaux dans une zone écologique donnée. En concentrant l'attention sur l'acte criminel plus que sur le criminel lui-même, l'analyse écologique des relations symbiotiques entre agresseurs et victimes potentiels ouvre des perspectives intéressantes. La conclusion des auteurs vaut la peine d'être rapportée : « l'accroissement substantiel des occasions d'actes prédateurs a détraqué, inhibé la capacité de cette même société, de faire fonctionner ses propres mécanismes de contrôle social. Ainsi, par exemple, il peut être difficile pour des institutions (de justice pénale) d'accroître la certitude, la célérité et la sévérité de la rétorsion et de la punition devant l'accroissement énorme de la certitude, de la célérité et des récompenses gagnées par des activités prédatrices » (Hawley, 1950). Le taux de criminalité impunie, qui varie entre 30 et 70% suivant les types de délits, des périodes historiques et des régions ou pays, ne contredit pas, loin de là, cette assertion. Et les auteurs ajoutent, pour terminer, qu'il peut être paradoxal, mais exact que les variations à la hausse du taux de criminalité (y compris celui de la violence) ne va pas de pair seulement avec les crises dans le processus de socialisation ou dans l'économie de bien-être. Elle peut varier aussi, en fonction de la prospérité et de la liberté qui connaissent, durant certaines périodes, des expansions substantielles.

Nous terminerons cette première partie de notre exposé en représentant les trois vecteurs dont il faut tenir compte, à la lumière de l'exposé qui précède, lorsqu'on abordera l'analyse de la prévention. On note l'accent mis sur l'acte en fonction des opportunités, des chances qu'offre d'une part la richesse à acquérir illégalement et, d'autre part, l'efficacité protectrice de l'appareil de la justice pénale. Notons la différence de perspective qui se dégage de cette approche, comparée à l'accent mis sur l'étude de la motivation du criminel, en vue de sa resocialisation éventuelle. Sans vouloir entrer ici dans le vif de débats entre criminologues, il faut souligner, néanmoins, l'intérêt de réajus-

tement de cette perspective. Celle-ci convient, en particulier, à l'étude de la prévention qui constitue un objectif différent (complémentaire certes, mais néanmoins différent) de celui de la resocialisation. Tant qu'on voulait « disposer » du délinquant, l'accent fut mis, forcément, sur sa personnalité, sur les forces et les facteurs qui la forment et l'influencent. Si l'on met l'accent sur la prévention, il faut s'interroger sur les forces et les facteurs, les motivations de tous ordres qui peuvent le détourner de l'acte criminel. D'où l'intérêt primordial dans l'analyse, porté à l'acte, ses circonstances précises, son contexte situationnel. L'acte criminel est vu comme une opportunité, une chance à saisir de préférence à d'autres non interdites par la loi. C'est en envisageant l'analyse criminologique en fonction du concept et des stratégies de prévention que nous aborderons des parties subséquentes.

B) LA PRÉVENTION : CONCEPTS

[Retour à la table des matières](#)

Dissuader chaque membre d'une société, chaque citoyen, à commettre des crimes dans l'accomplissement ou la réalisation de ses désirs (qui, souvent, peuvent être légitimes) est l'objectif même des peines que précise le droit pénal. Cette menace, précisée dans l'arsenal des peines, doit peser, dans l'esprit du législateur, sur la volonté ou la tentation de chacun de nous à accomplir un acte prohibé (ou respecter la valeur protégée). Le monopole de la force au service de la sanction

qu'exerce l'État donne de la crédibilité dans l'exécution de cette menace. L'application des lois, « law enforcement », terme utilisé pour l'action policière, constitue la première et la plus importante promesse d'exécution de cette menace. L'appareil judiciaire (parquet et tribunal) constitue la seconde ligne de défense (ou d'attaque, car le parquet a l'initiative des poursuites en matière pénale), et les institutions correctionnelles (dépôts, prisons, pénitenciers, probation, liberté surveillée, régimes de semi-liberté, etc.) constituent le troisième maillon d'une chaîne d'intervention qui concrétise et sur lequel prennent appui la menace pénale, la dissuasion générale.

Le citoyen est donc confronté à un choix, précise M. Cusson respecter la loi, sinon en payer le prix (Cusson, 1983) ou comme le remarque Peyrefitte (1981) : « La répression est à la prévention ce que le contrôle financier a posteriori est au contrôle financier a priori ». En assortissant d'interdits des actes qui menacent un certain nombre de valeurs chéries par la société, celle-ci proclame la désirabilité de ces valeurs et punit ceux qui y contreviennent.

La dissuasion générale repose sur le postulat que les comportements humains étant motivés par des stimuli (« incentives »), un accroissement de la certitude de la détection, de l'arrestation et de la punition, démotive et décourage l'homme à poser des actes prohibés par la loi. L'exemplarité de l'application des lois aux criminels est censée dissuader le reste de la société à emprunter le même chemin (Blumstein et al., 1978). La logique et le sens commun assurent ainsi que le nombre des crimes variera inversement avec la certitude des peines ainsi qu'avec leur sévérité.

Traditionnellement, la pensée criminologique refusait d'accepter, sans preuve autre que la logique et le sens commun, le postulat à la base de la dissuasion générale (voir pour les éléments du débat Bouzat et Pinatel, 1970). Pourtant, depuis une dizaine d'années, souligne Cusson (1983), une série de recherches ont établi avec précision le fait que « plus la probabilité d'être arrêté, condamné et emprisonné est forte dans un territoire donné, plus le taux de criminalité est bas » (Cusson, op. cit. p. 157). Les problèmes méthodologiques de mensuration sont considérables dans ce genre de recherche et ce n'est pas le lieu de s'y étendre (voir surtout Nagin, 1978). L'indice le plus sûr

semble être celui des arrestations (donc des condamnations). La menace policière renforce le plus certainement ainsi le respect de la loi pénale. A l'exception des homicides, la sévérité des peines ne semble pas présenter une relation de causalité certaine avec la dissuasion. Il n'est pas inutile de citer ici les conclusions de Nagin (1978) qui affirme, à la suite d'une analyse approfondie des études empiriques consacrées à la vérification des effets de la dissuasion générale (police, cours, prison), qu'on ne peut pas confirmer, scientifiquement, l'importance de ses effets. L'accent est sur l'importance (dans le sens de la quantité) et on voit mal comment on pourrait justifier scientifiquement l'accroissement de la sévérité du système de sanction pénale en l'absence de cette évidence empirique.

Un problème différent est posé par l'évaluation des effets de la dissuasion spéciale. Elle se définit par sa capacité de détourner d'une nouvelle agression un individu déjà condamné. On présume qu'ayant subi une peine, le délinquant potentiel se détourne de la récidive. Et par voie de conséquence, tous ceux qui ont subi les rigueurs de la loi s'abstiennent désormais de commettre des actes illégaux. Si l'on se tourne vers les chiffres concernant la récidive, les criminologues ont de quoi mettre en doute la portée de la dissuasion spéciale : suivant les types de délits et délinquants, le taux de récidive varie entre 30 et 60%. Les études cliniques indiquent même que plus un individu fut puni par le passé, plus il est susceptible de récidiver. Cette donnée fut la pierre d'achoppement dans le débat entre criminologues et pénalistes : quelle valeur peut-on attacher à la qualité dissuasive de la peine auprès des récidivistes ? M. Cusson examine les arguments et il est intéressant d'apporter ici son interprétation (Cusson, 1983, p. 164). Selon lui, « plus un homme est puni, plus, au départ, il avait une forte propension au crime ; la récidive qui en résulte ne serait donc pas due aux peines mais aux caractéristiques initiales de celui qui la subit ». De plus, d'après Wilkins (1969), certains types de traitement (ou de sanctions) sont « efficaces », ont des effets souhaités pour tel ou tel type de délinquants. Or, il est très rare qu'il y ait une identification scientifiquement justifiée au préalable, de tel type de sanction à tel type de délinquant. L'appréciation de la gravité de l'acte demeure, plus encore aujourd'hui que dans un passé récent, le critère majeur retenu dans l'imposition d'une peine. Cusson (1983) insiste sur les effets inéliminables de la présélection : « plus un délinquant subit une mesure

contraignante (la prison plutôt que la probation ; la probation plutôt que l'admonestation, etc.) plus il aura tendance à récidiver parce que ceux qui subissent les mesures les plus contraignantes ont, au départ, de plus fortes possibilités de récidive que les autres ».

Cusson, M. (sous presse)

D'après Gibbs (1975), la chaîne causale de la dissuasion peut être représentée comme suit : certitude objective de la peine, perception de la certitude de la peine, dissuasion, criminalité (voir Cusson, p. 192, pour tableau 3). Le point stratégique dans cette série d'instances est celui de la perception ou « connaissance ». Étant donné l'ignorance du public général des dispositions du code pénal, voire même

du fonctionnement de l'appareil de la justice pénale, quelle valeur attacher à ce facteur de « connaissance » ? D'après Cusson, cette valeur est différente suivant que l'on se trouve devant la vaste majorité du public qui, par inclination, observe les lois ou devant cette petite fraction qui, par sa vie criminelle, est responsable de la majorité des actes criminels (voir les études sur les carrières criminelles, par exemple Wolfgang et Figlio, 1972). Dans le cas de ces deux catégories d'individus, la connaissance peut n'avoir qu'un effet très faible : elle n'est tout simplement pas pertinente pour la vaste majorité des « conformistes ». Elle est, par ailleurs, neutralisée par des facteurs neuro-psycho-sociaux pour la minorité récidiviste. Il y aurait cependant une troisième catégorie du public, une sorte de zone grise qui peut se faire tenter par l'acte criminel si les risques sont minces et les compensations élevées. C'est à l'égard de ce groupe-là que, suivant M. Cusson, la dissuasion générale mais aussi la dissuasion spéciale (délinquants primaires) peut jouer un rôle effectif. Toujours d'après la même étude de Wolfgang et al. cette catégorie de délinquants primaires peut s'élever jusqu'au tiers d'une cohorte d'âge. En insistant sur

l'existence de cette exemplarité restreinte Cusson tient ferme à l'hypothèse suivant laquelle la dissuasion pénale a une portée certaine en matière de prévention. Dans les sous-cultures délinquantes ou déviantes, la connaissance de la certitude de la sanction intervient dans le calcul réaliste du risque à assumer lors de la commission d'un acte criminel. Le phénomène de contagion joue ici comme ailleurs. Il est manifestement en faveur de la dissuasion : plus la certitude objective de l'arrestation est élevée, plus les délinquants et les délinquants potentiels font une estimation élevée des risques. Par voie de conséquence, plus ces estimations seront élevées, plus bas sera le taux de criminalité (Cusson, 1983).

En insistant sur le réalisme des délinquants (surtout ceux qui ne sont pas encore confirmés définitivement dans la carrière), notre auteur présume l'efficacité de l'appareil répressif pénal. Or, les taux d'élucidation des délits graves comme des vols qualifiés ou des cambriolages varient dans les grandes villes occidentales, entre 10% et 30% suivant les cas. Étant donné la philosophie des cours pour mineurs qui recourent seulement « in extremis » au placement institutionnel, la chance d'un jeune délinquant d'être appréhendé et de subir une peine privative de liberté est de 1 sur 150 ; le risque de subir une peine sévère est de 1 sur 750 à Chicago (Murray et Cox, 1979).

Le doute subsiste donc largement quant aux effets précis de la dissuasion générale ou spéciale. Le sens commun comme la sagesse des nations nous enseignent, toutefois, qu'on ne dispose d'aucun substitut acceptable par la vaste majorité des citoyens ou des législateurs, malgré des mises en garde que présentent, en ordre dispersé, les recherches criminologiques. Vouloir trop prouver dans un sens comme dans l'autre, ne sert pas l'intérêt public. En particulier, comme nous le verrons par la suite, lorsqu'on réalise que toute mesure de prévention (aux effets mille fois incertains) a un coût matériel et administratif (en termes d'ajustement à des nouveautés) considérable. La riposte pénale à l'augmentation de la criminalité recourt d'ordinaire à la plus contestable des mesures : l'augmentation de la sévérité des sentences, par la réduction du pouvoir d'appréciation du magistrat. Ce fut la politique des « flat sentencing » introduite dans une série d'États américains depuis 5-6 ans, cela fut aussi une des propositions les plus contestables de la législation « Sécurité et liberté », qui vient d'être abrogée en

France (Fogel, 1982). Parce que le moins coûteux, on se contente de la mesure la moins efficace, sans aborder la terre incognito de l'expérimentation pour évaluer, concrètement, les mesures qui dissuaderaient au qui préviendraient la criminalité. C'est pourtant dans ce domaine à peine défriché qu'il faut chercher, résolument, les moyens de progrès modestes que ni l'esprit, ni la lettre de la loi ne sont en mesure d'assurer.

Avant de passer à la troisième partie, consacrée à l'examen des stratégies de prévention, terminons cet aperçu sur la dissuasion générale et spéciale, par une remarque terminologique. Nous tombons d'accord avec M. Cusson qui réserve le terme « prévention » à la dissuasion (générale et spéciale) accompagnée des effets éducatifs de la loi pénale. Celle-ci ne peut avoir des effets éducatifs que dans la mesure où elle exprime l'attachement aux valeurs profondément enracinées dans la conscience collective. D'après Durkheim (1960), la force de cet attachement maintient la cohésion sociale. Sa faiblesse, voire sa disparition, voue à l'échec toute prévention véritable. Une loi déracinée de la conscience collective n'est que répressive et tyrannique. La prévention n'a de valeur ou de sens que dans la mesure où elle se, réfère à des valeurs véritablement vécues des citoyens. Le caractère problématique des mesures concrètes de prévention dans le contexte macro-sociologique contemporain sera envisagé dans la quatrième et dernière partie.

C) LES STRATÉGIES DE PRÉVENTION

[Retour à la table des matières](#)

Si nous avons envisagé, précédemment, la dissuasion dans son principe même, c'est-à-dire comme la raison d'être du système de justice pénale qui concrétise cette menace pénale au service des valeurs chéries par la communauté, ici, nous limiterons notre champ d'intérêt à l'exposé des stratégies de prévention. Nous laisserons de côté les problèmes posés par la disposition du condamné, une fois arrêté et jugé. Ainsi, nous ne traiterons pas de la resocialisation, de l'organisation et de l'efficacité de l'appareil judiciaire (sentencing) et correction-

nel, sujets pourtant pertinents en vue de la dissuasion générale ou spéciale. Nous nous concentrerons sur des mesures (stratégies et tactiques) qui visent à réduire ou à contrôler des actes criminels avant que l'appareil de protection judiciaire ne soit saisi. Exception est faite de la police dont l'activité pro-active (intervention avant l'occurrence d'un crime) retiendra notre attention. Nous concentrerons notre intérêt surtout sur les mesures défensives à l'échelle de la communauté.

Avec Petrunik (1982), nous pouvons distinguer entre deux approches de la prévention. Il y a celle qui se base sur le système de justice pénale et celle qui s'appuie sur la communauté. Ces deux approches peuvent encore être subdivisées entre celle qui est axée sur le criminel et celle qui est axée sur la victime et son milieu. Dans la première perspective, on tente d'influencer les motivations et la conduite du délinquant (aussi bien avant qu'après l'action judiciaire). Dans la seconde perspective, on envisage des mesures défensives qui visent à réduire le risque d'une victimisation en prévoyant l'accroissement des mesures de protection du public. Le tableau emprunté à Petrunik (1982), résume bien la perspective dans laquelle nous plaçons notre analyse (l'approche no 2 du tableau).

On peut classer les programmes défensifs en deux catégories ceux qui touchent à l'« espace défendable » et à l'aménagement du milieu et ceux qui concernent les situations susceptibles d'induire au crime.

Depuis des temps immémoriaux, l'homme aménageait son espace habité en fonction des critères de sécurité. L'épaisseur des murs, des grilles sur les fenêtres souvent placées à des hauteurs inattaquables de la rue, sont là pour nous rappeler cette réaction défensive de nos ancêtres. Qui ne se rappelle des murs hauts, couverts de fils barbelés ou de tessons de bouteilles ? Avec l'accroissement de la sécurité urbaine, les habitations furent « désarmées », surtout en Amérique du Nord et dans l'Europe du Nord-Ouest. La dernière vague de criminalité, provoquant la peur et l'insécurité, a remis sur le tapis le problème de la protection physique des habitations et des espaces vitaux dans les villes. C'est le livre de Newman (1973) qui symbolise le mieux cette prise de conscience subite sur la vulnérabilité de l'habitat urbain. Il note le déplacement massif des populations noires du sud rural vers les zones mé-

tropolitaines du Centre et du Nord. Afin de loger cette multitude, les autorités municipales, avec l'aide des subventions fédérales, construisaient des logements subsidiés (« public housing »). Ceux-ci furent concentrés dans des zones peu attrayantes des centres urbains, sillonnées d'autoroutes, de rails de chemins de fer et, à cause des prix élevés du terrain, construits en hauteur. Étant donné par ailleurs la prépondérance des familles uniparentales (les maris ou concubins étant absents) et nombreuses, la difficulté d'emploi pour des adolescents sans scolarité ou formation professionnelle suffisantes fut considérable. Une vaste population marginalisée s'est ainsi installée dans les centres-villes des métropoles américaines. Vivant d'allocations de bien-être social, ne jouissant que de (très) peu d'équipement social (parcs, centres de loisirs, etc.) dans leurs quartiers surpeuplés, ces populations noires, renforcées souvent par une immigration caraïbe et mexicaine (ces derniers surtout en Californie), constituaient une population « dangereuse ». Celle-ci a tôt fait de chasser les populations blanches qui se déplaçaient massivement vers les banlieues lointaines.

Dès 1960, Jacob (1961) attirait l'attention sur l'importance du « regard dans les rues » (*eyes on the street*), dans la prévention d'attaques criminelles. La police ne peut presque rien sans l'existence de ces réseaux informels de relations qui maintiennent un contrôle volontaire à l'échelle des rues et du quartier. Ces habitations bon-marché, construites en forme de tours, furent très rapidement identifiées comme la source majeure de l'écroulement des contrôles spontanés, « naturels ». C'est dans l'ouvrage de Newman (1973) que se précise le concept d'un milieu résidentiel qui est censé inhiber la criminalité en aménageant l'habitat comme une expression d'un milieu social préparé à l'autodéfense. Avec l'appui du gouvernement fédéral, les idées développées par Newman, qui est architecte et spécialiste de l'aménagement urbain, furent mises en application dans plusieurs projets. Le but de Newman est de renforcer le sentiment d'appartenance des habitants du quartier en facilitant la surveillance de celui-ci et de contrecarrer la création des « ghettos » ethniques en dispersant les habitations bon-marché à travers le tissu urbain. Des rangées de maisons devaient faire face à la rue et les voies d'accès aux immeubles devaient être restreintes. Des espaces communautaires, situés près des immeubles, peuvent faire l'objet de surveillance par des habitants eux-mêmes. Newman désirait restaurer la fonction protectrice traditionnelle de l'habitat en

réorganisant ses caractéristiques tenant compte des besoins sécuritaires (Newman, 1973). De nombreux projets furent réalisés à partir de ces idées. Ainsi, par exemple, les Clason Point Gardens dans le Bronx du Sud ont pu réduire de 50% leur criminalité. Les études de Waller et Okihiro (1978) et bien d'autres rapportent des diminutions notables de la victimisation dans les quartiers où l'aménagement physique tient compte des critères séculaires (éclairage, surveillance, équipement de loisirs, etc.).

Approches à la prévention du crime et de la délinquance.

	Fondées sur le système de justice	Communautaires
Axées sur l'infracteur	Incarcération en vue de neutraliser ou de traiter l'infracteur ; probation ; libération conditionnelle.	Programmes d'aide économique, de formation et de counselling A l'intention des infracteurs en puissance ; quelquefois appelés programmes de prévention « active » du crime.
Approches défensives axées sur la victime et le milieu.	Patrouilles de police et tactiques d'enquête.	Education des victimes en puissance ; dispositifs de sécurité (serrures, etc.) ; aménagement du milieu et conception architecturale appropriée.

Petrunik (1982, p. 24.

Bien qu'une publicité simpliste ait surtout insisté sur les améliorations sécuritaires dans l'aménagement physique de l'habitat, Newman tenait compte, prioritairement, des données socio-politiques, dans sa conception de la prévention. C'est en agissant sur la conscience des gens, grâce aux mesures d'aménagement, et de prévention que l'on peut espérer réduire la criminalité. Les données concernant toutes les mesures d'autodéfense, les informations sur leurs succès ou échecs,

doivent être suivies et évaluées par les autorités chargées de la stratégie de prévention. Ici comme dans d'autres domaines de la politique sociale (mesures d'intervention en matière sociale), les résultats sont inversement proportionnels à l'ambition du destin initial. Nous ignorons presque tout des mécanismes qui régissent des interactions aussi complexes que celles qui sont en cause. Ce n'est qu'une politique de (très) petits pas qui se justifie, accompagnée d'une évaluation systématique des effets des mesures prises.

A côté de la « défense de l'espace habité », inspirée de Newman, l'approche situationnelle caractérise une autre stratégie mise à l'épreuve surtout en Grande Bretagne, au fil des dernières années. Hough *et al* (1980) la définissent comme suit : la mesure est dirigée contre des crimes spécifiques ; elle implique la gestion, la mise au point et la manipulation du milieu immédiat où surgit le crime ; la démarche est systématique et, dans la mesure du possible, permanente ; et, finalement, elle est perceptible au plus large groupe possible de délinquants potentiels. L'objectif de cette stratégie n'est pas seulement la gestion de ces mesures tactiques. Il vise surtout à influencer la conscience des populations à l'égard de la prévention. Si le criminel professionnel d'habitude surmonte aisément les obstacles situationnels, il n'en va pas de même de la vaste majorité des délinquants occasionnels ou semi-professionnels. On peut dire que certains délits sont typiquement « situationnels » tels que le vandalisme, le vol dans les parcomètres ou les cabines téléphoniques par exemple. Le schéma emprunté de Clark (1980), illustre bien l'enchaînement causal à propos du vandalisme dans un contexte situationnel (Hough *et al.*, 1980).

Dans cette stratégie, le concept-clef est l'occasion (opportunity). Celle-ci dépend de l'accessibilité matérielle, physique d'une part et du bas risque d'identification et d'appréhension d'autre part. Afin de rendre l'occasion moins attrayante, on prévoit huit catégories de mesures (voir Hough *et al*, 1980, pp. 5 et suivantes).

1) Accroissement de la défense des cibles (target hardening), par recours à un ensemble de techniques telles que les cadenas, les matériaux incassables et résistants à la peinture, le placement de grilles protectrices, etc. Cette tactique a permis de réduire considérablement

les vols de voitures, l'effraction dans les cabines téléphoniques par exemple.

2) Élimination ou le retrait de cibles du milieu a prouvé son efficacité dans la suppression du comptant (« cash ») lors des transactions financières, la réduction du temps d'entreposage du fret dans les gares, aéroports et ports, le découragement de la pratique de l'auto-stop, etc.

3) Suppression des moyens pour commettre des crimes. Dans cet ordre d'idées, le succès le plus spectaculaire fut la prévention -de la piraterie aérienne par le contrôle des armes. Le contrôle des armes à feu dans beaucoup de pays sert le même objectif. Dans les bars où beaucoup de coups et blessures ont lieu à la suite de bagarres, on remplace les bouteilles et les verres par des objets en plastique. En Australie, on expérimente des alcoolmètres qui, liés au mécanisme de démarrage des voitures, empêchent des personnes en état d'ébriété de prendre la route.

4) En diminuant les profits tirés des objets volés, on parvient à réduire les délits contre les propriétés. Des marques rendent le travail des receleurs bien difficile. Les cartes d'identité avec photo, requises lors de l'utilisation des cartes de crédit se sont avérées efficaces. La pénétration des milieux des receleurs par la police brise la confiance entre ces derniers et les clients, pourvoyeurs en marchandises volées.

5) La surveillance, en plus des patrouilles de police, par des groupes de citoyens ou les firmes privées de sécurité est d'une grande utilité. Le principal problème concerne ici le coût de ces mesures.

EXPLICATION DU VANDALISME

6) Surveillance naturelle (schème souhaité par Newman) : les communautés s'autosurveillent. L'amélioration de l'éclairage public semble avoir plus de rendements que l'aménagement physique des lieux. La réaction naturelle, spontanée du public à l'égard des actes qui peuvent s'avérer des crimes, est très mesurée, timide, frisant l'abstention.

7) La surveillance par des employés semble avoir plus de potentiel que la surveillance par le public en général. Les concierges, les gardiens de nuit, de parking, etc. Les autobus ayant deux employés à bord sont plus sécuritaires que ceux occupés par le chauffeur seulement. Si les accompagnateurs adultes de groupes scolaires en excursion recevaient un billet gratuit, le vandalisme dans les trains diminuerait. La télévision en circuit fermé, installée dans certains métros a également des effets positifs en décourageant les vols et les agressions.

8) La gestion défensive du milieu social est la dernière tactique mentionnée. Il s'agit de coordonner toutes les ressources humaines en une activité préventive. Ainsi par exemple la coopération entre la police et les dirigeants des clubs de « supporters » lors des matches de football pour réduire la violence et le vandalisme. La coordination des heures de fermeture des bars et des transports publics réduit les occasions de vandalisme en état d'ébriété. La suppression de l'école buissonnière réduit non seulement le potentiel pour vandalisme mais également celui des vols aux grands magasins. L'imposition des casques protecteurs aux motocyclistes joue, sans qu'on l'ait prévu, dans la réduction des vols de motos...

Cire et al. (1977) rapportent les résultats d'une expérience réalisée à Seattle. Trois-quart des cambriolages ont lieu dans les quartiers résidentiels, en majorité unifamiliaux et où plus du tiers des maisons ont des portes ou fenêtres ouvertes. La plupart des cambriolages sont perpétrés durant le jour en l'absence des occupants ; ils ont eu lieu sans témoins. La plupart des biens ne sont pas marqués et les seules restitutions se réalisent dans les rares cas où un témoin a pu identifier l'agresseur. A la suite de cette étude, on a recommandé la surveillance des quartiers par des voisins, le marquage des objets de valeur, l'assistance technique pour rendre les habitants plus sécuritaires.

Un des objectifs que soulève l'approche situationnelle concerne le possible déplacement des cibles : celles-ci étant plus protégées, d'autres seront sélectionnées par les malfaiteurs. L'observation tient vraisemblablement lorsqu'on a affaire aux réseaux de crimes organisés. La stratégie préventive situationnelle est surtout efficace en face des criminels occasionnels. Hough et al. (1980) résument les objections, en y

répondant, à l'égard de la stratégie préventive qu'ils préconisent. Ces mesures s'inscrivent dans la perspective des petits-pas que nous préconisons déjà ; elles ne sont évidemment pas exclusives par rapport à d'autres mesures préventives plus globales. « Ces mesures procèdent d'une vue déterministe de l'action humaine et trivialisent des conduites qui peuvent avoir des sources beaucoup plus profondes qu'une occasion propice »... objecte-t-on. Cela se peut, mais il ne faut pas sous-estimer non plus l'élément rationnel dans les motivations criminelles. D'autres objections sont relatives au coût d'application de ces mesures et au fait que les agresseurs s'adaptent (et surmontent) les nouvelles barrières. C'est bien rarement qu'un système de défense raisonné fut mis en place. Les coûts, s'ils sont inclus dans la construction ou la conception des objets à protéger, peuvent n'être point excessifs. « Le caractère atomistique, non organisé de la masse des victimes potentielles en milieu urbain constitue un obstacle presque insurmontable », observe-t-on. L'existence d'un « préposé à la prévention » dans les commissariats de quartier anglais répond au moins partiellement à cette objection. Grâce au contexte humain, à l'inspection des immeubles, des commerces, des services publics, etc. de son quartier sous l'angle de la prévention, cet officier de police joue un rôle de coordination indispensable. Un obstacle bien plus considérable réside dans l'indifférence du public au danger de la victimisation. Le propriétaire moyen d'un véhicule automobile n'est susceptible de se faire voler qu'une fois tous les 18 ans. Une habitation moyenne sera cambriolée une seule fois tous les 30 ans. Ces faits semblent expliquer l'attitude générale de négligence qui fait obstacle aux stratégies préventives situationnelles. Un problème spécial est posé par la victimisation des bâtiments ou installations publics. Les va et vient des groupes les plus divers qui les utilisent rendent une surveillance pratiquement impossible. Il est difficile de faire porter la charge d'une surveillance supplémentaire par les finances publiques.

Une difficulté additionnelle se présente lorsqu'on s'interroge sur le truchement par lequel ces mesures pourraient être mises en oeuvre. Il ne faut pas penser à introduire de nouvelles structures bureaucratiques. Parmi les services existants, la police semble être la plus appropriée pour coordonner et collaborer à toutes ces activités. Tous reconnaissent cependant les inconvénients de charger la police de cette tâche supplémentaire.

L'analyse de Gladstone (1980) concernant la prévention du vandalisme à Manchester est exemplaire car elle indique tout le potentiel de la stratégie situationnelle sans dissimuler les formidables obstacles que rencontre sa mise en oeuvre. En particulier ce qu'on a appelé la « gestion de la stratégie » et qui exige la coopération d'un très grand nombre de services (la bureaucratie des pays européens demeure toujours encore supérieure à celle d'Amérique du Nord), défie souvent les plus grands talents et les meilleurs volontés. Par ailleurs, le coût-efficacité de toutes ces mesures est tel que par rapport au coût du crime (le vandalisme par exemple), les autorités hésitent à s'engager dans l'action. Très souvent alors, le public doit apprendre à vivre avec ces inconvénients...

Plusieurs auteurs, comme bien des responsables de politiques sociales furent frappés par le simplisme caricatural des mesures préconisées en matière de prévention du crime. « Il n'y a qu'à », « il faut que »... sont des expressions qui ponctuent bien des débats publics lorsqu'il s'agit de recommander des mesures spécifiques. Cette attitude, largement répandue aussi dans le grand public, est alimentée par deux sources distinctes. D'une part, les spécialistes (originaires la plupart du temps des sciences humaines) ont une motivation « mélioriste » dans l'exercice de leur métier. Bien que les résultats de leurs recherches, les progrès théoriques de leur discipline soient extrêmement modestes, ils n'hésitent pas à faire preuve d'un véritable esprit magique, irrationnel (en tous les cas très imprudent) lorsqu'il faut recommander des mesures soi-disant « scientifiques » en matière d'intervention sociale ou psycho-sociale. Cet enthousiasme à mettre à l'épreuve de l'expérience des théories à peine esquissées, des stratégies d'intervention jamais expérimentées fut la cause de bien des déceptions et des déconvenues, parfois spectaculaires (Andrewski, 1973). A cette source s'ajoute une autre qui prend son origine dans l'impatience du public et des politiciens qui les représentent, à se débarrasser des problèmes sociaux irritants. Fincknauer (1982) désigne ce phénomène comme la « recherche de panacées universelles ». Se basant essentiellement sur l'expérience américaine des vingt dernières années, il analyse et dénonce le phénomène. Voici comment il illustre, schématiquement, ce phénomène de panacées universelles (schéma P. 191).

Effectivement, ces deux dernières décennies et demi correspondaient, dans ce pays, à un phénomène d'expansion économique sans précédent dans sa durée. Corollairement, on assiste ici à un accroissement notable du taux de criminalité, surtout d'actes criminels accompagnés de violence. Un troisième phénomène, tout à fait inédit celui-là, doit être relevé : c'est la sortie des sciences sociales de leur tour d'ivoire et leur audacieux (ou téméraire) pari d'accepter le défi de la prévention du crime. Toute une série d'expériences se sont déroulées alors, depuis la présidence Kennedy, culminant durant celle de Johnson, se normalisant durant le règne de Nixon, de Ford et de Carter, pour finalement entrer dans une crise finale très grave sous l'administration actuelle. L'évaluation des méthodes de resocialisation, censées diminuer le récidivisme, publiée par Martinson (1974) était seulement le révélateur d'une littérature de plus en plus nombreuse où l'on s'interrogeait sur les effets des interventions auprès des délinquants, soit avant soit après la commission d'actes délictueux. Déjà en 1974, Dixon et Wright reportaient à la « National Science Foundation » qu'il existait beaucoup trop d'évaluations pour pouvoir se prononcer sur les effets des programmes de prévention de la délinquance juvénile dont le financement coûtait aux contribuables plus de £ 11,5 milliards durant l'année fiscale de 1970. Quant au petit nombre de ceux qui furent évalués, les indications sont peu encourageantes. La plupart ne peuvent pas prouver incontestablement leur impact préventif. Lundman et al. (1976) rapportent le même son de cloche, après avoir procédé, eux aussi, à une évaluation des divers programmes de prévention, financés par les fonds publics.

Le prototype des programmes de prévention est, historiquement, le « Cambridge Somerville Youth Study », réalisé par le psychiatre-philanthrope Cabot en 1935. Deux groupes de jeunes délinquants, soigneusement pairés, furent l'objet de l'expérience. L'un des groupes recevait l'assistance de travailleurs sociaux, l'autre point. Powers et Witmer (1951) qui évaluèrent l'expérience, ont conclu sur l'absence d'effets démontrables des interventions sur le taux de récidive du groupe expérimental. La raison donnée est simple : aucune théorie, aucune méthode n'est susceptible de répondre à une aussi vaste multitude de cas-problèmes qui figuraient dans ce groupe très hétéroclite, qualifié de « délinquant ». Cette histoire est exemplaire car dans beaucoup d'autres domaines où une intervention corrective eut lieu, durant

ces vingtaines d'années, l'effet « panacée » était, intentionnellement ou non, présent.

(Finckenaue, 1982, p. 5)

Panacée : le scénario

National Advisory Commission on Criminal Justice Standards and Goals, Juvenile Justice and Delinquency Prevention (Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1976), p. 23.

Si l'intervention fut organisée auprès d'une population déjà pré-sélectionnée par les Cours, dans le cas précédent, elle eut lieu « in situ », sur le terrain même de la communauté dans le projet « Mobilisation pour la jeunesse » qui inaugurerait, sous l'impulsion directe du Président Kennedy, une cascade de programmes préventifs auprès de la jeunesse potentiellement délinquante des grandes villes. Basé sur la théorie de Cloward et d'Ohlin (1960) les programmes soulignent l'absence des chances (« opportunities ») de conduites socialement conformistes pour une fraction importante de la jeunesse urbaine marginale, souvent appartenant aux groupes pauvres et minoritaires. Le programme de £ 12.5 millions, financé par les fonds publics et privés,

devait assurer l'ouverture des carrières aux jeunes, leur permettant ainsi une intégration conforme aux exigences de la société. En corrigeant l'inégalité des chances socio-économiques grâce à une vaste gamme d'interventions allant de programmes d'alphabétisation jusqu'à la thérapie familiale, on présumait et prévoyait le déclin de la délinquance. Entre 1962 et 68, l'ensemble des programmes coûtait plus de £30 millions et la délinquance des quartiers-cibles s'en déclinait que très légèrement par rapport aux zones avoisinantes. La théorie des inégalités fut posée, par ailleurs, dans des termes tellement généraux que le nombre des variables indépendantes se neutralisait. Le programme demeure en marche comme une partie des services sociaux du « Lower East Side » de New York. Les espoirs initiaux (comme les prétentions salvatrices, l'effet panacée !) ont bien disparu.

Pratiquement durant la même période eut lieu, en Californie, le « Community Treatment Project » (Warren, 1971). Voulant faire la démonstration des possibilités d'intervention à l'échelle de la communauté, opposées à celles réalisées au sein des institutions fermées, les auteurs du programme avaient une intention bien moins globalisante que ceux de New York. D'après Warren (1971), on voulait apprendre quels programmes de traitement, dans quel contexte et pour quels délinquants sont les plus appropriés ? L'expérience se déroulait entre 1961 et 1969 et coûtait plus de £5 millions. Plus de mille adolescentes furent impliquées dans le projet. Les auteurs concluaient sur le succès de l'intervention communautaire par opposition aux autres modes de traitement. Le président Johnson basait son discours au Congrès sur la criminalité aux Etats-Unis, le 6 février 1967, sur les résultats favorables de cette étude. Devant les encouragements d'aussi hautes autorités, le NIMH faisait évaluer le projet avant de réorienter ses divers programmes concernant la délinquance juvénile. Les résultats présentés par Lerman (1975) firent l'effet d'un coup de tonnerre. En réanalysant les données, il conclut à l'absence de différences significatives entre les deux démarches.

Si l'impact à l'échelle de la communauté semblait inopérant (New York), les programmes de prévention différenciés en milieu libre ne produisaient pas non plus des effets spectaculaires (Californie).

Il restait une autre idée, populaire à la suite de l'échec relatif des précédents, qui favoriserait la diversion, c'est-à-dire le recours aux méthodes alternatives de traitement communautaire. C'est de là qu'est parti le « Unified Delinquency Intervention Service » de Cook County (Chicago). Les commissions présidentielles recommandaient le recours plus systématique aux ressources préventives autres que celles offertes par les institutions. Encouragés par l'exemple de Californie, ce nouveau programme fut lancé en 1974. Après un démarrage prometteur et grâce à un budget annuel de plus de £ 2 millions, le programme démontrait une réduction substantielle du taux de récidive des jeunes placés dans des services communautaires. Le coût fut comparativement bien moins élevé que ceux réalisés dans des institutions fermées. Murray et Cox (1979) procédaient à l'évaluation de ce programme. Comparé aux résultats, mesurés en termes de récidive, obtenus par les services institutionnels d'Illinois, l'UDIS, ne remplissait pas ses promesses. En particulier, ce fut le cas pour des délinquants accusés de crimes de violence grave.

Nous pouvons tomber d'accord avec Finckenauer (1982) que l'échec relatif de ces programmes tient au fait qu'on les a présentés comme une panacée universelle. Il n'y en a guère pour un phénomène de la complexité de la délinquance. Il n'y a pas de solution unique à un problème à la causalité aussi complexe.

Toutes ces études démontrent que les efforts pour changer le comportement des criminels (« behavior modification ») par la dialectique de « récompense-punition » peuvent difficilement se concevoir et se réaliser avec succès dans un contexte communautaire, impliquant des milliers voire des dizaines de milliers de personnes. Trop d'influences demeurent insaisissables, incontrôlables pour qu'on puisse attribuer à une mesure d'intervention, forcément limitée à une aussi vaste échelle, une influence plus que négligeable, en tout cas clairement identifiable. Stolz et al, (1975) ont procédé à une évaluation, pour le compte du NIMH, des effets des techniques créés pour modifier le comportement. Ils concluent sur notre ignorance des mécanismes et des effets des thérapies d'aversion. On ne peut ainsi pas attendre de secours majeurs pour éclairer les stratégies -de prévention par ces théories-là.

Peut-on conclure, de l'examen de ces diverses stratégies de prévention, à un échec pur et simple de nos efforts depuis 25 ans ? Ce n'est pas une conclusion qui s'impose. Martinson lui-même, dont les travaux ont symbolisé l'échec des prétendues panacées en matière d'intervention thérapeutique ou préventive, a révisé son jugement en 1979 : pour des programmes actuellement réalisés, tout dépend des conditions et du contexte dans lesquels Us opèrent. Il n'y a pas de programmes intrinsèquement bons ou mauvais, actuellement (voir les publications de Palmer (1976), en particulier. C'est la politique déjà mentionnée des petits pas qui s'impose. Il est évident que devant l'échec des mesures actuelles, personne ne peut se faire l'avocat du statu quo. Mais de là à savoir ou à indiquer, voire à recommander la direction dans laquelle il faut s'orienter est un pas que l'on a franchi avec trop d'allégresse dans les décennies passées, pour qu'on puisse s'y résoudre actuellement. C'est l'expérimentation permanente qui est à l'ordre du jour et, soulignons-le, l'évaluation de ces expériences qui nous guide pour l'avenir. Suivre le sens commun, le « gros bon sens » sans esprit critique est abrutissant ; le remettre en question, en le prenant à contre-pied est un risque qu'on ne peut pas faire courir à des masses de citoyens. Rien ne peut nous dispenser de réformes constantes même si elles ne sont que partielles.

D) QUELQUES RÉFLEXIONS MACRO-SOCIOLOGIQUES SUR LA PRÉVENTION DANS LA SOCIÉTÉ DE MASSE CONTEMPORAINE

[Retour à la table des matières](#)

L'examen attentif de nos connaissances sur les effets de la dissuasion générale et spéciale, ainsi que les résultats des diverses stratégies et tactiques préventives, expérimentées depuis une vingtaine d'années (en particulier en Amérique du Nord et en Europe) laissent le criminologue, comme le spécialiste de la politique criminelle, perplexe. Nous avons adopté, dans ces pages, une attitude pragmatique et prudente : devant les indications contradictoires, nous avons mis en garde contre la tentation de défier du sens commun. Celui-ci reflète les principes d'organisation sociale, culturelles et politiques propres à notre civilisa-

tion. Aller à son rencontre n'est-il pas faire preuve d'une grande témérité ? De plus, lorsque nous avons admis le rôle moral du droit pénal, protégeant les valeurs d'intégrité des personnes et des biens, n'avons-nous pas accepté toutes les conséquences du fonctionnement imparfait de l'appareil pénal ? La question mérite d'être posée. Examinons rapidement deux positions avant de conclure qui entrouvrent des perspectives qui proposent des cadres de réflexions susceptibles de renouveler le vieux débat sur la prévention.

Les idées de Novak (1982) reflètent une préoccupation croissante devant l'incapacité de l'État de gérer adéquatement des mesures de politique sociale ; son influence est notable aux Etats-Unis. Hulsman (1981) mène un combat, bien connu des spécialistes européens de politique criminelle pour l'abolition du système, voire du droit pénal. Son influence dans le vieux continent est remarquable. Qu'ont-ils à nous dire ?

La pensée de l'Européen, plus radicale, veut une rupture plus nette avec la situation présente. Sa critique de l'inefficacité, des effets pervers, de l'injustice du système pénal rejoint la position de la plupart des critiques du système. Il dénonce le fait que :

a) le système vole leurs conflits aux personnes directement impliquées. La victime est particulièrement mal traitée : elle n'apparaît que comme témoin dans l'instruction que prépare le parquet. Le délinquant, lui, est subordonné à la logique du système juridique qui le détache du contexte existentiel de son acte répréhensible (songeons aux négociations avant le procès entre la défense et l'accusation, aux aléas du sentencing, etc.) ;

b) le système pénal a pour objet de produire la souffrance. Le régime carcéral est, par nature, déhumanisant et rend l'individu pire qu'il ne fut à l'origine ;

c) finalement, les souffrances sont inégalement réparties. Les variations dans la pratique du sentencing, le rôle des stéréotypes et celui des boucs émissaires, la relativité du concept d'infraction, l'insuffisante protection des économiquement faibles dans les procédures judiciaires, etc. font que la justice n'est pas faite, Le système opère au

détriment des plus faibles et renforce, dans ses effets, les inégalités sociales.

Hulsman (1981) refuse d'accepter Un tel système dans le cadre des démocraties occidentales dont l'objectif déclaré est la sauvegarde des libertés individuelles, la promotion de la dignité humaine et la reconnaissance des relations impliquant la responsabilité entre les personnes. Devant l'échec pratique de la dissuasion et l'ineptie de la prévention, Hulsman conclut à la nécessité de la suppression du système pénal. Voici les principes directeurs que l'auteur invoque :

a) Toute une vie sociale est caractérisée par un jeu complexe d'antagonismes et de conflits personnels ; ils trouvent leur origine dans la diversité des individus. La politique sociale doit s'orienter vers

le bien-être collectif et devrait diminuer ainsi les conflits latents. Une politique culturelle orientée vers la tolérance devrait réduire la quantité des conflits ouverts.

b) Tout comportement indésirable (aujourd'hui appelé « crime ») doit être envisagé comme une « situation-problème ». Lorsqu'on désire le faire cesser ou le surmonter, il convient de le restituer dans le contexte interpersonnel, culturel et socio-politique qui lui a donné naissance.

3) Un conflit né d'une « situation-problème » ne peut trouver une solution dont résulterait l'apaisement que si les personnes directement impliquées et psychologiquement proches sont appelées à y participer.

d) Quand l'intervention extérieure est inévitable, on doit recourir en priorité aux groupes sociaux naturels, agissant à titre de conciliateurs.

e) Devant l'échec des procédures de conciliation, l'appel doit être conçu sur le mode civil de règlement de conflits. L'imposition de toute souffrance gratuite doit être éliminée.

Refusant le caractère binaire du jugement moral (et pénal), Hulsman (1981) place la résolution des conflits, radicalement, dans le

champ conciliatoire. En cessant de qualifier de crime ce qui n'est que la manifestation d'un conflit latent, cessant de vouloir désigner un « coupable », l'auteur propose la définition d'une « situation-problème » comme un substitut radical. Si on le suit, tout l'arsenal conceptuel du droit tombe caduc. S'interroger sur la gravité de l'acte comme sur la dangerosité du « coupable », c'est-à-dire du protagoniste de « la, situation-problème » n'a plus de sens.

La conséquence de ces idées sur le concept même de la prévention est majeur. La « prévention » des « crimes » est une tâche impossible dans la perspective actuelle. Ce qu'il faut, c'est promouvoir une politique de justice sociale (dans le domaine de la santé, du travail, de l'habitat, etc.) qui permettra d'éviter bien des « situations-problèmes ». On s'adresse donc aux structures sociales, en les orientant dans un sens prophylactique. Lorsqu'un événement regrettable s'est produit à la suite d'une « situation-problème », l'environnement doit prendre en charge la recherche d'une solution juste et apaisante. Tout homme doit se sentir près de petits groupes proches et chaleureux. Ils doivent offrir aux protagonistes du « drame », aux « victimes » comme aux « délinquants » les possibilités de règlement de conflits, acceptables et jugées justes par les membres de la communauté.

Les principales stratégies préconisées par L. Hulsman pour réaliser les objectifs consistent dans la réduction du champ d'application du droit pénal, les techniques de modification de l'environnement et le renouvellement des mentalités.

En ce qui concerne la réduction du champ pénal Hulsman (1981) veut amplifier le mouvement déjà amorcé de décriminalisation. Il préconise surtout la décriminalisation « de facto » qui assure aux communautés de base la charge de faire face à des situations indésirables. Les conduites dans les domaines de l'alcoolisme, des drogues et de la sexualité se prêtent le mieux à cette décriminalisation « de facto ». En voulant modifier l'environnement, Hulsman distingue diverses techniques. La techno-prévention touche à l'aménagement de l'environnement physique tel que le réseau routier par exemple, cause d'accidents, et bien des exemples que nous analysons dans le cadre de la stratégie-situationnelle. La réorganisation sociale se réfère à l'harmonisation des intérêts qui favorisent une société intégrée, propice à la socialisa-

tion des jeunes, à la suppression de la discrimination ethnique, sexuelle, etc... Le réaménagement des systèmes du contrôle social avantagerait les solutions de type « civil » aux conflits apparus, en éliminant si possible, la notion de la faute. Finalement, la modification du contexte psychologique et symbolique de l'environnement dans le sens d'une plus grande tolérance, s'impose également. En développant cette nouvelle attitude, la crainte de « l'événement indésirable » peut être diminuée par l'absence d'une escalade du conflit, favorisée par la logique du système actuel.

Enfin, en prônant le renouvellement des mentalités, Hulsman (1981) veut, avant tout, casser le lien bureaucratique entre les divers éléments de l'actuel système pénal. En plaidant la cause de la conciliation, au lieu du châtiment, de la diversion et de la dépenalisation, au lieu de la prise en charge du cas par le « système », les exigences de la santé d'un individu perturbé au lieu de la « responsabilité » des actes posés, notre auteur ouvre mille chantiers où doivent se forger des attitudes nouvelles.

En somme, Hulsman (1981) préconise des règlements des conflits en dehors du champ pénal traditionnel. Il postule a) que l'on peut changer le regard sur l'événement (décriminalisation) ; b) qu'on peut attribuer l'événement à des structures au lieu de les imputer à des personnes (techno-prévention) ; c) que des contrôles sociaux non punitifs peuvent traiter des cas où l'événement demeure indésirable et attribuable à un individu.

Ces contrôles sociaux non-punitifs sont d'une importance stratégique capitale au point de vue de la prévention. Hulsman (1981) les conçoit concrètement de la manière suivante : pour les affaires de peu d'importance, la confrontation des protagonistes devant la police devrait suffire pour rétablir l'harmonie. L'arbitrage, dispensé par des conciliateurs, assurant une permanence, doit être disponible pour des cas plus graves. Une sorte de « fédération » des conciliateurs, à l'échelle de la communauté, plus large, constituera une sorte d'instance d'appel. Cependant, tout doit se régler à l'échelle de la communauté en dehors des structures bureaucratiques rigides et lointaines.

Le dernier recours, dans ce système, est de nature civile, de type compensatoire et conciliatoire. Ce dernier procédé exercerait une sorte de fonction de dissuasion générale en incitant les citoyens à résoudre leurs conflits au niveau plus immédiat des conseils de conciliation. L'essentiel pour notre auteur est l'élimination, à jamais, des sanctions froides, automatiques et anonymes, dépourvues de toute signification existentielle aux yeux des intéressés et sans potentiel d'un changement dynamique pour l'avenir.

Curieusement, le plaidoyer de Novak (1982) pour une communauté basée sur des associations (*associative community*) a une résonance, en plusieurs points similaires, à la pensée précédente. Mais, contrairement à Hulsman (1981), la préoccupation de Novak ne touche pas le système pénal. Elle concerne l'impasse qu'il diagnostique dans la politique sociale de la démocratie américaine contemporaine. La crise fiscale, accompagnée de la désillusion sur l'apparente inefficacité des réformes sociales (le mal ne touche pas seulement la politique criminelle de prévention), la réalisation que l'on ne peut plus continuer dans le sens du « *more of the same* », incite cet auteur à proposer une rupture aussi radicale que celle de Hulsman, avec la manière même d'aborder les problèmes sociaux. Préconisant un capitalisme démocratique, basé sur une économie politique, Novak écarte, à tour de rôle, la philosophie du « *laissez faire* » des libéraux comme l'interventionnisme étatique des sociaux-démocrates. L'économie ne doit pas être subordonnée à la politique comme cette dernière ne doit pas dépendre de la première. Il s'agit de deux systèmes interdépendants, chacun avec sa propre logique et ses propres prérogatives. Le rôle de l'État doit être celui de la coordination, de l'incitation, de catalyste, permettant d'assurer à chacun sa juste part. Si ni la charité privée, ni les mécanismes du marché ne suffisent plus pour assurer la sécurité de tous, la bureaucratie étatique n'a pas assuré une solution non plus. Et Novak se tourne, comme Hulsman, vers la réactivation, la restauration du rôle des institutions, associations, groupements intermédiaires (*mediating institutions*). Il considère, à la suite de Tocqueville, que les Etats-Unis ont une tradition particulièrement vivace de vie associative et communautaire. C'est vers elles que doivent s'orienter les nouvelles politiques sociales.

Les données du problème sont particulièrement brutales : en 1955, le budget de sécurité sociale (« entitlement programs ») était de l'ordre de £ 20 milliards, ou 21% du budget fédéral. Ces mêmes chiffres sont de £ 70 milliards et de 31.8% en 1970 et en 1980, la croissance produit £ 270 milliards et 46% ! Les projections indiquent pour 1984 £ 400 milliards et 52.7% du budget fédéral. Or, malgré l'énormité des accroissements budgétaires, le progrès dans la solution des problèmes de sécurité sociale (prévention du crime inclus) demeure modeste (voir Troisième partie). Un calcul rapide permet de mettre le doigt sur le point névralgique : en 1981, plus de £ 300 milliards furent dépensés pour l'élimination de la pauvreté. Vingt-cinq millions de citoyens seraient dans l'état de pauvreté sans ces secours. Le transfert, en argent comptant, d'une somme de £8,450 à chaque famille de quatre personnes (seuil de pauvreté), s'élèverait en une année à £ 50 milliards. Comment expliquer la différence entre ce dernier chiffre et les £ 300 milliards précités ? Ce qui est en cause, manifestement, c'est la fonction de distribution : dédoublement, inefficacités, fraudes, corruption, etc. Comme le Congrès américain refuse d'accepter le principe du paiement comptant direct d'allocations dans le sens de revenus garantis, Novak suggère le recours systématique aux organismes et associations intermédiaires. De nombreuses expériences peuvent être tentées pour évaluer le potentiel de « self help » de la communauté par l'intermédiaire de ses propres organisations volontaires. Ainsi par exemple, les soins d'un enfant handicapé remis à l'assistance publique reviennent à plus de £ 30,000 par an. Un crédit fiscal accordé aux familles disposées à soigner leur enfant, crédit ne constituant qu'une fraction de la somme précitée, pourrait assurer les soins adéquats au malade. Coordonnés ou surveillés par des organismes locaux, les programmes similaires ne coûteraient pas plus de £ 4,000 et assureraient des qualités de soins supérieures à celles dispensées actuellement. Le même principe devrait être appliqué pour l'entretien des personnes âgées dans leur propre famille, la prise en charge de l'emploi des adolescents au niveau de la communauté ainsi que celle de la formation professionnelle. Le gouvernement doit avoir un rôle de catalyste et non pas celui de gestionnaire. Les organisations intermédiaires, dans les cadres juridiques et fiscaux fixés par l'État, pourraient se charger de l'administration de services tout en prenant l'initiative de nouveaux types d'intervention dont l'opportunité leur paraît s'imposer. Profondément enracinées dans la culture locale, ces organisations volontaires

(les églises, les paroisses, les clubs sociaux viennent à l'esprit) fonctionneront comme des sortes de thermostats en reflétant les besoins moraux et matériels, les standards moraux de la communauté de base.

*
* *

Gare au phénomène de panacée, justement dénoncé par Finckauer (1982) et par bien d'autres auteurs. Il n'y a pas de « il n'y a qu'à », mais il existe une perspective à développer, une voie à parcourir, pas à pas, pour chercher des solutions partielles.

Y a-t-il une contradiction entre la leçon de pragmatisme que nous apprennent la résistance des structures et des hommes, des mentalités à des changements et des visions de rupture dans nos idées et procédés, suggérés par Hulsman. ? Il ne me semble pas car tant que l'esprit de générosité et le respect de la vérité (scientifique) inspirent la théorie et la pratique criminologique, il ne peut y avoir de césure entre la réforme partielle bien orientée et la vision renouvelant le regard sur les problèmes anciens.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre VI

Violence collective et processus politique

[Retour à la table des matières](#)

Ce chapitre présente une analyse et une interprétation du problème multiforme, complexe et aux conséquences politiques très graves qu'est la violence collective et sa version la plus dangereuse, le terrorisme international. L'exposé comprend trois parties. Dans une première, le problème de la définition est abordé en soulignant le caractère normatif, stigmatisant d'une pareille opération ainsi que le -bilan, positif et négatif, des activités terroristes internationales, en insistant particulièrement sur le rôle de la presse, garant indispensable de nos libertés mais au rôle paradoxal dans l'accomplissement de ses fonctions. Dans la deuxième partie, une matrice d'analyse sociologique, indispensable à la compréhension du phénomène de violence collective est présentée comme nécessaire pour éviter le danger de simplisme et de réductionnisme tant en matière d'analyse causale qu'en matière de mesures préventives et défensives. Dans la troisième et dernière partie, l'avenir immédiat et des réflexions sur les stratégies et les moyens de défense des régimes démocratiques contre la recrudescence cyclique de la menace terroriste sont présentées. Us conclusions invitent les responsables à une vigilance permanente et aux choix difficiles entre les stratégies nonchalantes ou trop brutales pour préserver l'âme de la liberté des pays démocratiques.

Tout au long de ce chapitre, l'auteur s'inspire de la tradition d'objectivité, de la rigueur d'observateurs détachés propres aux spécialistes des sciences sociales. Néanmoins, cet écrit ne constitue pas une analyse indifférente devant l'enjeu qui caractérise la confrontation du mouvement terroriste international et les régimes démocratiques. L'histoire de l'humanité oscille entre les pôles du despotisme (l'écrasante majorité de l'humanité y est actuellement soumise) et celui de l'émancipation démocratique. Il ne peut y avoir d'« objectivité », de « détachement » en face des amis et des ennemis de la liberté. Cette dernière doit être défendue, mais sans recours à tous les moyens. Les conclusions se situent dans le corridor étroit où peut cheminer l'homme libre, responsable, portant cependant la croix de ses propres faiblesses, de ses propres vices et de ses propres contradictions.

A) LE TERRORISME CONTEMPORAIN - SPÉCIFICITÉS. CONFUSION THÉORIQUE ET PROBLÈME DE DÉFINITION

[Retour à la table des matières](#)

Lombroso, fondateur italien de la criminologie et socialiste affirmé remarquait déjà en 1882 le caractère contradictoire des théories qui proposent et s'opposent dans l'explication du crime politique. Us gens épris de progrès et qui souffraient du caractère étioquant d'une tradition maintenue par des institutions séculaires partageaient les idéaux de la réforme, voire de la révolution pour assurer plus d'égalité et de libertés, gages d'une plus grande fraternité entre les hommes. Depuis Voltaire, la critique cinglante et publique fut considérée comme le garant d'une liberté que l'homme gagnait grâce à sa maîtrise de plus en plus grande de sa propre destinée. La deuxième république française abolissait, en 1848, la peine de mort pour délit politique. Avec l'acquisition du suffrage universel ce fut une conquête majeure de la démocratie moderne. C'est dire l'embarras pour ne pas dire la consternation de l'intelligentsia libérale, progressiste, devant la résurgence des attaques anarchistes qui, par vagues successives, ensanglantaient les dernières décennies du XIX^e siècle. Les uns y voyaient les abus d'un excès de

liberté ; les autres la manifestation d'une police ; d'autres encore craignaient le retour de la barbarie ou du despotisme. Les données du problème n'ont pas changé substantiellement depuis le temps de Lombroso. Son jugement sur l'état de nos réflexions à propos des délits politiques peut être maintenu. La recherche de l'absolu dans le monde très humain, des contingences politiques, voici l'itinéraire typique des prophètes et des bourreaux des temps modernes (Billington, 1980).

Au cœur de ces difficultés, pour traiter notre thème, réside le caractère normatif de la définition du crime politique : l'assassin de l'un est le héros de l'autre. Mais avant d'y venir, voyons si nous pouvons proposer un concept analytique qui aurait au moins des vertus descriptives. Le politologue d'Aberdeen, Wilkinson (1976) nous en propose un. Le crime politique pour lui consiste dans l'usage d'une intimidation coercitive par des groupes, régimes ou individus révolutionnaires. Comme Levy-Bruhl (1964), il note le mobile idéologique - comme opposé à une motivation crapuleuse - au service d'activités violentes. Cette définition permet d'inclure dans l'analyse :

a) les divers mouvements révolutionnaires qui, dans le cours de l'histoire, ont eu recours à des tactiques systématiques de violence terroriste dans l'espoir d'obtenir un changement radical. Appartiennent à cette catégorie des organismes pour qui la terreur est la seule arme, les mouvements de libération nationale pour qui elle est un outil auxiliaire dans la lutte politique, la guérilla urbaine ou rurale, le terrorisme insurrectionnel de courte durée, instaurant le règne de la terreur dirigée contre les classes ou les minorités, le terrorisme international.

b) la deuxième catégorie, le terrorisme para-révolutionnaire, comprend le recours archaïque à la terreur à des fins politiques autres que la répression gouvernementale ou la révolution. Il s'agit des coups d'État, de la vendetta politique, représailles exercées à l'occasion d'une invasion etc. Le meurtre dynastique, la vendetta et l'assassinat politique, la résistance des partisans relèvent de cette catégorie.

c) la dernière catégorie, appelée « le terrorisme répressif » inclut l'usage systématique de la terreur contre des groupes, personnes ou types de comportement jugés indésirables par l'opprimeur. Cet oppresseur peut être l'État et peut prendre comme cible la population ou

des groupes plus restreints. On compte parmi les variantes de cette catégorie la terreur d'État, la terreur coloniale, la terreur policière et l'état de siège, la terreur des prisons ou des camps de concentration, la terreur par idéologie, la bigoterie, la terreur contre-révolutionnaire (Lamfalussy, 1981).

Cette définition permet aux spécialistes de regrouper une série de comportements sans se soucier du contenu normatif, implicite dans la définition du crime politique. C'est la démarche de l'entomologiste, du botaniste qui pense en genre, en espèce et procède à une taxonomie. Personnellement, je pense que l'on ne peut pas éviter de faire face à ce problème sous prétexte d'objectivité scientifique. Je serais plutôt d'accord avec l'homme d'État irlandais Conor Cruise O'Brien (1982) pour qui le terme « terrorisme » ne constitue pas un concept scientifique. Sa charge émotive est considérable : en qualifiant politiquement motivée, une personne ou un acte de « terrorisme », nous marquons notre désapprobation à son égard. En fait, nous portons un jugement sur le contexte politique dans lequel opère le « terroriste », nous jugeons le régime dans le cadre duquel il se manifeste. Si nous enlevons les guillemets c'est que nous reconnaissons à ce régime la légitimité. Si nous qualifions la même personne « combattant pour la liberté », nous jugeons le régime qu'à combat illégitime. Si nous recourons au qualificatif de « guerrillero » ceci indique une hésitation de notre part quant à la nature du régime politique : nous prenons une certaine distance à son égard, sans l'approuver ni le désapprouver expressément. Ainsi, par exemple, seul un légalisme pervers nous fera qualifier l'action des résistants dans l'Europe occupée par les nazis, de terroriste. Très peu parmi nous attribueront l'adjectif de « terroristes » au membre du syndicat polonais « Solidarité » s'il y avait un bain de sang dans ce pays. Et beaucoup parmi nous, moi inclus, refuseront d'appeler « terroristes » ceux qui s'insurgent, les armes à la main, contre des régimes oppressifs d'Amérique Centrale ou de l'Afrique australe. Peut-être ne faudrait-il pas les appeler des « combattants pour la liberté » non plus car on ne peut oublier ceux qui, se soulevant contre des régimes autocratiques n'usaient de la force, de la terreur, que pour établir leur propre tyrannie ! Bien des régimes qui ont succédé aux dynasties féodales ou aux régimes coloniaux au lendemain de la première et de la deuxième guerre mondiale n'ont pas apporté à leur peuple la liberté promise ou espérée. L'évidence s'impose : le terme constitue une arme

dans la lutte politique. Pour la droite, le soulèvement contre les régimes communistes est le fait des combattants pour la liberté ; tout autre acte politique violent relèverait du terrorisme. Pour la gauche, aucune insurrection contre un régime tyrannique ne doit être qualifié de « terrorisme ». D'une certaine manière cette confusion sémantique est inévitable ; néanmoins nous pouvons proposer, avec Cruse Connor O'Brien (1982) deux critères, applicables universellement, pour décider de la nature terroriste ou non terroriste d'un acte. Le premier est celui du consentement, le second est celui de la participation.

Là où il y a une démocratie, une séparation des pouvoirs et où la liberté d'expression est effectivement garantie, le gouvernement incarne la légitimité. Le consentement des citoyens est requis pour tout changement politique ou constitutionnel (Rule of Law). Les plaintes peuvent être exprimées et la loi prévoit des méthodes pour y apporter des remèdes. Sera terroriste celui qui dans un tel régime recourt à la violence armée pour provoquer un changement politique. Le jugement de valeur implicite dans le qualificatif, demeure. Nous stigmatisons et nous condamnons ceux qui récusent la démocratie, qui subvertissent la constitution garantissant l'exercice des libertés et des droits. Faisant fi du respect des règles qui garantissent l'exercice de nos pouvoirs pour changer notre régime politique et social, le terroriste devient un ennemi du peuple, un ennemi d'une vie civilisée et décente. Violant le consentement du peuple par des méthodes terroristes, voulant imposer ses vues par la contrainte de la terreur, le terroriste doit être combattu par toute la force de la loi. Voici pour le premier critère, celui du consentement.

Le second, celui de la participation, est tout aussi important. En effet, les démocraties sont loin d'être parfaites. Le hasard de la géographie et de l'histoire place parfois des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques à la merci de majorités. L'exercice de la démocratie appartient, dès lors, à d'autres races, à d'autres ethnies, d'autres groupes religieux, ou de communautés linguistiques obéissant à des réflexes de solidarité qui leur sont propres. Il est incontestable que bien des actes violents politiquement motivés émanent de représentants de minorités qui désespèrent de faire valoir leurs points de vue, leurs droits devant le refus de la majorité de les prendre en considération.

Les minorités sont-elles gouvernées sans leur consentement ? Si elles se soulèvent, sont-elles, oui ou non, terroristes ? C'est là où le critère de « participation » devient capital. S'il se réduit au simple exercice du droit de vote sans la possibilité d'exercer une liberté d'expression et sans la protection constitutionnelle de ces droits, on peut le considérer comme étant assujetti à un pouvoir arbitraire et tyrannique. En effet, elles n'ont pas la possibilité pacifique de faire valoir leur point de vue, d'améliorer leur situation collective. Mais si ces libertés sont garanties et effectivement assurées grâce à la représentation parlementaire proportionnelle, à la liberté de presse et d'association, le recours à la violence politique est illégitime ni nie si le statut de minoritaire comporte des désavantages manifestes. Ainsi, par exemple, les noirs américains, même après la guerre civile, furent exclus du processus démocratique. Ils constituaient une minorité opprimée suivant nos deux critères de « consentement » et de « participation ». Nous n'aurions pu les qualifier de terroristes s'ils s'étaient soulevés contre la majorité blanche. Or, comme tout le monde le sait, la véritable émancipation des Noirs n'est intervenue qu'à la suite de la législation du président Johnson dans les années soixante et elle fut réalisée sous l'empire de la loi, sans recours à la violence. Le mouvement des droits civiques, utilisant la pression de l'opinion publique et les processus politiques démocratiques réussissaient, avec le concours de la Cour Suprême qui réinterprétait la loi, à mettre fin à la discrimination légale et institutionnelle.

Si notre analyse est exacte, nous ne devons pas hésiter à qualifier de terroriste toute personne qui s'attaque violemment aux personnes dans les États démocratiques qui satisfont au double critère de consentement et de participation : consentement des citoyens au régime politique qui les gouverne, participation effective et collective des minorités au mécanisme de changement et de gouvernement. C'est pourquoi la définition de Revel (1980) tient : « Le terrorisme en démocratie », écrit-il, « est dû à la démente idéologique de minorités trop peu représentatives pour acquérir un poids politique par les moyens légaux existants. Leurs crimes relèvent de la catégorie des crimes contre l'humanité, au même titre que ceux des nazis ou des Khmers rouges, et doivent être traités en conséquence. » « La démocratie doit se considérer en guerre contre le terrorisme », continue Revel, « exactement comme elle l'a été contre le nazisme. Faute de quoi, la petite presqu'île

démocratie appelée Europe Occidentale n'a désormais qu'une espérance de vie des plus limitées. »

BILAN DU TERRORISME CONTEMPORAIN

Si l'objectif avoué de l'activité terroriste consiste dans l'obtention de changements politiques, favorables à ses intérêts, grâce à la peur provoquée par le recours à la terreur exercée principalement contre les cibles non militaires, il nous est possible d'évaluer son impact, d'établir un bilan de ses succès ou échecs. Laqueur (1978) qui a dressé le bilan probablement le plus exhaustif du terrorisme contemporain, conclut au statu quo : depuis dix ans, pas grand changement à signaler. Dans certains pays, fi est à la hausse alors qu'ailleurs le terrorisme est à la baisse. Nulle part le terrorisme n'a pu renverser les régimes démocratiques ni même influencer plus que marginalement les politiques constitutionnelles ou sociales. L'objectif principal des mouvements terroristes, dans les régimes démocratiques, vise l'obtention d'une légitimité pour le groupe. C'est le contraire qui est arrivé : l'indignation populaire a poussé les gouvernements à accroître la protection policière, à doter la police d'armes juridiques et tactiques offensives pour combattre le terrorisme. On ne peut pas nier que l'accroissement des activités terroristes allait de pair avec la diminution du vote communiste dans les pays d'Europe Occidentale où ce parti fut électoralement puissant comme par exemple en Italie, en France et en Grèce. On dirait même que les partis socialistes ont bénéficié de la réaction populaire anti-terroriste !

Cependant, le terrorisme a atteint certains de ces objectifs comme le note Horowitz (1982) lorsque certaines conditions précises furent présentes. Ainsi le lien avec la *question nationale* comme en Irlande du Nord, en Corse et au Pays-Basque a permis au terrorisme de maintenir dans l'actualité politique la réforme constitutionnelle. Le principe de la territorialité constitue un atout stratégique important ; son absence (par ex. chez les Palestiniens) est un handicap sérieux. Si les cibles sont des *personnalités hautement symboliques* comme des chefs d'État par exemple, le terrorisme est plus effectif que lorsque la terreur est dispersée au hasard. Plus les cibles sont spécifiques, plus forte, plus dangereuse est l'organisation terroriste ; plus elle frappe au hasard, moins forte elle est. Finalement, si les terroristes constituent

l'arme *clandestine des opérations d'États souverains*, leur efficacité opérationnelle est grandement accrue. Certains États comme la Lybie ne dissimulent pas leur soutien actif à des mouvements terroristes, en légitimant en quelque sorte leur action.

Les échecs les plus fréquents interviennent lorsqu'il n'y a pas de liens avec la question nationale ni avec des problèmes de classe sociale ou d'origine ethnique. Les sources purement idéologiques, comme cela fut le cas en Allemagne Fédérale, constituent un faible substitut aux causes plus « naturelles ». Si les cibles sont dispersées au hasard, frappant des « innocents » comme ce fut le cas de certains mouvements de « guérilla urbaine », le déclin de l'activité terroriste est proche. Finalement, si un groupe terroriste perd son pouvoir d'attraction du fait que sa prétention à la « légitimité » pour la défense effective de certaines causes s'affaiblit, son efficacité s'en ressent. Certains mouvements autonomistes ou indépendantistes furent ainsi discrédités grâce au succès de mouvements nationalistes modérés.

RÔLE AMBIGÜ DE LA PRESSE

Il ne faut pas oublier une spécificité propre au terrorisme contemporain : il s'agit de son impact instantané grâce à l'action des *media d'information*, qui en font effectivement, un événement transnational. Le caractère dramatique que la presse assure à l'événement terroriste joue un rôle non négligeable dans la stratégie politique de ce dernier. L'impact maximal est obtenu à l'occasion d'une action terroriste perpétrée par un groupe originaire du pays (A) contre les cibles situées dans un pays (B) mais originaire du pays (C) et qui après l'acte, s'enfuit dans un pays (D). Déjà le Brésilien Marighela (1970) expliquait que si l'attaque d'un fourgon postal ne lui rapportait que 120.000 cruzaires, la publicité que la presse, la radio et la télévision lui ont assurée représentait plus de 5 millions au coût du tarif publicitaire ! Comme le note Lamfalussy (1981), une action terroriste, lorsqu'on l'isole de ses motivations et de ses liens avec d'autres actes, constitue une forme de production théâtrale qui ne peut capter son audience que grâce à l'intérêt porté par les média. C'est la force de ce nouveau terrorisme de pouvoir étendre à ce point son audience, à la limite en ne commettant plus d'actes mais en brandissant simplement la menace.

C'est en effet la liberté de la presse pierre angulaire de tout système démocratique, qui permet au terrorisme contemporain de prétendre à quelque influence ou efficacité. Ces régimes sont infiniment plus vulnérables que les régimes autoritaires ou totalitaires. Dans ces derniers, les exigences de sécurité transcendent, au sens fort, les garanties de la liberté. On en saisit bien les raisons : la disparition du chef a des conséquences immédiates propres à remettre en cause la nature même du régime (voir les difficultés de transmission des pouvoirs dans certains pays). Il n'en va pas de même dans les systèmes démocratiques. Dans ces derniers, la presse libre constitue, en dernière analyse, le recours suprême du citoyen opprimé. Celui-ci peut porter sa cause devant la nation, voire devant l'humanité toute entière, notait déjà Alexis de Tocqueville, il y a plus de cent ans.

Cette presse, cependant, a changé de caractère, au cours du temps. Le sensationnalisme, fils de la concurrence effrénée, l'amène aux confins de l'irresponsabilité. N'a-t-on pas vu un reporter d'une radio newyorkaise, à la recherche éperdue du « scoop », lors d'une prise d'otage, téléphoner dans chaque maison qui faisait face au bâtiment où se déroulait le drame, jusqu'à en trouver une où l'habitant pouvait observer ce qui se passait. Et alors, passant en transmission directe, le journaliste, faisait décrire l'approche des policiers tentant de surprendre les preneurs d'otage... Si ceux-ci avaient une radio, on voit bien les conséquences d'une aussi criminelle stupidité... Désirant maintenir sa crédibilité, la presse a tendance à tenir la balance égale entre les défenseurs de l'État libéral et démocratique et ceux qui en contestent la légitimité par les tactiques terroristes. Si l'horreur d'un assassinat, la boucherie de victimes innocentes interdit l'apologie, voire même le sentiment d'objectivité ou de réserve, l'évocation des « causes » permet aux journalistes d'expliquer sinon d'excuser l'action terroriste. Les injustices sociales, la brutalité policière, l'inégalité sociale, l'hypocrisie judiciaire, la discrimination raciale, la corruption politique sont parmi les causes les plus fréquemment évoquées. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'une fraction importante voire même majoritaire de la population éprouve une sympathie évidente pour ceux qui veulent dénoncer ou combattre ces iniquités. Mais, et il ne faut pas le nier, on entretient aussi, volontairement, une confusion entre la fin et les moyens, tendant à justifier ces derniers par les premiers. N'a-t-on pas pu comparer, dans le « Times » de Londres, le terrorisme à un cours

d'éducation des adultes qui nous font réfléchir sur nos institutions, leur fonction et leur valeur ? Ne serait-ce par le sang versé, on dirait même que le terrorisme a du bon, écrit un journaliste (Greer, 1982).

Nous avons vu que l'objectif principal du terroriste dans un régime démocratique est de faire reconnaître sa légitimité. Par l'effet pervers d'une action de la presse libre, l'action terroriste peut effectivement entamer le crédit de ces régimes. Le terrorisme contemporain a échoué, lamentablement, dans son objectif premier qui est de renverser les régimes démocratiques en leur en substituant un autre. Il a réussi à réunir les forces progressistes aux forces conservatrices dans la défense de la légitimité du pouvoir étatique. Par contre, on ne peut pas nier qu'il a obtenu des succès incontestables en manipulant, grâce à la liberté de la presse, l'opinion publique. On assistait ainsi à une certaine érosion des attitudes légitimatrices du public à l'égard des régimes démocratiques, en particulier celles de la jeunesse. Dans ce combat pour la légitimité de nos institutions, où l'enjeu est la loyauté, le civisme des citoyens, on doit donc dénoncer sans hésitation cette confusion, plus ou moins volontairement (mais souvent hypocritement) entretenue entre les fins et les moyens, les causes des problèmes sociaux et les remèdes que l'on se propose d'y apporter.

La sympathie des esprits libres pour la cause du changement, de la réforme, de la moralisation de la vie publique ne doit justifier ni tolérer aucune compromission avec des moyens terroristes en régime démocratique. L'égorgeur des prostituées du Yorkshire n'a-t-il pas prétendu qu'il était motivé par la vision d'un monde plus propre, plus moral en assassinant des prostituées ? L'idéal eugénique d'Hitler peut-il excuser les chambres à gaz ? Greer (1982) a raison de dénoncer cette attitude schizophrénique. Comment séparer étanchement les « idéaux » respectables par l'attrait même qu'ils suscitent dans l'âme de certains, (et qui, de toute façon, ne peuvent pas être valablement départagés a priori entre « bons » et « mauvais »), des « cadavres », « des oeufs cassés » sans lesquels il n'y a pas d'omelettes ?

Si nous nous conformons à notre définition de la démocratie, régime basé sur le consentement et la participation des gouvernés, il faut dénoncer cette confusion. La sympathie pour les objectifs ne peut inspirer des excuses pour des méthodes terroristes. Cette confusion en

entraîne une autre, toute aussi pernicieuse. En effet, on présume, implicitement, que le terrorisme obéit à une sorte de déterminisme, imposé par ces « causes ». Le responsable pour son acte concret n'est donc point lui, mais ces « causes » qui, dans leur généralité même impliquent toute la société. Soyons clairs : un être humain, engagé dans l'accomplissement d'une action ne peut pas être privé de la dignité de la liberté dans ses choix. Il doit être tenu responsable.

Dans l'acte délibéré qu'il perpètre au service de son idéal, le terroriste commet un geste dont il doit assumer les conséquences. Il n'y a pas de punition sans responsabilité. Celle-ci ne doit pas se diluer dans des causes générales qui, par leur nature même, transcendent les individus, les groupes et les consciences. On doit refuser la logique perverse qui fait des victimes, des coupables, des assassins, des héros de grandes causes. Il n'y a pas de cause suffisamment grande dans une démocratie qui justifie le sacrifice d'une vie humaine !

CONSÉQUENCES DU TERRORISME : POSITIVES ET NÉGATIVES

Parmi les conséquences du terrorisme, il faut noter l'accélération de la coopération internationale entre États démocratiques. Bien qu'une solution durable et juste ne puisse être trouvée sans l'instauration d'organismes supra-nationaux ayant pouvoir pour légiférer et pour sanctionner les conventions antiterroristes du Conseil de l'Europe (Tabone, 1978), (pour les aspects du droit international voir Bassiouni, 1969), les débats sur l'espace judiciaire européen sont autant de pas positifs dans la direction de la sauvegarde des régimes démocratiques. Cette évolution n'ignorera pas, hélas ! les contrecoups, imposés par la raison d'État. Comment expliquer autrement, par exemple le refus du Parquet de la Cour de Paris de demander au tribunal d'accorder l'extradition d'un M. Tharkhutian inculpé aux États-Unis d'attentats à la bombe à l'aéroport de Los Angeles ? Alléguant une technicalité dans la convention d'extradition entre les deux États - les explosifs n'y figurent point alors que l'incendie y est inclus - les autorités françaises ont refusé la demande américaine. Maître Devedjian, dans son plaidoyer, jouait avec efficacité sur les liens « fins et moyens ». « Le mot terrorisme a été inventé par la Propagande Staffel pendant la dernière guerre pour désigner les résistants », a-t-il expliqué. « Il y a terrorisme

et terrorisme, continue-t-il, certains sont des cris de protestation de peuples qu'on assassine ». (*Le Monde*, vendredi 20 août 1982, p. 20). La journaliste Josyane Savigneau reproduit le plaidoyer sans commentaire, laissant supposer ainsi une attitude empreinte d'objectivité devant la demande américaine et le refus français. La même sérénité ne fut pas de mise à propos des attentats contre les cibles israéliennes en France même... On voit donc qu'il reste du chemin à parcourir avant de surmonter la raison d'État qui s'oppose à la coopération pour la défense des institutions démocratiques.

Le résultat le plus positif obtenu par le terrorisme politique contemporain, et le plus pernicieux du point de vue démocratique est la tentation de gouvernements de prendre des mesures qui conduiront à terme à l'érosion des libertés et des garanties juridiques et institutionnelles de celle-ci. La logique de la démarche est simple : devant la menace terroriste, le gouvernement renforce son arsenal de riposte. Cet arsenal inclut souvent la suppression temporaire des sauvegardes de libertés. Ce processus alimente alors à son tour, la rhétorique et l'attaque terroriste contre les pouvoirs despotiques... Dans le cas Franco-arménien cité précédemment, l'arrestation s'est effectuée sur la base d'écoutes téléphoniques dont la légalité fut contestée. « Ces écoutes sont réputées illégales. L'élément essentiel de l'accusation est donc illégal », affirme l'avocat et la cour le suit dans son raisonnement. C'est que nous sommes en France, en été 82, sous un garde des Sceaux qui s'est fait un point d'honneur de respecter les garanties des droits de l'homme ! Combien de temps va-t-il pouvoir résister en face de la vague d'attentats dont son pays est actuellement l'objet ? C'est là que gît le plus grand danger pour nos démocraties, la plus grande chance de succès du terrorisme. En effet, les mesures anti-terroristes partielles, obtenues d'un Parlement ou d'un Gouvernement sous le choc de la terreur peuvent changer imperceptiblement la nature du processus démocratique, le tissu même de son organisation politique (voir l'exemple canadien dans *Criminologie* 1980). Horowitz a raison de mettre en garde contre les tactiques de laisser faire qui peuvent entraîner une panique et une réaction d'abdication des libertés pour assurer la sécurité comme contre les tactiques de contrôle et d'activités policières et judiciaires de plus en plus pro-actives qui entraînent l'affaiblissement des réflexes basés sur les libertés civiles. Pour cet auteur, la balance doit être maintenue, à tout prix, entre une sécurité rai-

sonnable et l'acceptation d'un certain risque, dans le fonctionnement des institutions. Le prix d'une société parfaitement sécuritaire est beaucoup trop élevé. Comme en temps de guerre, nous devrions y sacrifier toutes nos libertés, sans avoir la garantie de les jamais récupérer. On justifiera, en quelque sorte, la prétention terroriste sur l'État-oppresseur et liberticide. A l'instar d'autres comportements déviants et criminels, la présence terroriste doit être, jusqu'à un certain point, tolérée. Trouver ce seuil de tolérance, sans éroder les fondements de la démocratie qui a autant besoin de sécurité que de liberté, voici la tâche des partis et des hommes politiques qui gardent leur foi dans notre régime ! Tenant compte de cette perspective, on doit se prémunir contre une vue réductionniste de l'activité terroriste. Si les terroristes protestent contre l'amalgame (il y aura des « bons » terroristes, ceux des bonnes « causes » et des mauvais - les autres -) la logique binaire du droit pénal aura tendance à les simplifier à outrance. Là aussi, l'intuition et la sensibilité politique des dirigeants doit trouver la juste mesure. Il faut se garder des explications unifactorielles, si fréquentes dans les sciences sociales. On privilégie souvent à juste titre, dans ces recherches, des facteurs isolés pour mieux les analyser. On omet cependant de les replacer dans le contexte qui peut en changer complètement le sens. C'est ainsi que nous attribuons, dans l'analyse des problèmes sociaux, des poids démesurés à des facteurs relevant de l'ethnie, de la psychologie, de la classe sociale etc. alors que chacun de ces facteurs produit des effets très différents suivant la combinaison unique de faisceaux de facteurs, agissant les uns sur les autres dans des conjonctures historiques uniques (Pour illustration, voir Sowell, 1982).

Cette mise en garde contre l'unilatéralisme, contre la pensée mécaniste et positiviste, en matière d'action politique est parallèle à la mise en garde contre la même erreur en matière d'analyse scientifique. La volonté d'agir des politiciens s'empare avec passion des explications partielles des chercheurs. Les consultations électorales périodiques exigent des programmes d'action et en font une consommation phénoménale ! Les erreurs d'appréciation qui en résultent engagent la responsabilité des hommes politiques : ils seront supplantés par d'autres en cas d'échec. Pour l'homme de science c'est le discrédit qui le guette, le scepticisme affiché devant le résultat de ces recherches, trop vite

traduit en programme d'action. C'est la cause de la mentalité : « Nothing works ».

Y A-T-IL DES REMÈDES CONTRE LE TERRORISME ?

Il nous apparaît clair maintenant que le terrorisme dans les régimes démocratiques ne peut pas être combattu par l'élimination de ses « causes ». Comme la plupart des problèmes sociaux, le terrorisme a des causes infiniment complexes et qui dépassent, actuellement, s'entendement du monde scientifique. C'est bien plus la capacité de gouverner de nos sociétés qui est en cause. Il faut admettre que le taux de succès est bien plus grand en matière de défense contre le terrorisme qu'en bien des matières impliquant la santé, la sécurité sociale, la criminalité, etc. Le terrorisme ajoute cependant au stress déjà considérable que subit le régime démocratique soumis par sa nature même à d'innombrables pressions et conflits. Le recours à la violence dans le règlement des conflits de travail, au vandalisme et à la violence contre les enseignements en matière scolaire, sont autant de facteurs qui baissent notablement la qualité de vie dans nos sociétés. Il influence aussi notre seuil de tolérance ou d'intolérance à l'égard des conséquences des garanties constitutionnelles assurant l'exercice des libertés démocratiques. La pression s'accroît pour une plus grande responsabilité - comme contrepartie - dans l'exercice de ces libertés.

Le seuil de tolérance du pouvoir dans la plupart des pays du tiers monde étant très bas, les régimes démocratiques y furent sacrifiés ou n'y purent jamais prendre racine devant les exigences de la sécurité qu'éprouvent les détenteurs du pouvoir. Là où les traditions démocratiques sont faibles, le stress résultant du terrorisme peut être fatal pour la sauvegarde de ces régimes. (C'est le cas de plusieurs pays au pourtour de la Méditerranée).

B) LE CONTEXTE SOCIOLOGIQUE DU TERRORISME : UNE MATRICE POUR INTERPRÉTATION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons examiné la définition du terrorisme, à la fois analytique et normative, nous avons souligné- son caractère dramatique et théâtral grâce à l'intervention instantanée des media d'information. Nous avons aussi évalué ses effets positifs et négatifs sur les régimes démocratiques dont la destruction est visée par le terrorisme contemporain. Nous prévoyons une probable persistance de la violence collective comme une des méthodes pour résoudre des conflits sociaux et politiques dans les démocraties contemporaines. La mise en garde est nette à la fois contre la riposte trop molle ou trop dure dans la légitime sauvegarde des libertés publiques.

Il importe maintenant d'esquisser à très larges traits, une typologie sociale et un vocabulaire qui sous-tendent la présente analyse sociologique. Cet exposé permettra de mettre le terrorisme, variante de la violence collective, dans un contexte explicatif globalisant. Il faut souligner l'importance didactique de cette démarche : elle sert à éviter la tentation du réductionnisme et de l'unilatéralisme, de l'unifactorialisme dans l'explication théorique du phénomène. Il s'agit là en effet de deux dangers non négligeables à la fois pour les théoriciens et pour les praticiens. Du côté de ces derniers, le nécessaire « Crises management » risque de résorber les sauvegardes de libertés dans le processus démocratique. Pour les spécialistes de sciences sociales, l'identification d'un délit, d'un moyen pénalement prescrit dans la lutte politique, risque de réduire toutes sortes de contestations politiques et sociales de natures très diverses aux mêmes causes apparentes (partielles ou superficielles). On ne saurait trop insister sur ce double danger. On ne saurait faire trop d'efforts pour obvier aux conséquences désastreuses qui en découlent.

TPOLOGIE SOCIO-CULTURELLE ET SES RELATIONS AVEC L'AGRESSIVITÉ ET LA VIOLENCE

Quelques définitions

On a défini l'agressivité comme faisant partie de la « nature humaine », et la violence comme étant un instrument mis au service d'un pouvoir. Pouvoir, puissance, force, autorité et violence : ce sont là des mots indicateurs de moyens que l'homme utilise afin de dominer l'homme. Si l'on extrapole d'une manière manichéenne, on a tendance à les assimiler. Toutefois, si l'on adopte une vision plus nuancée des choses, on peut apporter des précisions supplémentaires.

Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir de façon concertée. Ce n'est jamais une propriété individuelle. Il est l'attribut d'un groupe et continue de lui appartenir aussi longtemps qu'il n'est pas divisé. Lorsque le groupe d'où le pouvoir émanait à l'origine se dissout, son « pouvoir » se dissout également.

La puissance désigne une entité individuelle : elle est la propriété d'un objet ou d'une personne et fait partie de sa nature. La plus puissante individualité pourra toujours être accablée par le nombre, par tous ceux qui peuvent s'unir dans l'unique but d'abattre cette puissance. L'hostilité instinctive que suscite la nature indépendante et singulière de cette puissance « individuelle » est imputée, depuis toujours, à l'envie mêlée de crainte, au ressentiment et à la jalousie que des êtres exceptionnels déclenchent autour d'eux. Cette hostilité est inséparable de la nature même du groupe et du pouvoir qu'il possède de s'attaquer à l'autonomie qui constitue la caractéristique principale de la puissance individuelle.

Le terme « force » souvent assimilé au terme « violence » sera réservé ici non pas à un moyen de contrainte, mais à la désignation de « force de la nature » ou celle des circonstances. C'est la qualification des énergies qui se libèrent au cours de mouvements physiques et sociaux. C'est la « force des choses ».

L'« autorité » peut s'appliquer aussi bien à la personne qu'à une institution. La caractéristique essentielle est que ceux dont l'obéissance est requise la reconnaissent intentionnellement. Elle n'a nul besoin de contraintes ni de persuasion. L'autorité ne peut se maintenir que tant que l'individu ou l'institution commande le respect. Le mépris, et plus encore le rire, constituent les pires menaces pour l'autorité.

Enfin, la violence, comme on l'a déjà noté, a un caractère instrumental. Sous son aspect phénoménologique, elle s'apparente à la puissance, car ses instruments, comme tous les autres outils, sont conçus et utilisés en vue de multiplier la puissance naturelle (Arendt, 1972, pp. 154-155).

Les composantes du modèle

Procédons maintenant à une esquisse typologique des sociétés. Voici les variables que le modèle doit inclure.

La morale est l'ensemble des valeurs normatives qui s'imposent à l'esprit des individus et suscitent le sentiment d'obligation dans le domaine des conduites. Lors du choix entre des solutions alternatives, l'obligation morale indique clairement à celui qui en est imprégné, le « bon » et le « juste » choix à effectuer.

Les mœurs constituent des habitudes cristallisées des individus membres de groupes, de classes ou de catégories sociales. Si la morale est un attribut individuel, les mœurs forment un attribut collectif. Elles peuvent être ou ne pas être en accord avec la morale. Elles peuvent être ou ne pas être en accord avec les mœurs des divers agrégats sociaux. La loi ou le droit est l'ensemble des règles, codifiées par les organes législatifs, qui attribuent une sanction qu'impose le pouvoir public à l'infracteur éventuel. Si les mœurs sont sanctionnées par la réprobation et la pression exercées par les groupes sociaux partageant les mêmes habitudes, si la morale n'a que la conscience individuelle comme source de sanction, la loi est la seule qui peut disposer de la contrainte physique qui émane des pouvoirs publics.

Modèle de société intégrée

Le système social repose sur les valeurs qui sont en accord avec les mœurs. Il ne s'agit pas nécessairement d'une société simple, peu complexe, bien que le type idéal s'approche de ce genre. Même une activité hautement différenciée, ayant une stratification sociale complexe, peut présenter des caractéristiques de cohérence culturelle élevée. L'ensemble des nonnes de conduite, qui représente la culture, peut être l'expression d'un système de valeurs cohérent, discriminant nettement entre conduites approuvée, acceptée, tolérée ou réprouvée.

Les institutions responsables de la socialisation des individus, comme la famille, l'école, l'armée (dans les pays de conscription), les moyens de communication de masse, les organisations professionnelles et politiques, transmettent tous, sans exception, le même système de valeurs qui est justifié par des références idéologiques uniques.

La violence, dans ce modèle, ne se justifie, ni ne se comprend « rationnellement ». Ses auteurs sont assimilés aux fous, aux pervers, aux malades. Leur marginalité sociale n'a d'égale que leur marginalité idéologique. Devant la vérité relevée et vénérée par tous, le contestataire apparaît comme sacrilège, hérétique, objet d'horreur et de répulsion. Aucune tolérance ne lui sera accordée. Son exclusion de la « normalité » fera l'objet d'une attention réservée aux spécialistes de la santé mentale. Il sera considéré, le cas échéant, comme traître à sa communauté et sera traité comme tel avec une extrême rigueur.

Il faut noter que l'analyse sociologique des indices exprimant des distorsions possibles, même probables, entre les normes réellement pratiquées et les valeurs qui sont censées les sous-tendre, peut projeter une image bien moins cohérente de certaines des variantes historiques et concrètes des sociétés s'approchant du modèle intégré. Mais le recours à l'usage d'un type idéal pour éclairer ce modèle se justifie largement, étant donné le caractère purement normatif des valeurs donnant la justification ultime des normes de conduite dans l'ensemble complexe qui forme les mœurs. Les lois, dans ces conditions, s'appliquent avec simplicité, vigueur et sévérité : chacun sait à quoi il s'expose en se mettant en condition de commettre des infractions, son atti-

tude ne s'explique que par les causes de pathologie mentale ou sociale
 - cette dernière est limitée à des cas tels que l'alcoolisme, par exemple
 - ou par la trahison, c'est-à-dire l'adhésion consciente à une idéologie
 et un système politique hostile.

Modèle de Société partiellement intégrée

Dans ce type idéal, le système social présente les caractéristiques d'une complexité élevée, d'une différenciation poussée entre organes et fonctions. En ordre général, il s'agit de sociétés à larges dimensions ayant souvent, mais pas nécessairement, un niveau de développement technologique avancé. Les mœurs sont variées et la charpente culturelle se diversifie, à son tour, en systèmes sous-culturels nombreux et en orientations aux valeurs également variées. Toutefois, il y a un recouvrement partiel mais certain entre le système de valeurs justifiant des normes de conduites et leurs interprétations diversifiées et variées au niveau des mœurs propres à des sous-cultures plus ou moins bien distinctes les unes des autres. Il n'y a pas de véritables contradictions entre les valeurs et les normes. Il y a plutôt des incertitudes quant aux choix à effectuer, une diminution par conséquent, de la motivation de « bien faire » suivant les critères de la culture dominante. Ce sens de relativisme qui s'introduit dans le domaine du jugement moral a pour résultat une atténuation du caractère binaire des jugements. Ceci signifie, très nettement, un affaiblissement de la « fibre » morale des membres de cette société. L'érosion des certitudes morales, l'affaiblissement du sentiment d'obligation clairement perçu et suivi, ont pour effet une tolérance accrue de tous à l'égard des conduites « déviantes » par rapport au noyau des valeurs toujours présentes dans le segment encore partagé de la culture dominante. L'évacuation des justifications morales des conduites « déviantes » s'accélère et l'utilité sociale devient le critère principal d'appréciation dans le recours à la tolérance ou à la condamnation morale. La philosophie libérale de Stuart Mill exprime le plus clairement la justification de l'intervention de plus en plus limitée des lois dans le domaine des mœurs.

LA TYPOLOGIE - LES TROIS MODÈLES

I. *Sociétés intégrées*

- Agression orientée pour des objectifs socialement utiles et moralement approuvés.
- Peu de violence inter-individuelle
- Très peu de violence intra-sociale.
- Fort potentiel de violence inter-société.

II. *Sociétés partiellement intégrées*

- Agression orientée vers des objectifs sociaux différents.
- Violence inter-individuelle accrue.
- Violence intra-sociale accrue.
- Potentiel de violence inter-société diminué.

III. *Sociétés non-intégrées*

- Agression orientée vers des objectifs sociaux contradictoires.
- Violence inter-individuelle très accrue.
- Violence intra-sociale très accrue.
- Potentiel de violence inter-sociale très diminué.

La tolérance à l'égard des déviants ne signifie cependant pas l'approbation des valeurs qui fait substituer des normes de conduite autres que celles qui sont plus généralement acceptées. Mais un phénomène d'habitude sociale se développe, puissamment aidé par les grands organes de socialisation, tels la famille, l'école, les moyens de communication de masse, etc. Les hésitations, et parfois le refus de poser un jugement moral concernant les conduites « déviantes », « minoritaires », contribuent non seulement à l'érosion décisive de la « rectitude » dans le jugement moral, mais préparent au refus d'accepter des critères de jugement qui puissent véritablement discriminer entre conduites bonnes ou mauvaises, acceptables, socialement utiles ou indifférentes, ou simplement tolérables ou intolérables.

Le recours aux moyens violents pour se faire justice dans la réglementation des différents devient, évidemment, plus fréquent dans ces sociétés pluralistes, partiellement intégrées. La perception même de la violence change aussi d'une manière notable. La soumission des groupes à des valeurs sous-culturelles, parfois contradictoires, a pour conséquence le transfert du sentiment de solidarité des membres aux pairs de la sous-culture au détriment des liens de solidarité perçus et acceptés de ceux dont on partage au moins une fraction de culture au sein de la société globale.

On assiste à un affaiblissement constant et notable de la sévérité dans le jugement porté sur les actes « déviants ». Les hésitations se font jour quant au qualificatif « délinquant » à être attribué à certains actes pourtant légalement proscrits. La cohésion de l'ordre social est néanmoins maintenue, étant donné l'existence d'un consensus, aussi vague qu'il soit, quant aux justifications dernières des valeurs qui fondent l'autorité des institutions et l'exercice de la puissance publique.

Les débats, suscitant à la fois le consensus et les conflits, se généralisent toutefois quant au choix des actes définitivement classés comme « antisociaux ». Quant à la justification de recours aux moyens violents pour régler les différends surgis aux confins des sous-cultures, et quant à la légitimité des arbitrages que le pouvoir central est amené à exercer de plus en plus fréquemment, elles sont contestées souvent. On assiste à une justification de plus en plus répé-

tée de certaines formes de violence. Un affaiblissement correspondant est relevé de la riposte, au nom du dénominateur commun qui relie encore les diverses sous-cultures, dans le cadre d'une culture et d'une société globales, partageant encore quelques valeurs fondamentales. Il en résulte un accroissement notable des sources de conflits, réglés parfois mais de plus en plus souvent par le recours aux moyens violents.

La majorité des sociétés ayant un régime de démocratie politique, et parfois sociale et économique, économiquement peu ou très développées, se rapprochent de ce modèle.

Modèle de société non-intégrée

Là encore, il s'agit d'une société différenciée, complexe. Les mœurs très variées correspondent à des genres de vie opposés qu'épousent les groupes ou catégories sociales qui composent ces collectivités. La charpente de la culture dominante, serrant dans son étau le faisceau des sous-cultures qui caractérise le modèle des sociétés partiellement intégrées, est diluée au point de devenir inexistante ou s'exprimant seulement dans quelques formules abstraites, vidées de tout consensus sur le contenu réel qui leur est attribué.

Certaines des sous-cultures se transforment en contre-cultures elles s'intègrent et s'articulent d'une manière complexe autour des systèmes de valeurs qui justifient des normes diamétralement opposées à celles qui prévalent au sein d'autres cultures. L'interdépendance du système social suscite, dans ces conditions, de nombreuses sources et occasions de conflits. Il ne s'agit plus de conflits d'interprétation, la plupart du temps résolus par le recours à l'arbitrage du pouvoir légitime - porte-parole de la culture dominante - comme c'est le cas dans le modèle précédent. Au contraire, il s'agit bien souvent de véritables casus belli, étant donné la profonde opposition, voire l'incompatibilité, entre les divers systèmes de valeurs et normes de conduites.

La légitimité du pouvoir n'est donc plus reconnue puisqu'il manque ce minimum de consensus qu'une philosophie à la Stuart Mill pouvait encore justifier au nom du respect des libertés individuelles et de l'utilité sociale. La situation décrite par Hobbes dans le Léviathan s'approche assez bien de celle qui caractérise le fonctionnement de ce troi-

sième modèle. Au lieu d'une guérilla occasionnelle, c'est une guerre quasi permanente qui se substitue aux règlements négociés des conflits. Les sanctions, qu'elles soient draconiennes ou des plus douces, sont inopérantes sur le plan moral. Elles ne rencontrent, en effet, ni dans la conscience collective du groupe, ni dans la conscience individuelle des membres des sous-cultures, des échos positifs.

Dans ces sociétés, nous assistons à une décomposition du système socio-culturel, due à l'absence de principe ou de valeur unificateurs pouvant former un dénominateur commun. Les bases d'un univers de discours manquant, cette absence empêche d'établir la source d'un dialogue conduisant à des compromis partiels.

Le recours à la fonction quasi biologique de la sémiologie s'amoit : trop peu de choses doivent être partagées entre trop de groupes. Les grandes institutions de socialisation (écoles, moyens de communication de masse, familles, etc.) non seulement ne transmettent pas d'éléments d'une culture commune dominante, mais constituent des truchements capitaux par lesquels les contre-valeurs se communiquent, se propagent et s'enracinent. Si l'école, par exemple, transmettait obligatoirement l'idéologie officielle dans le premier modèle, elle observe une neutralité tranchante dans le second. Dans le troisième, elle devient le champ de bataille d'idéologies opposées, véhiculées par un corps enseignant militant et divisé.

La conséquence de cette compétition, de cette confrontation, conduit à une polarisation des opinions et des attitudes. Il en résulte une situation fort différente de celle qui prévaut dans le modèle précédent, caractérisée par l'esprit de tolérance sceptique qui provoque l'érosion des valeurs communes de la culture dominante. Toutes les conditions structurelles sont réunies ici pour que le nouveau consensus ne puisse s'établir que par la confrontation, la guerre et la victoire d'une culture sur une autre.

L'indignation morale, fondement dernier des sentiments de justice, qui justifie des sanctions indispensables et incontestables, renaît de ses cendres. Mais elle s'incarne dans de multiples et contradictoires exemplaires. L'esprit de tolérance devient synonyme d'hypocrisie et de lâcheté. Comme l'a bien dit Arendt (1972), l'hypocrisie provoque la

rage meurtrière des consciences individuelles exacerbées. La confusion entre délinquance, déviance, contestation et insurrection, devient totale : la polarisation impose ses lois et ne justifie l'allégeance qu'à une « divinité » à l'exclusion de tout autre.

Certaines sociétés occidentales à régime de démocratie sociale et politique présentent des systèmes qui les rapprochent de ce troisième modèle. Peu de pays en voie de développement s'y classent, étant donné le faible degré de différenciation socio-économique qui les caractérise. Les valeurs culturelles peuvent être fort polarisées dans ces pays, mais elles surgissent rarement simultanément dans la même société. Lors de convulsions violentes (coup d'État, révolution, etc), elles se substituent les unes aux autres. C'est dans les sociétés différenciées d'Occident que nous trouvons la juxtaposition simultanée des contre-cultures au sein de la même société globale.

C) RECOMMANDATIONS POUR LA DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE

Quelques prévisions

[Retour à la table des matières](#)

Cette matrice d'analyse est comme une boule de cristal ; que nous permet-elle de prévoir ? Que voit-on pour les prochaines décennies en ce qui concerne le terrorisme ? Les sociétés partiellement intégrées, verront les conditions favorables au recours à la violence collective s'aggraver. Ainsi, le nihilisme au niveau des valeurs ira de pair avec la recherche de nouvelles utopies, des nouvelles causes mobilisatrices au milieu des jeunes. La désillusion des élites et de larges fractions du public à l'égard des performances résultant des régimes démocratiques risque fort de s'étendre encore. La pénurie résultant d'une croissance (presque zéro), le chômage, les tensions ethniques, l'angoisse existentielle devant la menace nucléaire et écologique, les frustrations résultant de la réduction des prestations du système de sécurité sociale seront autant de facteurs dont les effets négatifs se feront davantage sentir. Le contexte international s'aggraverait et sera plus propice à l'éclo-

sion d'actions anarchiques, fanatiques, de guerres bilatérales. Le ressentiment des pays pauvres du tiers monde sera dirigé de plus en plus contre les pays riches. La confrontation entre les pays de l'Est et de l'Ouest risque d'en être aggravée. La vulnérabilité des sociétés ouvertes, démocratiques à l'usage offensif de nouvelles technologies (micro-bi et nucléaires) s'aggravera. L'existence de larges couches de population sans défense (écoliers, vacanciers, troisième âge etc...), d'usines à haute technologie, robotisées et informatisées à l'extrême, offrent des cibles pratiquement indéfendables à l'action terroriste déterminée. D'après Dror (1982), l'accroissement du terrorisme est possible sans aller jusqu'à le déclarer probable.

On ne peut faire des prévisions que dans des contextes géographiques et historiques spécifiques. En effet, la stratégie offensive suscite la stratégie défensive dont les effets sont difficiles à escompter, à l'avance. Si on en juge cependant à propos de la piraterie aérienne, l'action défensive peut être fort efficace, coûteuse mais acceptée par le public.

Les services de sécurité doivent adopter une attitude vigilante mais pragmatique, nous conseille Dror (1982). On doit s'attendre à un accroissement quantitatif d'actions terroristes. Il prévoit peu de changements dans la forme, mais des vagues successives plus rapprochées sont à redouter. Une escalade dans l'usage des technologies offensives est également à redouter (comme l'usage des matières toxiques ou nucléaires, instruments de contrôle à distance, des explosifs et au format réduit). Les cibles peuvent aussi changer : les grands centres habités peuvent faire l'objet de menaces.. Des causes « justifiant » l'action terroriste peuvent se démultiplier : l'écologie, le désarmement, le chômage, le fanatisme religieux sont parmi les plus probables. L'accroissement des exigences lors des attaques terroristes est une possibilité grâce à la présence d'individus plus fanatiques, plus déterminés à assumer de grands risques. Finalement, note Dror (1982), on peut s'attendre à un perfectionnement dans la tactique terroriste (réalisation des attaques, négociations etc.) qui fut assez faible et stagnante depuis quelques années. Si notre auteur ne croit pas à un accroissement quantitatif massif du terrorisme dans un proche avenir, il redoute, par contre, pour les régimes démocratiques, pour nos sociétés partiellement intégrées, une métastase de causes des plus diverses qui « justi-

fieraient » le recours à la terreur, utilisant des technologies plus perfectionnées.

S'il en est ainsi, la capacité de régimes démocratiques à maintenir une qualité de vie démocratique sera soumise à une épreuve plus sévère encore que par le passé. La guerre à outrance contre le terrorisme, même devant ces menaces accrues, doit être proscrite. En effet, le terrorisme constitue un tuyau d'échappement de sécurité pour l'accumulation de leurs frustrations légitimes. Il vaut peut-être mieux les laisser exploser progressivement au lieu d'accumuler, par la pression répressive, les conditions d'une explosion majeure.

Le drame collectif et le caractère théâtral de l'action terroriste a comme effet pervers, non voulu, l'accroissement de la solidarité sociale, en particulier de ceux qui sont chargés par la sécurité publique. Les gouvernements peuvent en escompter des effets positifs dans les tâches de maintien de l'ordre. On « apprend » aussi à faire face aux dangers résultant de la violence collective : surmontant des petites crises, on se prépare mieux à faire face, voire à prévenir des crises majeures...

La solidarité internationale des pays démocratiques devant ceux des États qui n'hésitent pas à encourager le terrorisme international est aussi accrue. Les effets de cette solidarité peuvent constituer une force de dissuasion non-négligeable pour l'avenir.

Bref, à une attaque provenant de causes très complexes, Il faut planifier une riposte multidimensionnelle et également très complexe. Cette prudence et ce pragmatisme qui n'exclut ni la vigilance ni le réalisme s'inspire du scepticisme qui nous saisit devant le peu d'efficacité de l'État à mettre au point des stratégies de prévention et d'intervention majeures. La plupart de ces grandes stratégies en matière économique et sociale connurent des échecs plus ou moins retentissants au cours des derniers cinquante ans (Andrewski, 1973). Il faut donc décourager des volontés « perfectionnistes » ou « jusqu'au boutistes » dans une matière si délicate pour la santé morale de nos pays. Un difficile équilibre doit être maintenu, à l'instar de la préparation pour la défense nationale, entre capacité de riposte rapide et efficace et l'instauration d'un quasi état de siège. C'est pourquoi Dror (1982) recom-

mande qu'il n'y ait pas de changement radical en matière de prévention du terrorisme mais qu'il y ait une capacité défensive centralisée et alerte à la disposition des gouvernements démocratiques dans leur lutte coordonnée contre le terrorisme national et international. Les ressources humaines de haute qualité, en apprentissage, perpétuel, doivent être à la disposition des dirigeants politiques dont l'adresse, l'intuition, le leadership et la fidélité aux principes démocratiques demeurent cependant les garanties ultimes de succès ou d'échecs.

Cette capacité de riposte gouvernementale doit pouvoir compter sur des ressources multiples. En plus de techniciens, hauts responsables de la tactique, des stratèges gouvernementaux, hommes politiques, doivent être impliqués. Des groupes de réflexions, des organismes consultatifs réunissant des représentants des diverses disciplines intellectuelles, des forces sociales et politiques vives du pays, doivent apporter leur contribution. Ces « conseils » auront d'autant plus d'importance qu'ils permettront de replacer les incidents terroristes dans le vaste contexte politique, économique, social, national et international. Ainsi, les causes proches et lointaines, directes et indirectes pourront être prises en considération. Il ne s'agit point de déprécier l'importance du « crisis management », de la répression immédiate. Mais ce sera faire preuve d'une grave imprudence de s'y limiter si nos analyses précédentes sur la complexité des causes du terrorisme s'avèrent exactes ! L'insistance sur l'aspect holistique des mesures de prévention, de dissuasion et de répression de Dror (1982) rejoint largement notre propre analyse sur la causalité du terrorisme. Toute action ponctuelle doit donc être accomplie et planifiée dans une perspective beaucoup plus large, tenant compte de l'ensemble des politiques d'un régime démocratique. La coordination bureaucratique de toutes ces instances constitue le test peut-être le plus difficile pour la gestion de nos États modernes.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons limité nos propos aux problèmes du terrorisme politique, variante de la violence collective, dans le cadre des États démocratiques répondant respectivement au double critère de consentement et de participation de leurs citoyens dans le processus gouvernemental. Après avoir clarifié quelques problèmes sémantiques, nous insistons sur la principale caractéristique du terrorisme contemporain dans les pays occidentaux : l'usage dramatique des media pour actualiser la menace terroriste et la confusion entre fin et moyen, savamment entretenues par les états-majors terroristes et souvent partagées par les analystes (journalistes etc.) dans les pays démocratiques. Nous avons sévèrement mis en garde contre tout simplisme et réductionnisme concernant le terrorisme aussi bien dans l'analyse des causes (avertissement aux hommes de sciences) que dans celle de la riposte (avertissement aux hommes politiques et à ceux chargés de la sécurité). Réalisant les faiblesses inhérentes aux régimes démocratiques de prévenir et même de combattre efficacement le terrorisme sans « perdre leur âme », nous avons néanmoins signalé l'inefficacité relative des attaques terroristes jusqu'à présent. Après avoir dressé un panorama sociologique jetant des lumières au contexte socio-culturel dans lequel se déroule le terrorisme contemporain, nous avons suggéré l'accroissement de la capacité de riposte du régime démocratique à la fois sur le plan international (augmentation de la coopération judiciaire et policière) que sur le plan national (se préoccuper du terrorisme dans une vaste perspective politique et sociale au lieu de confiner le problème dans un secteur limité au service judiciaire et policier).

En fin de compte, je suggère le développement d'anticorps naturels dans l'organisme social pour défendre sa propre santé, son propre équilibre. Son efficacité sera à la mesure de sa propre capacité de survivre, du sentiment de loyauté et de légitimité que l'État démocratique peut susciter. Il faut veiller par une attention de tous les jours à ce que le recours à la violence ne se banalise pas dans le processus de solution des conflits économiques, sociaux et politiques. Des seuils de to-

lérance et d'intolérance doivent être recherchés dans chaque société et des mesures politiques, telles la décentralisation, le recours aux référenda, etc. devraient être mis en oeuvre.

Sur le plan international, des mesures concertées devront être adoptées pour contrôler les abus des immunités diplomatiques en matière de terrorisme et l'implication des gouvernements légaux dans le soutien logistique d'activités terroristes doit déclencher des rétorsions précises et automatiques. La suggestion du gouvernement français concernant l'établissement d'un tribunal international doit être sérieusement considérée. Je suis également d'accord avec Dror (1982) qui propose, même d'en établir un avec les concours des pays démocratiques seuls.

Le contrôle des informations relatives aux technologies ayant des capacités destructrices doit être mis en vigueur et les infractions doivent être sévèrement sanctionnées. En dépit des obstacles psychologiques et moraux bien connus, des politiques publiques en matière de paiement de rançon, les négociations avec les kidnappeurs ou des terroristes, doivent être claires et être strictement et équitablement appliquées. On ne saurait tolérer des exceptions au risque de graves conséquences pour l'efficacité de la stratégie défensive. Finalement, grâce au concours et au consentement des intéressés, la publicité écrite et parlée doit éviter de présenter les terroristes comme des héros des lendemains qui chantent. Des anticorps doivent se développer, là aussi.

Ce n'est peut-être pas un prix trop élevé à payer que de mettre en oeuvre ces suggestions pour sauvegarder nos régimes démocratiques, si gravement menacés par des fanatismes divers, qu'ils se déguisent dans les idéaux de « gauche » ou de « droite ». L'Europe, en particulier l'Italie, a payé un tribut terrible déjà pour cette faiblesse congénitale des protecteurs des libertés devant l'impatience meurtrière et criminelle des ennemis de ces libertés. Pour quelques batailles perdues, nous en avons, vous en avez, gagnées davantage. Et si l'on me suit dans mes analyses, cette guerre ne peut jamais tout à fait être gagnée. Car enfin, qui est l'ennemi, qui est en face de nous ? C'est bien nous-mêmes que nous regardons dans ce miroir légèrement déformant, nos passions avortées, nos exigences dévoyées, nos amours transformés en haine... Le terrorisme dans nos pays est la grimace monstrueuse qui

fait le pied de nez au rire bonasse, satisfait et indifférent au malheur de l'autre. Nous devrions apprendre à vivre comme avec le reste de la condition humaine.

SCIENCE ET CRIME (1986)

Chapitre VII

La police et le public : images et réalités

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'étude sociologique des phénomènes sociaux, l'insolite, l'ambigu, le déviant, constituent plus naturellement l'objet d'études et de recherches que le normal, le banal, le naturel. C'est ainsi que des études foisonnent sur les phénomènes associés au changement ; elles sont bien plus rares sur ceux qui s'identifient à l'ordre. Dans la même veine, la science du « droit » est bien plus développée que celle du « devoir » : dans la société, on est beaucoup plus sensibilisé à ce qu'on nous doit qu'à ce qu'on doit soi-même. Cette disposition d'esprit explique largement la pénurie de nos connaissances sur la police comme organisme social, ayant ses valeurs propres, ses normes de conduite, sa culture particulière. Les idées toutes faites abondent évidemment en la matière : tout le monde a sa petite idée sur la police ; la police croit bien connaître également la société dans laquelle elle oeuvre. Ce qui manque, ce sont des études précises, scientifiques, analysant les relations entre la police et le public.

Dans le présent chapitre on aborde l'étude du sujet sous ses trois aspects différents : tout d'abord, les fonctions de la police dans les sociétés démocratiques ainsi que les caractéristiques du public qui constitue l'audience de l'activité policière. Ensuite l'exercice du pouvoir

d'appréciation de la police, clef de ses relations avec le public. Les modèles d'organisation du travail policier dans la communauté et la constitution d'une sous-culture feront l'objet de considérations spéciales. Finalement, le rôle de la police dans divers types de société. La thèse que nous comptons illustrer est la suivante : les relations entre la police et le public seront sensiblement différentes suivant les types de société et suivant le type d'organisation policière. C'est le public qui modèle la police et non pas l'inverse.

QUELLE POLICE ET QUEL PUBLIC ? LA FONCTION DE LA POLICE DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

[Retour à la table des matières](#)

Le maintien de l'ordre, l'application des lois, la protection de la vie, de la propriété des citoyens, la protection des conditions de l'exercice des libertés fondamentales, constituent la condition sine qua non d'existence d'une société démocratique. L'organisation judiciaire de ces sociétés se voit confier la charge de veiner à l'exécution et au fonctionnement de ces missions. Au sein de l'organisation judiciaire, dans le cadre de l'administration de la justice, c'est à la police que revient la tâche spécifique de la réalisation de cette mission en toute première ligne, le plus près possible de la vie quotidienne des citoyens. L'urbanisation accrue de la société contemporaine a provoqué un accroissement de la criminalité. La complexité croissante des relations sociales a entraîné, à son tour, une prolifération considérable des lois, des réglementations qui restreignent la liberté des citoyens tout en chargeant la police d'une fonction de contrôle augmentant sans cesse. Les citoyens deviennent, par ailleurs, de plus en plus sensibles aux limitations auxquelles l'exercice de leur liberté est assujéti. Il en résulte des tensions croissantes entre le public et la police. L'intervention accrue de la police ne se justifie, comme le fait remarquer le Livre blanc sur la police du ministère de la Justice du Québec (1971), que dans la mesure où l'on protège des libertés individuelles et sociales et que l'on harmonise ces libertés en vue d'un climat général d'ordre, de tolérance et de paix. Tout l'art de la démocratie consiste dans

la conciliation de l'ordre et de la liberté : c'est là le rôle crucial de la police dans la société contemporaine.

Comment définir les fonctions de la police ? Dans ce même Livre blanc, le ministre de la justice d'alors énumère les objectifs suivants : a) promouvoir activement la prévention du crime ; b) protéger la société contre les entreprises criminelles et poser ainsi les gestes appropriés qui font échec à la réussite des conspirations ; c) permettre l'évolution de la société et ainsi respecter la liberté humaine, mais à condition qu'elle s'exerce dans le contexte des lois existantes ; collaborer avec les organismes spécialisés à la réintégration des délinquants à la société. On notera l'importance attachée dans cette définition à la prévention du crime (a et b) : le policier n'attend pas l'appel au secours du citoyen. Il intervient d'office, tente de faire échec au crime. Le maintien de l'ordre rigide, souvent reproché à la police, n'est plus de mise (voir c), ni l'opposition de celle-ci aux efforts de réinsertion sociale exercés par les tribunaux ou les services de probation.

L'insistance sur la prévention paraît particulièrement importante et opportune : non seulement la présence des patrouilles dans la rue, mais également la création des services spécialisés. Ceux-ci visent l'action dans les milieux juvéniles scolaires ou parascolaires, le crime organisé (la pègre), certains milieux des affaires, etc.

En dépit des vœux de l'auteur du Livre blanc, le rôle préventif de la police a évidemment de sévères limites dans les sociétés démocratiques, en particulier dans les pays où prévaut le « common law ». Dans ces pays, la police a tendance à être largement « réactive », comme le démontrent les recherches de Reiss (1971). Elle n'intervient qu'une fois appelée, « mobilisée » par les citoyens. Dans les pays de droit continental, et plus encore dans les pays à structure politique autoritaire, le rôle de la police a tendance, évidemment, à être davantage « pro-actif », c'est-à-dire interpréter et appliquer la loi « *motu proprio* ».

Contrairement à bien des idées reçues, la police ne consacre qu'une fraction de son temps (entre 10 et 20%) à la lutte concrète contre le crime, du moins tel que le public l'imagine. L'écrasante majorité de son temps est consacrée à ce qu'on peut appeler le service social. Bor-

dua et Reiss (1966) précisent ce rôle : il s'agit d'aider les personnes âgées et les malades mentaux, de rechercher les personnes disparues, d'assurer les services médicaux urgents, de servir de médiateur dans les disputes entre conjoints, entre locataires et propriétaires, entre commerçants et clients, de se charger des enfants abandonnés, de fournir des informations sur divers services publics, de contrôler la circulation, de faire des enquêtes à la suite d'accidents, de protéger les droits des individus à vivre, à circuler et à s'exprimer librement. On a tendance à décharger la police de certaines de ces fonctions sociales. Néanmoins, dans la plupart des pays, surtout dans les communautés petites et moyennes, cette présence « tout azimuth » de dépanneur universel demeure prédominante.

Lors des travaux du IV^e symposium international de criminologie comparée (1974) consacrés à la police, on a élaboré une typologie en vue d'arriver à une classification des fonctions policières. On distingue ainsi a) les activités répressives, *post delictum*, à l'égard de la criminalité dénoncée, avec une victime réelle ; b) les activités répressives, *post delictum*, à l'égard d'une criminalité dénoncée et sans victime ; c) les activités préventives à l'égard des comportements criminels dénoncés et non dénoncés ; d) les activités exécutives en ce qui concerne certaines décisions judiciaires et administratives, tant que l'usage de la force est requis pour cette exécution ; e) les tâches exécutives et le « counselling » en matière de trafic routier, les responsabilités administratives visant à l'exécution de certains règlements et de certaines lois (police des étrangers, débit d'alcool, hôtels) ; f) l'action d'assistance à l'égard de la communauté en cas d'accident ou de danger imminent.

Grâce à cette grille, une analyse de l'allocation temps/ressources de la police peut être effectuée et l'importance relative des types d'organisation policière, suivant l'ordre prioritaire de chacune de ces fonctions, pourrait être établie.

La classification du barreau américain recoupe, en gros, les mêmes catégories. Celle avancée par Bercal (1971) est plus synthétique et indique bien l'irréductibilité, en fin de compte, des fonctions policières dans la cité. Il s'agit pour lui de : a) réduire le nombre des blessures corporelles ou des pertes de vie provoquées par des causes non natu-

relles ou évitables, telles que les meurtres, les vols avec violence, les suicides, les conflits de familles ou de voisinage, etc. ; b) réduire les dommages ou les pertes de propriété : distribution de littérature pour la prévention du crime, procédure de défense civile, etc. ; c) clarifier des situations confuses en intervenant d'office dans les disputes de familles ou de voisins, en fournissant des informations, en procédant au contrôle des foules, à l'octroi de permis, etc. ; d) maintenir le statu quo ou faciliter les conséquences du changement, appliquer les lois sur la moralité publique (habillement, mode de comportement, censure de film ou de pornographie).

Seule une analyse coût-efficacité qui tient compte également du contexte socio-culturel et politique de la société ambiante peut départager l'importance relative et les tendances d'évolution des fonctions de la police dans la société contemporaine.

UN CONCEPT CLEF DANS LA RELATION ENTRE LA POLICE ET LE PUBLIC : L'EXERCICE DU POUVOIR D'APPRÉCIATION PAR LE PUBLIC

[Retour à la table des matières](#)

Il apparaît évident, en réfléchissant sur les fonctions de la police dans la cité, que le pouvoir d'appréciation du policier de son rôle dans l'exercice de ses fonctions constitue l'élément décisif de l'image que le public se fait de sa police. Les lois sont nécessairement conçues en termes généraux. Elles ne peuvent prévoir toutes les hypothèses ni toutes les solutions à apporter aux problèmes de l'arrestation. Dans le cas contraire, elles paralyseraient l'activité de la police. En dépit des croyances opposées, les lois sont ambiguës et souvent imprécises. Un vol qualifié peut recouvrir des réalités aussi diverses que la conduite d'un individu effectuant un hold-up et celle d'un enfant s'introduisant dans un terrain de jeu et s'emparant d'un panier de basket-ball. C'est le policier qui décide, en évaluant la situation, de l'action qu'il entreprendra.

Ce pouvoir d'appréciation de la police comprend, à part une prise de décision, un élément de jugement personnel exercé en l'absence de règles juridiques strictes. Il ne s'agit point de confondre ce pouvoir rempli par le policier avec l'arbitraire : sa conduite est régie par la loi, mais elle s'exerce dans cette zone grise intermédiaire qui se situe entre la morale et la loi. Selon Lafave (1965), le policier se trouve face à trois solutions possibles : a) soit qu'il n'effectue aucune arrestation de son propre chef avec tous les risques d'assister à la détérioration de l'application de la loi que cela comporte ; b) soit que le policier soit obligé d'arrêter tous les contrevenants à la loi et laisse ainsi le parquet décider de porter plainte ou non ; c) soit finalement que la police reçoive des directives précises et détaillées quant aux circonstances où une arrestation doit être effectuée. Cette transformation qui figure dans les livres de droit et qui s'applique dans la rue, constitue d'une certaine manière le champ ou le lieu de rencontre par excellence entre le policier et le public.

Les travaux déjà mentionnés de Reiss (1971) soulignent cependant le rôle décisif du pouvoir d'appréciation propre au public dans la définition d'un acte illégal. En effet, l'attitude réactive de la police, attitude prédominante surtout dans les pays de droit anglo-américain, est une réponse à l'action, à la plainte du public. Le policier se conforme au désir d'arrestation exprimé par la victime surtout s'il n'existe pas de lien de parenté ou de voisinage entre l'agresseur et la victime. L'intervention du policier dépend de son évaluation, sur-le-champ, du « coût-bénéfice » de diverses options. La « justesse » de sa décision va dépendre de l'information reçue, des résultats de l'examen des solutions possibles, de la sélection et du choix des moyens d'intervention. On voit qu'il s'agit là d'un processus complexe, qui dépend et subit l'influence de plusieurs facteurs tels que la gravité de l'acte, la réaction de la société, la réaction présumée des tribunaux, l'attitude du prévenu lors de l'arrestation, le risque de la récidive, etc. De nombreuses recherches ont été consacrées pour explorer l'influence relative de ces facteurs sur l'exercice du pouvoir d'appréciation de la police dont l'activité consiste essentiellement dans la recherche d'un équilibre entre l'efficacité et la légalité, entre la fin et les moyens, comme le remarque Hauge (1977). Le même auteur note qu'en Norvège comme en Allemagne ou en Amérique du Nord (1968-69), c'est grâce à la réaction du public que la police est saisie des activités criminelles. L'ivresse pu-

blique et la conduite en état d'ivresse représentent les trois-quarts des délits découverts par les patrouilles, alors que ceux-ci ne représentent qu'une fraction des plaintes émanant du public. La plupart des délits qui surviennent dans les lieux privés (vols, délits sexuels, etc.) sont inaccessibles à la surveillance ou à la découverte policière. L'attitude du public à l'égard de la police sera donc capitale dans l'évaluation de l'efficacité de la protection policière : une société hostile à la police, refusant sa coopération, paralyse et rend en même temps inefficace le travail policier. Fort heureusement pour elle, la police est généralement bien vue par le public, comme en témoignent les enquêtes d'opinion citées par Hauge (p. 7).

L'esprit, plus souvent que la lettre, des lois doit conduire les pas du policier : « L'ivrogne reconduit chez lui, le jeune remis à ses parents, la femme au volant avertie ». Ce sont là les procédures qui assurent certainement considération et bienveillance à l'égard de la police. La marge du pouvoir d'appréciation de la police sera d'autant plus grande qu'il s'agit de jeunes, de femmes, de personnes physiquement ou mentalement handicapées, de délinquants primaires. Au contraire, la lettre de la loi risque d'être appliquée aux adultes soupçonnés d'être récidivistes, faisant l'objet de plaintes vives, pris en flagrant délit, appartenant à des minorités réputées dangereuses (minorités ethniques, sexuelles ou hippies).

L'exercice de ce pouvoir d'appréciation constitue, on en convient aisément, une source importante de frictions avec le public et motive la majorité des attitudes critiques ou défavorables à son égard. Au IVE symposium de criminologie comparée déjà cité, trois solutions ont été envisagées pour réduire des abus possibles : a) la réglementation de l'usage du pouvoir d'appréciation qui n'exclut cependant pas la préservation d'une certaine souplesse ; b) la professionnalisation des policiers et des corps de police ; c) l'exercice d'un contrôle sur ce pouvoir de la police.

Deux types de réglementation peuvent être mentionnés au Canada et au Royaume-Uni. De récents amendements au Code criminel restreignent le pouvoir d'arrestation sans mandat. Le policier ne doit procéder à des arrestations que s'il croit, pour des motifs raisonnables et probables, que l'intérêt public ne peut être sauvegardé autrement. Cet

intérêt public se définit à la lumière de toutes les circonstances de l'infraction, y compris les nécessités suivantes : l'identification du criminel, la conservation de la preuve, la préservation de la répétition de l'infraction ou de toutes les autres infractions, l'assurance raisonnable que la personne se présentera devant le tribunal. En Angleterre, on a réglementé le pouvoir de donner des avertissements dans certains cas précis : l'avertissement informel sur le terrain délivré par le policier qui considère inutile de poursuivre le cas. L'avertissement formel s'applique lorsqu'un délit est rapporté à la police et les officiers supérieurs peuvent décider, à l'exception de certains délits graves, de ne plus poursuivre l'affaire mais de se limiter à un avertissement officiel au prévenu. Cet avertissement peut être délivré par lettre ou verbalement, dans les locaux de la police.

La deuxième solution consiste dans la professionnalisation. Elle peut être considérée comme complémentaire à la réglementation. Une des caractéristiques d'une profession consiste dans l'exercice d'un large pouvoir d'appréciation. Le médecin, par exemple, exerce son jugement duquel résulte la vie ou la mort du patient. L'autorité que son titre lui confère est incontestable. Mutatis mutandis, le policier exerce le même jugement professionnel. Sauf que si le médecin a eu un minimum de onze mille heures pour se préparer à son rôle, le policier moyen nord-américain n'en a pas eu plus de deux cents ! (Bard, 1970). Or, le jugement du policier peut avoir un impact majeur sur la vie des individus concernés. Le développement de critères en vue de faire face à ces problèmes sociaux nécessite des recherches approfondies, la systématisation de l'expérience et des connaissances, ainsi qu'une expérimentation continuelle de la validité des hypothèses et des conclusions sur lesquelles ces critères sont fondés. Comme le note Goldstein (1970), l'élaboration des jugements qui sont à la fois basés sur des critères établis par suite d'une vaste expérience de recherches et d'expérimentation et engagés dans des valeurs reflétant le sens des responsabilités face à la société, constitue ainsi un important élément pour le développement d'une vraie profession.

MODÈLES D'ORGANISATION POLICIÈRE ET PROFESSIONALISME

[Retour à la table des matières](#)

Si jusqu'à présent on demeure réticent, dans certains milieux, à reconnaître à la police son pouvoir d'appréciation alors qu'on le reconnaît plus volontiers aux juges, c'est précisément à cause de l'absence de professionnalisation de la police.

Dans une étude consacrée au fonctionnement de la police dans huit localités américaines, Wilson (1969) a élaboré une typologie des conduites policières (McNamara et Riedel, 1974, p. 107). Le modèle no 1 est appelé « légaliste ». Au lieu du simple maintien de l'ordre, la police traite tous les incidents comme matière d'application des lois. Il s'ensuit des arrestations nombreuses, des distributions de procès-verbaux nombreux. La police est centralisée et le policier agit comme si la communauté n'avait qu'un seul code moral auquel chacun devait être soumis. Il applique la loi sans discrimination, elle est égale pour tous. Une fois un délit constaté, la police procède suivant la loi, même si le plaignant est prêt à s'accommoder ou le délinquant est à son premier délit. Dans ce type d'organisation policière, le policier doit « produire » : il sera évalué d'après la quantité de papier produit dans l'exercice de ses fonctions. L'interprétation stricte et punitive de la loi va de pair avec l'hostilité du policier à l'égard du juge qui ne punit pas l'accusé avec assez de sévérité et surtout à l'égard des psychologues ou des travailleurs sociaux qui sont soupçonnés de vouloir excuser les délinquants. En maintenant des standards rigides, ces services se protègent aussi d'éventuelles accusations de corruption. Celle-ci commence par l'acceptation d'une tasse de café dans un estaminet...

**CARACTÉRISTIQUES DU COMPORTEMENT
DES POLICIERS**
(WILSON, 1968).

Modèle A (Légaliste)

Accent mis sur l'application stricte de la loi, y compris les règlements municipaux et la réglementation du trafic.

Le maintien de l'ordre n'est pas prioritaire : on ne fait que répondre aux plaintes des citoyens.

Transformer, si possible, les problèmes du maintien de l'ordre en problèmes d'application de la loi.

Pouvoir discrétionnaire très limité ce qui réduit les pots-de-vin et la corruption.

La plupart des arrestations résultent de l'initiative policière surtout en ce qui concerne les délits mineurs des noirs.

L'activité des policiers est étroitement contrôlée ce qui leur laisse peu d'initiative.

Les incidents mineurs encombrant les allées du pouvoir : tout est décidé au sommet de la hiérarchie.

Division du travail très élaborée.

Les agents sont évalués fréquemment en fonction des citations et arrestations.

Modèle B (service)

Décentralisation relative de l'autorité et de la responsabilité.

Accent mis sur le maintien de l'ordre plutôt que sur l'application de la loi.

Le service au public prime partout.

Le service au public est prioritaire.

Accent mis sur les relations publiques.

L'image publique de la police est très importante : formation, entraînement, présentation, etc.

La déontologie propagée réduit la tentation de se laisser corrompre.

Les agents n'ont pas de leur rôle une vision parcellaire : ils sont indépendants et prennent des initiatives.

Modèle C (surveillance)

Accent mis sur le maintien de l'ordre (privatisation du droit).

Peu d'arrestations initiées par la police sauf pour les noirs.

Beaucoup d'arrestations en raison de plaintes de citoyens.

Priorité au maintien du statu-quo : « pas de vagues ».

Pouvoir discrétionnaire à tous les niveaux pour qu'il n'y ait pas d'histoire.

Peu d'occasions d'innover et de prendre des initiatives, et contrôle très lâche des policiers.

Faible décentralisation de l'autorité et des responsabilités.

Fréquence des pots-de-vin, du trafic d'influence, de la corruption.

P. Fitzgerald (1974), « Police Models : An Analysis and Amplification of J.Q. Wilson's Varieties of Police Behavior » in : D. McNamara, M. Riedel (eds), *Police : Perspectives, Problems, Prospects*, New York, Praeger Publ. pp. 107-118.

L'agent de police se considère, dans ce modèle, comme un instrument plutôt passif d'une loi lointaine mais omniprésente et inamovible : grâce à sa dépendance de la loi, le policier se protège aussi des effets des influences indues, soit des pouvoirs politiques soit des pouvoirs économiques. Le contrôle de cette activité policière est excessivement bureaucratique : le journal de bord reflétant l'usage de chaque heure/minute constitue l'outil d'évaluation et de planification majeur. Les agents sont interchangeables : la direction, dans ce modèle d'organisation policière, se méfie des cliques, des relations d'amitié ou de camaraderie, qui se tissent entre agents, ou entre ceux-ci et le public. L'égalité de tous devant la loi doit être assurée par des policiers qui l'appliquent sans égard aux personnes ou aux situations particulières. Chaque agent doit rendre compte, dans des termes quantifiables, de l'usage de son temps dans l'application des lois. Ces services de police sont dotés d'équipement d'informatique qui permettent d'examiner systématiquement le travail effectué par chacun des policiers dans l'exercice de fonctions très précises. La direction cherche à gérer ses ressources en main-d'œuvre ou en technologie avec le maximum d'efficacité. Le type idéal de policier dans ce modèle est un homme agissant avec courtoisie, efficacité, mais en même temps d'une manière impersonnelle. Le policier reçoit une formation professionnelle poussée et a tendance à agir en « professionnel ».

Les policiers travaillant dans le cadre de ce modèle acceptent le postulat de la responsabilité pénale : ils n'ont pas tendance à excuser et ne cherchent pas à comprendre le suspect ou le délinquant. Il n'a qu'à s'expliquer devant les juges...

Le deuxième modèle élaboré par Wilson est orienté vers la dispense de service. On procède à autant d'interpellations que dans le modèle précédent, mais à bien moins d'arrestations. On veille essentiellement à satisfaire le public en lui assurant le maximum de sécurité sans nécessairement appliquer la loi d'une manière systématiquement répressive. La police est jugée, dans ces communautés, de la même manière que les boutiques, les hôpitaux, les écoles : flexibilité et efficacité sont de règle. La direction de la police est préoccupée de l'opinion de la communauté : on crée des services spécialisés pour les jeunes, pour les immigrés, pour les alcooliques, etc. On est très présent dans les voisinages, la police pratique une haute visibilité. On ajuste la

réaction policière à l'attente du public : peu agressive à l'égard des délinquants de circulation, très sévère à l'égard des vols avec effraction ; les policiers constituent le baromètre de l'atmosphère morale du public. Les plaintes de ce dernier à l'égard de la police sont considérées très sévèrement par la direction : le préjugé est favorable au public alors que dans le modèle précédent une forte solidarité professionnelle liait les policiers entre eux et écartait les plaintes venant de l'extérieur. La compétition est forte : l'efficacité est récompensée, la sécurité de l'emploi est durement marchandée afin de maintenir intacte la motivation de chaque policier pour le travail bien fait. Ce sont les résultats qui comptent et ceux-ci ne sont pas mesurés par le nombre d'arrestations. Les adolescents reconduits chez leurs parents et admonestés en leur présence, les ivrognes menacés de dénonciation auprès de leurs employeurs, les plaintes signées mais non déposées au Parquet pour des délinquants primaires de vol à la tire, sont autant de pratiques qui caractérisent le travail policier dans ce modèle de services à dispenser. L'accent est donc mis au principe du maintien de l'ordre par des méthodes diversifiées et efficaces, plutôt qu'à l'application des lois quelles qu'elles soient, et en toutes circonstances, comme c'était le cas précédemment.

Le troisième type distingué par Wilson est appelé le « watchman type », le modèle de « surveillance ». C'est le genre de travail policier le plus traditionnel en Amérique du Nord ; il fut répandu en Europe avant la centralisation policière. Là aussi, c'est le maintien de l'ordre qui prévaut et pas l'application des lois comme dans le premier modèle. Mais contrairement au modèle de service, ici la fonction policière se limite à intervenir dans les cas extrêmes d'infractions aux lois. Tant que la violence s'exerce au sein de la famille ou entre amis, ce n'est pas l'affaire de la police. Si les minorités ethniques ont des problèmes de sécurité dans leur ghetto, cela les concerne et non pas le service de la police. La police tend à chercher des solutions à la bonne franquette, en essayant de réconcilier les adversaires en faisant réparer les dommages causés, etc. La police tiendra compte de la structure de pouvoir de la communauté : elle saura toujours à qui elle a affaire et veillera à ce qu'une justice propre soit appliquée à chaque groupe de citoyens... Le chef de police traite directement les grandes affaires comme le policier traite les petites affaires, sur une base personnelle, d'après la tête du client, en s'efforçant toujours d'arranger les choses.

La restitution de la marchandise volée est préférable à l'emprisonnement, l'expulsion de l'étranger ou du nomade, à l'arrestation. L'administration de la justice a un caractère familial, en particulier avec les jeunes : une bonne correction corporelle (donnée *in loco parentis*) est préférée aux comparutions devant la cour juvénile. On fait payer les dommages par les vandales et les fraudeurs, en utilisant, si nécessaire, le bras séculier pour le faire exécuter. Devant les délits des « grands », la plus grande discrétion est de rigueur : la grande pègre comme la grande bourgeoisie peut se défendre et peut causer des problèmes à la police. Or, dans ce modèle, la police peut demeurer exempte de problèmes... Les policiers, toujours dans ce modèle, ne sont guère professionnalisés : recrutés sur le plan local, ils ont souvent un second métier pour compléter leurs maigres salaires. La fourchette de rémunération n'est d'ailleurs pas élevée entre les divers grades : donc la motivation d'avancement, de « production », est également faible. C'est la justice distributive qui prévaut : à chacun sa justice, à l'inégalité des conditions et des situations répond l'inégalité de l'action policière dont le maintien de l'ordre qui est plus important ici que l'application des lois.

Ce dernier modèle, le « policier surveillant » est le service de police traditionnel en Amérique du Nord. Les deux autres se sont développés en réaction à celui-ci. On peut retrouver, probablement en procédant à des ajustements., les trois modèles de conduites policières dans les autres polices du monde.

CULTURE DU PUBLIC ; SOUS-CULTURE POLICIÈRE INTERDÉPENDANCE ET CONFLITS

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu jusqu'à présent que la police exerçait son pouvoir d'appréciation en fonction des définitions des délits au des incidents par la communauté elle-même (Reiss, 1971) et par l'organisation policière elle-même (les modèles de Wilson, 1969). Examinons maintenant la police en tant que partie intégrante d'une culture qui est cet ensemble complexe qui comprend la connaissance, l'art, la moralité,

les traditions et toute autre capacité ou habitude acquise par l'homme en tant que membre de la société (Taylor, 1971). Des sociétés complexes se subdivisent en sous-cultures qui constituent des variations sur la valeur de la culture globale. Suivant l'importance de la distance entre les valeurs dominantes de la culture et des valeurs caractérisant la sous-culture, le degré d'intégration de celle-ci dans celle-là varie.

Étant donné la fonction très spécifique de la police dans la société contemporaine, la question se pose légitimement : la police constitue-t-elle une sous-culture ? La plupart des groupes occasionnels ou professionnels partagent un sentiment d'appartenance. Ils se sentent proches les uns des autres par le fait qu'ils exercent la même activité ; ils sont soumis aux mêmes critères de recrutement et réagissent à l'environnement d'une manière identique. Plusieurs auteurs tombent d'accord pour considérer le milieu ou le corps de police comme une sous-culture au sein de la société globale. Ils notent que la police manifeste un degré particulièrement élevé de solidarité professionnelle. Le caractère para-militaire et l'esprit de corps ne sont pas étrangers à ces phénomènes. Cette solidarité et la nature du travail policier tendent à isoler la police de la communauté. On a noté que les policiers se fréquentent entre eux, se marient souvent entre eux, s'amusent entre eux. Le travail policier suscite et imprègne de son caractère la personnalité : il y a une certaine manière de poser des problèmes, de les raisonner, de les résoudre qu'on retrouve plus fréquemment chez les policiers que dans d'autres métiers. Skolnick (1966) souligne les traits suivants : le *danger* inhérent au travail policier les rend attentifs aux signes indicateurs d'un potentiel de violence. Le policier devient ainsi méfiant. Il se méfie des éléments potentiellement dangereux de la société ; celle-ci se méfie de la suspicion du policier à son égard. L'exercice de *l'autorité* le rend antinomique dans ses relations sociales : il est « fondé de pouvoir » des entrepreneurs moraux qui, cernant les lois pénales, représentent l'héritage de la tradition puritaine. Comme les puritains, la police est susceptible d'être accusée d'hypocrisie et de pratiquer le double standard. Comme la plupart ne se conforment pas, dans leur vie privée, aux nonnes qu'ils sont censés imposer aux autres, un malaise évident en résulte dans les relations entre le policier et le public. La poursuite de *l'efficacité* contribue à la solidarité et, par conséquent, à l'isolement du Policier. Devant l'hostilité du public, ils sont dépendants les uns des autres. C'est pour toutes ces raisons que

l'on peut dire que la police constitue une sous-culture bien distincte, avec son langage propre, ses valeurs, ses nonnes et ses règles de conduite. Elle tend à maintenir des distances entre « eux » et « nous ».

Selon Buckner (1972), il existe cinq éléments qui peuvent être identifiés comme composantes de la culture policière. Il s'agit de la dissimulation, de la solidarité, de la suspicion, de la ruse et du conservatisme.

La dissimulation.

Considérer tous les renseignements comme secrets est une des caractéristiques des policiers. Selon Bittner (1970) :

« les membres d'une même équipe ne parlent pas d'eux-mêmes en présence de policiers qui ne font pas partie de cette équipe, le personnel ne parle pas de ses pairs en présence des officiers et, bien entendu, aucun membre du service ne parlera de ce qui est relié au travail policier avec une personne de l'extérieur. De toute évidence, la loi du silence n'est pas uniforme à travers tous ces niveaux. Les sujets de conversation qui ne peuvent jamais être mentionnés devant une personne de l'extérieur peuvent l'être entre pairs. Cela reflète uniquement les différents degrés de dissimulation. Dans un sens plus large, les services de police ont un travail incroyablement compliqué de circulation interne de données confidentielles, complété par un refus systématique de donner des renseignements ».

Westley (1951) traite également de l'importance de la dissimulation dans la culture de la police : « La dissimulation, c'est la loyauté entre les membres du groupe, car elle reflète la solidarité avec celui-ci et comporte un profond sens de participation. La dissimulation, c'est aussi la solidarité, car elle regroupe les policiers dans un front commun face au monde extérieur et crée le consensus tout au moins sur ce seul point ».

Cette attitude de « bouche fermée » existe dans toutes les affaires dans lesquelles les policiers sont impliqués. Ils considèrent, semble-t-il, qu'on n'a jamais de problèmes en se taisant, mais qu'on peut en avoir en parlant.

La solidarité.

La solidarité, dans le cadre de la culture policière, signifie plus que le simple phénomène d'être côte à côte face au danger physique. Elle signifie également mentir pour le collègue qui comparaît en cour, ou le couvrir lors d'une enquête faite par le service lui-même. Cette solidarité souvent aveugle est assurée à l'égard des collègues en tant qu'hommes et en tant qu'individus, parce que personne ne sait quand et où il sera en difficulté, ou en danger, et chaque policier doit donc pouvoir compter sur l'appui inconditionnel de tout autre policier. Les policiers se considèrent eux-mêmes comme des camarades loyaux. Il n'y a pas de crime plus sérieux dans l'esprit d'un policier que le meurtre d'un autre policier. Cette solidarité entre policiers implique qu'on ne témoigne jamais contre un autre policier, qu'on ne met jamais un autre policier dans une situation difficile, comme cela est observable dans les relations entre les policiers de patrouille et leurs commandants. En 1936, Vollmer écrivait : « la découverte des agents agitateurs, des policiers incompetents, des policiers malhonnêtes, des policiers voleurs, demande énormément de temps parce qu'il est impossible de persuader les policiers de se dénoncer les uns les autres. C'est une loi non écrite des services de police qu'un policier ne doit jamais témoigner contre un autre policier. »

Westley (1951) a découvert que l'informateur est mis à l'ombre et gardé à l'écart de l'interaction normale du service de la police. Quand il arrive pendant que d'autres policiers parlent, ces derniers changent aussitôt de sujet. La solidarité apparaît également dans le développement de diverses nonnes de travail qui protègent individuellement les policiers contre les critiques de leurs supérieurs.

La suspicion.

La suspicion est un outil de travail pour le policier qui doit observer les événements courants, de façon à déceler toute criminalité éventuelle. Cette suspicion devient une partie de la mentalité du policier, car elle est continuellement exercée et renforcée par la culture policière. Une fois admis que toute action peut être suspecte, aucune

interaction n'est sûre, tant en service qu'en dehors des heures de travail.

Ils souffrent de ce qu'on appelle la « mentalité policière » et on l'avait déjà définie de la façon suivante : la mentalité policière signifie que vous soupçonnez votre grand-mère et c'est cela qui fait sa force. On avait désigné également la mentalité policière comme « une maladie de la profession ». On avait affirmé à ce propos que « vous finissez par voir tout sous l'angle policier, ce qui signifie qu'après plusieurs années dans la police, vous devenez à un certain degré une race à part » (voir Banton, 1964).

Cette suspicion généralisée qu'engendre la culture policière affaiblit la confiance et la présomption d'honnêteté sur lesquelles reposent les relations sociales quotidiennes.

La ruse.

La ruse, ou le mensonge intentionnel, est utilisée par les policiers pour contrôler plusieurs situations dans lesquelles ils n'ont pas d'autorité légale pour agir. La stratégie de la ruse visant à découvrir des renseignements, à justifier l'interrogatoire sur-le-champ, à faire enquête, à contrôler le comportement affligeant, mais légal, au droit de fouiller le suspect, à justifier l'arrestation et à obtenir des aveux, est enseignée au policier pendant son entraînement, à travers les manuels policiers et à travers la culture policière. La pratique du mensonge dans plusieurs situations devient, pour les policiers, parfaitement normale.

s

Le conservatisme.

Le conservatisme politique et moral est le cinquième et dernier élément de la culture de la police. Comme il a été dûment noté par William H. Parker, ancien chef de police de Los Angeles, les policiers américains sont en majorité des gens conservateurs, ultra-conservateurs et de l'extrême droite. Les policiers accordent leur appui aux organisations d'extrême droite des Etats-Unis et cela dans une proportion qui dépasse largement leur nombre, comme il ressort des études citées par Lipset. La suspicion et le cynisme nécessaires pour détecter le crime, transposés sur le plan politique, font considérer la

conspiration comme source du mal. Plus encore, les expériences professionnelles des policiers, les frustrations qui découlent des limitations légales de leurs activités, les font pencher vers une attitude autoritaire.

Considérées dans leur ensemble, ces cinq éléments -dissimulation, solidarité, suspicion, ruse et conservatisme -caractérisent une sous-culture qui n'est pas en harmonie avec la culture environnante. Qu'y a-t-il dans la nature du travail policier, dans la nature des institutions de la police qui favorise le développement, le maintien et la transmission d'une culture avec ces éléments ? Le dénominateur commun le plus évident de ces éléments est le fait qu'ils constituent tous des stratégies de défense, des moyens de maintenir des frontières entre le système de l'action policière et celui de la société environnante. La question qui se pose donc consiste à se demander « pourquoi la police a besoin de telles frontières de défense » ? Il semble que la réponse réside dans le fait que l'institution de police est reliée pratiquement à toutes les autres institutions sociales, non pas à travers des modalités de coopération ou même de conflit constant, mais plutôt à travers une « symbiose/antagonisme ». Presque toutes les institutions sociales ont besoin de la police pour effectuer leurs besognes déplaisantes, et pourtant il est rare qu'elles aient les policiers en haute estime. La police a besoin de l'appui de plusieurs institutions sociales, mais ne peut que rarement satisfaire toutes les demandes contradictoires qui lui sont adressées. Plus encore, la police doit attraper des criminels pour justifier son existence, tandis que les criminels usent d'un temps et d'une énergie considérable pour éviter d'être pris. Ainsi, la police est entourée de tous les côtés par des institutions qui font des demandes sans fin, qui les appuient mais non sans rancune ou qui essayent activement de bloquer ou de contrecarrer leurs desseins. C'est pour cette raison que la police se protège hermétiquement par la dissimulation, la solidarité, la suspicion, la ruse et le conservatisme, dans le but de maintenir l'équilibre délicat entre des forces sociales opposées les unes aux autres.

Le graphique ci-joint illustre de façon schématique les diverses catégories de demandes faites à la police et les activités qu'on en exige. Comme institution, la police est impliquée dans des conflits de tous les côtés, est en contact avec les éléments les plus respectables et les

moins respectables de la société. La police doit répondre aux demandes d'ordre légal et moral, elle doit appliquer aussi bien la loi que maintenir l'ordre, -elle doit obtenir des informations en compromettant l'application de la loi, elle doit pour s'assurer le soutien du public travailler dans le cadre de la morale publique sans violer pour autant les règlements légaux, elle doit être sensible au changement du climat politique sans paraître politisée, elle doit ménager la criminalité et donner l'impression qu'elle est en train de l'éliminer. La police doit être ouverte aux demandes vagues de la communauté tout en respectant les droits civiques de ceux qui, à son avis, ne les méritent pas, elle doit être techniquement efficace tout en étant politiquement consciente ; on s'attend à ce qu'elle défende le statu quo à la fois contre les protestations légitimes et les changements révolutionnaires. En un mot, on demande à la police d'être à tous, et pour tous.

De toute évidence, l'homéostasie d'une institution sujette à toutes ces demandes conflictuelles, et quelquefois contradictoires, ne peut être maintenue que grâce à un processus constant de négociations et d'échanges d'une activité à l'autre. La police peut uniquement se charger de toutes ces transactions délicates en gardant le contrôle des informations relatives à ses activités, en se solidarisant, en étant méfiante à l'égard de tous et de chacun et en défendant les valeurs traditionnelles. Si la police, en tant que service, était ouverte à l'inspection du public, personne ne serait satisfait, ce qui est une des raisons pour lesquelles la police est fortement opposée à la constitution des comités de révision formés de citoyens (Civilian Review Boards).

Malgré toutes ces frontières défensives en action, la police est sujette aux pressions, et une pression suffisante venant d'un seul secteur fait réagir le système entier par des pressions exercées sur les autres secteurs. Le fait d'être situé au centre d'un conflit social est inhérent à la nature même du travail policier.

LA POLICE ET LE PUBLIC ÉCLATE : TYPOLOGIE DE SOCIÉTÉ ET RÔLE DE LA POLICE

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons examiné jusqu'à présent les fonctions de la police dans la société contemporaine afin de pouvoir la confronter avec l'attitude du public. Nous avons vu comment l'exercice de ces fonctions l'intègre dans la vie quotidienne des citoyens. En effet, c'est la réaction du public qui déterminera le rôle réactif de la police, rôle qui semble très nettement dominer son rôle proactif. Nous avons vu que la proportion va de 80% à 20% entre les deux activités. Bien des auteurs dont Bittner (1970) et Manning (1977) insistent sur cette perspective interactionniste dans l'étude du lien entre le policier et le public. Utilisant des analogies de dramaturges, ces auteurs considèrent les policiers, les truands, les victimes, les citoyens désespérés, comme des acteurs sur une scène, et les autres citoyens (témoins, parents, etc.) comme une audience dont la réaction influe sur le jeu des acteurs. Le « script », c'est-à-dire la pièce, indique le caractère des personnages et balise le scénario. Les acteurs néanmoins improvisent largement autour des indications schématiques de l'auteur de la pièce.

Nous avons vu, en citant Wilson, qu'il y a des écoles différentes quant à l'interprétation des pièces qui vont du réalisme au naturalisme. Nous venons enfin de décrire la police comme une sous-culture au sein de la société globale. Ce fait assure une coloration particulière aux scénarios qui constituent le tissu de la vie quotidienne où s'emmêlent le public et la police. Il nous reste maintenant à aborder le dernier chapitre de notre exposé : le rôle de la police dans le contexte d'une typologie des sociétés globales. Nous empruntons le schème d'analyse à l'étude de la violence que nous avons effectuée dans la société contemporaine (Szabo, 1976). On peut l'appliquer aisément au cas de la police dans la mesure où celle-ci est investie du monopole dans l'usage de la violence, de la part des pouvoirs politiques constitués. En effet, c'est la police seule qui peut - à part le cas de légitime défense -

appliquer la contrainte (violente, le cas échéant) sur chaque citoyen dans l'application de la loi ou du maintien de la paix publique.

Quelles sont les conséquences de cette typologie sur la police et sur ses relations avec le public ? Il est évident qu'elles seront différentes suivant qu'il s'agit d'une société plutôt monolithique (société intégrée, et certaines formes de la société partiellement intégrée) ou d'une société fragmentaire (société non intégrée et certaines formes de la société partiellement intégrée).

CULTURE POLICIÈRE ET STRUCTURE SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

La société monolithique contient des restrictions multiples au comportement illégal. La visibilité est élevée dans ce type de société. C'est une société où les membres dépendent les uns des autres parce que leur nombre est limité. Le fait d'être exclu de cette société constitue une peine très sévère. La criminalité, qui est une violation des normes partagées, est très faible. Par contre, les conflits entre les membres d'une société monolithique se situent à un niveau très élevé. Et parce que les membres ont beaucoup à perdre en partant, ils sont motivés à se battre pour défendre leurs positions dans les systèmes.

La société fragmentaire est confrontée avec la situation opposée. Une telle société offre un terrain plus fécond pour les crimes traditionnels du fait que les membres ne se connaissent pas et qu'ils ne sont pas dépendants les uns des autres. L'expulsion du sein de cette société ne constitue pas la même catastrophe que d'être expulsé d'une société monolithique car on ne perd pas grand-chose. Par contre, la société fragmentaire constitue un terrain moins fertile pour les conflits entre ses membres. Ces derniers ne se trouvent pas facilement en état de conflit éternel entre eux. Le temps et l'espace séparent les membres qui peuvent investir leurs énergies en développant de nouvelles relations au lieu de liquider d'anciens conflits.

Tout cela a des conséquences évidentes pour la police. Dans les sociétés monolithiques homogènes, le besoin principal n'est pas celui

du contrôle de criminalité que la société assure elle-même. Le besoin, s'il existe, concerne des services professionnels tranquilisants pour calmer les membres de cette société quand la tension devient trop forte. Ce dont on a besoin, c'est d'un gardien de la paix. Dans une société fragmentaire apparaissent deux autres besoins. Le besoin de contrôler la criminalité est trop évident et ne nécessite pas d'autres commentaires. Moins évident, mais à long terme plus essentiel, demeure le fardeau de la police de rassembler la société. Il existe trois types de rassemblement.

Dans le premier le policier, comme plusieurs autres spécialistes travailleurs sociaux, médecins, enseignants, s'efforce de réunir différents segments. À moins que les segments soient réunis, la personne dans sa totalité demeurera inconnue, un mystère, elle n'apparaîtra jamais en tant que telle devant les yeux de ceux avec qui elle est en interaction. Une des fonctions majeures de plusieurs nouvelles « professions de traitement » est d'assembler des segments et cela est une des raisons de l'autorité de ces professions. Elles représentent une alternative fonctionnelle à la société monolithique. Certains types de police semblent avoir de grandes possibilités pour aider dans cette tâche importante.

Le deuxième, mais moins évident, est le besoin d'intégrer certaines activités des autres services. Cela semble être une des fonctions majeures de certains systèmes policiers. La gamme des professions et des organisations créées pour donner des services dans la société moderne semble aussi fragmentaire que leurs clients. Ici, selon Stökken (1971), la police a la possibilité de jouer un rôle majeur dans l'intégration de certaines activités des autres services. En étant la dernière agence d'appel, et en n'ayant pas la possibilité de refuser d'intervenir ou de dire non, et à cause de son usage légitime de la force, la police peut dans certains cas avoir à la fois l'autorité et la possibilité d'empêcher les autres corps de se renvoyer les clients. Le policier est plus enclin à agir et à essayer de régler les problèmes individuellement.

La troisième fonction importante de la police dans une société fragmentaire se rattache à la rétroaction d'informations qu'elle doit fournir à la société. En étant le dernier recours, quand tous les autres moyens échouent, la police ressent constamment le fardeau des pro-

blèmes insolubles de la société. La plupart des autres agences peuvent fermer les yeux et même leurs bureaux en espérant, ou en sachant, que la responsabilité finale retombera sur quelqu'un d'autre. La police, elle, ne peut faire de même et finit par avoir tous les problèmes. Ici cependant, il semble essentiel que la police ait l'opportunité de faire connaître toutes ces informations à la société. La police doit avoir le droit et la responsabilité de ce genre d'informations. Une telle évolution serait en, harmonie avec ce qui s'est produit récemment dans les autres professions de traitement ou de service. Les travailleurs sociaux ne se limitent plus à l'interaction avec leurs clients. Ils se perçoivent comme les porte-parole de leurs sociétés et comme les responsables d'une action sociale visant à améliorer les conditions qui créent les problèmes troublant leurs clients. Il existe certaines contre-indications pour des actions similaires de la part de la police et ces contre-indications sont facilement décelables. Cependant, on peut suggérer qu'une plus grande activité policière dans ce secteur soit envisagée.

Organisation locale et organisation centralisée

[Retour à la table des matières](#)

La police peut relever ces défis en tant qu'agent conciliateur, en tant qu'intégrateur des différentes agences et en tant que service chargé de retourner des informations à la société, mais fort souvent elle ne le fait pas. Cela dépend largement d'une autre variable particulièrement importante, à savoir le type de l'organisation policière : locale ou centralisée.

En combinant les deux variables : type de la société et type de l'organisation policière, on peut constater qu'une société fragmentaire ayant une police centralisée aurait probablement de bons moyens pour organiser le contrôle du crime mais serait en même temps dans une situation qui offre très peu de possibilités pour intégrer le voisinage. Les conditions sont propices au développement d'une « culture policière » spécifique.

D'un autre côté, une société fragmentaire avec une police organisée localement peut avoir des difficultés à contrôler le crime, mais est la seule à avoir la possibilité d'utiliser la police pour rassembler une société morcelée. Et, en participant à ces activités, les forces policières sont elles-mêmes intégrées dans ces sociétés. Dans une telle société, les conditions propices au développement d'une culture policière spécifique n'existent presque pas.

INTÉGRATION NORMATIVE ÉLEVÉE ET INTÉGRATION NORMATIVE FAIBLE

[Retour à la table des matières](#)

Une troisième variable importante dont dépendent la naissance et le développement de la sous-culture policière est le degré de l'intégration normative dans la société. Il semble plutôt évident que moins les normes de la société sont partagées par tous ses membres, plus grandes seront les possibilités pour le développement d'une culture policière spécifique. Mais, là encore, le problème est en fait beaucoup plus complexe. Il ne s'agit pas là seulement d'une question de conflit, mais aussi bien de la visibilité et de la légitimité de ce conflit. Dans les cas d'un conflit clair et net, par exemple un conflit entre la société et un petit groupe très déviant voulant renverser le régime, la situation n'entraînera pas nécessairement l'apparition d'une culture policière distincte. Ici la police peut être, et le plus souvent sera, l'alliée de la majorité sans avoir besoin de se protéger derrière une culture spécifique. Par contre, la situation est beaucoup plus difficile lorsqu'il s'agit d'un conflit entre des factions d'une force égale, ou ce qui est pire encore, lorsque la société transmet une sorte de double message, quand elle dit oui et non et laisse aux groupes en cause le soin de régler le conflit qu'elle n'est pas capable de régler.

Plusieurs délits de moralité ou délits dits sans victimes en sont des exemples. À ce niveau, une culture policière spécifique peut s'avérer fort efficace pour légitimer le retrait de certains champs problématiques ou pour justifier l'utilisation de l'ambiguïté de la situation à son

profit personnel. Une fois de plus, les distinctions entre police locale et police centralisée peuvent s'avérer à ce niveau fort utiles.

Une société ayant une intégration normative faible et une police organisée localement, est reconnue comme un terrain particulièrement propice à la corruption de la police. Par contre, une société ayant une intégration normative faible et une police centralisée est souvent douée d'une force policière professionnelle et intègre. Il convient d'ajouter toutefois qu'une force policière représente un fort potentiel de troubles. La police ne peut résoudre l'insoluble. La désintégration normative ne peut être surmontée tout simplement par la professionnalisation. La police professionnalisée ne retirera pas de profit pécuniaire d'une telle situation mais sera obligée d'utiliser les mêmes moyens que la police locale corrompue : ou bien elle sera forcée de fermer les yeux (ou de quitter le terrain) quand elle est confrontée avec un comportement dont le statut n'est pas clairement défini, ou bien elle sera obligée de prendre position face aux problèmes moraux. Ce faisant, la police peut contribuer à la clarification du problème et forcer la société à décider. Mais elle peut aussi créer une situation où une large part de la société, mais certainement pas la plus forte, aura l'impression que la police se rallie aux oppresseurs. Cela peut avoir des répercussions sur la « culture policière » qui va évoluer aisément vers une alliance plus forte avec les centres du pouvoir. Si une sorte de paix et de détente est considérée comme une chose désirable dans une société ayant une intégration normative limitée, alors la corruption de la police ne sera pas d'un prix trop élevé pour préserver une telle situation.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Que pouvons-nous conclure ? Nous avons vu que la police est indissociable du public. Le changement de ce public entraîne un changement de la police. L'éclatement du public pose un défi à peine surmontable pour la police. En effet, comment peut-on prétendre assurer la justice égale pour tous dans une société dont les critères de moralité subissent des changements aussi radicaux ? Comment établir cette rè-

gle de la civilité que Reiss (1971, p. 180) appelle de ses vœux, et qui est basée sur la reconnaissance de la légitimité de l'intervention policière, dans une société de moins en moins civilisée, de plus en plus proche des lois de la jungle ? Dans un ouvrage remarquable, consacré à la police anglaise, Lewis (1976) peint une image assez pessimiste pour l'avenir. En effet, la stagnation économique risque d'exacerber encore des conflits dans une société où les aspirations se transforment rapidement en demandes, puis en revendications. Or, celles-ci ne pourront être honorées que par les transferts de fonds qui avantagent les uns au détriment des autres. Il en résultera un ressentiment croissant, un sentiment de discrimination et d'injustice. Arbitre au service de l'intérêt public, la police pourrait-elle servir le « public » alors qu'il n'y a plus que des factions armées ? Il est évident que les sociétés non intégrées provoquent l'aspiration vers la stabilité qu'assure la société intégrée. Cette aspiration peut être lourde de menaces pour la démocratie : la tentation totalitaire renaît et devient très forte dans de larges couches de la population qui souffrent des conséquences de l'insécurité générale. La police peut être tentée plus que d'autres corps sociaux, comme en témoignent les escadrons de la mort en Amérique latine. Mais là encore, la police est réactive : c'est la désintégration sociale qui la rend protagoniste de la justice' privée, négation s'il en est une, de son rôle de service public. C'est donc la société, le public qui façonne la police et pas l'inverse : c'est une société civilisée qui seule peut avoir le droit et le privilège d'avoir une police civilisée.

SCIENCE ET CRIME (1986)

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ACTES DES JOURNÉES INTERNATIONALES DE CRIMINOLOGIE CLINIQUE ANNUELLES DE 1972 A 1979, Disponibles au Centre de Documentation du CICC, Montréal.

ACTES DU COLLOQUE DE LOUVAIN-LA-NEUVE (1980), *Dangerosité et justice pénale*, Ambiguïté d'une pratique, sous la direction de Christian Debuyst, Collection Déviance et Société, Masson, Médecine et Hygiène, 1981, 350 p.

ACTES, *Les Cahiers d'action juridique*, Paris, Éditions Solin.

ADEYEMI, A.A., « Criminology in Contemporary Africa », Unpublished Paper presented at the *International Conference on Crime and Crime Control in Developing Countries*, University Conference Centre, Ibadan, Nigeria, July 9-12, 1980.

ALLIOT, M., « Les résistances traditionnelles au droit moderne dans les États d'Afrique francophone et à Madagascar », in : *Études de droit africain et de droit Malgache*, Paris, Cujas, 1965.

ALLIOT, M., *Essai sur les transferts du droit*, Paris, Laboratoire d'anthropologie juridique, 1965.

ANCEL, M., *Social Defense : a modern approach to criminal problems*, Schocken, New York, 1965.

ANCEL, M., « Pour une étude systématique des problèmes de politique criminelle », in : *Archives de politique criminelle*, Paris, Pedone, 1975, pp. 15-42.

ANCEL, M., *La défense sociale nouvelle*, Paris, Cujas, 1981.

ANCEL, M., MARX, Y. (sd.), *Les codes pénaux européens*, Paris, Centre français de droit comparé.

ANCEL, M., RADZINOWICZ, L. (eds), *Introduction au droit criminel d'Angleterre*, Paris, Ed. de l'Epargne, 1959.

ANDENAES, J., « The Morality of Deterrence », *The University of Chicago Law Review*, 37, 1970 : 4.

ANDENAES, J., *Punishment and Deterrence*, Ann Arbor, Michigan University Press, 1974.

ANDERSON, C.W., « The Logic of Public Problems : Evaluation in Comparative Policy Research », in : Ashford, D.E. (ed.), *Comparing Public Policy*, Beverly Hills, Sage, 1978, pp. 19-42.

ANDREWSKI, S., *Social Sciences as Sorcery*, Londres, André Deutsch, 1973.

ARCHER, D., GARTNER, R., « Violent acts and violent times : a comparative approach to Postwar Homicide rates », *American Sociological Review*, 41, 1976 : 937-63.

ARENDT, A., *Crisis of the Republic*, New-York, Harcourt Brace, 1972.

ARON, Raymond, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962.

ARON, Raymond, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Lafont, 197.

ASHFORD, D.C. (ed.), *Comparing Public Policies*, Beverly Hills Sage Pub, 1978.

AUBERT, V., *Sociology of Law*, Baltimore, Pinguin Books, 1969.

BANTON, M., *The Policeman and the Community*, London, Tavistock Pub, 1964.

BARD, M., « The Role of Law Enforcement in the Helpins System », *Community Mental Health Journal*, 7, 1970 : 2.

BARTON, A.H., « Fault Lines in American Elite Consensus », *Daedalus*, Summer 1980.

BASSIOUNI, C., « Ideological motivated offenses and the political offense exception in extradition - a proposed juridical standard for an unruly problem », *The Penal Law Review*, XIX, no 2, 1969, pp. 217-265.

BAYLAY, D.H.), « Learning About Crime. The Japanese Experience », *Public Interest*, no 44, 1976, p. 55-68.

BEATTIE, J.M., « The pattern of crime in England 1660-1800 », *Past and Present*, 62 (Février 1974) : 47-95.

BECCARIA, C., *Des délits et des peines*, Droz, Genève, 1965.

BELL, D., *The Coming of Post Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New-York, Basic-Books, 1973.

BELL, D., *The Cultural contradictions of Capitalism*, New-York, 1976.

BERCAL, T., « Calls for Police Assistance », in : H. Hahn (ed), *Police in Urban Society*, Beverly Hill, Calif., Sage Publications, 1971.

BEREDAY, G.Z.F., *Comparative Method in Education*, New York, Holt Rinehart and Winston, 1964.

BERGER, P.L., *Facing up to Modernity : Excursions in Society, Politics and Religion*, New-York, Basic-Books, 1979.

BERLIN, I., *Against the Current, Essays in the History of Ideas*, London, The Hogarth Press, 1979.

BERNAT DE CELIS, J., « La politique criminelle à la recherche d'elle-même », in : *Archives de politique criminelle*, Paris, Pedone, 1977, pp. 3-60.

BILLINGTON, J.H., *Fire in the Minds of Men. Origins of the Revolutionary faith*, New-York, Basic Books, 1980.

BISHOP, N., « Beware of treatment », in : *Some Developments in Nordic Criminal Policy and Criminology*, Stockholm, Scandinavian Research Council for Criminology 19, 1975.

BITTNER, E., *The Functions of the Police in Modern Society*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1970.

BLAIR, J.P. ; MASER, S.M., « Axiomatic Versus Empirical Models in Policy Studies », in : H.E. Freeman (ed) : *Policy Studies Review Annual*, volume 2, chapter 6, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 96-103.

BLAU, P.M., *Inequality and Heterogeneity : A Primitive Theory of Social Structure*, New York, Free Press, 1977.

BLUMSTEIN, A., *Management Science, Social Systems and the Criminal Justice System*, Pittsburgh, Carnegie-Mellon University, Urban Systems Institute, 1972.

BLUMSTEIN, A., « The Dynamics of an Homeostatic Punishment Process », *Journal of Criminal Law and Criminology*, no 3, 1976, pp. 317-334.

BLUMSTEIN, A. *et al.*, *Deterrence and incapacitation : estimating the effects of criminal sanctions on crime rates*, Washington D. C., Academy of science, 1978.

BORDUA, D, REISS, A.J. Jr., « Command, control and Charisma Reflexions ; on Police Bureaucracy », *in* : A. Niederhoffer and A. Blumberg, *The Ambivalent Force*, Boston, Ginn, 1966.

BOTTOMS, A.E., « Reflexions on the Renaissance of Dangerousness », *The Howard Journal of Penology and Crime Prevention*, XVI, 1977, pp. 70.

BOUDON, Raymond, *Effets pervers et ordre social en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.

BOUDON, Raymond, « The Freudian-Marxian-Structuralist (FMS), Movement in France : Variations on a Theme by Sherry Turkle », *La Revue Tocqueville*, 1980, pp. 5-25.

BOULANGER, J.B., « L'acte volontaire en psychiatrie », *Canada Psychiatric Association Journal*, 18, 1973, 265.

BOUZAT, P., PINATEL, Jean (1970), *Traité de droit pénal et de criminologie*, Tome III, Paris, Dalloz, Livre 1, chapitre III.

BRAKEL, S.J., ROCK, R.S., *The Mentally Disabled and the Law*, University of Chicago Press, Chicago, 1971.

BRENNER, M.H., *Effects on the Economy on Criminal Behavior and the Administration of Criminal Justice in the United States, Canada, England and Wales and Scotland*. Rome, United Nation Social Defense Research Institute, 1976.

BRILLON, Y., *Ethnocriminologie de l'Afrique Noire*, Paris et Montréal, Vrin et P.U.M., 1980.

BROWN, G.K., « The treatment of the Recidivist in the United States », *Canadian Bar Review*, 23, 1945, 640 p.

BUCKNER, H.T., *Deviance, realty and change*, New York, Random House, 1972.

CANADA. MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL, *Évaluation des programmes communautaires : approche suggérée*, par J.B. Cunningham avec C.I. McInnes, Ottawa, Approvisionnement et Services, 1978.

CAVALA, B, WILDAVSKY, A., « The Political Feasibility of Income by Rights », *Public Policy*, vol. XVII, no 3, 1970, pp. 321-354.

CHESNAIS, J.C., *Histoire de la violence*, Paris, R. Laffont, 1981.

CHOQUETTE, J., *La police et la sécurité des citoyens*, Québec, Éditeur Officiel, 1971.

CHRISTIE, N., *Limits to pain*, Universitet Forlaget, 1981.

CIREL, P., EVANTS, P., *et al.*, *An exemplary Project : community Crime prevention Program*, Seattle, Washington, National Law Enforcement and Criminal Justice, 1977.

CLARKE, R.V.G., MAYHEW, P., *Designing Out Crime*, London, Home Office Research Unit, 1980.

CLECKLEY, H., *The mask of sanity*, Mosby, St. Louis, 1950.

CLIFFORD, W., « Culture and Crime », *Annales internationales de criminologie*, vol. 1-2, 1977.

CLINARD, M.B., *Cities with Little Crime*, New York, Cambridge, University Press, 1978.

CLINARD, M.B., QUINNEY, R., *Criminal Behavior System*, (2nd edition), New York, Rinehart and Winston, 1973.

CLOWARD, R.A., OHLIN, L.E., *Delinquency and Opportunity*, New York Free Press, 1960.

COCKBURN, J.S., « The Nature and Incidence of Crime in England, 1559-1625 : A preliminary survey », in : *Crime in England, 1550-1800*, ed. J.S. Cockburn, Princeton, Princeton University Press, 1977.

COCOZZA, J., STEADMAN, H., « Some Refinements in the Measurement and Prediction of Dangerous Behavior », *American Journal of Psychiatry*, 131, 1974, 1012.

COHEN, S., « Western Crime Control Model in the Third World : benign or malignant ? » Unpublished Paper for, and presented at, the *International Conference on Crime and Crime Control in Developing Countries*, University Conference Centre, Ibadan, Nigeria, July 9-12, 1980, 37 p.

COHEN, L.E., FELSON, M., « Social Change and Crime rate Trends : a routine activity approach », *American Sociological Review*, 44 : 5, 1979, pp. 88-607.

COLEMAN, J.S., « Problems of Conceptualization and Measurements in Studying Policy Impacts », in : K.M. Dolbeare (ed), *Public Policy Evaluation*, Beverly Hills, Sage Publications, 1975, pp. 19-41.

COLES, R., « Civility and Psychology », *Daedalus*, Summer 1980.

CONSEIL DE L'EUROPE, *La police et la prévention de la criminalité*, 3e Colloque de Criminologie, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1977.

COSTA-LASCOUX, J., « Le droit pénal, l'unité nationale et le développement économique », in : *Archives de politique criminelle*, Paris, Pedone, 1975, pp. 93-118.

COUNT VAN MANEN, G., *Crime and Suicide in the Nation's Capital toward Macro-Historical Perspectives*, New York, Praeger, 1977.

CRIME AND SOCIAL JUSTICE. Issues in Criminology, Berkeley, California.

CRIMINAL JUSTICE HISTORY. An International Annual, Vol. 1, 1990, New York, The John Jay Press, 288 p.

CRIMINOLOGIE, Probation, aide ou contrainte, Vol. XI, no 1, 1979.

CRIMINOLOGIE, Justice et Public, Vol. XI, no 1, 1979.

CRIMINOLOGIE, XIII, 2, 1980, *Octobre 1970, dix ans après*, 114 p.

CRIMINOLOGIE, Criminalité et réalités sociales, Vol. XIV, no 1, 1981.

CRIMINOLOGIE, Libération conditionnelle : évolution et application, (1899-1981), Vol. XIV, no 2, 1981.

CROPSEY, J., STRAUSS, L., *History of Political Philosophy*, Chicago, Rand McNalley College Pub. Co., 1972.

CROZIER, Maurice, *On ne change pas la société par décret*, Paris, Grasset, 1981.

CUSSON, Maurice, *Délinquants Pourquoi ?* Montréal, Hurtubise HMH., 1981, 275 p.

CUSSON, Maurice, *Le contrôle social du crime*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences](#) sociales. JMT.]

DAEDALUS, The End of Consensus, Vol. 109, no 3, Summer 1980, 176 p.

DAVID, R., *Les grands systèmes de droit contemporains*, Paris, Dalloz, 1969.

DIXON, M.C., WRIGHT, W.E., *Juvenile Delinquency Prevention Programs : Report of findings of an Evaluation of the literature*, Washington D.C., National Science Foundation, 1974.

DROR, Y., *Terrorism as a challenge to the Democratic Capacity to Govern*, Paper presented to the Wesleyan University Sesquicentennial Symposium on Terrorism and Democracy, hold at Wesleyan University, Middleton, Connecticut, January 1982, pp. 28-30.

DRUCKER, P.F., *The Unseen Revolution : How Pension Fund Socialism came to America*, Scranton, Pennsylvania, Harper and Row, 1976.

DRUCKER, P.F., « On Management of Public Service Institutions », *Public Interest*, no 33, 1973, pp. 43-61.

DURKHEIM, Émile, *L'éducation morale*, Paris, PUF., 1960. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

EGER, M., « The Conflict in Moral Education », *Public Interest*, no 63, 1981, pp. 62-80.

EHRMANN, H.W., *Comparative Legal Cultures*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1976.

ELIAS, N., *The Civilizing Process : The History of Manners*, New York, Urizen, 1978.

ELLENBERGER, H.F., *Criminologie du passé et du présent*, Leçon inaugurale faite à l'Université de Montréal, le mercredi 10 novembre 1965, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1965, 50 p.

ELLUL, J., *L'Empire du non sens : l'art et la société technicienne*, Paris, PUF., 1980.

ELLUL, J., *La Trahison de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

EPSTEIN, E.J., *The Agency of Fear*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1977.

ETZIONI, Amitai W., LEHMAN, E.W., *A Sociological Reader on Complex Organisations*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1980, 559 p.

EVANS, P., *The Police Revolution*, London, Allen and Unwin, 1974.

FELDSTEIN, « The retreat from keynesien Economies », *The Public Interest*, no 64, 1981, pp. 106-123.

FINCKHNAUER, J.O., *Seared Straight ! And the Panacea Phenomenon*. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, Inc, 1982.

FITZGERALD, P., « Police Models : An Analysis and Amplification of J.Q. Wilson's Varieties of Police Behavior », in : D. McNamara, M. Riedel (eds), *Police : Perspectives, Problems Prospects*, New York, Praeger Publications, 1974.

FOGEL, D., « Le débat américain sur la politique du sentencing : dix années de combat », in : *Archives de politiques criminelles* no 5, Paris, Centre de recherches de politique criminelle, 1982, pp. 225-252.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

FOURASTIÉ, Jean, *Le grand espoir du XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1963.

FRÉCHETTE, N., NORMANDEAU, André, « Qu'est-ce qu'un criminologue ? », *Le médecin du Québec*, vol. 11, no 7, 1976, 35.

GARDINER, J.A., « Problems in the Use of Evaluation in Law Enforcement and Criminal Justice », in : K.M. Dolbeare (ed), *Public Policy Evaluation*, Beverly Hills, Sage Publications, 1975, pp. 177-185.

GAROFALO, J., « The Fear of Crime : Causes and Consequences *Journal of Criminal Law and Criminology*, vol. 72, no 2, 1981, pp. 839, 857.

GASSIN, R., « La Criminologie et les tendances modernes de la politique répressive », *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, Avriljuin 1981, no 2, 1981, pp. 265-279.

GATRELL, V.A.C., « The Decline of Theft and Violence in Victorian and Edwardian England », in : *Crime and the Law Since 1850*, ed. V.A.C. Gatrell, B.P. Lonman, and G. Parker, London, Europe, 1980.

GIBBONS, D.C., *Changing to Lawbreaker, The treatment of delinquents and criminals*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Han, 1975.

GIBBONS, D., *The Criminological Enterprise : Theory and Perspectives*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1979.

GIBBS, J.P., *Crime, punishment and deterrence*, New York, Elsevier, 1975.

GIRARD, R., *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

GIRARD, R., *Les choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset, 1978.

GIVEN, J.B., *Society and Homicide in Thirteenth Century England*, Stanford, Stanford University Press, 1977.

GLADSTONE, F.J., « Co-ordination crime prevention efforts », in *Designing out crime*, sous la direction de Clarke et Mayhew, London, Home Office Research Unit., 1980, pp. 139-161.

GLUCKMAN, M. (ed), *Politics, Law and Ritual in Tribal Society*, Oxford, Basil Balckwell, 1971.

GOLDSTEIN, J., « Police Policy Formulation », in : A. Niederhoffer and A. Blumberg, op. cit., 1970.

GOUDOT, G., « Les données d'une politique criminelle dans les pays en voie de développement », in : *Archives de politique criminelle*, Paris, Pedone, 1975, pp. 119-142.

GREENBERGER, M. *et al.*, *Models in the Policy Process : Public Decision Making in the Computer Era*, New York, Russell Sage Foundation, 1976.

GREER, H., « Terrorism and the media », *Encounter* LIX, 2, 1982, pp. 67-74.

GURR, T.R., « Crime trends in Modern Democracies since 1945 », *Annales internationales de criminologie*, 16, 1977, pp. 41-85.

BIBLIOGRAPHIE 269

GURR, T.R., « Historical trends in violence crime : A critical review of the evidence », in : *Crime and Justice. An annual review of research*. Vol. 3, édité par Michael Tonry et Norval Morris, Chicago, the University of Chicago Press, 1981, pp. 295-353.

GUSFIELD, J., « Moral Passage : The symbolic Process in Public Designation of Deviance », in : F.J. Davis et Stivers eds., *The Collective Definition of Deviance*, The Free Press, New York, 1963.

HAHN, N., *The defective delinquency Movement : A history of the Born Criminal, in' New York State, 1850*, 1966, Thèse de doctorat, State University of N.Y., Albany, 1978.

HAMMOND, W., CHAYEN, E., « Persistent Criminals : A study of an Offenders liable to Preventive Detention », in : 1956, H.M.S.O., London, 1963.

HASSANFRATZ, Ch., *Le phénomène criminel dans un pays en voie de développement : l'exemple de la Côte d'Ivoire*, Thèse inédite de Doctorat en Droit, Paris, Université de Droit, d'Économie et de Sciences Sociales de Paris, 1974.

HAUGE, R., *Public Attitudes to the Police and Its Preventive Role*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1977.

HAWLEY, A., *Human ideology : A theory of community structure*, New York : Ronald, 1950.

HIMMELSTRAND, U., « Internationalisation and Application : Extending the Reach of Survey Research », in : Szalai, A, Petrella, R., *Cross-National Survey Research*, Oxford, Pergamon Press, 1977, pp. 437-488.

HOEBEL, E.A., *The Law of Primitive Man*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1954.

HOLLANDER, B.L., BROWN, R.R. (1978), *Reducing residential crime and fear*, Hartford, Conn. Harford Institute of Criminal Justice.

HOOK, S., *Philosophy and Public Policy*, Carbondale, Souther Illinois, University Press, 1980.

HOROWITZ, I.L., *The Routinization of terrorism and its unanticipated consequences*, Essay presented as the Wesleyan University Sesquicentennial Symposium on Terrorism and Democracy, hold as Wesleyan University, Middletown, Connecticut, January 1982, pp. 28-30.

HOUGH, J.M. *et al.*, « Introduction » in : *Designing Out Crime* sous la direction de R.V.G. Clarke et P. Mayhew, London, Home Office Research Unit, 1980.

HULSMAN, L., *Un paradigme criminologique abolitioniste et la recherche sur la catégorie de crime*, Rapport présenté au CNRS, Lyon, 1977, 18 p.

HULSMAN, L., « An abolition perspective on criminal justice systems, and a scheme to organize approaches to problematic situations », in : *Dangerosité et justice pénale. Ambiguïté d'une pratique*, sous la direction de C. Debuyst, Genève, Masson, 1981.

ILLICH, Y., *Libérer l'âme*, Paris, Éditions du Seuil, 1971, 187 p.

JACOB, H., LINEBERRY, R.L., *Cities and crime*, communication présentée à la réunion de 1980 de la Social Science History Association, Rochester, N.Y., 1980.

JACOB, J., *The Death and life of Great American Cities*, New York, Random House, 1961.

JOHNSON, R.W., « Research Objectives for Policy Analysis », in : K.M. Dolbeare (ed), *Public Policy Evaluation*, Beverly Hills, Sage Publications, 1975, pp. 75-92.

KAHN, H. *et al.*, *Scénario pour 200 ans*, Paris, Albin Michel, 1976, 255 p.

KOESTLER, A., *Janus. A Summing Up*, London, Hutchison, 1978.

KOHLBERG, L., *Moral Stage Scoring Manual*, Harvard, Mass., Centre for Morale Education, Harvard Graduate School of Education, 1975.

KOHLBERG, L., *Moral Stages and the Idea of Justice*, vol. 1, San Francisco, Harper and Row, 1981, 441 p.

KULCSAR, K., « Social Planning And Legal Regulation », in : *Sociology of Law and Legal Sc.* Budapest, Institute of Sociology, 1977, pp. 105-116.

LABORIT, Henri, *La nouvelle grille*, Paris, Laffont.

LAFAVE, W.R., *Arrest : The Decision to Take Into Custody*, Boston, Little and Brown, 1965.

LAMFALUSSY, C., *Procès-verbal du terrorisme et du contre-terrorisme*, Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de licencié en criminologie, Louvain, Université catholique de Louvain, 1981.

LANDREVILLE, Pierre, « Le Délinquant Dangereux dans les législations Nord Américaines », dactyloscript non publié, Université de Montréal, École de criminologie, 1979.

LANE, R., *Violent death in the city : suicide, accident, and murder in nineteenth-century Philadelphia*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979.

LAQUEUR, W., *Terrorisme*, Paris, Les Presses Universitaires de France, 1979.

LEAUTE, F. *Notre violence*, Paris, Denoel, 1977.

LEONARD, W.N., WEBER, M.G., « Automakers and Dealers : A Study of Criminogenic Market Forces », *Law and Society Review*, 4, 1970, pp. 407-424.

LERMAN, P., *Community treatment and social control : A critical analysis of juvenile correctional policy*, Chicago, The University of Chicago Press, 1975.

LEVY-BRUHL, Henri, *La sociologie du droit*, Paris, P.U.F., 1961.

LEVY-BRUHL, J., « Les délits politiques », *Revue Française de sociologie*, vol. 5, no 2, 1964. pp. 131-139.

LEWIS, C.S., *The Problem of Pain*, London, Fontana Books, 1980.

LIPSET, S.M., *The Third Century : America as a Post-Industrial Society*, Standford, Ca., Hoover Institution Press, 1979, 471 p.

LODGE, G.C., *The New American Ideology*, New York, Alfred A. Knopf, 1976.

LOMBROSO, Cesare, LASCHI, R., *Le crime politique et les révolutions par rapport au Droit, à l'Anthropologie criminelle et la Science du Gouvernement*, Paris, Alcan, 1982.

LUNDMAN, R.J. *et al.*, « Delinquency prevention. A description and assessment of projects reported in the professional literature », *Crime and Delinquency*, 22 (July 1976).

LEWIS, R., *A Force for the Future. The Role of the Police Over the Next Ten Years*, London, Temple Smith, 1976.

LYNN, L.E. (Ed.), *Knowledge and Policy : The Uncertain Connection*. Study Project on Social Research and Development, Washington, D.C., National Research Council, 1978, p. 28.

McNAMARA, D.E.J. et Riedel, M., *Police : perspectives, problems, prospects*, New York, Praeger, 1974.

MAJONE, G., « On the Notion of Political Feasibility », in S.S. Nagel (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 1, chapter 4 : Policy Formation, Beverly Hills, Sage Publications, 1977 pp. 80-96.

MANNHEIM, Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1956. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

MANNING, P.K., *Police Work : The Social Organization of Policing*, Cambridge, Mass. MIT Press, 1977.

MARIGHELA, C., *Pour la libération du Brésil*, Paris, Seuil, 1970.

MARMOR, T. *et al.*, « Comparative, Politics and Health Policies : Notes on Benefits, Costs and Limits ». In : Ashford, D.E. (ed), *Comparing Public Policies*, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 59-80.

MARTINSON, R., « What Works ? Questions and Answers About Prison Reform », *Public Interest*, Spring, volume 35, 1974, pp. 22-54.

MASLOW, A.H. (1954), *Motivation and Personality*, New York, Harper and Brothers, 1954.

McINNIS, P. *et al.*, *The environmental design and Management (EDM) Approach to crime prevention in residential environments*. A report prepared for the research division department of the Solicitor General, Canada and the technical research division, Policy Development and research Sector, Canada Mortgage and Housing Corporation by the Consortium of Urban Design Consultants and the Research Group, sl. sn., 1982, 393 p.

MEDNICK, S, CHRISTIANSEN, K.O., *Biosocial Bases on Criminal Behavior*, New York, Gardner Press, 1977.

MENDRAS, Henri (sous la direction de), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

MERTON, R., « Social Problems and Sociological Theory », *in* : Merton, R. et Nisbet, R. (eds), *Contemporary Social Problems*, no 3, ed., Harcourt Brace Javanovich, 1971, 793.

LE MONDE, vendredi le 20 août 1982, « La cour de Paris refuse l'extradition d'un Arménien demandée par les États-Unis », par J. Savigneau, p. 20, le 20 août 1986.

MORIN, Edgar, *Le paradigme perdu : la nature humaine*, Paris, Seuil, 1973.

MORRIS, N., *The Habitual Criminal*, London School of Economics, London, 1951.

MORRIS, N., « The Future of Imprisonnement : Toward a Punitive Philosophy », *in* : *Aldine Crime and Justice 19 74 Annual*, Chicago, 1974.

MORRIS, N, HAWKINS, G., *Letter to the President on Crime Control*, Chicago, University of Chicago Press, 1977.

MOYNIHAN, D.P., *Counting our Blessings, Reflexions on the Future of America*, Toronto, Little Brown and Co., London, décembre 1980.

MURRAY, C.A., COX, L.A., *Beyond Probation, Juvenile Corrections and the Chronic Offender*, Beverly Hills, Sage Publications, 1979.

NAGELS, S., NEEF, M., « Finding an Optimum Choice, Level, or Mix in Public Policy Analysis », in : HE. Freeman (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 2, chapter 8, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 118-138.

NAGELS, S., NEEF, M., « What's New About Policy Analysis Research » in : HE. Freeman (ed), *Policy Studies Review Annual*, Volume 2, chapter 1, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 18-33.

NAGIN, D., « General Deterrence : a Review of the Empirical Evidence », in : *National Research Council. Panel on Research on deterrent and incapacitative effects. Deterrence and Incapacitation*, Ed. Blumstein, A. et al., Washington D.C., National Academy of Sciences, 1978, pp. 95-140.

NATIONS UNIES, *Prévention du crime et lutte contre la délinquance perspective mondiale comparative*, rapport du secrétaire, 1977.

NEWMAN, G.R., *Comparative Deviance : Low and Perception in Six Cultures*, New York, Elsevier, 1976.

NEWMAN, G.R., « Problems of Method in Comparative Criminology *International Journal for Comparative and Applied Criminology Justice*, no 1, 1977, pp. 17-31.

NEWMAN, G.R., *The Punishment Response*, New York, Lippincott, 1978.

NEWMAN, O., *Defensible space : Crime Prevention through urban design*, New York, N.Y., MacMillan, 1973.

NISBET, R., *History of the Idea of Progress*, N.Y., Basic Books Inc, 1980.

NOAH, H.J., *Toward a Science of Comparative Education*, Toronto, MacMillan, 1969.

NOVAK, M., « The Communitarian Individual in America », in : *Public Interest*, no 68, 1982, pp. 3-20.

NOWAK, S., The Strategy of Cross-National Survey Research for the Development of Social Theory, in : Szalai, A., Petrella, R., *Cross-National Comparative Survey Research*, Oxford, Pergamon Press, 1977, pp. 3-48.

O'BRIEN, C.C., *The longest war*, paper presented at the Wesleyan University Sesquicentennial Symposium on Terrorism and Democracy, hold at Wesleyan University, Middletown, Connecticut, January, 1982, pp. 28-30.

OLDENQUIST, A., « Indoctrination and Societal Suicide », *Public Interest*, no 63, 1981, pp. 81-94.

ORNAER, H. *et al.* (ed), *Images of the World in the Year 2000*, The Hague, Mouton, 1976.

PALMER, T., « Martison Revisited » Abstract in : *Crime and Delinquency*, April 1976, pp. 178-179.

PEIRCE, D., GRABOSKY, P.N., GURR, T.R., « London : The politics of crime and conflict, 1800 to the 1970's », in : *The Politics of crime and conflict : a comparative history of four cities*, by T.R. Gorr, P.N. Grabosky, and R.C. Hula, Beverly Hills, Sage Publications, 1977.

PERETZ, P., « Universal Wants : A deductive Framework for Comparative Policy Analysis », in : Ashford, C.E. (ed), *Comparing Public Policies*, Beverly Hills, Sage Publications, 1978.

PERROT, M. (ed.), *L'impossible prison : Recherches sur le système pénitentiaire au XIXe siècle*, Paris, Le Seuil, 1980.

PETRUNIK, M., « La prévention du crime et de la délinquance : aperçu des approches actuelles », *in : Impact*, Le crime et la collectivité, no 1, 1982, pp. 23-24.

PEYREFITTE, A., *Les chevaux du lac Ladoga*, Paris, Plon, 1981.

PODGORRECKI, A. *et al.*, *Knowledge and Opinion About Law*, London, Robertson, 1973.

POIRIER, J., « Introduction à l'ethnologie de l'appareil juridique », *in : Ethnologie générale*, Collection de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1968, pp. 1091-1111.

POWERS, E, WITMER, H., *An experiment in the prevention of delinquency : The Cambridge-Sommerville Youth Study*, New York, Columbia University Press, 1951.

QUADE, E.S., « Analysis for Public Decisions », *in : S.S. Nagel* (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 1, chapter 1, *Basic Concepts in Policy Studies*, Beverly Hills, Sage Publications, 1977, pp. 18-30.

RAWLS, J., *A Theory of Justice*, Cambridge, Mass., Belknap Press, 1971.

REDO, S.M., « Crime trends and crime, prevention strategies in Eastern Europe », Communication présentée au 6e congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, Caracas, 1981.

REIFF, R., *Invisible Victim - The Criminal Justice System's Forgotten*, New York, Basic-Books, 1981.

REIN, M., WHITE, S.H., « Can Policy Research Help Policy ? », *in* HE. Freeman (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 2, chapter 3, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 49-67.

REISS, A.J. Jr., « Public Perceptions and Recollections About Crime, Law Enforcement and Criminal Justice », *in : Studies in Crime*

and Law Enforcement in Major Metropolitan Areas, Vol. 1, section 11, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1967.

REISS, A.J. Jr., « Measurement of the Nature and Amount of Crime » in : *Studies in Crime and Law Enforcement in Major Metropolitan Areas*, vol. 1, section 1, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1967.

REISS, A.J. Jr., *The Police and the Public*, New Haven, Yale University Press, 1971.

REVEL, J.F., « Le terrorisme en démocratie », *L'Express*, no 1518, 16 août 1980, p. 40.

RICH, R.F., « The Use of Science in Policy Making : A comparative Perspective on Science Policy », in : Ashford, E.C. (ed), *Comparing Public Policies*, Beverly Hills, Sage Publications, 1967, pp. 99-112.

RICO, J.M., *Crime et justice en Amérique latine*, Montréal-Paris, Les Presses de l'Université de Montréal, Ed. Vrin, 1978.

RICO, J.M., TARDIF, G., *Enquête d'opinion publique sur la police au Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1968.

RICO, J.M., TARDIF, G., *Enquête d'opinion auprès de cinq services de police du Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1969.

RIESMAN, David, *La foule solitaire : anatomie de la société moderne*, Paris, Arthaud, 1964.

SAGAN, C., *The Dragons of Eden, Speculation on the Evolution of Human Intelligence*, New York, Random House, 1977.

SAUSSAIES, B. des, *La machine policière*, Paris, Les Editions Le Seuil, 1972.

SCHAAR, J.H., *Legitimacy on the Modern State*, New Brunswick, Transaction Books, 1981.

SCHELLING, T.C., « Economic Reasoning and the Ethics of Policy », *Public Interest*, no 63, 1981, pp. 37-61.

SCHOOLER, D., *Science, Scientists and Public Policy*, New York, The Free Press, 1971.

SELLIN, T, WOLFGANG, M.E., *The Measurement of Delinquency*, New York, John Wiley and Sons, 1964.

SÉMINAIRE, REGIONAL DU CICC DANS LES PAYS SOCIALISTES DE L'EUROPE, 4eme, tenu à Visegrad du 4 au 7 décembre 1979, Research on the effectiveness of emprisonment, recidivism and aftercare, proceedings by J. Vigh and D. Szabo, Budapest, Hongrie ; Montréal, Centre International de Criminologie comparée, 1981.

SHAPIRO, S., *Considerations of Conceptualization and Future Research, A Background Paper on White Collar Crime*, Yale University, 1976.

SILK, L, VOGEL, D., *Ethics and Profits. The Crisis of Confidence in American Business*, New York, Simon and Schuster, 1976.

SIMON, J.L. (1980), cité par M. Eger (1981).

SKOLNICK, J., *Justice Without Trial*, New York, Wiley, 1966.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CRIMINOLOGIE, VIIe Congrès International de Criminologie, 17-22 septembre 1973, Belgrade, Yougoslavie.

SOMAN, A., « Deviance and Criminal Justice in Western Europe, 1300-1800 : An essay in structure », *Criminal Justice History. An International Annual*, I, 1980, pp. 1-28.

SOROKIN, Pitirim A., *Social and Cultural Mobility*, New York, N.Y., Free Press, 1959.

SOWELL, T., *Knowledge and Decisions*, N.Y., Basic Books, 1980.

SOWELL, T., *Ethnic Groups in America*, New York, Basic Books, 1982.

STRAUSS, L., *Liberalism : Ancient and Modern*, New York, Basic Books, 1968.

STOLZ, S.P. et al., « Behavior Modification : a perspective on critical issues », *American Psychologist*, 30 Novembre 1975, 1028 p.

STOVER, R.V., BROWN, D.W., « Understanding Compliance and Noncompliance with Law : The Contribution of Utility Theory », in : S.S. Nagel (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 1, chapter 5, Policy Implementation, Beverly Hills, Sage Publications, 1977, pp. 121-137.

SUNDQUIST, J.L., « Research Brokerage : the Weak Link », in : L.E. Lynn, *Knowledge and Policy. The Uncertain Connection*, Washington, D.C., National Research Council, 1978, pp. 126-144.

SUTHERLAND, E., CRESSEY, D., *Principe de criminologie*, Cujas éd., Paris, 1966.

SZABO, Denis, *Crimes et villes, Étude statistique comparée de la criminalité urbaine et rurale en France et en Belgique*, Paris, Cujas, 1960.

SZABO, Denis, « Les prisons ont-elles un avenir ? », Montréal, *Cité Libre*, 16 : 72, (décembre 1964), pp. 13-20.

SZABO, Denis (ed), *Le coût de l'administration de la justice et de la criminalité*, Ottawa, Information Canada, 1971.

SZABO, Denis et al., *L'adolescent et la société*, Bruxelles, Charles Dessart, 1972.

SZABO, Denis et al., *La criminalité urbaine et la crise de l'administration de la justice*, Travaux du Ille Symposium International de Criminologie comparée, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973, 209 p.

SZABO, Denis (ed), *Police, culture et société*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.

SZABO, Denis « Agression, violence et systèmes socio-culturels : essai de typologie », *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, Paris, no 2, Avril-Juin 1976, pp. 379-398.

SZABO, Denis, « Histoire d'une expérience québécoise qui aurait pu mal tourner », *Criminologie*, X, 2, 1977, 5.

SZABO, Denis, *Criminologie et politique criminelle*, Paris-Montréal, Vrin, Presses de l'Université de Montréal, 1978.

SZABO, Denis, *Criminologie comparée et son impact sur la politique criminelle*, Montréal, Université de Montréal, Centre International de criminologie comparée, 1978.

SZABO, Denis, « L'évaluation des politiques criminelles : quelques réflexions préliminaires », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1981, no 1, pp. 1-25.

SZABO, Denis, PARIZEAU, Alice, *Le traitement de la criminalité au Canada*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1977.

SZABO, D., RIZKALLA, S., « Conducting Evaluative Research and Implementing Its Results : Dilemmas for Both Administrators and Researchers », *International Journal of Comparative and Applied Criminal Justice*, Spring 1978, vol. 2, no 1, pp. 15-28.

SZALAI, A. (ed), *The Use of Time*, Paris, Mouton, 1972.

SZALAI, A., PETRELLA, R., *Cross-National Comparative Survey Research*, Oxford, Pergamon Press, 1977.

TABONE, V., *Rapport sur le terrorisme en Europe*. Commission des questions politiques, Conseil de l'Europe, doc. 4258, 1978.

TAPPAN, P.W., « Who is the Criminal ? », *American Sociological Review*, 12, February 1947, pp. 96-102.

TAYLOR, E.R., « Socker Consciousness and Socker Holiganism », in St. Cohen (ed), *Images of Deviance*, London, Penguin Books, 1971.

TAYLOR, Ian *et al.*, *New Criminology : For a Social Theory of Deviance*, London, Routledge and Kegan, Paul, 1973.

TERRORISM : The Challenge to the State, Symposium on January 28, 29, 30, 1982, at the Wesleyan University, Middletown, Connecticut. (Actes sous presse aux Wesleyan University Press), 1982.

TSIEN, T.-H., « Les orientations fondamentales de la politique criminelle en Chine populaire », in : *Archives de politique criminelle*, Paris, Pedone, 1977, pp. 219-240.

UNITED NATIONS, *Crime Prevention and Control*, Report of the Secretary-General, 32nd session, september 22 nd., 1977.

VAN HORN, C.E., VAN METER, D.C., « The Implementation of Intergovernmental Policy », in : S.S. Nagel (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 1, chapter 5, *Policy Implementation*, Beverly Hills, Sage Publications, 1977, pp. 97-121.

VAN MANEN, G., *Crime and Suicide in Nation's Capital : Toward Macro-Historical Perspectives*, New York, Praeger, 1977.

VAN OUIRIVE, L. RIZKALLA, S. (eds), *International Seminar on Police Research*, Montréal, Université de Montréal, Centre International de Criminologie Comparée, 1976.

VAUPEL, J.W., « Muddling Through Analytically » in : S.S. Nagel (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 1, chapter 2 *Methods of Policy Analysis*, Beverly Hills, Sage Publications, 1977, pp. 44-67.

VOLLMER, A. (1936), *The police and modern society*, Montclair, N.J., Patterson Smith.

WALLER, I., OKIHIRO, N. (1978), *Burglary : The Victim and the Public*, Toronto, University of Toronto.

WARREN, M.Q. (1971), « The community treatment project : history and prospectus », in : *Crime and justice : the criminal in confinement*, New York, Basic Books.

WEISS, C.H. (1978), « Research for Policy's Sake : The Enlightenment Function of Social Research », in : H.E. Freeman (ed), *Policy Studies Review Annual*, volume 2, chapter 4, Beverly Hills, Sage Publications, pp. 67-82.

WENK, E., ROBINSON, J., SMITH, G. (1972), « Can violence be predicted ? », *Crime and Delinquency*, 18, 393 p.

WESTLEY, W.A. (1951), *The Police : A sociological Study of Law, Custom and Morality*, Thèse non publiée, Université de Chicago.

WILENSKY, H.L. (1968), « Organizations : Organizational Intelligence », in : *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 11, New York, MacMillan and the Free Press, pp. 319-334.

WILENSKY, H.L. (1975), *The Welfare State and Equality*, Berkeley, University of California Press.

WILKINS, L.T. (1969), *Evaluation of Penal Measures*, New York, N.Y., Random House.

WILKINSON, P. (1976), *Political Terrorism*, Londres, MacMillan Press.

WILSON, J.Q. (1975), *Thinking About Crime*, New York, Basic Books.

WILSON, J.Q., « Social Science and Public Policy : A Personal Note », ed., *Knowledge and Policy : The Uncertain Connection*, in : L.E. Lynn, Washington, D.C., The National Research Council, 1978, pp. 82-93.

WILSON, J.Q., *Varieties of Police Behavior : The Management of Law and Order in Eight Communities*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1969, chap. V, VI, VII.

WINTERBOTHAM, F.W., *The Nazi Connexion*, New York, Harper and Row, 1978.

WOLFGANG, M., « Crime and Crime Control in Developing Countries A, An unpublished Keynote adress delivered at the *International Conference on Crime and Crime Control in developing Countries*, University Conference Centre, Ibadan, Nigeria, July 9-12, 1980, 15 p.

WOLFGANG, M.E., FIGLIO, R.M., SELLIN, T., *Delinquency in a birth Cohort*, Chicago, The University of Chicago Press, 1972.

YANKELOVITCH, D., *Changing Values in American Society*, New York, Harcourt and Brace, 1981.

ZIEGENHAGEN, E.A., *Victims, Crime and Social Control*, New York Praeger Publishers, 1977.

Table des matières originale du livre

Présentation du livre (Quatrième de couverture)

Introduction

Chapitre I. Société, culture et criminalité : la problématique de la criminologie comparée

- Critique de l'ethnocentrisme occidental ; typologie des sociétés et droit ; la règle de la primauté de la description : les sociétés post-industrielles, industrielles et traditionnelles ; présentation d'un paradigme pour analyser les systèmes socio-culturels et juridiques, d'une part et les diverses formes de conduites criminelles et de déviations, d'autre part ; examen du rôle des diverses intentions criminologiques ; droit, justice, crime et criminologie dans chacun des « quatre mondes ».

Chapitre II. La criminologie en situation : insertion de la criminologie dans le mouvement de la réforme sociale et l'intégration de la politique criminelle dans la politique sociale

- Idées et situations : la génération de l'après-guerre et le défi criminel ; postulats scientifiques et idéologiques ; les sciences sociales et les frénétiques années soixante : les criminologues dans la mêlée ; la crise de confiance dans l'idéal thérapeutique : naissance et effets des mouvements « anti » (psychiatriques, criminologiques, etc) conséquence de la crise de l'autorité de la science en criminologie le boum de la résistance au changement ; la collusion du gauchisme et du conservatisme : les idéologies libertaires et anti-étatiques dans la naissance de la nouvelle criminologie ; sécularisation des valeurs protégées par le droit pénal et crise des légitimités dans le choix des critères de moralité.

Chapitre III. La criminologie comparée et son impact sur la politique criminelle

- Criminologie clinique et criminologie de la réaction sociale : leur lien avec la politique criminelle ; criminologie du système pénal et politique criminelle ; la voie étroite entre le réductionnisme juridique et le réductionnisme sociologique : la science des politiques est-elle possible ? Cadre de référence juridique et indicateurs sociaux : de la comparabilité des données entre divers systèmes ; un intéressant outil d'analyse : la mesure de la

satisfaction des besoins (Maslow, 1954) ; connaissances scientifiques et prises de décision.

Chapitre IV. Évaluation des politiques criminelles : promesses et limites de l'application des concepts et des techniques d'évaluation de programmes en matière criminelle

- Les problèmes spécifiques de l'expert en matière évaluative dans le domaine pénal ; le champ d'application : la législation, la police, les tribunaux ; le système pénitentiaire et le système communautaire ; l'apport des techniques d'évaluation dans chacune des phases du processus politique : la formation et la formulation des politiques, la mise au point et la mise en oeuvre des politiques ; les limites dans l'usage des techniques évaluatives : le problème des effets pervers.

Chapitre V. La prévention en milieu urbain : analyse de quelques stratégies

- Le milieu urbain et la peur du crime : variations et constances analyse critique du concept de la prévention et ses limitations dans le cadre du droit libéral ; analyse critique des stratégies et tactiques préventives dans divers pays occidentaux le modèle socialiste et la prévention : une cohabitation naturelle conditions d'intégration d'une politique criminelle acceptant la prévention dans le modèle de l'État libéral (nullum crimen sine lege).

Chapitre VI. Violence collective et processus politique : peut-on défendre la démocratie ?

- Le terrorisme et le contre-terrorisme dans la société occidentale contemporaine : confusions théoriques ; bilan des activités terroristes ; pour un paradigme sociologique dans l'explication du terrorisme dans la société post-industrielle contemporaine ; y a-t-il des remèdes : analyse des stratégies défensives et offensives.

Chapitre VII. Police, culture et communauté rôle et fonctions de la police dans le contrôle social et judiciaire

- Quelle police et quel public essai de typologie ; modèles d'organisation policière et professionnalisme : du militarisme au service social ; sous-cultures policières et évaluations des comportements dans une perspective de conflits de cultures ; dilemmes policiers dans une société éclatée ; la personnalité policière et l'organisation du travail ; évaluations des conséquences des pratiques policières dans un modèle de centralisation et de décentralisation ; la police et le système de justice pénale : des incohérences organisées.

Bibliographie

Fin du texte